



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

UNE NOUVELLE POSTURE AMÉRICAINNE ?

Perspectives stratégiques 2021-1



UNE NOUVELLE POSTURE AMÉRICAINE ?

PERSPECTIVES STRATÉGIQUES 2021-1

L'INSTITUT FMES

L'institut FMES est né il y a trente ans de la volonté de mieux faire connaître les enjeux et les perspectives du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient aux acteurs politiques, de l'éducation, de l'entreprise, des collectivités, des armées et des administrations.

Depuis quelques années, il a élargi son domaine de compétence aux enjeux maritimes internationaux et au développement de l'économie de défense dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dont il est un centre ressources.

Il assure ses missions grâce à des cycles d'enseignement de haut niveau, des séminaires thématiques, des colloques, des études, des travaux de recherche et des publications.

Il est partenaire de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), des universités de Toulon, de Nice Côte-d'Azur et d'Aix-Marseille, de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et du réseau euro-méditerranéen Euromesco.

Table des matières

PRÉFACE	9
LES ÉDITOS : RETOUR SUR LE PREMIER SEMESTRE 2021	15
LE JEU DES ACTEURS GLOBAUX	35
QU'ATTENDRE DE JOE BIDEN AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD ? PIERRE RAZOUX.....	36
VERS UNE RUPTURE DU PARTENARIAT STRATÉGIQUE ENTRE L'ADMINISTRATION BIDEN ET LA TURQUIE ? MARGAUX MAGALHAES	56
L'OPPORTUNISME NAVAL CHINOIS DANS LE PACIFIQUE OUEST SE POURSUIVRA-T-IL EN 2021? ARNAUD PEYRONNET.....	70
LE SOUDAN, NOUVELLE PORTE D'ENTRÉE DE LA RUSSIE VERS L'AFRIQUE ET L'OCÉAN ARNAUD PEYRONNET.....	83
UNE POLITIQUE MÉDITERRANÉENNE ALLEMANDE ? PERCEPTION, INTÉRÊTS ET STRATÉGIES DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE EN MÉDITERRANÉE, JARA AMIRA VON CALL.....	94
RECOMPOSITIONS RÉGIONALES AU MOYEN-ORIENT ET EN MÉDITERRANÉE	131
LA TURQUIE EN RECHERCHE DE PARTENARIATS : NOUVEAUX AXES STRATÉGIQUES EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE ARNAUD PEYRONNET	132
LA NOUVELLE STRATÉGIE RÉGIONALE DE LA GRÈCE ARIS MARGHELIS	144
QUEL AVENIR POUR LA LIBYE ? BENOÎT DE LA RUELLE	162
L'ÉGYPTE, ENTRE RÉVOLUTION AVORTÉE ET TRANSFORMATION PROFONDE CHLOÉ BERGER	176
LE RETOUR DE L'ÉGYPTE SUR LA SCÈNE RÉGIONALE CHLOÉ JAMET.....	191
ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE IRANIENNE : LES SYMPTÔMES D'UN RAIDISSEMENT ÉVIDENT PIERRE PAHLAVI.....	203

DÉBATS	209
DÉCRYPTAGE DU RAPPORT STORA SUR L'ENJEU MÉMORIEL DE LA RELATION FRANCE-ALGÉRIE SARAH SRIRI.....	210
TRIBUNE DE JACQUES FRÉMEAUX EN RÉPONSE AU RAPPORT STORA.....	226

PRÉFACE

Le premier semestre 2021 a été marqué par la mise en place d'une nouvelle administration américaine.

Un changement à la tête du pays le plus puissant du monde est en soit un événement quand on s'intéresse à une des zones les plus crisogènes du globe, mais l'avènement de Joe Biden présente un enjeu particulier : il intervient dans une période de rupture stratégique qui marque la fin d'une ère occidentale dans laquelle les États-Unis jouaient le rôle majeur. Plusieurs facteurs expliquent cette bascule : le développement de la Chine bien sûr, mais également la perte de prestige dont sont frappés les États-Unis et leurs alliés européens en raison de l'exécrable gestion du moment unipolaire qui a suivi la guerre froide : brutale sous George W. Bush, faible sous Barack Obama, erratique sous Donald Trump. C'est pourquoi le nouveau président américain est regardé à la loupe pour tenter d'anticiper ce que pourraient être sa politique et ses conséquences : aggravation de la marginalisation occidentale ? Confrontation avec la Chine ou l'une des nombreuses puissances régionales révisionnistes ? Inversion de la tendance ?

La zone qui couvre la Méditerranée et le Moyen-Orient a été le théâtre principal de cette bascule, même si la Chine n'y joue pour l'instant qu'un rôle secondaire essentiellement orienté vers le domaine économique et celui des hydrocarbures. Les guerres en Irak, en Syrie, en Libye, au Yémen ou au Haut-Karabagh sont autant de marqueurs de cette déstabilisation croissante liée à la reconfiguration du jeu des puissances. La Russie a profité du désengagement américain pour reprendre son influence perdue au Moyen-Orient, en mer Rouge et en Afrique en s'appuyant à la fois sur sa fiabilité et son cynisme. La Turquie, portée par un

nationalisme revigoré et la vague de l'islam politique qui traverse la communauté musulmane, tente de jouer des antagonismes américano-russes pour consolider son glacis (Syrie, Irak, Azerbaïdjan, Chypre du Nord), pour étendre son influence (Libye, Soudan, Somalie) et pour renforcer ses leviers de pression face à l'Europe (migration, gaz, diaspora). Profitant de ce relatif vide de pouvoir, de nombreux États de la région se sont émancipés des États-Unis pour défendre leurs intérêts avec vigueur. C'est le cas de l'Égypte en Libye, d'Israël en mer Rouge, du Qatar en soutien des réseaux fréristes dans la région et des Émirats arabes unis en Égypte, en Libye et en Grèce en opposition à l'axe Qatar-Turquie. Ce rééquilibrage des puissances favorise une « moyen-orientalisation » de la Méditerranée. L'immixtion croissante de l'Iran qui renforce son soutien à ses réseaux en Irak, en Syrie, au Liban et dans la bande de Gaza, pour contrer Israël et sécuriser son accès à la Méditerranée, en est une illustration. Les implications d'Israël au Maroc, mais aussi des Émirats et du Qatar au Maghreb et en Méditerranée orientale en sont d'autres.

Joe Biden était donc attendu au tournant. Son expérience et sa pratique récente du terrain en tant que vice-président de Barak Obama donnaient à espérer le meilleur. Son âge, ses gaffes et la priorité accordée à la Chine laissaient craindre le pire. Force est de constater que le nouveau président américain a plutôt réussi son entrée en scène en semblant promouvoir une vision globale s'appuyant sur un dosage subtil de fermeté et de souplesse.

L'une des priorités affichées par son administration était de relancer les discussions sur le nucléaire iranien. La tâche était ardue en période préélectorale en Iran que les religieux souhaitaient mettre à profit pour consolider leur pouvoir dans une fuite en avant peu propice aux compromis, en particulier avant le scrutin du 18 juin 2021. Les discussions ont débuté en avril et

s'orientent vers une approche globale de long terme. En parallèle, les pressions exercées sur le prince héritier saoudien Mohamed Ben Salmane l'ont incité à entrer, dès la fin 2019, en négociation avec les autorités iraniennes pour apaiser les tensions croissantes entre les deux pays qui menaçaient de faire obstacle à l'accord nucléaire. Ces négociations bilatérales, dont les États-Unis se tiennent ostensiblement à l'écart, semblent porter leurs fruits puisque trois jours après son élection à la présidence iranienne, Ebrahim Raïssi a assuré qu'il n'y avait « pas d'obstacle » à la reprise des relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite, sa grande rivale régionale. Un accord entre Riyad et Téhéran qui engloberait le Yémen, l'Irak et la Syrie et qui autoriserait des avancées sur le nucléaire serait indubitablement un succès indirect pour Joe Biden.

La relation avec la Russie est une autre priorité, après 25 ans de dégradation générée par la réaction de Vladimir Poutine à la marginalisation organisée par les administrations Clinton et Bush, et que la tentative de *reset* avortée d'Obama puis le mélange d'admiration personnelle et de sanctions fortes de Trump n'ont pas réussi à améliorer. L'enjeu pour le nouveau président est de marquer les limites aux agressions russes tout en ménageant la possibilité ultérieure d'un renversement d'alliance face à la Chine. La référence à « un tueur » pour caractériser Poutine, le maintien des sanctions économiques et l'explicitation de « lignes rouges » dans les guerres cyber et informationnelle que mène le Kremlin se sont associés à des gestes de détente comme la prolongation des accords New Start, le sommet de Genève, le retour des ambassadeurs et l'acceptation du projet de gazoduc North Stream II, crucial pour la Russie et l'Allemagne.

La Turquie, autre État trublion de la région, n'a pas eu les mêmes égards. En devenant le premier président des États-Unis à reconnaître le génocide arménien, Joe Biden a placé délibérément le président Erdogan sur la défensive. Ce dernier a compris le message et s'est lancé dans une opération de séduction : il a immédiatement adouci ses déclarations à propos de la Méditerranée et des Européens, proposé un soutien militaire à l'Ukraine et annoncé le maintien de forces turques en Afghanistan. Ceci étant noté, Erdogan sait que l'intérêt stratégique que représente son pays pour l'OTAN, en particulier vis-à-vis de la Russie, lui donne des marges de manœuvre qu'il saura utiliser.

La posture vis-à-vis d'Israël respecte cette dualité entre souplesse et fermeté. Biden n'a ainsi pas remis en cause les décisions de son prédécesseur sur l'installation de l'ambassade américaine à Jérusalem, a bloqué à trois reprises l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies appelant à un cessez-le-feu lors des affrontements de mai 2021 et assuré que son administration réapprovisionnerait rapidement le système de défense antimissile « Dôme de fer » qui avait permis à Israël d'intercepter et de détruire les roquettes tirées par le Hamas. En revanche, il a rétabli l'aide financière à l'Autorité palestinienne, relancé les négociations avec les Iraniens sur l'accord nucléaire et a joué le rôle « d'honnête courtier » dans la crise, ce qui marque une rupture avec Donald Trump, qui pourrait être renforcée sous la pression de l'aile gauche du parti démocrate.

C'est peut-être vis-à-vis de l'Union européenne que la position de la nouvelle administration est la moins positive. Si le multilatéralisme est réaffirmé, la séquence européenne de Biden a surtout été une entreprise de séduction destinée à convaincre ses alliés de rallier sa politique antichinoise. Quant à l'autonomie stratégique, les États-Unis ont habilement troqué l'opposition de

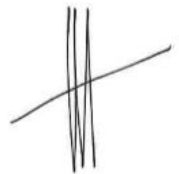
principe contre la tactique du cheval de Troie, en demandant à intégrer les projets européens. Le risque est fort que les Européens se désinvestissent de la prise en compte en propre de leurs intérêts de sécurité pour s'en remettre aux États-Unis. Compte tenu des priorités des Américains, qui se contenteront d'un service minimum dans cette région, les conséquences pourraient être très négatives.

Les premiers mois de Joe Biden semblent donc indiquer que les États-Unis ne comptent pas renoncer à leur prééminence mondiale. D'une manière articulée, combinant la séduction, la souplesse, mais également les rapports de force, la diplomatie américaine se met en place pour réduire les tensions dans la zone de la Méditerranée et du Moyen-Orient, neutraliser au maximum les oppositions et fédérer les Européens en vue de la confrontation avec la Chine. L'angle mort de cette politique réside dans l'absence de prise en compte du facteur pourtant déterminant de la stabilité régionale : le vide stratégique européen et l'appel d'air qu'il crée vis-à-vis de ses rivaux dont l'envie, le ressentiment et le mépris sont les ressorts fédérateurs.

Ainsi, une nouvelle politique américaine en Méditerranée et au Moyen-Orient se profile. Cohérente avec la priorité donnée à la menace chinoise, elle vise à minimiser le besoin d'implication des États-Unis dans la région en neutralisant autant que possible les capacités de nuisance des trois perturbateurs que sont la Russie, l'Iran et la Turquie, sans faire grand cas des problématiques européennes. Cette politique se structure également autour du constat que le modèle démocratique est en danger face aux puissances (ré)émergentes, toutes autocratiques. La volonté de placer à nouveau l'Amérique en « leader du monde libre » peut être interprétée comme une instrumentalisation visant à embrigader les Européens dans une stratégie qui n'est pas la leur.

On peut considérer cependant, au vu des dynamiques qui s'instaurent et de l'état des rapports de force que cette problématique est réelle et que la conviction de Joe Biden n'est pas totalement feinte.

L'amiral (2s) Pascal AUSSEUR
Directeur général de l'institut FMES

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of vertical lines and a diagonal stroke.

LES ÉDITOS : retour sur le premier semestre 2021

Janvier

Ce début d'année 2021 restera marqué par la fin de mandat chaotique de Donald Trump et la prestation de serment de Joe Biden devant un parterre de drapeaux américains se substituant à un public absent non pour cause de pandémie, mais de risque de débordements tant le pays est plus divisé que jamais. Le nouvel hôte de la Maison Blanche aura bien du mal à rassembler le peuple américain. Ces développements risquent d'accélérer la « désoccidentalisation » du monde, sans qu'une alternative claire ne se présente : la Chine continue sa croissance avec une reprise post-pandémie étonnante, mais le masque d'un *soft power* bienveillant est tombé : le Covid, Hong Kong, Taïwan ou les Ouïgours témoignent que sa puissance ne sera pas débonnaire. Restent l'Union européenne et la Russie, mais la première est obnubilée par la gestion de la crise sanitaire et du Brexit, tandis que la seconde fait face à des difficultés économiques et de politique intérieure. Nous entrons ainsi dans une période de rapports de force désordonnés, où tous pourront jouer des coudes, puissances globales ou régionales même si, à l'instar du président turc Recep Tayyip Erdogan, un certain nombre d'autocrates semble avoir compris qu'il allait falloir donner des gages de bonne conduite à Joe Biden.

La nouvelle administration démocrate aura fort à faire pour rétablir de nouveaux équilibres dans notre zone de prédilection, qu'il s'agisse du bassin méditerranéen, de l'espace pontique, du Moyen-Orient ou de ses extensions en mer Rouge et dans le golfe Persique. C'est pourquoi notre article du mois décrypte ce que pourrait être l'agenda de Joe Biden dans cet espace éminemment stratégique. Une chose paraît certaine : la nature ayant horreur du vide, les puissances du Moyen-Orient s'invitent, avec leurs

rivalités, toujours davantage en Méditerranée, voire impactent les pays de l'Union européenne par l'intermédiaire de luttes d'influences idéologiques et économiques. C'est en substance le message de notre conférencière ce mois-ci. C'est pour cela qu'il nous a semblé important de rassembler autour de la même table de jeunes représentants des deux rives de la Méditerranée occidentale en organisant la première session méditerranéenne des hautes études stratégiques « 5+5 », en visioconférence cette fois, avant de le faire en présentiel au printemps. L'objectif de ce nouveau programme est de favoriser la connaissance mutuelle et la perception des enjeux partagés des futurs décideurs de cette région si divisée.

Pour vous permettre d'appréhender l'agenda de Joe Biden vis-à-vis de l'Europe et de l'Asie, nous vous invitons à écouter le podcast de Thierry Garcin et à lire l'article d'Arnaud Peyronnet. Car la rivalité globale entre les États-Unis et la Chine devrait se poursuivre sous le mandat du nouveau président. Ce sera d'ailleurs le thème de nos prochains ateliers mensuels *wargames & serious games* qui connaissent un vif succès ; tous ceux qui veulent tenter l'expérience sont les bienvenus.

Dans ce contexte très perturbé, l'institut FMES poursuit inlassablement ses actions dans le champ académique et en appui de l'économie de défense en Région. S'agissant du volet académique, nous continuerons de mobiliser les chercheurs au sein de l'OS2MO, nous poursuivrons nos formations en les adaptant au besoin. Nous les élargissons d'ailleurs à nos partenaires à l'instar des sessions méditerranéennes en format 5+5 ; nous les ouvrirons au niveau régional en attirant les jeunes diplômés. Dans le domaine économique, ce contexte milite aussi pour que les entreprises puissent disposer d'un coup d'avance dans leur développement national, européen et international et l'émergence de nouvelles technologies. Notre objectif dans ce

domaine est d'aider l'écosystème régional à mieux comprendre l'environnement stratégique et à renforcer sa résilience et la synergie de ses acteurs.

Vous pouvez donc compter sur notre dynamisme et nos expertises croisées pour continuer à vous offrir tout au long de l'année des clés de lecture pour mieux comprendre les dessous des crises en cours et les opportunités de rebonds qu'elles peuvent engendrer.

Bonne lecture et meilleurs vœux !

Février

Ce mois-ci, l'actualité géopolitique nous ramène encore aux États-Unis et au Moyen-Orient. Les signaux se multiplient montrant qu'Américains et Iraniens ont entamé les négociations que nous évoquions dans notre Lettre du mois dernier¹. Après une phase avenante pendant laquelle les Iraniens ont souhaité la bienvenue à Joe Biden, l'ont invité à prendre le thé et à grignoter quelques pistaches dans une arrière-boutique du Bazar en lui montrant le tapis qu'ils espèrent lui vendre, ils font désormais grimper les enchères. Ils ont repris l'enrichissement d'uranium à 20 %, laissent entendre qu'ils pourraient passer à 60 % et ont décidé de réduire l'accès de leurs sites nucléaires aux inspecteurs de l'AIEA. Parallèlement, ils se sont déclarés prêts à retourner aux clauses de l'accord nucléaire de 2015 dès que les États-Unis auront fait tomber les sanctions économiques frappant Téhéran, trouvant même un accord temporaire avec le directeur général de l'AIEA. Les Américains ont multiplié quant à eux les gestes de bonne volonté, mais ils restent fermes sur le fond et attendent que le pouvoir iranien fasse le premier pas. De leur côté, les Israéliens compensent l'ouverture américaine par une plus grande intransigeance à l'encontre de l'Iran, laissant planer l'hypothèse d'une action militaire – comme à l'époque de Barack Obama – tout en préparant l'élection du mois prochain dans laquelle Benjamin Netanyahu, poursuivi judiciairement, jouera sa survie politique ; le Premier ministre israélien espère retourner une fois de plus la situation à son profit.

Le nouveau secrétaire d'État Antony Blinken ayant évoqué la possibilité d'un accord séparé sur les futurs équilibres régionaux

¹ <https://sh1.sendinblue.com/vfelzbjg5t7e.html?t=1614507824>

avec Téhéran, le régime iranien a pris les devants et a multiplié les démonstrations de force : assassinat au Liban de l'intellectuel chiite Lokman Slim connu pour sa proximité avec les Occidentaux, tirs répétés de roquettes (via des milices chiites locales) sur la base d'Erbil abritant quelques-unes des dernières troupes américaines stationnées en Irak, survol de drones en Arabie saoudite, offensive victorieuse des Houthis à la frontière entre le Yémen et l'Arabie saoudite. Comme dans toute négociation, chacun montre sa détermination avant d'entamer la discussion. Nul doute qu'en agissant ainsi, les factions conservatrices iraniennes ont cherché à tester la nouvelle administration démocrate, lui faisant passer le message suivant : un accord rapide nécessitera des gestes forts et des compromis visibles de la part des Américains. Les conservateurs souhaitent sûrement remettre les accords après leur retour probable au pouvoir lors de l'élection présidentielle de juin prochain. Alors que nous commémorons ce mois-ci le trentième anniversaire de la guerre du Golfe (1991) qui a marqué un quart de siècle de domination américaine totale sur la région, l'Irak, avant-poste de la rivalité entre Washington et Téhéran, illustre le déclassément de la posture américaine au Moyen-Orient.

En attendant, Joe Biden sait qu'il doit sécuriser le corridor stratégique que représente la Méditerranée pour continuer à peser sur les multiples facettes du dossier moyen-oriental. C'est le sujet de la conférence du mois². Sur ce même front méditerranéen, le président Erdogan semble s'être momentanément calmé. Nul doute qu'il faut y voir sa volonté de donner des gages au nouvel hôte de la Maison Blanche comme l'explique l'article de la jeune universitaire que nous avons décidé de mettre en exergue³. De son

² <https://fmes-france.org/pierre-razoux-les-etats-unis-peuvent-ils-se-desengager-en-mediterranee/>

³ <https://fmes-france.org/margaux-magalhaes-vers-une-rupture-du-partenariat-strategique-entre-ladministration-biden-et-la>

côté, le président Sissi occulte le dixième anniversaire de la révolution égyptienne. Nul ne semble très motivé pour commémorer les dix ans du « Printemps arabe » qui aurait pu ouvrir une ère nouvelle dans l'espace arabo-musulman, mais qui s'est soldé par la crispation des pouvoirs en place et par les chaos libyen et syrien. L'histoire n'est certes pas terminée à l'image de ce qui se passe en Algérie où le Hirak célèbre en fanfare ses deux ans d'existence sous le contrôle strict du pouvoir militaire. C'est dans ce contexte délétère que l'historien Benjamin Stora a rendu public son rapport sur les enjeux mémoriels entre la France et l'Algérie que nous décryptons dans un article⁴ de cette Lettre.

Pour conclure sur une note plus positive, février 2021 aura vu le début de mission prometteuse d'un rover extraordinaire sur le sol martien, démontrant à la fois que l'avenir de l'humanité était sans doute lié aux conséquences positives de la conquête spatiale, mais que celle-ci redevenait un champ de compétition entre puissances globales. C'est ce que les auditeurs de notre 31^e SMHES ont pu toucher du doigt lors du séminaire mensuel⁵, centré sur les enjeux aérospatiaux, qui les a conduits à visiter les installations industrielles de Thalès Alenia Space à Cannes La Bocca.

Plus que jamais, l'institut FMES décrypte l'actualité géopolitique à l'instar de notre directeur général qui brosse en podcast⁶ les priorités stratégiques pour 2021. Les mois qui viennent seront déterminants.

[turquie/?utm_source=sendinblue&utm_campaign=Lettre_dinformation_Institut FME S Fvrier 2021&utm_medium=email](https://fmes-france.org/sarah-sriri-decryptage-du-rapport-stora-sur-lenjeu-memoriel-de-la-relation-france-algerie/?utm_source=sendinblue&utm_campaign=Lettre_dinformation_Institut_FME_S_Fvrier_2021&utm_medium=email)

⁴ [https://fmes-france.org/sarah-sriri-decryptage-du-rapport-stora-sur-lenjeu-memoriel-de-la-relation-france-](https://fmes-france.org/sarah-sriri-decryptage-du-rapport-stora-sur-lenjeu-memoriel-de-la-relation-france-algerie/?utm_source=sendinblue&utm_campaign=Lettre_dinformation_Institut_FME_S_Fvrier_2021&utm_medium=email)

[algerie/?utm_source=sendinblue&utm_campaign=Lettre_dinformation_Institut FME S Fvrier 2021&utm_medium=email](https://fmes-france.org/sarah-sriri-decryptage-du-rapport-stora-sur-lenjeu-memoriel-de-la-relation-france-algerie/?utm_source=sendinblue&utm_campaign=Lettre_dinformation_Institut_FME_S_Fvrier_2021&utm_medium=email)

⁵ <https://fmes-france.org/seminaire-toulonnais-de-la-31eme-session-mediterraneenne-des-hautes-etudes-strategiques-smhes-les-17-et-18-fevrier-2021/>

⁶ <https://podcast.ausha.co/la-boussole-strategique/les-grands-enjeux-geopolitiques-de-l-annee-2021-p-ausueur-x-s-sriri>

Mars

Les bonnes nouvelles sont rares au Moyen-Orient. La visite du pape François en Irak du 5 au 8 mars dernier et sa rencontre avec le grand ayatollah Sistani en est indéniablement une qui pourrait contribuer à apaiser les tensions interreligieuses dans la région. Elle survient juste avant la célébration de Norouz (20 mars) qui marque l'arrivée du printemps et par là même la nouvelle année persane chère aux populations persanophones, mais aussi un mois avant Pâques suivi du début du Ramadan. On peut y voir une entente visant la protection des minorités chrétiennes par les chiites face au djihadisme de certains sunnites radicalisés, à l'heure où Daech relève la tête à la frontière irako-syrienne. C'est aussi, de la part de Sistani, un message envoyé aux milices chiites pour leur rappeler qui reste le véritable maître du jeu en Irak. Par homothétie, cela pourrait contribuer à renforcer au Liban l'alliance entre chiites et certaines factions chrétiennes, notamment celle du président Michel Aoun, au moment où le pays du Cèdre sombre dans un état de déliquescence avancée.

Il est cependant peu probable que cette nouvelle année iranienne débute par un apaisement des tensions entre les trois grands rivaux du Moyen-Orient. Les attaques de drones houthis se sont multipliées en Arabie saoudite, visant désormais des installations pétrolières au cœur même de la capitale saoudienne. De leur côté, les Israéliens auraient récemment attaqué en Méditerranée orientale et en mer Rouge des pétroliers iraniens faisant la navette entre Bandar Abbas et Banyas (en Syrie), sans toutefois faire de victimes, démontrant leur capacité de riposte graduée en cas d'escalade avec Téhéran. Enfin, le résultat très fragmenté de l'élection israélienne du 24 mars 2021 – malgré la victoire apparente du Likoud – devrait indiquer, à échéance visible, la poursuite des postures acrimonieuses et des attaques à bas bruit

entre Israël et l'Iran. Les Émirats arabes unis, furieux pour leur part d'avoir été instrumentalisés à des fins électorales par le candidat Netanyahu, ont annulé *in extremis* la venue du Premier ministre israélien à Abou Dhabi, montrant que les accords d'Abraham ne seront probablement pas le long fleuve tranquille que certains imaginaient.

Pendant ce temps, les Russes avancent leurs pions en mer Rouge et dans le golfe d'Oman, comme l'explique très bien Arnaud Peyronnet dans son article sur la volonté russe d'établir une base au Soudan. De leur côté, les États-Unis assurent le service minimum en conduisant des manœuvres navales en Méditerranée orientale, questionnant la stratégie régionale de la Grèce, notre article du mois en témoigne. Ce dernier nous paraît d'autant plus intéressant que les études portant sur un des rares partenaires européens partageant la lucidité française sur la situation en Méditerranée sont peu nombreuses.

En qualifiant Vladimir Poutine de « tueur », Joe Biden, vieux routier de la guerre froide, a clairement fait savoir à ses partenaires et alliés, en Europe comme au Moyen-Orient, qu'il leur fallait choisir leur camp ; ceux qui privilégieront la Russie n'auront rien à attendre des États-Unis. Le Kremlin en prend bonne note et renforce sa mainmise sur l'océan Arctique, une zone pour lui essentielle comme le rappelle Thierry Garcin, notre conférencier du mois. Ce coup de semonce envers celui qui avait refusé le *reset* d'Obama s'est accompagné d'un premier contact rugueux à Anchorage entre le secrétaire d'État Antony Blinken et ses homologues chinois Wang Yi et Yang Jiechi. Les États-Unis souhaitent ainsi structurer le débat stratégique des années à venir : la Chine et la Russie, hérauts autocratiques qui se présentent comme des modèles politiques alternatifs sont désignés comme les adversaires prioritaires ; le gouvernement chinois partage cette analyse : il vient d'annoncer la hausse de son budget militaire de

6,8 % et fait feu de tout bois dans la bataille des idées. Les attaques *ad hominem* qu'il a proférées à l'encontre d'Antoine Bondaz, expert réputé de l'Asie du Nord à la Fondation pour la recherche stratégique, sont une illustration de la « guerre hors limite » que va intensifier Pékin.

Alors même que les États européens s'engluent dans la gestion de la crise sanitaire et envisagent sans doute de futures coupes budgétaires, le Royaume-Uni augmente ses dépenses militaires. Dans sa nouvelle revue stratégique (16 mars 2021), il vient d'annoncer sa volonté d'accroître son arsenal stratégique (+45 %) de 80 têtes nucléaires pour atteindre 260 armes atomiques (la France en a autour de 300), du jamais vu depuis la fin de la guerre froide ! Sans doute faut-il voir là l'une des conséquences du Brexit, Boris Johnson ayant compris qu'après avoir quitté le pack européen, au sens rugbystique du terme, son pays était isolé et devenait une proie tentante pour les grands fauves de l'arène internationale, à commencer par la Chine et la Russie.

Bref, l'actualité géopolitique du mois écoulé a été dense, comme ont pu s'en rendre compte les auditeurs de la 31^e SMHES à l'occasion d'un dîner-débat avec la direction de l'institut qui faisait suite à un séminaire très riche consacré aux enjeux de sécurité. Pour conclure cet édito, nous sommes fiers d'honorer ce mois-ci notre promesse de publier les cinq meilleures tribunes rédigées par des étudiants de Master 2 de Sciences Po Aix. Nous vous en souhaitons bonne lecture.

Avril

Le blocage ponctuel du canal de Suez fin mars 2021 a rappelé à chacun que la Méditerranée pouvait redevenir une mer fermée, handicapant le commerce maritime mondial et donnant des sueurs froides à un pouvoir égyptien manquant cruellement de devises, dix ans après la révolution de 2011. Depuis la réouverture de ce canal crucial en 1975, fermé au plus fort de la confrontation israélo-arabe, nous avons eu tendance à l'oublier. Qui dit mer fermée dit recomposition des paradigmes stratégiques.

C'est ce qui donne toute son importance à l'annonce avec emphase du président turc R. T. Erdogan, quelques jours plus tard, du lancement de son projet pharaonique de canal reliant la mer Noire à la mer de Marmara de manière à désengorger le détroit du Bosphore, interrogeant par là même le sort du traité de Montreux de 1936, au risque de heurter la Russie. Cette posture turque plus agressive à l'égard de Moscou se retrouve dans son soutien marqué à l'Ukraine, comme l'explique très bien Arnaud Peyronnet dans notre article du mois¹, et également dans sa stratégie en Libye remarquablement illustrée par l'article de Benoît de la Ruelle². De son côté le président Vladimir Poutine a décidé de faire monter les enchères en massant un impressionnant dispositif militaire à la frontière russo-ukrainienne et en mer Noire afin d'accroître la pression sur son homologue Volodymyr Zelensky pour lui faire comprendre qu'il s'exposerait à de gros soucis si l'armée ukrainienne poussait ses pions dans le Donbass (*confer* notre épisode de « La boussole stratégique »). La raison de cette tension croissante en mer Noire est probablement en partie liée à la

¹ <https://fmes-france.org/nouveaux-axes-strategiques-en-mediterranee-orientale-la-turquie-en-recherche-de-partenariats-arnaud-peyronnet/>

² <https://fmes-france.org/quel-avenir-pour-la-libye-benoit-de-la-ruelle/>

posture musclée que Joe Biden semble avoir décidé de promouvoir, tant vis-à-vis de la Chine que de la Russie et de la Turquie. S'il a reporté l'envoi en mer Noire de deux destroyers américains, au risque que ce geste soit interprété comme un signe de faiblesse par la Russie, la Chine, l'Iran et la Turquie, c'est peut-être qu'il cherchait à éviter d'accroître la tension avec Poutine alors qu'il opérait un rapprochement avec la Turquie – une mauvaise nouvelle pour le Kremlin – tout en négociant avec l'Iran et en reconnaissant le génocide arménien, une première pour un président américain. Dans notre conférence mensuelle³, Maud Quessard livre quelques éléments de réponse en évoquant l'avenir des États-Unis.

L'arrivée de Joe Biden, moins effacé qu'anticipé, diffuse une tension contagieuse : regain de confrontation clandestine entre Israël et l'Iran ; pseudo-tentative de coup d'État en Jordanie dans laquelle certains de ses voisins pourraient avoir été impliqués ; attaques de drones houthis contre des objectifs saoudiens qui semblent avoir convaincu Riyad de renouer le dialogue avec Téhéran. Seul le golfe Persique semble sanctuarisé par les intérêts ponctuellement concordants des États-Unis, de la Chine et de l'Iran, déportant ainsi le champ de confrontation en mer Rouge.

Le président chinois Xi Jinping a dû comprendre que son accès à la Méditerranée pourrait être facilement bloqué. Peut-être en a-t-il conclu qu'il lui suffirait désormais de tenir le détroit de Bab el-Mandeb (via sa base de Djibouti), d'accroître sa présence dans le golfe d'Oman et de nouer des partenariats stratégiques comme celui qu'il vient de conclure avec l'Iran pour accroître son influence au Moyen-Orient et sécuriser ses approvisionnements énergétiques ? Il reporte en tout cas toute son attention sur Taïwan et la mer de Chine méridionale. En parallèle, il s'impose comme un

³ <https://youtu.be/pa2wZy44Urk>

partenaire incontournable en prenant des engagements dans le domaine environnemental, illustrant la justesse et l'intérêt du thème d'études de notre 31^e SMHES.

L'Union européenne est restée silencieuse pour sa part, malgré l'humiliation subie par ses représentants dépêchés en Russie et en Turquie. Elle dispose pourtant d'atouts bien réels et pourrait même s'imposer comme le bénéficiaire de cette nouvelle donne géopolitique si elle s'en donnait vraiment les moyens, comme ont pu s'en rendre compte les participants de notre atelier *Serious Game* mensuel⁴.

Tous ces événements montrent clairement que l'on ne peut plus dissocier la Méditerranée de la mer Noire, de la mer Rouge et du continuum golfe d'Aden – mer d'Arabie – golfe Persique. Il ne s'agit pas de privilégier une lecture « marine » de la géopolitique, mais de reconnaître que le Moyen-Orient et les pays riverains de la mer Noire et de la mer Rouge ne peuvent rien – et donc ne valent plus grand-chose aux yeux de Washington et Pékin – sans accès aux routes maritimes. Alors que le concept d'Eurasie est de plus en plus utilisé à Moscou, Pékin ou Ankara, celui de Rimland, créé il y a presque cent ans par Nicholas Spykman, mérite d'être relu. Notre région de prédilection en est la partie la plus sensible, ce qui vaut à Gilles Kepel – dont nous recensons le dernier ouvrage⁵ – de la qualifier de « Région la plus explosive de la planète ».

⁴ <https://fmes-france.org/mec-category/wargames/>

⁵ <https://fmes-france.org/conseils-de-lecture-avril-2021/>

Mai

Mai 2021 aura été marqué par un énième round d'affrontement entre Israël et le Hamas retranché à Gaza, rappelant que le conflit israélo-palestinien n'était toujours pas réglé même s'il avait été placé sous la pile des dossiers de nombreux dirigeants, n'attirant plus par là même l'attention des médias. Ce nouvel épisode démontre en tout cas que la procrastination permet rarement de régler un conflit, tout particulièrement au Moyen-Orient. Il est survenu assez logiquement compte tenu de la situation intérieure israélo-palestinienne : d'un côté, la direction palestinienne, totalement délégitimée, venait de reporter *sine die* des élections générales qui auraient très probablement conduit à sa défaite. De l'autre, l'État d'Israël était en quête d'une majorité introuvable, alors même que la Cour suprême israélienne venait de rendre un arrêt ne pouvant qu'attiser les revendications d'une population ayant perdu tout espoir d'obtenir des concessions par la négociation. Bref, le Hamas et le gouvernement israélien de transition ont montré les muscles pour mobiliser leurs troupes et rappeler qu'il fallait compter avec eux. Et Benjamin Netanyahu a gagné un répit en tuant dans l'œuf la perspective de toute alliance entre ses opposants et les partis islamistes fédérant les Arabes israéliens. Sur la scène régionale, le président turc R. T. Erdogan s'est un peu plus éloigné de Joe Biden qu'il a vertement critiqué pour son soutien appuyé à Israël, ce qui semble avoir fait le jeu de l'Égypte et du Qatar qui redeviennent les deux interlocuteurs privilégiés de l'administration américaine sur ce dossier. Comme souvent dans ce conflit, ce sont les ultras des deux bords qui sortent renforcés de ce nouvel épisode guerrier qui aura permis à l'armée israélienne d'étriller sévèrement l'arsenal offensif du Hamas. Paradoxalement, alors même que Tsahal a porté des coups très durs au Hamas et au Djihad islamique, ses stratèges estiment avoir

perdu la bataille de la communication, car de nombreux médias occidentaux se sont mobilisés pour critiquer les frappes disproportionnées ayant visé Gaza ; ils pointent également du doigt le risque d'une troisième Intifada impliquant les Israéliens arabes qui montre qu'Israël pourrait bien se retrouver un jour dans une situation où il lui faudrait combattre sur tous les fronts intérieurs et extérieurs en même temps.

L'Iran, qui aurait pu facilement exploiter la faiblesse passagère d'Israël pour relancer les hostilités via le Hezbollah et les milices chiites, semble avoir adopté une attitude de grande retenue. De manière très pragmatique, les Iraniens priorisent pour l'instant les négociations de Vienne avec les États-Unis et la préparation de leur élection présidentielle du 18 juin prochain, dont notre directeur académique décrypte les enjeux dans l'un des podcasts du mois.

Une fois encore, l'Allemagne s'est affichée en soutien total d'Israël, bien que sa stratégie méditerranéenne ait considérablement évolué au cours des dernières années, comme le démontre avec brio Amira von Call dans un article très novateur que nous sommes heureux de publier en *prime* en anglais et que nous publierons le mois prochain en français. Nous vous le recommandons d'autant plus chaleureusement qu'il nous permet de mettre en valeur le travail d'une étudiante de Sciences Po Aix. La Russie et la Turquie sont restées pour leur part très prudentes dans cette crise, comme l'a expliqué Caroline Galactéros dans la conférence du mois dans laquelle elle a décrypté de manière percutante les relations triangulaires entre Moscou, Ankara et Téhéran.

En France, l'affrontement entre Israël d'un côté, le Hamas et le Djihad islamique de l'autre, semble avoir connu une évolution significative dans sa couverture médiatique, témoignant d'une prise de conscience de certains journalistes et intellectuels qui opèrent désormais la distinction entre la cause nationaliste (et

laïque) palestinienne d'un côté, et l'agenda islamiste politique du Hamas ouvertement soutenu par certains thuriféraires des Frères musulmans. C'est la raison pour laquelle il est urgent de déminer à l'avance les incompréhensions entre communautés, tout comme les frustrations grandissantes entre les deux rives de la Méditerranée. C'est tout l'enjeu de la session SMHES 5+5 très réussie que la FMES a animée ce mois-ci, et que nous serons fiers de rééditer prochainement avec nos partenaires de la rive sud.

Sur un registre plus économique mais non moins stratégique, l'Égypte a annoncé la commande d'un lot supplémentaire de 30 chasseurs Rafale, renforçant ainsi l'influence de la France dans ce pays crucial, partenaire incontournable pour assurer la sécurité de l'axe Méditerranée orientale – canal de Suez – mer Rouge et dont la diplomatie très active a facilité la négociation d'un accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas. Chloé Berger décrypte dans l'article du mois les enjeux internes de cette Égypte écartelée entre défis sociaux et transformation profonde, dix ans après la révolution avortée de 2011. Nous vous en souhaitons bonne lecture.

Juin

Ce mois de juin 2021 aura été marqué par une première tournée européenne du président Joe Biden destinée à relancer à la fois le multilatéralisme (sommets du G7 et de l'OTAN, négociations de Vienne sur le nucléaire iranien), à raviver une relation compliquée avec la Russie, mais surtout à défendre les intérêts stratégiques et économiques américains, notamment face à la Chine. Pour ce faire, Joe Biden n'a pas hésité à exercer de fortes pressions sur l'Allemagne et l'Union européenne. En fin négociateur, il a toutefois consenti certains compromis, notamment en direction de Berlin (maintien du gazoduc Nord Stream, accords commerciaux) en un moment où les relations franco-allemandes sont à la peine, tant face à la Turquie que sur les dossiers industriels. C'est pourquoi il nous a paru crucial de faire le point sur la stratégie allemande dans le bassin méditerranéen, une zone clé pour les intérêts français et européens. C'est le sujet de notre article du mois que nous avons publié en anglais le mois dernier et que nous sommes heureux de mettre à votre disposition en français.

Le mois dernier aura également été marqué par l'achèvement de quatre processus électoraux dans des pays clés de notre zone de prédilection. Le 27 mai, Bachar el-Assad a été réélu avec 95 % des suffrages exprimés. Au-delà de la farce électorale et d'un score digne des dictatures du siècle précédent, ce processus témoigne d'une stabilisation progressive de la Syrie. Tant qu'il conservera le soutien inconditionnel de la Russie et de l'Iran, Bachar el-Assad pourra regagner le contrôle de poches de territoires encore sous le contrôle des Kurdes ou de l'armée turque et de ses affidés djihadistes, notamment autour d'Idlib. Ce n'est pas un hasard si les monarchies du Golfe qui tournaient le dos au régime syrien réouvrent leurs ambassades à Damas les unes après les autres.

Le 12 juin, les législatives en Algérie ont consacré la victoire des partis traditionnels proches d'un FLN pourtant considéré comme moribond, même si l'on observe une forte poussée du vote islamiste à travers les candidats indépendants. Ce résultat ne peut qu'accroître la frustration du Hirak et le découplage entre la population et les élites. Les observateurs ont surtout noté le très faible taux de participation (30 %) qui est finalement très comparable à celui des élections régionales et départementales qui viennent de se dérouler en France, soulignant la fragilité de la démocratie sur les deux rives de la Méditerranée. C'est pourquoi la FMES est fière d'avoir organisé ce mois-ci la première session « Jeunes » de ses SMHES pour promouvoir l'esprit de défense et de dialogue auprès d'étudiants d'horizons très différents.

Le 14 juin, après plus de deux ans de crise institutionnelle ayant donné lieu à quatre élections, Israël s'est doté d'une nouvelle coalition gouvernementale alliant l'extrême droite à l'extrême gauche. Cette alliance improbable qui s'apparente à celle de la carpe et du lapin inclut pour la première fois un parti arabe islamiste. Bien que soutenant ouvertement le lobby des colons, le nouveau Premier ministre Naftali Bennett est un grand pragmatique qui donnera des gages et des crédits à la gauche et à la population arabe israélienne. Les grands perdants sont au fond les partis juifs orthodoxes, mais surtout Benjamin Netanyahu qui va devoir affronter la justice pour les affaires dans lesquelles il est inculpé. À bien des égards, son éviction de la scène politique s'apparente à l'assassinat de César avec Naftali Bennett, longtemps considéré comme son fils adoptif au sein du Likoud, dans le rôle de Brutus. Tout indique que cette nouvelle équipe fera preuve d'ouverture et de pragmatisme et cherchera à apaiser les relations avec Washington et Bruxelles. Cette coalition ne durera probablement que le temps que Benjamin Netanyahu soit condamné pénalement et définitivement éjecté du Likoud. Après,

il est très probable que les personnalités de droite qui forment aujourd'hui le noyau dur de cette coalition retourneront au Likoud pour en prendre la direction. En attendant, ce qui vient de se passer pourrait constituer un tournant pour une population arabe israélienne et palestinienne tiraillée entre le Hamas et les partis arabes représentés à la Knesset, ces derniers prouvant finalement qu'ils peuvent obtenir davantage que la direction cacochyme d'un Fatah totalement démonétisé.

Le 18 juin enfin, l'ultra-favori Ebrahim Raïssi a été élu président de la République islamique d'Iran avec 62 % des suffrages exprimés et 48 % de taux de participation (ramené à 35 % si l'on intègre les votes nuls et blancs). À travers lui, c'est le clergé dont il est membre qui reste aux manettes et qui tient à distance à la fois les technocrates civils et les pasdarans un peu trop gourmands ou ambitieux. Une chose paraît sûre, le clergé et les ultraconservateurs détiennent désormais tous les leviers du pouvoir en Iran. Le Guide suprême Ali Khamenei peut dormir tranquille et envisager sereinement sa succession. C'est sans doute une mauvaise nouvelle pour une population très majoritairement en attente d'ouvertures et de réformes. Ce n'est pas forcément une mauvaise nouvelle sur la scène régionale car dans l'histoire, ce sont souvent les pouvoirs les plus conservateurs et les plus sécuritaires qui parviennent à conclure des accords avec leurs rivaux ou leurs adversaires, ayant les coudées franches puisqu'ils savent que l'on ne les accusera pas de brader les intérêts de leur pays. De fait, le nouveau président iranien affiche sa volonté de trouver un accord avec les États-Unis sur la question nucléaire, de renforcer les relations économiques avec la Chine et l'Europe et de négocier des accords bilatéraux avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Ces derniers ont d'ailleurs félicité Raïssi pour son élection, un geste qui aurait été impensable il y a un an encore lorsque se négociaient les accords d'Abraham avec Trump et Netanyahu.

Nos deux podcasts consacrés aux élections israélienne¹² et iranienne¹³ vous permettront de décrypter plus en détail les conséquences de la victoire de Naftali Bennett et d'Ebrahim Raïssi.

Nous vous souhaitons un bel été et vous donnons rendez-vous au retour de la pause estivale pour une Lettre d'information qui couvrira les mois de juillet et d'août.

¹² <https://fmes-france.org/quattendre-du-nouveau-gouvernement-israelien/>

¹³ <https://fmes-france.org/quels-enjeux-pour-les-elections-iraniennes-a-venir/>

LE JEU DES ACTEURS GLOBAUX

Qu’attendre de Joe Biden au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ?

Par Pierre RAZOUX, directeur académique et de la recherche de l’institut FMES

En devenant le 46^e président des États-Unis d’Amérique, Joseph Biden hérite d’une situation volatile et fragmentée au Moyen-Orient, mais aussi en Afrique du Nord. Elle l’est d’autant plus que son prédécesseur semble s’en être détournée tout en s’entendant tacitement avec Vladimir Poutine pour diviser le Moyen-Orient en deux zones d’influence, l’une (au nord) dominée par la Russie et l’Iran, et l’autre (au sud) par les États-Unis et Israël. Cette division implicite des tâches, correspondant à sa volonté de diminuer l’empreinte militaire américaine et simplifier l’équation géopolitique régionale (« vous êtes pour moi ou contre moi ! »), l’a amené à stigmatiser à l’extrême l’Iran, détruisant par là-même le seul acquis diplomatique de la période Obama – l’accord nucléaire connu sous l’acronyme de JCPOA¹ – quitte à pousser les dirigeants iraniens dans les bras des Russes et des Chinois. Comme nombre de présidents républicains avant lui, Donald Trump a fait prévaloir la logique d’endiguement à l’encontre de l’Iran et de ses alliés de circonstances (Syrie hier, Irak, Qatar et Liban aujourd’hui) en s’appuyant sur Israël et les monarchies de la péninsule Arabique.

Joe Biden et son équipe rapprochée auront donc du pain sur la planche pour apaiser les tensions, rassurer les uns, restreindre les ambitions des autres, renouer un dialogue difficile avec Téhéran et limiter par là même les risques d’escalade militaire qu’au fond

¹ Joint Comprehensive Plan of Action, accord sur le programme nucléaire iranien signé à Vienne le 14 juillet 2015 entre Téhéran et les 5 membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, plus l’Allemagne, appuyés par l’Union européenne, réintégrant l’Iran dans le concert des Nations.

aucun des grands acteurs ne souhaite, puisqu'elle ne pourrait qu'aboutir à une plus grande fragmentation qui ferait le jeu des djihadistes et des extrémistes religieux. Le risque principal relève en fait de l'erreur de calcul. Le défi est d'autant plus grand que les acteurs du Moyen-Orient ont exporté leurs rivalités en Méditerranée et en Afrique du Nord, qu'il s'agisse de celles opposant l'Iran à Israël d'une part, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis à l'Iran, au Qatar et à la Turquie d'autre part, ou bien encore de la rivalité exacerbée entre pro et anti-Frères musulmans. De fait, toute analyse géopolitique et stratégique implique désormais de considérer simultanément les deux espaces nord-africain et moyen-oriental, là où ils pouvaient être décryptés séparément auparavant.

L'administration Biden arrive en outre aux affaires dans une période charnière marquée par la désoccidentalisation du monde, l'affaiblissement du libéralisme et du multilatéralisme, et la montée des populismes comme des nationalismes. Ces lames de fond touchent le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, tout comme les conséquences socio-économiques désastreuses de la crise de la covid-19 qui isolent un peu plus les pays de ces deux régions, les rendant plus vulnérables aux appétits de Pékin, Moscou et Ankara, mais aussi des djihadistes, des groupes mafieux et des démagogues de tous acabits. Nul doute cependant que l'arrivée de Joe Biden constitue un coup dur pour Vladimir Poutine, Xi-Jing Ping, Recep Tayyip Erdogan et Bachar el-Assad.

Un Président très expérimenté, dont le logiciel paraît quelque peu daté

Âgé de 78 ans, Joe Biden a siégé au Sénat pendant 36 ans, a dirigé le très influent comité des affaires étrangères de la chambre haute du Congrès et a été pendant huit ans vice-Président de Barack Obama. Dans toutes ses fonctions, il n'a cessé de voyager au

Moyen-Orient et en Afrique du Nord, nouant des liens personnels avec de nombreux dirigeants dont plusieurs ont disparu aujourd'hui. Il maîtrise à l'évidence les dossiers, même si ses principales intuitions ont été forgées dans les années 1980-2000 et ne sont peut-être plus totalement en phase avec l'évolution rapide de ces deux régions. Bien que pragmatique et réaliste, il reste très attaché à la cause palestinienne, tout comme à la cause kurde, et mise clairement sur les régimes en place, quels qu'ils soient. Robert Malley, coordinateur de la Maison-Blanche pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sous l'administration Obama, proche du nouveau secrétaire d'État Anthony Blinken, résume ainsi les dossiers prioritaires pour la nouvelle équipe Biden : *« Gérer la crise du coronavirus ; Endiguer la Chine sans compromettre le dialogue et la coopération économique avec Pékin ; Mettre un terme à la politique de « sanctions maximales » contre l'Iran pour revenir dans l'accord nucléaire (JCPOA) en s'assurant que Téhéran se remettra en conformité avec le traité, respectera l'intégralité de ses engagements et adoptera une attitude plus rassurante vis-à-vis de ses voisins ; Prendre ses distances avec l'Arabie saoudite en arrêtant la politique du chèque en blanc quant à son intervention calamiteuse au Yémen ; Revenir dans l'accord de Paris sur le changement climatique ; Rassurer les alliés traditionnels des États-Unis car la crédibilité des États-Unis et la loyauté sont des valeurs auxquelles il croit profondément »*.²

Robert Malley poursuit en soulignant que *« Joe Biden n'est pas facile à caser en matière de politique étrangère : il était favorable à la guerre des Balkans tout comme à l'intervention en Irak en 2003, mais il était opposé à l'intervention en Libye, de même qu'à tout projet d'intervention contre l'Iran ; [...] Il n'a pas la main sur la gâchette ; [...] Joe Biden est quelqu'un de très réaliste et de*

² Robert Malley, interviewé par Armin Arefi pour Le Point, 13 novembre 2020.

pragmatique. Il ne partage pas l'optimisme et la vision ambitieuse de Barack Obama à ses débuts. Il commencera là où Obama avait terminé. Dans ce sens-là, sa politique ressemblera plus à celle de la fin du second mandat Obama ; [...] Au fond, Joe Biden ne fonde pas de grands espoirs sur le dossier du Proche-Orient. Il ne voit pas la résolution du conflit israélo-palestinien comme étant probable, et ne voudra pas y consacrer les efforts prioritaires des États-Unis »³. Il rappelle en outre que les membres de l'ancienne administration Obama – qui devraient retrouver un poste dans l'administration Biden – avaient et ont toujours des avis très contrastés sur les dossiers liés au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord⁴.

Dans ses mémoires, Barack Obama insiste sur la prudence de Joe Biden en se remémorant la réunion de crise au cours de laquelle il a ordonné le raid sur Abbottabad visant à éliminer Oussama Ben Laden : « *Joe (Biden) lui aussi s'est prononcé contre l'option du raid, au motif que le risque d'échec était trop élevé. [...] Je savais que, tout comme Gates, il travaillait déjà à Washington pendant l'échec de Desert One (fiasco du raid américain visant à libérer les otages retenus en Iran en avril 1980). Il en gardait certainement de vifs souvenirs : douleur des familles, coup porté au prestige des États-Unis et défaite de Jimmy Carter* »⁵.

Comme une partie de l'*establishment* démocrate façonné par l'idéal libéral, Joe Biden n'est pas opposé à l'Islam politique des Frères musulmans, tant que celui-ci reste compatible avec sa vision

³ *Ibidem*.

⁴ La consultation du rapport « Ten conflicts to watch in 2021 » du think tank International Crisis Group (ICG) dirigé par Robert Malley pendant le mandat Trump, donne également un éclairage intéressant sur les priorités du mandat de Joe Biden, puisqu'il cite l'Afghanistan, l'Éthiopie-Érythrée, la Bande Sahélo-Saharienne, le Venezuela, la Libye, la Somalie, le Yémen, la relation USA-Iran, la relation Russie-Turquie et les tensions liées aux dérèglements climatiques.

⁵ Barack Obama, *Une terre promise*, Fayard, 2020, pp. 813-814.

et ses valeurs, notamment les droits de l'Homme, tant qu'il promeut l'économie de marché, des élections démocratiques et qu'il ne remet pas en cause les contrats d'armement conclus avec l'industrie américaine. Si en prime il vise à renvoyer les militaires dans leurs casernes, c'est encore mieux pour toute la génération de responsables démocrates marquée par le film *Midnight Express*⁶.

Une feuille de route assez prévisible

Même si le style sera plus avenant, nul doute que Joe Biden défendra les seuls intérêts américains. Au Moyen-Orient, si l'on applique la grille de lecture fournie par Robert Malley, confirmée par les déclarations d'Anthony Blinken, il est probable que son administration visera à freiner et si possible contrer l'expansion russe et chinoise, à protéger les routes maritimes et les détroits si ceux-ci venaient à être menacés, tout en contrôlant les points de passage obligés des flux d'hydrocarbures alimentant la Chine pour la convaincre du fait qu'une guerre économique sévère avec les États-Unis – *a fortiori* un affrontement militaire direct – serait perdu d'avance. La lutte contre le djihadisme se poursuivra en se concentrant sur Daech et Al Qaïda, et non plus sur les mouvements proches de l'Iran qualifiés de « terroristes » par Mike Pompeo.

Contrairement à Donald Trump, Joe Biden cherchera à réengager la plupart des acteurs abandonnés par son prédécesseur pour redonner aux États-Unis leur rôle d'acteur légitime et incontournable, tant sur le plan diplomatique qu'économique. Tout indique qu'il soutiendra fermement les monarchies modérées de la Péninsule arabique, qu'il contribuera à stabiliser le Liban pour éviter que celui-ci ne bascule totalement dans l'escarcelle iranienne et qu'il cherchera à se maintenir en Irak. Très attaché à la forme, il adaptera le style de sa politique étrangère en rassurant

⁶ Comme l'ont rappelé à l'auteur de cet article de nombreux experts américains.

ses alliés traditionnels et en revenant à davantage de multilatéralisme en accordant davantage d'importance aux droits de l'Homme. Le régime syrien n'a donc rien à espérer sous son mandat.

Sur le dossier palestinien, Robert Malley estime que « *la nouvelle administration américaine abandonnera le plan de paix de Trump, adoptera une attitude plus dure envers les colonies israéliennes en Cisjordanie, reprendra les relations avec l'Autorité palestinienne et relancera l'aide économique aux Palestiniens* »⁷. Néanmoins, elle ne reviendra très probablement pas sur le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, sur la reconnaissance de l'annexion du Golan (qui concerne la Syrie et non pas les Palestiniens), sur la fourniture d'armements à Israël et sur la présence de bases radars et de missiles antimissiles américains sur le territoire israélien. Joe Biden sait qu'il devra donner des gages au pouvoir israélien pour lui faire avaler la pilule du réengagement avec l'Iran. Sa priorité reste en effet le dossier iranien qu'il lie à la sécurité du Golfe et du Levant. Il fera tout pour favoriser la reprise de négociations bilatérales avec l'Iran, tout en incitant l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis à renouer le dialogue avec Téhéran, de manière à atténuer les tensions régionales et faciliter le retour des États-Unis dans un accord nucléaire amélioré (JCPOA).

Sur le dossier kurde, il serait logique que Joe Biden, qui n'a jamais accepté le lâchage du PYD syrien par Donald Trump, fasse le minimum nécessaire pour donner de l'air aux Kurdes syriens et leur permettre de résister à la fois contre l'armée turque et le régime syrien. Cela ne solutionnera en rien leur avenir, mais cela leur permettra de gagner un peu de temps.

⁷ Interview de Robert Malley par Armin Arefi, *Le Point*, *op. cit.*

En Afrique du Nord, l'administration Biden semble vouloir réengager les pays les plus fragiles pour éviter qu'ils ne s'effondrent face aux coups des djihadistes, face à l'incurie de certains dirigeants, ou qu'ils ne tombent sous la coupe de Moscou et de Pékin. Il paraît probable qu'elle exerce des pressions sur eux pour contrôler plus efficacement la variation des prix pétroliers et prendre si possible des parts dans leur industrie énergétique. Elle semble peu désireuse de s'impliquer en Libye, tout comme dans la bande sahélo-saharienne, même si elle poursuivra très certainement son soutien logistique aux forces internationales déployées sur zone⁸.

Ceux qui se réjouissent de l'arrivée au pouvoir de Joe Biden

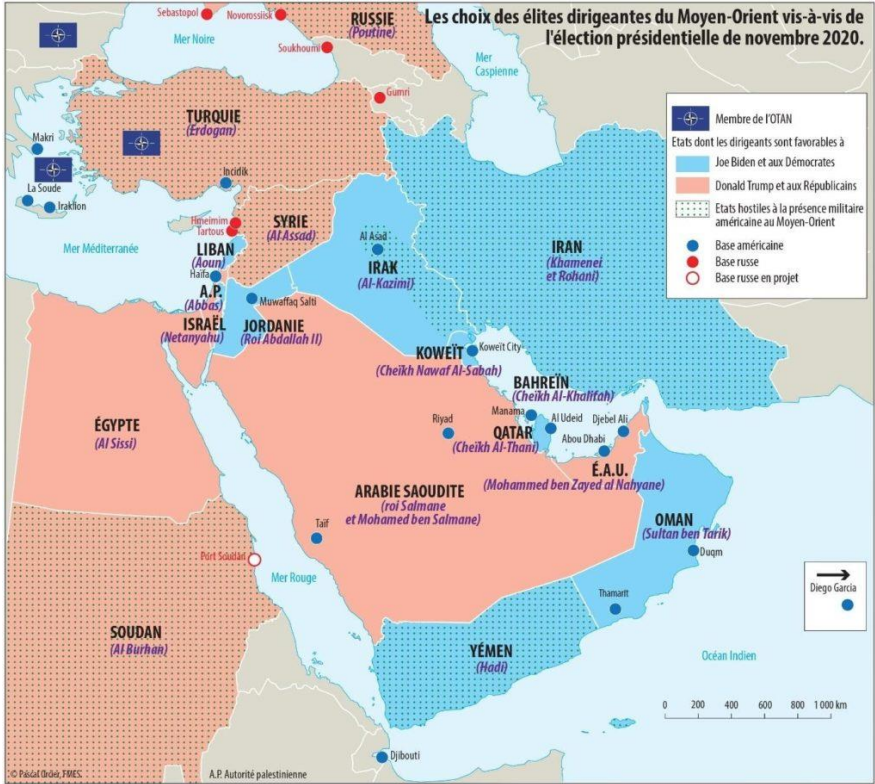
Joe Biden sait qu'une partie des dirigeants du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord souhaitait ardemment la victoire de Donald Trump et a tout fait pour favoriser sa campagne, comme en témoignent la carte et le tableau ci-dessous. Il sait en revanche que d'autres dirigeants, sur lesquels il va pouvoir s'appuyer, espéraient sa propre victoire, pour des raisons multiples : certains pour renouer un dialogue bilatéral permettant de s'entendre sur de nouveaux équilibres stratégiques (Iran) ; d'autres pour obtenir des réassurances américaines (Tunisie, Liban, Jordanie, Koweït, Oman) ; d'autres encore pour revenir à la situation *ante* (Qatar, Irak, Autorité palestinienne). La Libye et le Yémen, durablement fragmentés, sont des cas particuliers puisque leurs dirigeants ou ceux qui aspirent à le devenir ne sont pas tous sur la même ligne. Les dirigeants yéménites sont néanmoins d'accord sur le fait que Joe Biden reste le mieux placé pour exercer les pressions nécessaires sur les dirigeants saoudiens afin qu'ils renoncent à leur

⁸ L'intervention en Libye et ses conséquences désastreuses restent un cauchemar pour de très nombreux responsables démocrates.

intervention militaire au Yémen, celle-ci apparaissant chaque jour un peu plus impopulaire au Congrès.

La carte et le tableau qui suivent témoignent de perceptions très diverses entre pro-Biden et pro-Trump, mais aussi entre ceux qui sont favorables ou hostiles à la présence militaire américaine dans la région, qu'il n'est pas possible de simplifier par des critères tels que la gouvernance (dictatures *vs* régimes plus ouverts, monarchies *vs* républiques) ou le statut d'allié privilégié (la Turquie, membre de l'OTAN, hostile à la fois à Joe Biden et à la présence militaire américaine dans sa sphère d'intérêts). Il n'y a pas de lignes de fracture claires. Les organisations régionales, qu'il s'agisse de la Ligue arabe, du Conseil de coopération du Golfe ou de l'Union du Maghreb arabe sont elles aussi profondément divisées sur ces perceptions et ne seront d'aucun secours aux dirigeants arabes pour leur permettre de faire émerger une ligne cohérente à l'égard de la nouvelle administration américaine. Les récentes normalisations de plusieurs États (Émirats arabes unis, Bahreïn, Maroc, Soudan) avec Israël ne font que renforcer l'impression d'un monde arabe plus fragmenté que jamais. Même si les dirigeants arabes qui ont reconnu Israël fin 2020 soutenaient tous Donald Trump, l'équipe de Joe Biden se réjouit de ces normalisations qui, de son point de vue, vont dans le sens d'un apaisement des tensions régionales⁹.

⁹ Même si ces normalisations peuvent déboucher au bout du compte sur un regain de tensions entre Israël et l'Iran par conflits interposés, que ce soit dans le Golfe persique, en mer Rouge ou au Sahara occidental puisque le roi Mohammed VI a conditionné sa normalisation avec Israël à la reconnaissance par les États-Unis de la « marocanité » de ce territoire dont le Front Polisario, soutenu par l'Algérie et l'Iran, réclame l'indépendance.



Dirigeants hostiles à Joe Biden et à la présence militaire américaine au Moyen-Orient et en Méditerranée orientale	Dirigeants favorables à Joe Biden mais hostiles à la présence militaire américaine au Moyen-Orient et en Méditerranée, qui vont probablement rechercher le dialogue
Bachar el-Assad (Syrie) Recep Tayyip Erdogan (Turquie) Abdel Fattah al-Burhan (Soudan)	Ali Khamenei & Hassan Rohani (Iran) Abdrabbuh Mansour Hadi (Yémen) Abdelmadjid Tebboune (Algérie)
Dirigeants hostiles à Joe Biden mais favorables à la présence militaire américaine au Moyen-Orient, qui devront donner des gages au nouveau président	Dirigeants favorables à Joe Biden et à la présence militaire américaine en Méditerranée sur lesquels le nouveau président va pouvoir s'appuyer
Benjamin Netanyahu (Israël) Abdel Fattah al-Sissi (Égypte) Roi Salmane & Mohamed ben Salmane (Arabie saoudite) Cheikh Al-Khalifah (Bahreïn) Mohammed ben Zayed al-Nahyane (Émirats arabes unis) Roi Mohammed VI (Maroc)	Sultan ben Tarik (Oman) Cheikh Tamim al-Thani (Qatar) Moustafa al-Kazimi (Irak) Cheikh Nawaf Al-Sabah (Koweït) Roi Abdallah II (Jordanie) Michel Aoun (Liban) Mahmoud Abbas (Autorité palestinienne) Kaïs Saïed (Tunisie)

Sociogramme des dirigeants du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord vis-à-vis de Joe Biden

Les plus enthousiastes semblent être les Iraniens qui interprètent l'arrivée de l'administration Biden comme la fin du risque de confrontation militaire directe, mais surtout comme l'opportunité de conclure un accord global leur permettant de sécuriser leurs gains au Moyen-Orient, quitte à renoncer durablement à leurs ambitions nucléaires militaires et à normaliser leurs relations avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, une fois que les États-Unis seront revenus dans le JCPOA et auront fait tomber les

sanctions qui handicapent très lourdement l'économie iranienne. C'est toutefois loin d'être gagné car le Congrès, quelle que soit sa couleur, est structurellement hostile au régime iranien tout comme une majorité de la population américaine toujours hantée par les crises successives des otages, expliquant que Barack Obama ait préféré ne pas soumettre le JCPOA au Capitole. Même à majorité démocrate, il est peu probable que le Congrès fasse le forcing sur le dossier iranien, à l'heure où il est concentré sur les affres de la politique intérieure américaine. Différents lobbys (néoconservateurs, israéliens, émiriens, saoudiens, grecs¹⁰) se mobilisent pour contrer préventivement toute ouverture de Washington en direction de Téhéran. En Israël, Benjamin Netanyahou a déclaré qu'il resterait l'autorité ultime pour s'occuper du dossier iranien, indiquant par là-même qu'il ne se sentirait pas lié par le retour des États-Unis dans le JCPOA et qu'il conservait sa liberté d'action, y compris militaire, à l'encontre de l'Iran.

En négociatrices habiles, les autorités iraniennes soufflent pour leur part le chaud et le froid, laissant leur Parlement adopter une loi intitulée « Plan d'action stratégique pour la levée des sanctions et la protection des droits de la nation iranienne » qui durcit considérablement les conditions de reprise des négociations avec les États-Unis et met la pression sur la Maison Blanche en fixant au 21 février 2021 la limitation d'accès des inspecteurs de l'AIEA à certaines installations nucléaires iraniennes, tout en augmentant sensiblement la quantité d'uranium susceptible d'être enrichi à 20 %. Mohammed Javad Zarif, ministre iranien des Affaires étrangères, a déclaré quelques jours avant la prestation de serment de Joe Biden : « *Le retour des États-Unis au JCPOA n'est pas*

¹⁰ Traditionnellement proche de l'Iran, la Grèce, paniquée par l'agressivité et les ambitions de la Turquie, s'est récemment rapprochée d'Israël et des Émirats arabes unis, tant sur les plans économiques et énergétiques, que militaires et stratégiques.

suffisant en ce moment. L'objectif du JCPOA était la levée des sanctions [...] Aujourd'hui, si les États-Unis disent oralement qu'ils reviennent au sein du JCPOA, cela ne nous apportera rien. Il faut que les sanctions soient d'abord levées [...] Il faut que nos relations bancaires reviennent à la normale et que les accords que nous avons signés avec différentes entreprises soient mis en œuvre [...] Il faudra aussi discuter plus tard du dédommagement »¹¹ ; il a surenchéri sur la possibilité de la présentation de nouvelles conditions par les parties du JCPOA pour la levée des sanctions : « Personne n'a le droit de faire une telle chose. Le JCPOA est un accord sur le nucléaire et n'a aucun lien avec la question balistique »¹². Mohammed Qalibaf, président du Parlement et candidat putatif à l'élection présidentielle de juin 2021, a rappelé pour sa part que « tous les articles de la loi sur le Plan d'action stratégique pour la levée des sanctions et la protection des droits de la nation iranienne étaient réversibles en cas d'entente sur la levée complète des sanctions »¹³, sous-entendant que tout était réversible si l'on parvenait à s'entendre.

En accroissant la pression sur Joe Biden mais aussi sur le président Rohani de telle manière qu'un accord semble très improbable à court terme, le guide suprême Ali Khamenei signifie aux uns et aux autres qu'un éventuel accord ne pourra être conclu qu'après l'élection présidentielle iranienne du 18 juin 2021. L'enjeu de celle-ci n'est pas de savoir si c'est un réformateur ou un conservateur qui va l'emporter, car tout indique que ce sera un conservateur bon teint, mais si ce sera un ancien militaire issu du corps des gardiens de la révolution, une personnalité issue du clergé ou bien un politicien « civil » réputé pour sa bonne gestion des affaires économiques. Pour l'instant, toutes les options semblent sur la

¹¹ Site officiel iranien *Khamenei.ir*, 10 janvier 2021.

¹² *Ibidem*.

¹³ *Ibidem*

table et le vainqueur, quel qu'il soit, aura sans doute les mains plus libres pour négocier avec Washington, puisque le bloc conservateur lui fera confiance et ne lui reprochera pas de brader les intérêts de l'Iran. Comme souvent dans l'histoire, ce sont les dirigeants qui paraissent intransigeants qui finissent par conclure un accord de paix, car au fond, une entente entre Washington et Téhéran viserait tout autant à trouver une sortie négociée à la question de l'accord nucléaire qu'à enterrer la hache de guerre. Rien ne devrait donc déboucher d'ici fin 2021 au mieux. À défaut, la nouvelle équipe iranienne choisirait probablement d'acquérir la capacité nucléaire militaire et de se rapprocher encore davantage de Moscou et Pékin, renforçant la posture de la Russie et de la Chine au Moyen-Orient comme le souligne Albert Wolf de l'université John Hopkins¹⁴.

Dans le golfe Persique, c'est sans doute le Qatar qui profite le plus de l'élection de Joe Biden puisque ce dernier souhaite l'apaisement des tensions entre les monarchies arabes et l'Iran, mais aussi entre les familles régnantes elles-mêmes. Les dirigeants saoudiens ne s'y sont pas trompés en acceptant une réconciliation de façade avec le Qatar lors de la réunion plénière du Conseil de Coopération du Golfe d'Al-Ula, le 5 janvier 2021, au grand dam de l'Émirien Mohammed ben Zayed al-Nahyane qui n'a pas fait le déplacement¹⁵. L'émir du Qatar Tamim al-Thani, qui sait pouvoir compter désormais sur la bienveillance des États-Unis en plus de celle de l'Iran et de la Turquie, va pouvoir organiser sereinement sa coupe du monde de football en 2022, là où les dirigeants émiriens risquent de se faire du souci pour le bon déroulé de leur exposition universelle de 2021 en cas d'aggravation des tensions avec l'Iran. À moyen terme, le Qatar devra probablement choisir

¹⁴ Albert Wolf, « Why hasn't anyone attacked Iran's nuclear sites? », *Perspectives Paper* n° 1878, BESA Center, 11 janvier 2021.

¹⁵ Armin Arefi, « Pourquoi l'Arabie saoudite et le Qatar enterrent la hache de guerre », *Le Point*, 5 janvier 2021.

entre l'Arabie saoudite et la Turquie, car il lui sera difficile de ménager durablement l'un et l'autre. Pour lui, l'essentiel reste finalement de conserver le soutien des États-Unis et de l'Iran dont il a besoin pour garantir sa sécurité et le développement économique et diplomatique de son émirat. Il espère sans doute jouer un rôle majeur dans les négociations entre Américains et Iraniens, sachant qu'il reste crédible des deux côtés¹⁶.

Les dirigeants fraîchement désignés du Koweït et du sultanat d'Oman se réjouissent de la victoire de Joe Biden puisqu'il appelle comme eux à de bonnes relations entre les deux rives du Golfe. Âgés et manquant pour l'instant de légitimité, ils font face à des difficultés intérieures et ne semblent pas en mesure de peser sur la scène internationale.

En Irak, si le Premier ministre Moustafa al-Kazimi souhaite le maintien de la présence militaire et diplomatique américaine, ne serait-ce que pour équilibrer la présence iranienne sur place, ses opposants, tout comme les milices chiites instrumentalisées par Téhéran, agissent en sous-main pour saper la crédibilité des États-Unis et les contraindre à quitter le pays. L'arrivée de Joe Biden peut offrir un répit au Premier ministre irakien soutenu par une partie de la classe politique sunnite, mais il est très improbable que l'administration démocrate parvienne à renverser l'image catastrophique dont souffrent les États-Unis dans le pays. À long terme, le sort de la présence américaine en Irak paraît donc scellé.

Au Levant, le roi Abdallah II de Jordanie, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et le président libanais Michel Aoun se réjouissent d'autant plus ouvertement de l'élection de Joe

¹⁶ Comme en témoignent les propos élogieux de Mohammed Javad Zarif qui a tweeté en anglais le 5 janvier 2021 le message suivant : « *Congratulations to Qatar for the success of its brave resistance to pressure & extortion* ».

Biden qu'ils craignaient de faire les frais du fameux « Plan de paix du siècle » de Jared Kushner. Très affaibli sur la scène intérieure, Mahmoud Abbas espère un retour au *statu quo ante* (solution à deux États et médiation « juste » des États-Unis) qui lui permette de durer encore un peu en s'appuyant sur ses affidés, par défaut d'option de recours crédible¹⁷, alors même que l'Iran semble renforcer son emprise dans la bande de Gaza pour accroître sa capacité de dissuasion envers Israël¹⁸.

En Afrique du Nord, l'arrivée d'une équipe démocrate promouvant ouvertement les valeurs libérales de l'Amérique, tout particulièrement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'aide au développement, le multilatéralisme et la défense de l'environnement, de surcroît sans préjugés négatifs à l'encontre de l'Islam politique, ne peut que réjouir des dirigeants cacochymes tétanisés par le cynisme, l'imprévisibilité et la brutalité de Donald Trump. Les difficultés intérieures limitent toutefois leurs marges de manœuvre sur la scène régionale. Les dirigeants algériens et marocains sont néanmoins réservés quant à la bienveillance de l'équipe Biden à l'égard des Frères musulmans.

Ceux qui vont devoir donner des gages au nouveau président américain

Le premier à avoir réagi est le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu qui sait qu'il va faire face à quatre années difficiles s'il parvient à se maintenir au pouvoir, car il a soutenu sans nuance la candidature de Donald Trump. Comme de nombreux Israéliens, il

¹⁷ Thierry Oberlé, « Mohammed Dahlan, un Palestinien dans l'ombre de l'accord Israël-Émirats », *Le Figaro*, 18 août 2020 ; les dirigeants émiriens comptaient sur un second mandat de Donald Trump pour placer leur homme – Mohammed Dahlan – à la tête de l'autorité palestinienne ; cette option semble aujourd'hui écartée.

¹⁸ Comme en témoigne l'organisation sur place, le 29 décembre 2020, d'un exercice majeur qui aurait vu des membres des forces spéciales iraniennes conseiller les combattants du Hamas ; *I24 News*, 31 décembre 2020.

estime que la victoire de Joe Biden représente un retour en arrière¹⁹. Il ne l'en a pas moins appelé quelques heures après la proclamation de sa victoire pour le féliciter, souligner l'ancienneté de leur relation et reconnaître en lui un ami d'Israël. Depuis, il fait profil bas et se concentre sur sa survie politique et sur les négociations de normalisation avec d'autres pays arabes. Il semble avoir délégué la communication avec les États-Unis à sa garde rapprochée. Tzachi Hanegbi, ministre des implantations (colonies) parlant au nom du gouvernement israélien, a ainsi déclaré le 13 janvier 2021 : « *Le plus important est de convaincre la nouvelle administration américaine de ne pas répéter les erreurs de l'administration Obama, à savoir apaiser les Iraniens* »²⁰. Parallèlement et pour se ménager les bonnes grâces de la nouvelle administration démocrate, Eli Cohen, ministre du renseignement, a fait fuiter une note envisageant une possible normalisation avec le Qatar stipulant que « *l'importance du Qatar pour l'État hébreu réside dans sa capacité à bâtir un réseau de contacts avec les Frères musulmans [...] Les relations avec le Qatar peuvent être un facteur de stabilisation dans la bande de Gaza et contribuer à atténuer les tensions existantes avec la Turquie* »²¹.

Les dirigeants saoudiens et émiriens savent eux aussi qu'ils vont devoir donner des gages s'ils ne veulent pas être complètement marginalisés. Les premiers signaux n'ont pas tardé, comme en témoignent les discussions au Congrès pour remettre en cause la livraison de chasseurs bombardiers furtifs F-35 aux Émirats arabes unis. L'accord de normalisation avec le Qatar est un premier pas ; il en faudra sans doute d'autres, probablement sur les dossiers yéménite, iranien, pakistanais et chinois, pour atténuer les foudres de la Maison Blanche.

¹⁹ Alex Joffé, « Le marais retourne à Washington », *Perspectives Paper* n° 1868, BESA Center, 5 janvier 2021.

²⁰ *I24 News*, 13 janvier 2021.

²¹ *I24 News*, 13 janvier 2021.

Nul doute que le président Sissi, très pragmatique, saura lui aussi donner des gages au nouveau maître de la Maison-Blanche pour lui rappeler l'importance stratégique de l'Égypte, gardienne du canal de Suez et pays toujours très influent au sein du monde arabe, dans l'équation géopolitique américaine. En Afrique du Nord, le roi du Maroc regrette déjà le départ de Donald Trump dont l'administration aura soutenu fermement Rabat sur le dossier du Sahara occidental, tout en contribuant au maintien des capacités opérationnelles de son armée. Mais il reste l'un des gardiens du détroit de Gibraltar, le principal fournisseur des États-Unis en phosphate et un acteur symbolique pour la stratégie américaine de normalisation entre Israël et les pays arabes. S'il reste prudent, il devrait ne pas subir les critiques du parti démocrate, mais il sait qu'il lui faudra probablement donner des gages aux partis islamistes proches de la mouvance des Frères musulmans. Ce n'est pas forcément une bonne nouvelle pour les Européens.

C'est en définitive avec le président Erdogan que la relation sera probablement la plus compliquée. Les sujets de dispute n'ont pas manqué récemment : conflit en Syrie et agression turque contre le PYD kurde, protection américaine à l'opposant Fethullah Gülen, emprisonnement en retour du pasteur Andrew Brunson en Turquie, affaire Jamal Khashoggi mettant les États-Unis en porte-à-faux avec l'Arabie saoudite, achat turc de systèmes antimissile S-400 russes entraînant le gel du contrat F-35, crise en Libye, tensions en mer Egée et en Méditerranée orientale. Mike Pompeo a ouvertement mis en cause l'attitude perturbatrice du président Erdogan lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Bruxelles, le 1^{er} décembre 2020. Recep Tayyip Erdogan sait qu'il a besoin du soutien des États-Unis pour contrecarrer l'influence économique, énergétique et stratégique croissante de la Russie en Turquie. Le président turc sait aussi que Joe Biden doit beaucoup au lobby grec qui l'a soutenu sans faillir tout au long de

sa longue carrière politique. Mais il est conscient du fait que le nouveau président américain reste favorable au concept d'un « Islam modéré démocratique », tel que celui dont l'AKP turc sait habilement faire la promotion auprès des élites démocrates américaines. Comme le rappelle Robert Malley, « *Joe Biden entretient de bonnes relations avec Erdogan ; cela date de sa vice-présidence lorsqu'il avait été mandaté par Obama pour servir d'interlocuteur avec le président turc. Ainsi, il va essayer de se montrer plus solidaire avec les Kurdes syriens que ne l'a été Trump, ce qui va compliquer sa relation avec la Turquie, tout en cherchant une entente avec Erdogan (...)* La politique régionale agressive de la Turquie aujourd'hui suscite des débats au sein même de l'équipe Biden ; il y a d'un côté les durs, très critiques vis-à-vis de la Turquie, et d'un autre côté, ceux qui pensent que les États-Unis ne peuvent se permettre de crise majeure avec cet allié important de l'OTAN. Ces deux instincts se retrouvent chez Joe Biden »²². Car pour les stratèges américains, la Turquie demeure d'abord et avant tout le bouclier Sud de l'OTAN face à la Russie et l'Iran, et demain probablement face à la Chine. Ils savent aussi qu'ils ont besoin des installations radar de leur base de Kürecik dans le cadre de leur défense antimissile, mais aussi de la base aérienne d'Incirlik sur laquelle un lot de bombes atomiques B-61 est censé être stocké dans le cadre des plans de dissuasion nucléaire de l'OTAN. Le positionnement stratégique de la Turquie et sa capacité à affaiblir la cohésion européenne suffisent à justifier leur soutien à Ankara, même si Erdogan questionne régulièrement la pérennité de la présence américaine sur la base d'Incirlik. Ce soutien pourrait toutefois évoluer si l'aile gauche du parti démocrate arrivait au pouvoir.

²² Interview avec Armin Arefi, *Le Point*, *op. cit.*

De la nécessité de décrypter Kamala Harris

Compte tenu du rapport de forces équilibré au Sénat (50-50) qui confère au vice-Président le rôle d'arbitre, mais aussi de l'âge et de l'état de santé incertain de Joe Biden qui la met en avant et répète qu'il ne fera qu'un seul mandat, Kamala Harris s'impose comme une pièce maîtresse du jeu institutionnel américain.

C'est également vrai sur les dossiers de politique étrangère puisqu'elle seconde le Président et peut appuyer ou faire obstacle au Sénat à d'éventuels accords négociés par l'administration. Ce sera a fortiori si les événements venaient à la propulser à la présidence des États-Unis d'Amérique.

Il est donc crucial de connaître son positionnement sur les grands dossiers du Moyen-Orient et du bassin méditerranéen. A ce jour et si l'on se réfère à ses déclarations durant la campagne présidentielle, cette brillante juriste de 56 ans affiche un soutien sans faille à Israël²³, tout en déclarant « croire en la valeur de chaque Palestinien et de chaque Israélien »²⁴.

Jusqu'à présent, Kamala Harris ne s'est que très peu exprimée sur les sujets géopolitiques tout en insistant sur son tempérament progressiste, son attachement aux droits de l'Homme et des minorités, mais aussi sa proximité avec Barack Obama. Son passage remarqué à la commission du renseignement du Sénat laisse toutefois penser qu'elle s'est intéressée de près aux dossiers internationaux les plus sensibles.

Pour anticiper à moyen terme la politique des États-Unis en direction du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, l'option la plus raisonnable consiste donc à décrypter l'agenda réel de politique

²³ Ali Harb, « Kamala Harris pledges unconditional support for Israel », Middle East Eye, 27 août 2020.

²⁴ *The Arab American News & I24 News*, 6 novembre 2020.

étrangère de la vice-Présidente Kamala Harris. Les chercheurs et les analystes peuvent d'emblée s'y mettre, en espérant que celle-ci sera bien protégée par le Secret Service.

Publié le 19 janvier 2021 par l'institut FMES

Vers une rupture du partenariat stratégique entre l'administration Biden et la Turquie ?

Par Margaux MAGALHAES, Docteure en histoire des relations internationales

Alors que Joe Biden vient de s'installer à la Maison-Blanche, diverses interrogations demeurent quant à la politique que son administration conduira à l'égard de la Turquie. S'il est vrai que depuis la fin de la guerre froide, la relation américano-turque a été qualifiée par les décideurs américains de « *vitale* », de « *partenariat stratégique* » voire de « *partenariat modèle* », force est de constater qu'une ère glaciaire s'y est depuis substituée. L'autoritarisme grandissant du président turc, Recep Tayyip Erdogan, patent depuis le coup d'État manqué de juillet 2016, couplé à une politique étrangère qualifiée de « révisionniste », aura contribué à ternir l'aura du « démocrate musulman » jadis encensé par Washington. Non seulement la Turquie s'éloigne des valeurs occidentales, mais elle poursuit une trajectoire indépendante sur la scène internationale en se rapprochant de la Russie, en menant des activités de forage dans la zone économique exclusive (ZEE) d'un allié de l'OTAN (la Grèce) ou encore en combattant le YPG – milice kurde syrienne alliée de la coalition internationale conduite par les États-Unis contre l'État islamique – perçu comme une menace par Ankara en raison de sa filiation au PKK. L'indocilité de la Turquie et son incapacité à être un pont civilisationnel par lequel les valeurs occidentales auraient dû pénétrer l'arc de crise, constitutif de la stratégie américaine post-guerre froide d'occidentalisation par proxies¹, auront mis un terme

¹ On doit cette expression à Frédéric Bozo. Il s'agissait d'une grande stratégie américaine élaborée par l'administration Clinton dans laquelle la Turquie était perçue comme un pays essentiel pour propager l'ordre international américain dans son voisinage, afin de

au « modèle turc », affaiblissant par conséquent la relation entre Washington et Ankara.

Face à cet allié remuant, l'administration Biden choisira-t-elle d'adopter un ton relativement conciliant comme l'avait fait Donald Trump ? Ou est-ce que les affinités pro-kurdes et pro-grecques prêtées au nouveau locataire de la Maison-Blanche l'amèneront à revoir la lecture stratégique que les États-Unis avaient jusqu'alors de la Turquie ? Si ses vives critiques à l'encontre de la Turquie lors de sa campagne et son soutien explicite à l'opposition d'Erdogan² semblent à première vue attester qu'une rupture du partenariat stratégique pourrait bien avoir lieu, il serait néanmoins peu probable que la valeur stratégique de la Turquie s'amenuise sous son mandat. L'évolution du système international, marqué par la contestation de l'ordre américain par la Chine et la Russie, associée à la volonté de l'administration Biden de parvenir à un accord sur le nucléaire iranien, dictera, selon toute vraisemblance, l'agenda américain envers la Turquie. Mais, en l'absence de valeurs et de menaces existentielles communes, cette alliance – pur produit de la guerre froide – a vocation à devenir plus *ad hoc* et donc à être moins idéalisée que par le passé. Il est ainsi à prévoir que l'administration Biden n'envisagera plus sa relation avec la Turquie qu'au travers du prisme de sa rivalité avec la Russie, la Chine et l'Iran.

l'occidentaliser et de le pacifier ; voir Margaux Magalhaes, Les États-Unis, la Turquie et l'UE. Du soutien américain aux ambitions européennes d'Ankara au délitement de la relation triangulaire (1993-2017), thèse de doctorat en histoire des relations internationales, sous la direction du professeur Frédéric Bozo, Université Sorbonne-Nouvelle, 2019.

² Entretien de Joe Biden par l'Editorial Board du *New York Times*, 19 janvier 2020. Disponible sur : <https://www.nytimes.com/interactive/2020/01/17/opinion/joe-biden-nytimes-interview.html> [consulté le 21 janvier 2021].

Que représente la Turquie dans un contexte international en pleine mutation ?

En dépit d'une relation américano-turque rythmée par de nombreux désaccords sur des dossiers internationaux, à commencer par la politique syrienne d'Ankara ou ses incursions dans les ZEE grecque et chypriote, la Turquie demeure vitale pour l'administration Biden pour faire face aux défis eurasiatiques et moyen-orientaux qui l'attendent. En premier lieu, la primauté accordée au dossier iranien par la nouvelle administration pourrait accroître l'intérêt des États-Unis pour la Turquie. Alors que le président Biden ne cache pas son intention de parvenir à un nouvel accord sur le nucléaire iranien pour mettre un terme aux « sanctions maximales » décrétées par son prédécesseur, il est conscient que sa stratégie pourrait raffermir l'influence régionale de la République islamique. Pour parer à cette éventualité, il est probable que Washington cherche à s'assurer qu'un contre-modèle, voire un contrepoids militaire, limitera un tel gain d'influence. L'ancrage géographique de la Turquie renforce l'importance attribuée à ce pays, tout comme ses liens historiques et ethniques qui la lient à certains pays des Balkans, du Caucase, d'Asie centrale ou du Moyen-Orient où Téhéran entend étendre sa sphère d'influence, de manière à contrer l'influence régionale de la théocratie iranienne. Il est peu probable que Joe Biden préfère valoriser dans ce rôle de contre-pouvoir des pays tels que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis ou l'Égypte, qui bafouent davantage les droits de l'homme et qui n'appartiennent pas à l'OTAN.

On pourrait penser que l'administration Biden serait d'autant plus prompte à s'appuyer sur Ankara et le gouvernement AKP que l'élite démocrate a une certaine empathie pour les Frères musulmans, comme en atteste le soutien apporté par l'administration Obama à ces formations politiques lors des printemps arabes. Or, si Obama

a choisi de collaborer avec les Frères musulmans, ce fut sous l'impulsion de la Turquie avec qui elle coopérait étroitement et qui est parvenue à le convaincre qu'elle serait en mesure d'influencer leur politique en les « modérant » pour en faire une force centriste. Les événements du parc Gezi à Istanbul en 2013, à l'occasion desquels le Premier ministre turc a réprimé violemment les manifestations, ont remis en cause cette vision. La Turquie, érigée par Washington en modèle de compatibilité de l'islam avec la démocratie dans les années 1990, renoue avec l'autoritarisme, réduisant à néant les espoirs américains³. Depuis, les Américains sont désillusionnés et doutent que les Frères musulmans puissent inscrire leurs actions politiques dans le libéralisme occidental. Ainsi, en dépit de leur idéalisme les rendant plus coopératifs que les républicains vis-à-vis de ces formations politiques, les démocrates sont désormais sceptiques et ne misent plus guère sur elles. Ce paramètre ne pourra plus suffire pour expliquer un éventuel rapprochement des Américains avec l'AKP, ni leur soutien à la politique étrangère islamiste d'Ankara. Par conséquent, il semble peu probable que l'administration Biden mise, sur ce seul motif, sur l'axe Qatar-Turquie favorable aux Frères musulmans, là où ses autres alliés régionaux y sont résolument hostiles. En revanche, la volonté de Doha et d'Ankara de parvenir à un accord sur le nucléaire iranien, contrairement aux autres acteurs du golfe Persique, risquent de peser en leur faveur et les rapprocher de Washington.

À la primauté accordée au dossier iranien s'ajoutera très certainement l'importance de contrer l'influence grandissante de la Russie, acteur incontournable du nouveau Grand Jeu au Moyen-Orient. À cette fin, la Turquie sera sans doute perçue comme essentielle, non seulement parce qu'elle a toujours été envisagée comme le rempart otanien face à l'expansionnisme soviétique, puis

³ Margaux Magalhaes, *Les États-Unis, la Turquie et l'UE*, *op. cit.*

russe, mais aussi parce que l'Amérique a pu constater que seul ce pays s'était montré capable d'endiguer, dans une certaine mesure, les avancées de Moscou dans les conflits syrien, libyen et caucasien. En somme, sa capacité et sa volonté d'intervenir dans les conflits régionaux, sa localisation avantageuse au carrefour de trois continents ou ses investissements dans le domaine de la défense, rendent Ankara apte à partager le « fardeau mondial » de l'Amérique. Ceci pourrait être d'autant plus valorisé que la priorité absolue du nouveau gouvernement américain ira au redressement économique et à la lutte contre la Covid-19. On peut dès lors supposer que l'administration de Biden recourra à une stratégie d'*offshore balancing*, c'est-à-dire qu'elle s'appuiera sur des puissances locales pour perpétuer l'ordre international américain, cette stratégie ayant l'avantage de n'affecter qu'à la marge le budget américain. Ankara serait alors considéré comme une pièce maîtresse des Balkans au Moyen-Orient, entraînant une réponse timorée de l'administration Biden face aux agissements turcs en Libye ou en Méditerranée orientale s'ils devaient se poursuivre, même si les États-Unis pourraient endosser un rôle de médiateurs entre la Turquie et la Grèce, à l'instar de ce que fit Bill Clinton dans les années 1990.

Une nouvelle administration pro-turque ?

Les affinités du président Biden envers la Grèce et les Kurdes peuvent-elle remettre en cause cette lecture stratégique ? Ce scénario semble peu probable, les sympathies pro-kurdes prêtées à Joe Biden paraissant quelque peu exagérées. Si l'actuel président n'a pas caché une certaine sympathie pour les Kurdes d'Irak avec lesquels l'Amérique collabore depuis des décennies – et avec qui les Turcs entretiennent des rapports cordiaux – cela n'implique pas nécessairement des sentiments analogues envers les Kurdes syriens. Non seulement, ces derniers, organisés au sein du PYD, sont d'obédience marxiste-léniniste contrairement au GRK irakien

(libéral), mais les États-Unis n'ont coopéré avec eux que récemment, au prix de vives tensions avec Ankara. Par ailleurs, si Biden a soutenu une plus grande autonomie pour les Kurdes d'Irak au sein d'une fédération, il ne s'est jamais prononcé en faveur d'une indépendance par réalisme ; un tel développement menacerait l'intégrité territoriale de l'Irak et engendrerait davantage d'instabilité en cas d'effet domino en Iran, Syrie ou Turquie. La politique des États-Unis envers les Kurdes a toujours été marquée du sceau de la *realpolitik*, chaque administration abandonnant systématiquement ces proxies une fois ses objectifs atteints. En ce sens, le choix de Donald Trump de retirer les troupes américaines du nord de la Syrie en octobre 2019 (ayant permis à Ankara de terrasser les milices kurdes syriennes à sa frontière) n'est pas incohérent et il serait surprenant que l'administration Biden, composée de l'establishment traditionnel, y déroge. Certes, le maintien d'une collaboration avec le YPG via la coalition internationale pourrait être envisagé à court terme, l'État islamique montrant à nouveau sa capacité de nuisance en Syrie ; mais il ne s'agirait que d'un partenariat temporaire et non d'une alliance. Enfin, l'administration Biden ne souhaitera certainement pas envenimer davantage sa relation avec la Turquie au profit de forces kurdes, proches de Moscou et potentiellement sources de tensions bilatérales, comme en témoignent les propos récents de R. T. Erdogan critiquant les réactions mesurées du département d'État après un attentat visant les forces turques stationnées en Irak : « *Les déclarations des États-Unis sur les Kurdes sont déplorables ; vous dites ne pas soutenir les terroristes mais vous êtes bel et bien de leur côté*⁴. » Selon toute vraisemblance, la politique syrienne des États-Unis ne constituera plus un irritant majeur dans leur relation avec Ankara.

⁴ AFP & I24 News, 15 février 2021.

Une stratégie pro-turque pourrait d'autant plus être adoptée qu'une poignée d'experts et de décideurs exerce une influence forte sur ce dossier. Aux États-Unis, peu de chercheurs et de décideurs peuvent se prévaloir d'une réelle expertise de ce pays, conduisant les administrations successives à s'appuyer sur leurs analyses et leurs conseils. Qu'ils soient proches des cercles démocrates ou républicains, tous perçoivent la Turquie comme un pays essentiel pour les États-Unis⁵. Joe Biden et son équipe s'appuieront donc très certainement sur eux pour élaborer leur politique envers Ankara. Certains, telle Amanda Sloat, travaillent déjà dans l'administration Biden quand d'autres, tel Nick Burns, ont été conseillers informels du président durant sa campagne. Au-delà de cette communauté d'experts influents, des membres haut placés de la nouvelle administration connaissent la Turquie, à l'instar du président Joe Biden, du secrétaire d'État Antony Blinken ou de Robert Malley, en charge du dossier iranien pour la Maison-Blanche. Il est probable que pendant les cent premiers jours de son mandat, cette nouvelle équipe cherche à prendre le contrepied des politiques menées par Donald Trump, afin de renvoyer l'image d'une Amérique qui serait de retour. C'est au travers de ce prisme que l'on peut interpréter les critiques formulées par Antony Blinken ou Joe Biden lorsqu'ils étaient dans l'opposition à l'encontre de l'autoritarisme de R. T. Erdogan. Le président en campagne déclarait ainsi au *New York Times* : « *ce que je pense que nous devrions faire, c'est adopter une approche très différente à son égard maintenant, en indiquant clairement que nous appuyons le leadership de l'opposition. [...] Il doit payer le prix*⁶ » – quand Donald Trump affichait son franc soutien au président turc. Puisque R. T. Erdogan sera vraisemblablement au pouvoir jusqu'en 2023 au moins et que la Turquie restera

⁵ Margaux Magalhaes, *Les États-Unis, la Turquie et l'UE*, op. cit., p. 107-142, 227-261, 290-300.

⁶ Interview de Joe Biden, janvier 2020, op. cit.

importante dans les objectifs géopolitiques américains, on peut toutefois imaginer que Joe Biden ne cherchera pas à s'aliéner le dirigeant turc en affichant trop fortement son soutien à l'opposition. Ainsi, il est probable que le pragmatisme l'emporte et que la réalité du terrain et les impératifs de sécurité nationale prennent le pas sur les postures électoralistes. En outre, on peut supposer que la présence d'Antony Blinken sera de nature à assurer la pérennité du lien qu'avaient les administrations Clinton et Obama pour lesquelles il a travaillé. Sa déclaration au Hudson Institute en juillet 2020 le laisse en tout cas présager : « *[La Turquie] est un pays d'une importance vitale [qui] finit par être d'une façon ou d'une autre et souvent d'une manière essentielle, décisif pour certains problèmes, conflits ou initiatives*⁷. » De même peut-on s'attendre à ce que Joe Biden ait une lecture analogue, lui qui a entretenu des contacts étroits avec R. T. Erdogan lors des printemps arabes et qui a été à la tête du comité des affaires étrangères du Sénat à une époque marquée par un large consensus sur l'importance fondamentale de la Turquie pour la sécurité nationale américaine. Enfin, on peut remarquer que le cabinet de la vice-présidente Kamala Harris est composé de personnalités proches de la Turquie à l'instar de Nancy McEldowney, sa conseillère à la sécurité nationale, ou encore Rohini Kosoglu, sa conseillère aux affaires intérieures et l'une de ses plus proches collaboratrices.

Des différends susceptibles de fragiliser durablement la relation bilatérale

Si de nombreux éléments indiquent que les États-Unis continueront sans doute d'avoir une attitude favorable à la Turquie, plusieurs dossiers pourraient fragiliser durablement la

⁷ « Dialogues on American Foreign Policy and World Affairs: A Conversation with Former Deputy Secretary of State Antony Blinken », *Hudson Institute*, 9 juillet 2020.

relation bilatérale. Le défi le plus épineux auquel cette dernière semble confrontée à court terme reste celui des missiles antiaériens S-400. En 2017, la Turquie n'étant pas parvenue à acquérir le système de missiles sol-air américain Patriot (puisque les États-Unis ne s'accordaient avec le gouvernement turc ni sur le prix ni sur le transfert de technologie), Ankara a fait connaître son intention de se procurer le système de missiles antiaériens russe S-400. Bien que ses alliés de l'OTAN n'aient cessé de lui signifier leur inconfort face à cet achat, le gouvernement turc a décidé de les acquérir, effectuant en 2020 des tirs d'essai en vue de son activation. Depuis, la nervosité des Alliés est patente. Non seulement les Turcs achètent un matériel de défense russe, mais celui-ci confère à la Russie la capacité de collecter du renseignement très sensible sur les avions de chasse américains, les fameux F-35 furtifs achetés par la Turquie mais dont la livraison a été annulée par l'administration Trump. Faut-il y voir la preuve d'une réorientation stratégique turque ? Tel est le débat qui anime la classe politique américaine. Ce questionnement est d'autant plus vif qu'il est alimenté par sa peur obsessionnelle d'une « iranisation » de la Turquie – comprendre son passage du statut d'allié privilégié à celui de farouche adversaire, à l'instar de l'Iran en 1979 – ce qui provoquerait la perte d'une pièce maîtresse sur leur échiquier. Cette interprétation est pour l'heure écartée par les experts démocrates qui s'accordent sur un point : une telle réorientation au profit de la Russie n'a pour l'instant pas eu lieu, ces deux pays restant très rivaux sur la scène régionale. Pour eux, la Turquie d'Erdogan se comporterait à la manière de la France du général de Gaulle⁸. Sa politique serait dès lors avant tout motivée par son désir de souveraineté, d'indépendance et de recherche de grandeur internationale, rendant nécessaire la diversification de ses options. Il ne s'agirait donc pas d'une réorientation stratégique,

⁸ Ömer Taspinar, « The Rise of Turkish Gaullism: Getting Turkish-American Relations Right », *Insight Turkey*, vol. 13, n° 1, 2011, p. 11-17.

qui serait d'autant plus malavisée que l'économie turque reste étroitement liée à l'UE et aux États-Unis.

La persistance de l'autoritarisme en Turquie pourrait constituer une seconde pomme de discorde. À Washington, certains rappellent qu'une partie du personnel local du consulat américain d'Istanbul a été emprisonné pour ses liens putatifs avec le FETÖ (organisation güleniste désignée comme terroriste par la Turquie), ce que Washington nie farouchement. Nul doute que l'administration Biden cherchera à les faire libérer, fût-ce au prix de tensions avec le gouvernement d'Erdogan. Faut-il ajouter que le refus de Washington d'extrader Fethullah Gülen, prédicateur exilé en Pennsylvanie accusé d'avoir orchestré le coup d'État de 2016, faute de preuves probantes, fragilisera davantage la relation américano-turque ? De leur côté et au grand dam d'Ankara, les États-Unis ont incarcéré Mehmet Hakan Atilla, ancien dirigeant de la banque turque Halkbank à New York, pour avoir contourné l'embargo américain contre l'Iran. Enfin, puisque la nouvelle présidence est démocrate et plus sensible aux droits de l'homme, on peut penser que Joe Biden insistera sur l'amélioration des standards démocratiques en Turquie, irritant les dirigeants turcs ; reste à savoir si des actions suivront une telle rhétorique.

Quelles marges de manœuvre ?

Pour régler ces différends, les États-Unis disposent d'une marge de manœuvre étroite. Certes, ils pourraient infléchir la position des Turcs sur le dossier des S-400 en profitant de la profonde récession économique qui secoue la Turquie. La hausse du chômage et de l'inflation tout comme l'appauvrissement de la population, renforcés par la crise de la Covid-19, accroissent l'impopularité du gouvernement AKP qui pourrait ne pas être réélu en 2023. Or, cette élection est hautement symbolique puisqu'elle marquera le centenaire de la République de Turquie. Le président Erdogan, qui

s'envisage comme le nouveau père des Turcs, ne peut se résoudre à perdre un scrutin aussi crucial. Il est donc à prévoir qu'il cherchera à se rapprocher à terme des Américains et des Européens tant l'économie turque est dépendante de l'Occident et tant elle a besoin de leurs investissements, *a fortiori* avec la baisse constatée des financements qataris. Ainsi, il pourrait vouloir pacifier les relations afin que les sanctions européennes décrétées contre Ankara du fait des explorations gazières dans la ZEE grecque et chypriote, auxquelles s'ajoutent les sanctions américaines prises en vertu du CAATSA (*Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*) à la suite de l'achat des S-400, n'entrent pas en vigueur au risque d'asphyxier la Turquie. Dans ce contexte, les États-Unis pourraient bénéficier d'un véritable levier pour amener les Turcs à la table des négociations.

Relations commerciales bilatérales USA-Turquie en 2018

- Les États-Unis sont le cinquième plus grand marché d'exportation de la Turquie.
- Les États-Unis sont la quatrième destination des importations turques.
- La Turquie n'est que le vingt-neuvième marché d'exportation des États-Unis.
- La Turquie n'est que la trente-troisième destination des importations américaines.
- Les investissements directs étrangers (IDE) américains en Turquie s'élèvent à 3,1 milliards de dollars.
- Les IDE turcs aux États-Unis s'élèvent à 652 millions de dollars.

Source : TUSIAD US

Si ces sanctions peuvent s'avérer efficaces à court terme, il est à craindre qu'à moyen terme elles produisent l'effet inverse à celui recherché. Philip Gordon et Amanda Sloat expliquent que des sanctions envers l'industrie de défense turque, telles que prévues actuellement, seraient de nature à pousser Ankara dans les bras de Moscou, ne lui laissant guère d'autres choix que de lui acheter davantage d'armements, incitant le Congrès à voter de nouvelles sanctions⁹. D'ailleurs, Ankara a déjà évoqué la possibilité d'acheter des avions de combat russes tels que les Su-35 et Su-57.

⁹ Philip Gordon, Amanda Sloat, « The Dangerous Unraveling of the U.S.-Turkish Alliance. Washington and Ankara Still Need Each Other », *Foreign Affairs*, 10 janvier 2020.

Si un plus grand rapprochement est envisageable avec la Russie, il l'est également avec la Chine. Non seulement Ankara pourrait être tenté d'acquérir des armements, dont des chasseurs, auprès de Pékin, mais il pourrait chercher à renforcer ses liens économiques avec la Chine pour pallier son asphyxie économique, à l'instar de l'Iran. L'Empire du Milieu montre un intérêt croissant pour une Turquie aux débouchés prometteurs et à la localisation avantageuse, même si en 2020, les investissements chinois ne représentaient que 1 % des investissements étrangers en Turquie. De plus, leur relation bilatérale semble fragilisée par la situation des Ouïgours en Chine, ce peuple musulman turcique avec lequel les Turcs ont de fortes affinités¹⁰, même si R. T. Erdogan semble avoir mis de l'eau dans son thé sur ce sujet ces derniers mois. Dans ces conditions, reste à savoir quelle posture l'administration Biden adopterait vis-à-vis des sanctions : tenterait-elle de faire pression sur le Congrès afin qu'il diminue leur portée ? Face à l'urgence que font peser la crise économique et la pandémie aux États-Unis, l'administration Biden va-t-elle consacrer son énergie à un enjeu moyen-oriental perçu comme secondaire ? Ou au contraire, compte tenu des menaces russe et chinoise qu'elle cherche à endiguer, va-t-elle plaider en faveur d'Ankara pour prévenir le risque de voir la Turquie rejoindre leur sphère d'influence ?

Les marges de manœuvre de la Turquie pour améliorer sa relation avec l'allié américain sont tout aussi étroites. Un partenariat resserré avec la Russie ou la Chine n'étant pas envisageable à court terme, elle n'a pour l'heure pas intérêt à laisser la situation s'envenimer avec l'OTAN. Certes, la menace d'expulser les Américains de ses bases militaires fait toujours son effet, les États-Unis stationnant à Kürecik des radars dans le cadre de leur défense antimissile, et des bombes atomiques B-61 stockées à Incirlik dans

¹⁰ Tolga Bilener, « Relations Turquie-Chine : Ambitions et limites de la coopération économique », *Note de l'IFRI*, 5 octobre 2020.

le cadre des plans de dissuasion nucléaire de l'Alliance atlantique. Cette base d'Incirlik reste pour l'instant un hub logistique important pour les forces aériennes américaines qui y déploient des avions de transport, de reconnaissance, de ravitaillement en vol, mais aussi des drones et des chasseurs bombardiers participant aux frappes contre Daech. Mais cette menace d'expulser les Américains de ces bases a conduit Washington à chercher des alternatives : le Pentagone a ainsi accru sa présence militaire en Grèce et il s'interroge sur d'autres alternatives en Jordanie ou à Chypre. Loin de rapprocher les États-Unis d'Ankara, cette menace aura amené Washington à renforcer ses coopérations de défense avec la Grèce, rival européen de la Turquie, la Grèce nouant elle-même des partenariats stratégiques avec Israël et les Émirats arabes unis, rivaux déterminés du régime turc. Il est donc probable qu'Erdogan fasse montre de pragmatisme et cesse, pour un temps du moins, sa politique révisionniste en acceptant par exemple de ne pas activer ses S-400 (ce qui, on l'imagine, ne se ferait qu'en échange d'une réouverture des négociations avec Washington sur la vente de systèmes Patriot). À défaut, Ankara pourrait choisir l'option qui fut celle du général de Gaulle en 1966 et décider de quitter le commandement militaire intégré de l'OTAN, tout en restant membre de l'Alliance.

Dans l'absolu, pour que la relation bilatérale repose sur des bases solides et ne vacille plus à la moindre divergence d'intérêt, les États-Unis et la Turquie auraient intérêt à consolider leurs liens économiques et culturels. Mais c'est peu probable car le marché turc reste peu attrayant pour les Américains (voir tableau joint) et l'antiaméricanisme patent des Turcs, tout comme le désintérêt global des Américains pour la Turquie, ne sont pas de nature à renforcer ces liens. Au bilan, le risque d'un divorce américano-turc existe bel et bien, même s'il n'est actuellement dans l'intérêt d'aucune des deux parties, raison pour laquelle elles parviendront

sans doute à un compromis. L'absence de règlement de la crise des S-400 – qui pourrait engendrer un cercle vicieux fait d'achats d'équipements russes ou chinois par Ankara et d'imposition de nouvelles sanctions par le Congrès – pourrait mettre fin à cette alliance née pendant la guerre froide, dont on peut questionner la pertinence aujourd'hui.

Publié le 22 février 2021 par l'institut FMES

L'opportunisme naval chinois dans le Pacifique Ouest se poursuivra-t-il en 2021 ?

Par Arnaud PEYRONNET, membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO)

Depuis la première vague épidémique de coronavirus au printemps 2020, les forces armées chinoises ont multiplié les démonstrations de force dans le Pacifique Ouest. En avril 2020, un groupe aéronaval chinois s'est en effet déployé dans les eaux contestées de l'archipel des Ryukyu, puis au large de Taïwan avant d'entamer une patrouille très médiatisée en mer de Chine méridionale. Dans le même temps, plusieurs incidents navals ont impliqué des navires chinois, tant civils que militaires, avec des États riverains des mers de Chine (Japon, Taïwan, Vietnam et Indonésie). Ces frictions, cumulées à de nouvelles annonces chinoises sur la territorialisation de ces espaces maritimes, ont renforcé le sentiment d'une démarche coordonnée de Pékin pour réaffirmer ses droits qualifiés d'« historiques » sur de nombreux îlots contestés. Washington a d'ailleurs accusé Pékin de profiter de la crise sanitaire liée au Covid-19 pour renforcer ses positions en mer de Chine méridionale, zone pour laquelle la Chine développe depuis des années une politique du fait accompli. Pékin aurait ainsi voulu accélérer ses démonstrations de force en tirant opportunément bénéfice de l'épidémie sanitaire frappant la marine américaine, cette dernière ayant été ponctuellement dans l'impossibilité de déployer ses groupes aéronavals affectés à la région Indopacifique. Depuis, l'implication américaine, d'abord perturbée par la crise sanitaire, s'est largement raffermie, notamment auprès de ses alliés régionaux, dont Taïwan, les États-

Unis s'appuyant désormais très clairement sur la 1^{ère} chaîne d'îles pour affirmer sa stratégie d'endiguement de la menace chinoise¹.

Les gesticulations navales chinoises de 2020 sont-elles marquées par une simple opportunité de circonstance ou s'inscrivent-elles dans une démarche plus profonde ? Le nouveau président Joe Biden et l'administration qu'il va mettre en place vont-ils poursuivre ce pivot américain vers le Pacifique Ouest ?

Accélération du fait accompli chinois dans les mers de Chine en 2021

La Chine affirme depuis des années ce qu'elle qualifie de « droits historiques » en mer de Chine méridionale au travers d'une tactique avérée du fait accompli, de la militarisation de certains îlots et de l'implication plus grande de la population chinoise dans ses revendications, cette stratégie globale étant soutenue par des campagnes médiatiques intenses. En 2016, le verdict de la Cour permanente d'arbitrage international déboutant la Chine de sa revendication de droits historiques sur la mer de Chine méridionale a accentué ce phénomène en attisant le nationalisme chinois sur cette zone². La militarisation de certains îlots revendiqués par la Chine dans les archipels des Paracels et Spratleys s'est ensuite accélérée : création d'une piste d'aviation sur le récif de Fiery Cross, mise en place d'emprises militaires et de systèmes d'écoute sur les îlots de Woody Island, Scarborough, Subi et Mischief. Des tirs d'essais de missiles antinavires ont été conduits dans l'archipel des Paracels au cours de l'été 2019. L'armée de l'air chinoise y effectue aussi des déploiements de force

¹ Pouvant être définie comme la 1^{ère} chaîne de grands archipels à partir du continent asiatique. Elle relie le Japon, les îles Ryukyu, Taïwan, les Philippines et l'île de Bornéo.

² Le ministre de la Défense chinois avait, à l'époque, évoqué des menaces sécuritaires maritimes renouvelées, exhortant les services de l'État, tout comme la population, à la mobilisation.

et des exercices de raids à grande distance, dans une région considérée depuis 2013 par Pékin comme une zone de défense et d'identification aérienne (ADIZ³), non reconnue d'ailleurs au plan international. Ce réseau militaire de déni d'accès est complété par l'emploi désinhibé d'une milice maritime pro-gouvernementale, basée essentiellement à Haïnan et composée d'une flottille de pêche pléthorique (300 navires en permanence en mer de Chine du Sud) soutenue par des garde-côtes omniprésents (flotte de 142 navires disponibles dans cette zone).

Depuis le mois d'avril 2020, ces revendications chinoises se sont accentuées, la Chine inaugurant de nouvelles stations de recherche au sein de ses bases militaires de Fiery Cross et Subi Reef. Le 18 avril 2020, Pékin a annoncé la création de 2 districts administratifs supplémentaires (Xisha et Nansha) pour les Spratleys et les Paracels, les rattachant *de facto* à la ville de Sansha, créée elle-même de toutes pièces en 2012 sur l'île de Woody. Celle-ci est ainsi devenue une localité responsable de 2 millions de km² d'espaces maritimes alors même qu'elle compte moins de 2000 résidents. Dans le même temps, l'administration chinoise a publié les noms et coordonnées officielles de 80 îlots et récifs de la région, une première depuis près de 40 ans⁴. La territorialisation de la mer de Chine méridionale, inexorablement en marche, semble s'être accélérée sous couvert de l'épidémie sanitaire frappant la marine américaine et « tétanisant » de nombreux pays de la région.

Des gesticulations militaires chinoises très opportunes dans les mers de Chine

Le déploiement en avril 2020 d'un groupe aéronaval chinois composé du porte-avions *Liaoning* et de cinq navires de premier rang, d'abord entre Taïwan et les îles nipponnes de l'archipel

³ Air Defense and Identification Zone.

⁴ La précédente liste de ce type publiée par la Chine sur cette zone datait de 1983.

contesté des Ryukyu, puis en mer de Chine méridionale, a été fortement médiatisé par les organes de presse de l'armée chinoise qui expliquaient qu'au même moment, de nombreux porte-avions étrangers⁵ étaient touchés par le coronavirus, les rendant inaptes à tout déploiement opérationnel. La marine chinoise cherchait ainsi à démontrer sa supériorité sur les autres marines, notamment occidentales. La médiatisation de ce déploiement et la critique à peine voilée des marines occidentales s'inscrivait également dans une diplomatie chinoise plus agressive vis à vis de l'Occident qui avait de son côté abondamment critiqué la gestion chinoise de l'épidémie.

Ces gesticulations navales se sont également superposées à divers incidents dans des régions maritimes contestées par la Chine. Ainsi, un navire des garde-côtes taïwanais est d'abord entré en collision le 19 mars 2020 avec un chalutier chinois, lors de tensions impliquant une dizaine de navires de pêche. Le 30 mars 2020, c'est un destroyer japonais qui est entré en collision avec un chalutier chinois en mer de Chine orientale. Plus au Sud, au large de l'archipel des Paracels revendiqué par le Vietnam, c'est un navire de pêche vietnamien qui a été coulé le 2 avril suivant par un bâtiment des garde-côtes chinois. Fin avril 2020, un navire océanographique chinois, escorté de plusieurs navires des garde-côtes, a opéré ostensiblement dans la ZEE vietnamienne, puis malaisienne.

Dans le même temps, Pékin a accru ses pressions sur Taïwan. La Chine continue en effet toujours d'affirmer que Taïwan fait partie intégrante de la Chine et que la réunification entre l'île et le continent reste inéluctable. Le Livre Blanc 2019 du ministère chinois de la défense qualifie ainsi le séparatisme de Taïwan comme une menace domestique susceptible, le cas échéant,

⁵ Tant américains que français.

d'entraîner un recours à la force. En conséquence, la Chine cherche à isoler diplomatiquement Taïwan et à neutraliser ses forces armées par la démonstration régulière d'un rapport de force déséquilibré en faveur de Pékin. Les démonstrations de force chinoises se sont ainsi accentuées ces derniers mois, les aéronefs militaires de la RPC ayant multiplié les incursions dans la zone d'identification de défense aérienne de Taïwan⁶, franchissant même à plusieurs reprises la ligne médiane du détroit de Formose, ce qu'ils se gardaient de faire auparavant⁷. Les médias chinois ont largement couvert des exercices militaires de grande envergure simulant une invasion par voie maritime d'une île proche du continent, le quotidien chinois *Global Times* affirmant même que les exercices militaires chinois dans les environs de Taïwan n'étaient pas des « avertissements » mais plutôt une « répétition pour une prise de contrôle de l'île »⁸. Ces dernières années, la Chine a en effet modernisé et développé ses forces militaires stationnées le long du détroit de Taïwan. Les exercices s'y sont multipliés dans les domaines amphibie et parachutiste. Taïwan reste ainsi particulièrement inquiète de possibles raids chinois sur les groupes d'îles Pescadores (à 45 km de Taïwan), ou sur les îles Kinmen, Wuciu et Matsu, très proches du continent. De telles opérations pourraient très rapidement instaurer un « fait accompli » difficilement réversible. En outre, l'aviation chinoise continue d'effectuer des exercices de raids à longue portée autour de l'île de Taïwan. Le blocus chinois de l'île est ainsi l'hypothèse privilégiée par l'état-major taïwanais, qui ne pense pas l'armée

⁶ Un rapport du ministère taïwanais de la Défense rapporte que la force aérienne taïwanaise avait fait décoller ses avions de chasse à plus de 4000 reprises dans les 6 premiers mois de l'année 2020, soit une hausse de +129% par rapport à 2019 (*Reuters* in Opex360 du 06 octobre 2020).

⁷ Wang Wenbin, porte-parole de la diplomatie chinoise, affirmant que, « la soi-disant ligne médiane n'existe pas » étant donné que « la région de Taïwan est une partie inaliénable du territoire chinois ». *Chine Magazine*, 23 septembre 2020.

⁸ *Global Times*, 18 septembre 2020.

chinoise capable de mener une opération amphibie d'ampleur, sauf sur les îles à proximité du continent. La marine chinoise, selon un récent rapport américain⁹, pourrait, dans le contexte d'une montée progressive des tensions, se rapprocher ainsi des côtes taïwanaises, en invoquant la liberté de transit, et exercer progressivement une pression sur l'économie de l'île, puis bloquer le trafic maritime et ensuite les ports taïwanais.

Un opportunisme naval chinois rendu possible par une faiblesse très ponctuelle des moyens américains

Les crispations sino-américaines dans les mers de Chine ont été de plus en plus régulières ces dernières années, dénotant une montée progressive des tensions entre les deux superpuissances : interceptions régulières d'avions de surveillance américains par les chasseurs chinois, protestations systématiques lors de patrouilles de bâtiments américains en mer de Chine méridionale, notamment quand ceux-ci pénètrent dans les 12 miles nautiques des îles artificielles bâties par la Chine, manœuvres chinoises d'intimidation contre les moyens américains (comportements nautiques dangereux, utilisation de lasers aveuglant les aéronefs).

Pour Pékin, la gestion de la crise sanitaire par l'US Navy démontrerait que la supériorité militaire des États-Unis dans le Pacifique Ouest était révolue et qu'arrivait donc le moment pour les forces militaires chinoises d'étendre leur influence sur cette région, le déclin américain étant « inéluctable » selon les conceptions chinoises¹⁰. Pékin a tiré avantage du fait que seul un navire amphibie américain, l'USS *America* doté d'aéronefs de type F-35, était disponible dans le Pacifique Ouest au courant du

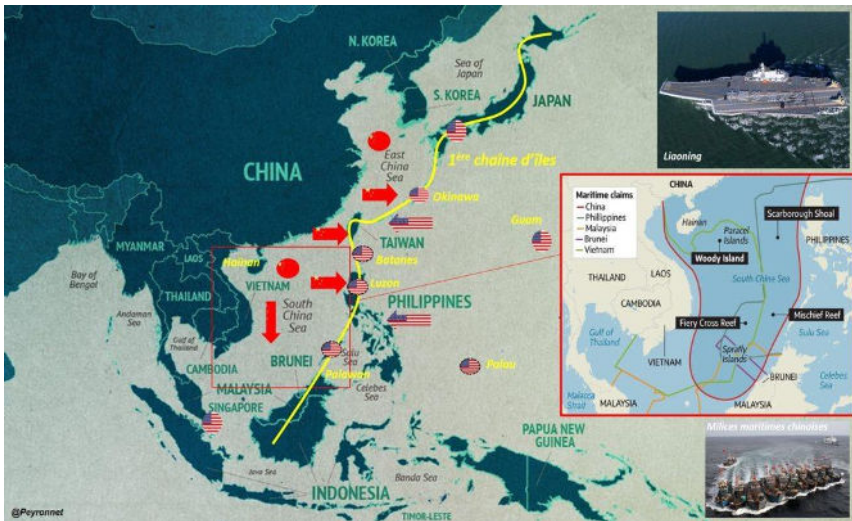
⁹ China Military Power Report 2020, 1er septembre 2020.

¹⁰ Selon Bruno Maçães, author of "Belt and Road: A Chinese World Order", Hurst, 1^{er} février 2019.

printemps 2020, limitant les moyens américains disponibles à un seul porte-avions « léger » appuyé toutefois par des destroyers qui ont continué leurs patrouilles de type FONOPS (*Freedom of Navigation Operations*) dans la région¹¹. Cette pause opérationnelle non souhaitée par les États-Unis, et habilement exploitée par la Chine, a été toutefois de courte durée. Les États-Unis ont en effet mené des missions de démonstration de force lorsque fin avril 2020, deux bombardiers B1-B ont survolé la mer de Chine méridionale à partir de leur base des États-Unis¹². Cette mission signifiait clairement à la Chine la permanence des moyens stratégiques américains dans le Pacifique Ouest, malgré les élongations et l'absence ponctuelle de groupes aéronavals. En mai 2020, ce sont cette fois 6 sous-marins américains qui auraient été déployés dans cette zone dans le cadre de *contingency response operations* afin de démontrer à la Chine la permanence de la puissance navale américaine dans cette même région. Les États-Unis ont ensuite multiplié les démonstrations de force avec le déploiement simultané de deux porte-avions en mer de Chine méridionale (concept de *Dual Carrier Operations*) tout en appuyant plus ouvertement les revendications des autres États riverains (Malaisie, Philippines, Vietnam, Indonésie) sur les espaces maritimes contestés par Pékin, assumant une démarche de confrontation diplomatique avec la Chine. L'opportunisme naval de Pékin semble donc avoir été de courte durée et avoir provoqué, *a contrario*, un sursaut d'implication militaire de Washington dans le Pacifique Ouest.

¹¹ L'USS Theodore Roosevelt était bloqué pour plusieurs semaines à Guam, 10 % de son équipage étant contaminé par le coronavirus. Les USS Ronald Reagan, Nimitz et Carl Vinson étaient quant à eux en maintenance et certains de leurs membres d'équipage étaient également contaminés par le coronavirus, hypothéquant alors leurs chances d'une disponibilité opérationnelle rapide.

¹² Mission aérienne de 32 heures confirmant la mise en place, dans le Pacifique, d'un emploi dynamique et imprévisible des bombardiers américains dont certains étaient d'ailleurs auparavant employés à partir de l'île de Guam.



Frictions sino-américaines sur la 1ère chaîne d'îles

Un soutien américain désormais plus affirmé à Taïwan

Face aux actions ostensibles de Pékin vis-à-vis de Taïwan, les franchissements du détroit de Taïwan par des bâtiments américains sont devenus très réguliers, montrant ainsi à la Chine¹³ que l'indépendance de cette île restait dans l'intérêt américain et que les États-Unis étaient, là aussi, attachés à la liberté de navigation. Le soutien matériel américain à Taïwan s'accélère, démontrant ainsi tout le soutien américain à la défense autonome de l'île. Les États-Unis ont d'abord accepté des transferts de technologie au profit de Taïwan pour la construction de sous-marins, puis ont surtout validé, en novembre 2020, la vente de

¹³ Pour la Chine, le détroit de Taïwan séparant l'île principale du continent (110 milles nautiques de large) fait partie de ses eaux territoriales. Les transits de bâtiments militaires américains dans le détroit de Taïwan ont été exceptionnellement nombreux en 2020 : 13, contre 9 en 2019, 3 en 2018, 5 en 2017 et 12 en 2016.

quatre drones de type MQ-9B dotés de capacités anti-sous-marines¹⁴, de 135 missiles de croisière de type AGM-84 SLAM ER (*Standoff Land Attack Missile/ Expanded Response*), de 11 systèmes d'artillerie M142 HIMARS, des missiles ATCMS (*Army Tactical Missile System*) et de 400 missiles antinavires de type Harpoon Block-2. Ces annonces suivent celles déjà dévoilées quelques mois auparavant quant aux possibilités de vente de 66 chasseurs F-16 Viper, de 250 missiles sol-air Stinger et de 108 chars M1A2 Abrams¹⁵ aux forces locales. Cette implication américaine résolue pour le renforcement des capacités militaires taïwanaises face au spectre d'une invasion amphibie et aéroportée de l'île est ainsi un signal de dissuasion majeur donné par Washington à Pékin et signifie clairement le maintien d'une protection américaine pérenne aux États du Pacifique Ouest.

La nouvelle administration Biden va-t-elle réaffirmer la stratégie américaine de pivot vers le Pacifique Ouest ?

La stratégie américaine développée ces dernières années pour le Pacifique Ouest s'appuie sur la défense résolue de la 1^{ère} chaîne d'îles. En effet, dans les perceptions américaines actuelles, les mers à l'Ouest de la 1^{ère} chaîne d'îles sont considérées comme opérationnellement fermées par le déni d'accès multicouches chinois (représenté, entre-autres, par la menace des missiles balistiques et celle de l'armée de l'air venant du continent). Les États-Unis recherchent alors l'endigement naval de la Chine en l'empêchant de franchir militairement cette 1^{ère} chaîne d'îles. Le 1^{er} volet de cette stratégie américaine passe par un réinvestissement dans ses capacités amphibies afin de dominer les LOCE (*Littoral Operations in Contested Environment*), opérations amphibies en milieux non permissifs et nécessitant une

¹⁴ *Naval News*, 04 novembre 2020.

¹⁵ *Opex 360*, 28 octobre 2020.

bonne synergie des moyens interarmées. Les forces amphibies doivent donc disposer à terme de moyens offensifs augmentés, capables d'être utilisés dans la lutte dans plusieurs domaines en simultané (anti surface et anti-sous-marins, systèmes d'artillerie guidée et silos de missiles embarqués), les aéronefs de type F-35 et V-22 étant au centre de cette transformation, tant par leurs capacités de décollage et atterrissage verticaux que par leurs qualités de furtivité et de versatilité. La nouvelle doctrine du corps des *Marines* illustre d'ailleurs cette tendance en faisant l'apologie de ce mode opératoire comme outil de primo-intervention pour éviter l'escalade militaire incontrôlable ensuite. Le corps des *Marines* se veut donc plus agile de manière à rester projeté en priorité à partir de la mer, à l'opposé du volume de forces qui lui était nécessaire pour les interventions terrestres d'Afghanistan et d'Irak, lorsqu'il était considéré comme une « armée de terre bis ». L'autre volet de cette stratégie est le développement du concept EABO (*Expeditionary Advance Base Operations*) devant permettre aux forces expéditionnaires des *Marines* de conquérir puis de tenir les îles du Pacifique Ouest à partir de bases avancées préexistantes, en soutien d'opérations aéronavales plus larges de l'US Navy. Ces bases avancées¹⁶ doivent être disposées sur des positions maritimes stratégiques, donc près des différents détroits de la région. Ces bases permettront de protéger les lignes logistiques de la marine américaine en interdisant l'accès de certaines zones à l'adversaire chinois tout en participant aussi, par leur puissance de feu (artillerie de type HIMARS ou PALADIN, batteries de missiles antinavires et anti-aériens notamment), à l'élimination des systèmes adverses de déni d'accès. Ces bases permettraient également de rassurer les alliés régionaux des États-Unis en permettant l'intégration des forces locales avec les unités

¹⁶ Comme Okinawa, l'archipel des Ryuku, les îles Batanes, les côtes de Luzon et de Palawan (Philippines) pour la 1^{ère} chaîne d'îles voire Guam et Palau pour la défense en profondeur (2^{ème} chaîne d'îles).

américaines, afin de priver la Chine de toute velléité de fait accompli dans la zone. En effet, et c'est le 3^{ème} volet de cette nouvelle implication américaine dans les mers de Chine, le resserrement des liens avec les alliés régionaux, que ce soit le Japon, l'Australie, Taïwan, les Philippines, l'Indonésie ou la Malaise devient indispensable pour Washington.

Cette stratégie défendue par le Pentagone sera sans doute poursuivie résolument par l'administration Biden dans les prochaines années. En effet, et bien que Joe Biden ait été, comme bon nombre des politiciens américains de sa génération, un partisan du dialogue avec la Chine et de l'ambiguïté stratégique vis-à-vis de Taïwan, ses perceptions ont changé tout comme le regard des États-Unis dans leur ensemble sur la Chine. L'administration Biden hérite ainsi d'une Chine qui est désormais la première puissance navale du monde (du moins par le nombre d'unités avec environ 350 bâtiments), ce qui représente une rupture pour Washington alors même que le Président élu rappelait pendant sa campagne que les États-Unis restaient une « puissance de l'Océan Pacifique » et que Washington « devait baser 60% de sa puissance navale dans le Pacifique Ouest pour reconstruire les alliances et protéger les pays qui le demanderaient »¹⁷. De fait, l'administration Biden devrait reprendre à son compte la stratégie de pivot vers l'Asie initiée à l'époque Obama puis revisitée par Trump dans sa propre logique de frictions de puissance, en comptant d'ailleurs sur un vaste consensus bipartisan en la matière. Le futur conseiller national à la sécurité, Jake Sullivan et le prochain Secrétaire d'État, Antony Blinken, à l'approche de leur confirmation législative au Sénat, ont d'ailleurs indiqué qu'ils voyaient davantage qu'auparavant la Chine comme une « menace contre les intérêts des États-Unis »¹⁸, Joe Biden précisant qu'il était lui-même attaché

¹⁷ Cité dans *The Diplomat*, 20 novembre 2020.

¹⁸ *Ibid.*

à approfondir les liens entre Washington et Taïpei au cours de son mandat. Il apparaît donc assez clairement que la stratégie américaine de présence militaire renforcée dans le Pacifique Ouest sera poursuivie par la prochaine administration à des fins de réassurance de ses alliés et de dissuasion de la Chine, comme dans d'autres régions du monde.

Côté chinois, il est également improbable qu'un changement de stratégie ait lieu compte-tenu des ambitions géopolitiques de l'Empire du Milieu sur l'Asie. De fait, le 1^{er} semestre de l'année 2021 pourrait être mis à profit par la Chine pour tenter un nouveau fait accompli dans la région de manière à tester les positions et la réactivité de la nouvelle administration américaine. Des manœuvres massives et régulières simulant un blocus de Taïwan, tout comme le renforcement des moyens navals et aériens chinois déployés en mer de Chine méridionale¹⁹ pourraient ainsi être les options favorisées par Pékin. La conduite d'une invasion (sur un îlot des Pescadores par exemple) serait par contre trop risquée et obligerait Washington à réagir durablement, ce qui serait contraire aux intérêts de long terme de la Chine (départ des États-Unis de la région, lent enveloppement économique et sécuritaire de la région pour la rendre plus perméable aux intérêts chinois).

Les velléités chinoises sur le Pacifique Ouest sont anciennes, durables et se sont accentuées en 2020. Elles devraient perdurer en 2021 et au-delà. Mais les États-Unis ne sont pas prêts à abandonner cette région pour laquelle ils effectuent depuis des années des bascules d'effort importantes dans le cadre de leur pivot vers l'Asie. Cette stratégie s'appuie notamment sur la réassurance des alliés régionaux de Washington via le pré-positionnement et le déploiement de moyens conséquents, au plus près de la 1^{ère} chaîne

¹⁹ Mise en place permanente de porte-avions et de porte-hélicoptères à Haïnan et déploiement pérenne de chasseurs en mer de Chine méridionale, par exemple.

d'îles, devenue la ligne de défense du Pacifique Ouest. Si la nouvelle administration américaine va probablement s'inscrire dans cet héritage et poursuivre la politique menée ces dernières années, elle devra cependant faire face, sans doute dans les premiers mois de son mandat, à des épreuves de force avec la Chine qui voudra tester ses réactions et ses lignes rouges. Les tensions sino-américaines dans le Pacifique Ouest devraient donc rester dans l'écran géopolitique de cette année charnière à bien des égards.

Publié le 26 janvier 2021 par l'institut FMES

Le Soudan, nouvelle porte d'entrée de la Russie vers l'Afrique et l'océan

Par Arnaud PEYRONNET, membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO)

Le détroit de Bab el-Mandeb et la mer Rouge voient passer 40 % du trafic maritime mondial dont 4 millions de barils de pétrole brut par jour¹. Ce corridor maritime, déjà sujet d'actes de piraterie dans les années 2010, est désormais le théâtre d'incidents récurrents liés au conflit yéménite. En novembre et décembre 2020, plusieurs navires marchands au mouillage près de ports saoudiens de la mer Rouge ont connu des explosions suspectes². En janvier 2018, le chef politique des houthis avait menacé de couper la circulation maritime en mer Rouge afin de contraindre la coalition arabe à lever son blocus des ports yéménites. Sous tension, cette région voit dès lors une implication navale régionale et internationale de plus en plus conséquente. Les pays de la coalition arabe sont présents (Arabie Saoudite, Egypte et Emirats Arabes Unis) tandis que des Etats asiatiques (Chine et Japon) y patrouillent régulièrement, que plusieurs puissances y disposent de bases militaires, à l'exemple des Etats-Unis et de la France, et que d'autres tentent d'en obtenir (Turquie et Ethiopie). Cette région est donc le théâtre d'un jeu complexe et renouvelé de puissances régionales ou internationales. Dans ce contexte, la Russie, qui souhaite aussi jouer un rôle de 1^{er} plan dans cette région, a annoncé en novembre 2020 son intention d'ouvrir une base navale au Soudan afin de s'offrir un nouveau point d'appui pour ses forces armées, tant en Afrique qu'en océan Indien.

¹ *Les Echos*, 17 novembre 2020.

² Navire *Agrari* le 25 novembre 2020 à proximité du port saoudien d'Al Shuqaiq ; navire *BW Rhine* le 13 décembre 2020 à Djeddah.

Nul doute que la Méditerranée a joué un rôle d'incubateur important dans cette quête de projection navale russe vers le Moyen-Orient et l'océan Indien, rendant dès lors plus aisé ce bond russe vers les mers chaudes. En effet, la Méditerranée orientale a été l'occasion pour la marine russe de démontrer, notamment vis à vis des États-Unis, son savoir-faire opérationnel et lui a permis de s'ancrer définitivement en Méditerranée, de la Libye à la Syrie en passant par l'Égypte. Ce projet russe d'implantation en mer Rouge et en océan Indien, bien qu'ancien, représente dès lors une rupture supplémentaire³ pour la région et démontre tout l'intérêt géopolitique que Moscou peut avoir pour l'Afrique et le Moyen-Orient.

Quelles ont été les conditions favorisant une telle implantation russe en mer Rouge ? Quelles sont les ambitions de Moscou pour cette région du monde ? Une instrumentalisation de ces velléités russes par les puissances régionales est-elle envisageable ?

La Méditerranée, incubateur de la projection navale russe au Moyen-Orient

La crise prolongée en Syrie et le nécessaire soutien russe au régime de Bachar el-Assad ont conduit Moscou à mener une intervention militaire terrestre et aérienne dans ce pays en 2015. Celle-ci a été accompagnée d'un volet naval de plus en plus conséquent. D'abord conçu pour escorter le pont naval logistique russe vers la Syrie⁴, la projection de puissance russe s'est au fur et à mesure étoffée pour s'ancrer définitivement dans le paysage de la Méditerranée orientale. Ce théâtre a été l'occasion pour la marine russe de démontrer son savoir-faire opérationnel et technique. La Syrie est

³ A l'instar de l'intervention russe en Syrie en 2015.

⁴ Ravitaillement logistique de ses troupes et des forces syriennes par voie maritime (« Syrian Express »), utilisant à la fois des navires militaires et des navires affrétés.

devenue une véritable zone d'essais pour les capacités russes de frappes contre la terre à partir de plateformes navales (via les missiles *Kalibr* notamment)⁵. Le déploiement du porte-avions *Kuznetsov* au large de la Syrie, fin 2016, a été un signal supplémentaire. La Russie a en outre réussi à y mettre en place une stratégie de déni d'accès – comme en mer Noire – qui se manifeste par la présence quasi permanente d'un groupe naval russe au large des côtes syriennes, le déploiement d'un système de défense côtière *Bastion-P* en Syrie (350 km de portée), mais également de capacités de frappes terrestres (450 km de portée) accompagnées de la rénovation des systèmes syriens de détection avancée. Depuis la ratification par la *Douma* russe (21 décembre 2017) d'un accord gouvernemental entre Damas et le Kremlin, les bâtiments militaires russes disposent d'un accès pour 49 ans au port de Tartous. Celui-ci sera modernisé pour accueillir jusqu'à 11 bâtiments russes, y compris des porte-aéronefs et des unités à propulsion nucléaire. La Russie arrive enfin à fermer, parfois pour plusieurs jours, des zones maritimes et aériennes au large de la Syrie au prétexte d'exercices militaires, dissuadant les autres pays d'un accès libre et inconditionnel à ces espaces aéromaritimes jouxtant la Syrie⁶.

D'abord restreint au littoral syrien jusqu'en 2018, ce dispositif naval s'est peu à peu éloigné des côtes pour s'étendre progressivement sur l'ensemble de la Méditerranée orientale. Les exercices navals y sont plus réguliers voire même massifs à l'instar de celui conduit en septembre 2018 et ayant mobilisé simultanément 25 bâtiments. La marine russe a inauguré en

⁵ Des frégates, corvettes et sous-marins (notamment ceux basés en mer Noire et déployés en Méditerranée orientale) ont ainsi fait les premiers tests opérationnels de ces missiles en 2016, puis plus régulièrement dès 2017 en appui des opérations terrestres. De nouveaux tirs ont été effectués en novembre 2020.

⁶ Certaines de ces zones réservées se sont même étendues jusqu'au nord d'Israël pour les plus grands exercices, comme en septembre 2018.

octobre 2020 l'escorte de pétroliers iraniens à destination de la Syrie, dès leur entrée en Méditerranée par le canal de Suez⁷, signalant ainsi aux Etats-Unis sa volonté d'empêcher toute action occidentale⁸ contre le trafic pétrolier syro-iranien, notamment dans ce qui est finalement devenu une zone prioritaire de l'action navale russe.

Cette projection de forces a dès lors permis à Moscou d'accroître ses actions d'influence vers plusieurs pays de la région. La Russie a d'abord privilégié un retour en Libye, via son soutien au LNA (*Libyan National Army*) du maréchal Haftar⁹. Un des objectifs de Moscou semble avoir été la création, sans succès à ce stade, d'un nouveau point d'appui naval en Libye, sans doute à Tobrouk, afin d'y développer ensuite une stratégie de déni d'accès, adaptant localement le modèle développé en Syrie. Moscou a également accru sa pression navale sur la Turquie, conséquence logique des frictions déjà constatées entre les deux pays tant en Syrie qu'en Libye ou dans le Caucase. La marine russe a ainsi conduit au mois de septembre 2020 deux exercices navals au sud-ouest de Chypre, dans des zones habituellement utilisées par les forces navales turques pour l'escorte de leurs bâtiments de recherche. Dans le même esprit, Moscou s'est rapproché de l'Egypte, autre rival régional d'Ankara, organisant en mer Noire en novembre 2020 un exercice entre les deux marines russe et égyptienne¹⁰, illustrant ainsi la réalité des frictions russo-turques.

⁷ USNI 21/10/2020. Ce type d'escorte s'est également renouvelé en décembre 2020.

⁸ En 2019, un pétrolier iranien, soupçonné de trafic de produits raffinés iraniens vers la Syrie, avait été saisi puis détenu pour un temps à Gibraltar. Cette affaire avait donné lieu à des actes de représailles iraniennes dans le golfe arabo-persique. L'administration américaine a également arraisonné à la fin du mois de juillet 2020 quatre navires de commerce chargé de pétrole iranien et naviguant cette fois-ci vers le Venezuela.

⁹ Ce dernier ayant été accueilli à bord du porte-avions *Kuznetsov* au large des côtes libyennes, en janvier 2017.

¹⁰ Les précédents exercices de ce type, baptisés « Pont de l'Amitié », ayant d'habitude lieu au large de l'Egypte.

Une base en mer Rouge : un projet russe ancien

Le 11 novembre 2020, le gouvernement russe a soumis au président Vladimir Poutine une proposition d'accord bilatéral avec Khartoum en vue de l'établissement d'une base navale au Soudan. Le 17 novembre, le président russe l'a validé, ouvrant la voie à l'établissement d'un point d'appui logistique pour les forces navales russes sur les rives de la mer Rouge. Cet accord prévoit la création d'un centre logistique et de facilités de réparations navales¹¹ pouvant abriter 300 personnes et accueillir au maximum 4 bâtiments, y compris ceux à propulsion nucléaire. Le gouvernement soudanais semble s'être engagé à fournir gracieusement pour 25 ans (renouvelables pour 10 années supplémentaires) les infrastructures portuaires nécessaires, dans la localité de Port Soudan. L'accord donnerait aussi le droit à la Russie d'importer et d'exporter, via les ports et les aéroports soudanais, les armes, munitions et équipements nécessaires au fonctionnement de cette base et au ravitaillement des bâtiments y étant accostés. Si la protection de cette base devrait être assurée par les forces soudanaises depuis la terre, elle le sera par la Russie pour les approches maritimes et la défense aérienne. De plus, l'accord prévoirait un appui militaire russe aux forces soudanaises dans les domaines du sauvetage en mer, du génie sous-marin et dans la protection aérienne de cette zone. Pour ce faire, un protocole dédié prévoirait la mise à disposition par la Russie d'armements, d'hommes et d'équipements au profit des armées soudanaises¹². Le Kremlin disposerait ainsi de tous les outils pour établir une bulle A2AD en mer Rouge de manière à couper ponctuellement – ou surveiller le reste du temps – le trafic

¹¹ Ou « point d'appui technique et matériel », dénomination standard pour les implantations navales russes à l'étranger.

¹² Un patrouilleur de type Petrushka ayant été cédé au Soudan par la Russie en octobre 2020 (*Defense web*, 12 novembre 2020).

maritime occidental et les communications (câbles sous-marins) le long de ce corridor maritime stratégique.

Le projet de base en mer Rouge est cependant ancien, la Russie souhaitant depuis longtemps retourner en océan Indien. De 1964 à 1977, une base militaire soviétique existait à Berbera (Somalie) et en 1978, une base navale russe avait été créée dans l'archipel des Dhalak (île de Nosra) alors détenu par l'Éthiopie, et ce jusqu'en 1990. L'URSS disposait également d'installations au Yémen, à Aden et Socotra, bases servant d'appui, à l'époque, à la 8^{ème} escadre navale soviétique déployée en océan Indien. Ces dernières années, la Russie avait prospecté auprès de Djibouti, puis du Somaliland, pour installer un point d'appui naval, mais ces tentatives se sont soldées par des échecs, tant à cause de l'inconstance des gouvernements locaux¹³ que des pressions sans doute effectuées par les Etats-Unis sur les pays concernés. Or, le Soudan était déjà un pays avec lequel la Russie entretenait des liens importants et où le soutien de la société militaire privée *Wagner* a été rapporté dès le printemps 2019 au profit du Président El-Béchir.

Les négociations pour la création de cette base auraient débuté en novembre 2017 lors de la visite à Moscou du président soudanais. Si le projet a pris du retard avec la destitution d'El-Béchir, il n'a toutefois pas été enterré. La coopération russo-soudanaise s'est même accélérée avec la création d'une mission militaire russe au sein du ministère de la Défense soudanais, en même temps que la signature de plusieurs accords de coopération technico-militaire¹⁴. Ainsi, à l'instar de la livraison d'avions de combat de type Mig-29

¹³ De 2012 à 2014, des négociations se sont tenues entre Moscou et Djibouti sur ce sujet mais le gouvernement local n'avait consenti qu'à louer une fraction de ce que la Russie demandait et à des coûts prohibitifs (1 milliard de dollars, soit 5 fois plus que ce que devrait coûter la base de Port Soudan).

¹⁴ *Al-Monitor*, 17 novembre 2020. Un accord de coopération militaire russo-soudanais a été signé en mai 2019.

au Soudan en 2008, via le Bélarus, la Russie a fourni au Soudan divers types d'armements et de munitions au travers de pays tiers, en échange de quoi Khartoum s'engageait à déployer des miliciens *Janjaweed* en Libye aux côtés des troupes du Maréchal Haftar¹⁵.

Le symbole d'une volonté russe de projection de puissance en océan Indien et en Afrique

Selon certains commentateurs russes, l'ouverture de cette base signifie « le retour de la Russie sur l'océan mondial », « évitant également de longs transits pour les bâtiments des flottes du Nord ou de la Baltique »¹⁶. En effet, la présence russe le long d'une des routes maritimes les plus fréquentée au monde lui permet de s'afficher comme une marine mondiale, du même niveau que les autres puissances maritimes qui ont déjà des accès dans la région¹⁷. Cette implantation au Soudan est notamment un signal important vis-à-vis de la Turquie qui a multiplié, sous le régime d'El-Béchir, les tentatives d'implantation dans la région. Fin 2017, les autorités soudanaises avaient en effet concédé, pour 99 ans, la gestion de l'île de Suwakin¹⁸ à la Turquie contre des promesses d'investissements et de coopération militaire, ce qui avait suscité de vives inquiétudes en Arabie Saoudite et en Egypte. Le changement de régime soudanais en 2019 et le rapprochement de Khartoum avec l'Egypte et les Emirats Arabes Unis ont rendu ces projets turcs beaucoup plus difficiles¹⁹, rendant dès lors les annonces russes encore plus douloureuses pour Ankara.

¹⁵ *Ibidem*.

¹⁶ Dmitry Litovkin pour l'agence TASS repris par *Defense News* le 13 novembre 2020.

¹⁷ Comme c'est le cas pour la France, les Etats-Unis, la Chine et le Japon à Djibouti ; à Assab, Berbera Périm et Socotra pour les Emirats Arabes Unis.

¹⁸ Cette île était déjà au début du 20^{ème} siècle un avant-poste de l'Empire ottoman.

¹⁹ Le ministère des Affaires étrangères turc annonce quant à lui que les négociations continuent avec le gouvernement sur ce projet maritime dédié à des « projets essentiellement touristiques » – *Al-Monitor*, 19 novembre 2020.

Une fois active, cette base russe à Port Soudan servira au soutien des unités militaires russes déployées en océan Indien, sans exclure non plus un soutien aux services de sécurité privés russes qui pourraient voir un nouveau champ d'action en mer Rouge, notamment pour combattre la piraterie toujours présente dans la région. Cette présence russe permettra aussi de défendre les intérêts pétroliers de Moscou dans la région²⁰ et d'observer de plus près le conflit au Yémen qui oppose l'Arabie Saoudite et l'Iran. Moscou pourrait ainsi tenter de s'imposer, à terme, comme médiateur de ce conflit et développer sa présence dans ce pays, véritable fenêtre d'observation sur le détroit de Bab el Mandeb et le golfe d'Aden. Une telle base pourrait aussi permettre à la marine russe d'escorter les pétroliers iraniens autour de la Péninsule arabique, comme elle le fait depuis octobre dernier en Méditerranée, renforçant d'autant le rôle régional de Moscou²¹. Enfin, en complément des infrastructures portuaires, la presse russe a évoqué l'installation de capacités de renseignement, potentiellement de systèmes de brouillage et de guerre électronique, sans compter les moyens de défense anti-aérienne déjà évoqués, laissant ainsi présager l'éventuelle création d'une bulle de déni d'accès russe en mer Rouge, ce qui serait problématique pour les fréquents transits de bâtiments militaires occidentaux dans cette région.

Cette implantation russe au Soudan constitue en outre une porte d'entrée de son influence en Afrique, Port Soudan pouvant servir de vitrine pour les actions de coopération militaire russo-africaines. Ainsi, et à condition que la Russie propose son aide au

²⁰ Le ministère de l'Énergie soudanais a effectivement signé en 2018 des contrats avec des sociétés russes pour la modernisation d'une raffinerie à Port Soudan – *Al Monitor*, 17 novembre 2020.

²¹ La marine russe a d'ailleurs participé avec les forces navales iraniennes à l'exercice *Ceinture de sécurité maritime* dans le golfe d'Oman à la mi-février 2021. Un exercice naval du même type avait déjà été conduit au large du port iranien de Chah Bahar en décembre 2019, avec déjà à l'époque la présence de bâtiments chinois.

Soudan pour la création de moyens de défense côtiers, il n'est pas exclu que ce modèle fasse des émules dans la région. Les chantiers navals russes sont aptes à proposer des patrouilleurs et vedettes rapides aux clients régionaux pour des prix moins élevés que ses concurrents occidentaux, pouvant ainsi capter, sur les rivages est-africains, une clientèle bien réelle.

Cette nouvelle implantation navale est surtout un signe supplémentaire de l'intérêt renouvelé de la Russie pour l'Afrique. Moscou a en effet multiplié ses investissements en Afrique de l'Est (Mozambique, Zimbabwe et Soudan, notamment via les groupes *Rosneft et Rosatom*) et a organisé son premier sommet consacré à l'Afrique en octobre 2020. La Russie représente également près de la moitié du total des exportations d'armes vers l'Afrique²², notamment vers l'Égypte et le Soudan. L'accélération de l'intervention russe en Centrafrique depuis l'automne 2020²³, en appui du gouvernement en place et via la société militaire privée *Wagner*, témoigne également des ambitions russes dans la région²⁴. De fait, la Russie voit dans l'Afrique un partenaire clé dans sa vision d'un ordre mondial multipolaire, moins occidental, axé sur les puissances régionales émergentes et pour lequel elle peut concurrencer une influence chinoise grandissante. La création de cette base russe au Soudan, plus de 5 ans après celle de Tartous en Méditerranée, constitue donc une nouvelle étape dans les ambitions russes, préalable à une future présence de la marine russe dans d'autres zones plus proches du golfe arabo-persique (éventuellement en Iran ou au Pakistan) ou du canal du

²² Données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) citées par *Deutsche Welle* le 30 juin 2020.

²³ Les premiers mercenaires russes étant apparus dans le pays en 2018.

²⁴ « Pour aider Bangui à renforcer les capacités de la Centrafrique, la Russie a répondu rapidement à la demande du gouvernement centrafricain et envoyé 300 instructeurs supplémentaires pour la formation de l'armée nationale », a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères ; in *Opex360*, 23 décembre 2020.

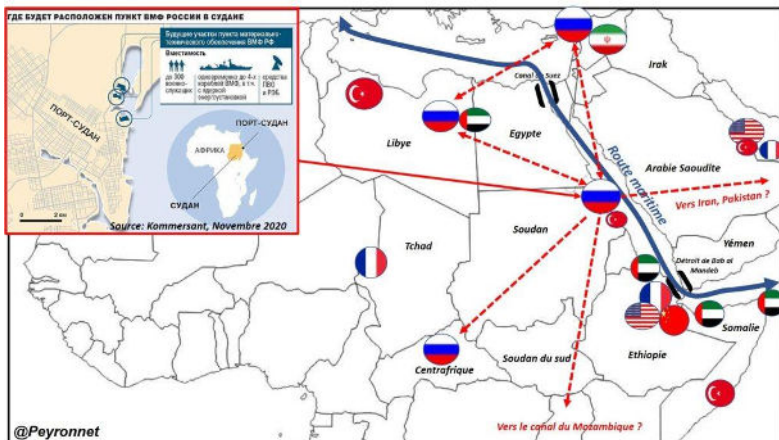
Mozambique, deux points de passage éminemment stratégiques pour le trafic maritime mondial.

Un message des gouvernements locaux pour réengager les Etats-Unis ?

La mise en place d'une telle implantation navale russe au Soudan devrait toutefois s'avérer plus difficile qu'en Syrie. Compte-tenu des élongations depuis le territoire russe, l'acheminement des matériels nécessaires (systèmes de défense antiaérienne, infrastructures) sera long et compliqué, imposant certainement l'utilisation des bases de Tartous et Khmeimim (en Syrie) comme hubs logistiques intermédiaires. En outre, l'état des infrastructures sur place, notamment pour la distribution d'électricité, rend l'installation d'une base navale problématique, surtout pour l'accueil des bâtiments à propulsion nucléaire. De fait, l'inauguration d'une telle base ne devrait pas voir le jour avant de longs mois, voire avant des années, laissant planer un doute quant à la réelle faisabilité de cette entreprise. Une instrumentalisation des compétitions russo-turque et russo-américaine par les puissances régionales et en premier lieu par Khartoum est donc envisageable. En effet, le jeu politique soudanais, qui a un temps favorisé les offres turques, préfère désormais celles de Moscou. Le Soudan pourrait avoir choisi l'option russe afin de permettre, dans un premier temps, une éviction commode de la Turquie, conformément aux souhaits des EAU et de l'Arabie Saoudite, puis dans un 2^{ème} temps, de favoriser son rapprochement avec les Etats-Unis (via l'instrumentalisation de la perception d'une nouvelle menace russe au Moyen-Orient). Le Soudan a récemment normalisé ses relations avec Israël, conformément aux vœux de l'administration Trump, et a été, pour ce faire, rayé des listes américaines des Etats soutenant le terrorisme, ouvrant dès lors le pays aux investissements occidentaux. Le projet de création d'une base navale russe en mer Rouge, couloir indispensable de transit

des forces navales américaines, ne pouvait pas passer inaperçu et visait donc peut-être aussi à susciter une réaction ferme de Washington, voire un réengagement sécuritaire des Etats-Unis en mer Rouge.

Si la construction d'une base russe à Port Soudan s'envisage sur le temps long, il est toutefois probable que la marine russe profite du dynamisme du rapprochement politique entre Moscou et Khartoum pour augmenter la fréquence de ses déploiements en océan Indien, tant le long des côtes africaines qu'au plus proche du golfe arabo-persique, comme le montre d'ailleurs le dernier exercice russo-sino-iranien en mer d'Arabie. La présence régulière, voire permanente à terme, de la marine russe en océan Indien compliquera un peu plus les plans des marines occidentales, déjà gênées par une présence chinoise persistante. La nouvelle ère des grandes compétitions de puissances en océan Indien semble donc bien lancée et la nouvelle administration américaine devra en tenir compte dans ses futurs choix stratégiques.



Publié le 3 mars 2021 par l'institut FMES

Une politique méditerranéenne allemande ? Perception, intérêts et stratégies de la République fédérale d'Allemagne en Méditerranée

Par Jara Amira VON CALL, diplômée du programme franco-allemand de Sciences Po Aix, future étudiante au Collège d'Europe à Bruges

A *contrario* de certains autres États membres de l'Union européenne, l'Allemagne n'est pas traditionnellement considérée comme une puissance méditerranéenne. Cela peut s'expliquer par sa situation géographique, ce pays d'Europe du Nord n'ayant pas d'accès direct à la Méditerranée. Le concept d'une Méditerranée unifiée a été inventé à la fin du XVIII^e siècle par la France et associé à une vision géostratégique²⁵. L'expression « politique méditerranéenne » est peu commune en Allemagne et le terme ne s'impose que progressivement dans les sciences politiques et dans le monde politique. De fait, il n'existe pas de document officiel intitulé « stratégie méditerranéenne » émis par le gouvernement fédéral. Une telle stratégie doit être intégrée à la politique que mène Berlin au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en incluant notamment des États du sud de la Méditerranée, tels que le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye, ainsi qu'Israël et ses voisins arabes, l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et le Liban. Malgré quelques exceptions, à l'instar de l'ouvrage d'Edmund Ratka *Deutschlands Mittelmeerpolitik*²⁶, la « stratégie méditerranéenne » en politique étrangère allemande ne fait l'objet d'aucun article dans la littérature académique internationale. En Allemagne, il n'existe

²⁵ Edmund Ratka, *Deutschlands Mittelmeerpolitik – Selektive Europäisierung von der Mittelmeerunion bis zum Arabischen Frühling*, Münchner Beiträge zur europäischen Einigung, Werner Weidenfeld, 2014, p. 38.

²⁶ *Ibid.*

pas de « ministère de la mer » et le ministère allemand des Affaires étrangères (*Auswärtiges Amt*) ne dispose pas d'un département dédié à la région méditerranéenne (mais simplement à la mer Noire²⁷). Ces raisons expliquent parmi d'autres l'absence de formalisation d'une politique méditerranéenne allemande.

Cette absence de « stratégie méditerranéenne » voulue par le gouvernement fédéral trouve ses racines dans l'histoire. Durant la Première et la Seconde Guerres mondiales, la région Afrique du Nord – Moyen-Orient (MENA) n'a jamais été le théâtre principal d'opérations de Berlin. Cette région du monde ne représentait pas un intérêt majeur pour l'Allemagne impériale²⁸. Avec le chemin de fer Berlin-Bagdad (1910), l'Empire allemand ne poursuivait pas une ambition géostratégique, mais entendait avant tout créer une voie de transport économique entre l'Europe et l'Inde. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Méditerranée ne suscitait guère plus d'intérêt en termes d'importance géostratégique pour l'Allemagne de l'Ouest. À titre d'exemple, le chancelier Konrad Adenauer (CDU, 1949 – 1963) a focalisé son attention en Méditerranée lors de la réconciliation avec Israël (*Aussöhnung*). À partir de 1951 et la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), l'Allemagne de l'Ouest a débuté son processus d'intégration européenne et sa politique régionale s'est européanisée. L'Allemagne de l'Ouest n'ayant pas de culture stratégique-militaire, ce processus européen a donc été facilité. À cette époque, la sécurité d'Israël était l'une des rares priorités de la politique étrangère allemande dans la région MENA. Selon Jelinek, des raisons humanitaires et des calculs politiques

²⁷ Federal Foreign Office, « Organisational Chart of the Federal Foreign Office », 26.11.2019, URL : <https://www.auswaertiges-amt.de/blob/215272/18eeob38f331d2b9924373528cbd7b58/organigramm-en-data.pdf> [consulté le 22.02.2021].

²⁸ Philippe Hirsch, « The Cold War, the Arab world and West Germany's 'Mediterranean moment', 1967 - 73 », in *Cold War History*, vol. 20, n° 2, 2020, p. 161-178.

expliquent la réconciliation avec Israël²⁹. Cependant, l'*Aussöhnung* a révélé le dilemme qui était alors apparu : l'amélioration des relations avec Israël comportait toujours le risque de détériorer les relations avec les États arabes, et vice versa³⁰. Ratka affirme que (1) le jeu d'équilibre entre l'obligation envers l'État juif d'une part et (2) les intérêts économiques et politiques dans le monde arabe d'autre part est devenu une caractéristique de la politique étrangère allemande dans la région MENA à partir de ce moment-là³¹. Avec l'expansion de la position stratégique d'Israël après la guerre des Six Jours de juin 1967, la « politique de réconciliation » a été remplacée par une « politique d'équilibre » sous Willy Brandt (SPD, 1969 - 1974), qui - outre la sécurité d'Israël - prévoyait également une plus grande solidarité avec les Palestiniens et donc un rapprochement avec les États arabes.

En 1969, le chancelier Brandt a inauguré sa « politique vers l'Est » (*Ostpolitik*). Dès lors, la question méditerranéenne est passée après l'Allemagne de l'Est et l'Europe de l'Est dans l'ordre des priorités de la politique étrangère allemande. Centrés sur la normalisation des relations entre les deux Allemagne, les chercheurs germaniques ont souvent affirmé que l'Allemagne de l'Ouest avait négligé la région méditerranéenne dans sa politique étrangère et que la prétendue « menace méridionale » - c'est-à-dire l'accumulation de facteurs déstabilisants tels que la pollution de l'environnement, le trafic de drogue, le crime organisé, la radicalisation islamiste et l'augmentation de la migration incontrôlée - s'effaçait dans l'ombre de l'*Ostpolitik*³². Dans

²⁹ Yeshayahu Jelinek, *Zwischen Moral und Realpolitik. Deutsch-israelische Beziehungen 1945 - 1965*, Bleicher, Gerlingen, p. 15f.

³⁰ Ratka, *Deutschlands Mittelmeerpolitik*, op. cit., p. 74.

³¹ *Ibid.*, p. 75.

³² Annette Jünemann, Deutschland und die europäische Mittelmeerpolitik, in Katrin Böttger, Mathias Jopp (ed.), *Handbuch zur deutschen Europapolitik*, 2021, p. 422.

l'organisation intra-européenne traditionnelle, l'Allemagne de l'Ouest continuait à se consacrer à l'Est européen tandis que la France focalisait son attention en direction du sud de l'Europe³³. Cette tendance est devenue particulièrement visible après la réunification allemande en 1990. Pour mettre fin à cette division des compétences au sein de l'UE, le Conseil européen a déclaré au cours du sommet de Lisbonne de 1992 que l'Europe centrale et orientale et l'Europe du Sud étaient des zones géographiques qui devaient faire l'objet d'une action commune en vertu de l'article J 3 du traité de l'Union, obligeant ainsi tous les États membres de l'UE à s'intéresser à ces régions auxquelles ils n'accordaient auparavant que peu d'intérêt en raison de leur éventuel éloignement géographique.

Avec la réunification de l'Allemagne et l'émergence par là-même de l'État le plus peuplé et le plus puissant économiquement d'Europe, la République fédérale a dû prouver qu'elle ne retomberait pas dans une politique étrangère nationaliste et hégémonique. L'Allemagne unifiée s'est donc toujours efforcée d'agir strictement dans un cadre multilatéral³⁴. Par conséquent, les intérêts allemands - économiques, stratégiques et politiques - ont poursuivi l'objectif politique d'intégration dans un cadre multilatéral européen. Au cours de la dernière décennie, cependant, l'environnement géopolitique du sud de la Méditerranée a considérablement changé. La découverte de gaz naturel en Méditerranée orientale (2009), le printemps arabe (2011) et ses conséquences régionales, telles que l'émergence d'États défaits (Syrie) et en déliquescence (Libye), tout comme l'afflux de réfugiés migrant vers l'UE (2015), sont à la fois la cause et la conséquence de la multiplication et de la diversification des acteurs étatiques et non étatiques au sud de la Méditerranée. Par ailleurs, avec le

³³ Ratka, *Deutschlands Mittelmeerpolitik*, *op. cit.*

³⁴ Jünemann, *Deutschland und die europäische Mittelmeerpolitik*, *op. cit.*, p. 432.

fameux « pivot vers l'Asie de l'Est » initié par le président Barack Obama, les États-Unis ont donné l'impression d'entamer un retrait politique de la région MENA. Leurs moyens militaires dans la région n'ont toutefois pas été affectés par cette décision. Malgré les efforts unilatéraux de certains États membres de l'UE comme l'Italie et la France, l'augmentation du nombre d'acteurs internationaux non étatiques ainsi que d'acteurs non européens sur la scène internationale, comme la Russie et la Turquie, a conduit à une « désoccidentalisation » partielle de la région. Dans ce contexte, les puissances européennes ont été marginalisées et leur capacité d'influence a été réduite. Ces développements récents remettent en question la capacité d'action globale des États membres de l'UE. En référence au processus d'Astana sur le conflit régional en Syrie, Josep Borrell, Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (HR/VP), a déclaré que l'UE était « témoin d'une forme d'« astanisation » (...) qui conduit à l'exclusion de l'Europe du règlement des conflits régionaux en faveur de la Russie et de la Turquie³⁵ ». Pour ces raisons, les perceptions allemandes de la Méditerranée et de son importance géostratégique ont changé. En conséquence, la Méditerranée - la « Mare Nostrum » - a gagné en importance dans les affaires extérieures de l'Allemagne.

Cet article analyse la « politique méditerranéenne » de l'Allemagne depuis la création de l'Union pour la Méditerranée (2007-2008), notamment après le printemps arabe (2010-2011) et l'intervention militaire internationale en Libye (2011) ; il traite ensuite de la relation ambivalente de l'Allemagne avec la Turquie, puis se concentre sur les débats actuels au Parlement allemand (Bundestag) concernant trois opérations en cours dans lesquelles

³⁵ Josep Borrell, « Why European strategic autonomy matters », European External Action Service (EEAS), 03.12.2020, URL : https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage_en/89865/Why%20European%20strategic%20autonomy%20matters [consulté le 18.12.2020].

des forces armées de la Bundeswehr sont engagées : FINUL, EUNAVFOR MED IRINI et *Sea Guardian*.

Union pour la Méditerranée : prémices d'une politique méditerranéenne allemande

La politique européenne de voisinage (PEV) fondée en 2004 est devenue le principal pilier de la politique méditerranéenne européenne, le partenariat euro-méditerranéen (PEM) ayant été largement bloqué par l'échec du processus de paix au Moyen-Orient. Avec sa demande unilatérale d'une Union pour la Méditerranée (UpM) en 2007, la France a déclenché un débat intra-européen sur l'avenir des relations euro-méditerranéennes³⁶. À l'origine, Nicolas Sarkozy envisageait l'UpM comme une alternative à la PEV et au PEM qui bénéficieraient de nouvelles institutions intergouvernementales, et prévoyait que seuls les États d'Europe du Sud y seraient inclus.

Le gouvernement allemand, voulant empêcher la création d'une organisation en dehors du cadre européen, s'est opposé à ce projet tant pour des raisons de politique européenne que pour des considérations régionales³⁷. Conformément à son objectif traditionnel d'intégration dans un cadre multilatéral européen, l'Allemagne a plaidé en faveur d'une poursuite du développement de la politique méditerranéenne de l'UE, contrant ainsi les efforts français visant à établir une organisation intergouvernementale indépendante. L'Allemagne, ainsi que la Commission européenne, ont perçu l'initiative française comme une attaque contre les acquis essentiels de la politique d'intégration dans ses relations extérieures. La chancelière Angela Merkel a traité dès le départ la question de l'UpM comme un dossier européen en faisant pression sur la France pour qu'elle accepte de privilégier le cadre européen.

³⁶ Ratka, *Deutschlands Mittelmeerpolitik*, op. cit., p. 128.

³⁷ *Ibid.*

Bien que les intérêts allemands n'aient pas changé, la proposition de Nicolas Sarkozy a apporté une nouvelle dynamique dans le débat allemand quant à la question méditerranéenne. L'UpM a finalement été conçue comme une continuation du processus de Barcelone. L'Allemagne a fait de son Plan solaire méditerranéen et de son Projet Desertec (2009) - qui prévoient la production d'électricité verte dans des endroits riches en énergie - des projets phares de l'UpM. Malgré les efforts géopolitiques de la France pour « montrer son drapeau » au sud de la Méditerranée, Berlin a poursuivi sa stratégie du « commerce plutôt que du drapeau ». Depuis, l'engagement de l'Allemagne dans l'UpM s'est limité au niveau opérationnel, notamment dans le domaine de l'énergie solaire, et aucune nouvelle initiative n'a été prise dans ce cadre³⁸.

Cette situation s'explique probablement par le fait que l'Allemagne n'a pas une longue tradition de politique étrangère en Méditerranée qu'elle ne perçoit que par le prisme européen. Il est toutefois important de noter que bien que l'intégration paneuropéenne ait toujours été une priorité absolue de la politique allemande, un accord bilatéral avec la France concernant l'UpM a d'abord été recherché avant d'être porté au niveau européen³⁹.

Le Printemps arabe : consolidation d'une politique méditerranéenne allemande

À l'instar d'autres pays européens, l'Allemagne a été surprise par les changements de régime en Afrique du Nord. Au début des revendications en janvier 2011, le gouvernement allemand hésitait encore à lâcher ses partenaires de longue date à Tunis et au Caire. La situation évoluant rapidement, l'Allemagne a plaidé en faveur

³⁸ *Ibid.*, p. 145-148.

³⁹ *Ibid.*, p. 145.

d'une transition démocratique en Afrique du Nord⁴⁰. Lors de la conférence de Munich sur la sécurité du 5 février 2011, la chancelière Merkel a donné des « conseils révolutionnaires » aux Égyptiens⁴¹ et le ministre des affaires étrangères Guido Westerwelle (FDP, 2009 - 2013) s'est rendu en Tunisie pour assurer le soutien de l'Allemagne au processus de transformation⁴². Westerwelle s'est également rendu au Caire et a visité la place Tahrir à la fin du mois de février 2011⁴³. Après le départ de Ben Ali et de Moubarak, la République fédérale a pris des mesures proactives pour remodeler ses relations avec l'Égypte et la Tunisie. De fait, l'Allemagne occupe alors une position favorable pour remodeler ses relations avec les acteurs « traditionnels » de la rive sud sur la base de quatre critères :

1. L'Allemagne n'a pas de passé colonial dans la région MENA et a donc la réputation d'être « politiquement neutre » ;
2. Les produits industriels allemands et l'économie allemande jouissent d'une réputation positive dans le monde arabe ;
3. Compte tenu de sa propre histoire, ainsi que de son implication dans les processus de transformation des États post-soviétiques d'Europe centrale et orientale, l'Allemagne possède une expertise reconnue dans le domaine de la transformation politique ;

⁴⁰ *Ibid.*, p. 151.

⁴¹ Fischer, 05.02.2011, cité dans *ibid.*, p. 198.

⁴² NTV, « Wir gratulieren zur Revolution – Westerwelle in Tunesien », 12.02.2011, URL : <https://www.n-tv.de/politik/Westerwelle-in-Tunesien-article2597186.html> [consulté le 10.01.2021].

⁴³ *Die Welt*, « Westerwelles bewegender Besuch auf dem Tahrir-Platz », 24.02.2011, URL : <https://www.welt.de/politik/ausland/article12636464/Westerwelles-bewegender-Besuch-auf-dem-Tahrir-Platz.html> [consulté le 10.01.2021].

4. Avec Guido Westerwelle au poste de ministre des Affaires étrangères et Dirk Niebel à la tête du ministère fédéral de la Coopération économique et du développement (BMZ), l'Allemagne dispose à des postes clés de fonctionnaires favorables à la transition démocratique qui considèrent le printemps arabe comme un « moment historique »⁴⁴.

Dans le cadre de son engagement dans le printemps arabe, l'Allemagne s'est principalement appuyée sur les éléments de *soft power* : coopération, aide au développement, soutien à la politique culturelle. Berlin a ainsi focalisé son attention sur les processus de transformation en Tunisie et en Égypte⁴⁵.

À la suite des bouleversements survenus en Tunisie le 14 janvier, Dirk Niebel a autorisé le développement d'un « fonds de promotion de la démocratie » (3,25 millions d'euros), d'un « fonds d'éducation » (8 millions d'euros) et d'un troisième fonds destiné à développer le micro-entreprenariat en Afrique du Nord (20 millions d'euros). En plus de ces fonds destinés aux pays d'Afrique du Nord, un « partenariat de transformation » avec l'Égypte et la Tunisie (100 millions d'euros) a été mis en place spécifiquement pour renforcer (1) les structures démocratiques et l'inclusion politique, (2) le respect des droits de l'homme, (3) la promotion de la société civile et le développement économique et social au sein de ces deux pays.

Au-delà de son soutien à l'Égypte et à la Tunisie, l'Allemagne a poursuivi trois lignes directrices vis-à-vis des États arabes en pleine transformation :

1. Sauvegarde économique de la transformation ;

⁴⁴ Ratka, *Deutschlands Mittelmeerpoltik*, op. cit., p. 171-173 (paragraphe entier).

⁴⁵ *Ibid.*

2. Une plus grande promotion de la démocratisation et de la société civile ;
3. Application de la conditionnalité politique⁴⁶.

Selon Ratka, cette approche socio-économique, qui appelle à une plus grande prise en compte de la démocratie et des droits de l'homme, résonne avec l'idéal de la politique étrangère allemande fondée sur des valeurs. Comme dans le cas de l'UpM, l'Allemagne a défini l'UE comme l'acteur approprié pour soutenir le printemps arabe, même si elle a jugé sa capacité d'action potentiellement déficiente. À ce titre, l'Allemagne s'est présentée à partir de 2011 comme un acteur central capable de mettre en œuvre la politique étrangère de l'Allemagne et de l'UE fondée sur des valeurs dans les processus de transformation de l'Afrique du Nord⁴⁷.

Dix ans plus tard (février 2021), le ministère fédéral des Affaires étrangères a annoncé qu'il continuait à soutenir les processus de démocratisation et de réforme en Afrique du Nord et au Moyen-Orient avec le nouveau « Partenariat Ta'ziz pour la démocratie »⁴⁸. Ta'ziz comprend les programmes de financement établis en 2012 tels que le « Partenariat de transformation avec le monde arabe » et les « Partenariats scientifiques dans les pays en transition d'Afrique du Nord/Moyen-Orient » et concentre des projets en Irak, au Liban, en Tunisie et au Soudan. Par l'octroi de subventions, le ministère fédéral des Affaires étrangères vise entre autres à soutenir les réformes qui contribuent à la consolidation de la démocratie. L'accent est mis sur la société civile, les médias et

⁴⁶ *Ibid.*, p. 222

⁴⁷ *Ibid.* (paragraphe entier).

⁴⁸ Auswärtiges Amt, « Ta'ziz-Partnerschaft mit Ländern Nordafrikas und des Nahen und Mittleren Ostens », 16.02.2021, URL : <https://www.auswaertiges-amt.de/de/aussenpolitik/regionaleschwerpunkte/nahermittlererosten/taziz-partnerschaft/203878> [consulté le 10.01.2021].

les gouvernements respectifs. Le soutien sera toutefois lié à trois conditions : des institutions démocratiquement légitimées, la tenue d'élections libres et équitables dans un avenir proche et la possibilité d'une coopération avec les acteurs de l'État et de la société civile⁴⁹.

Ces objectifs favorisant la stabilité de long terme dans la région entrent toutefois en conflit avec les stratégies de politique de sécurité de court terme⁵⁰. Selon Jünemann, l'Allemagne est confrontée au même dilemme que les autres États membres de l'UE et l'ensemble de l'UE : le fossé profond entre la rhétorique normative de la démocratisation et une approche en termes de *realpolitik* soutenant l'autoritarisme, qui n'a jusqu'à présent créé ni démocratie ni sécurité, mais plutôt un manque de crédibilité flagrant⁵¹.

**Dilemme des États membres de l'UE =
Dilemme de l'Allemagne
Démocratisation normative vs.
realpolitik soutenant l'autoritarisme**

Le non-engagement allemand à l'intervention militaire en Libye

Contrairement à la Tunisie et à l'Égypte, la situation en Libye a rapidement dégénéré en un soulèvement armé au début de l'année 2011. L'Allemagne, défavorable à une intervention militaire, a refusé de participer à l'opération *Unified Protector* menée par l'OTAN après l'adoption de la résolution 1973 des Nations Unies

⁴⁹ *Ibid.* (paragraphe entier).

⁵⁰ Ratka, *Deutschlands Mittelmeerpolitik*, *op. cit.*, p. 221.

⁵¹ Jünemann, *Deutschland und die europäische Mittelmeerpolitik*, *op. cit.*, p. 423.

(ONU), le 16 mars 2011. Durant la révolte libyenne, la politique allemande a été caractérisée par cinq éléments :

1. Des mesures d'évacuation pour les ressortissants allemands et européens ;
2. Une demande de démission de Kadhafi dans le cadre d'un appel à la CPI ;
3. Une politique de sanctions ;
4. Une aide humanitaire ;
5. Un soutien à l'opposition en faveur d'une « Libye post-Kadhafi »⁵².

La crise libyenne a posé plusieurs défis à l'Allemagne. Ratka affirme que la politique libyenne de Berlin s'est caractérisée par (1) un soutien rhétorique des mouvements de protestation associé à une offensive politico-diplomatique dure contre le régime de Kadhafi et (2) un refus de participer à toute opération militaire contre le régime⁵³. Par ailleurs, Berlin s'est assuré que l'UE n'ait pas recours à une opération de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Toutefois, l'Allemagne n'a pas pu empêcher la France de poursuivre sa politique bilatérale, puis internationale en faveur d'une intervention militaire sous l'égide des Nations unies⁵⁴.

La dynamique européenne et internationale a évolué à la suite de l'adoption de la résolution 1973 de l'ONU. Désormais, le gouvernement allemand a dû justifier à la fois son abstention au vote de la résolution 1973 de l'ONU et son non-engagement à l'intervention militaire. Afin de s'affirmer auprès de la coalition

⁵² Ratka, *Deutschlands Mittelmeerpolitik*, *op. cit.*, p. 268 (paragraphe entier).

⁵³ *Ibid.*, p. 280.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 283 (paragraphe entier).

occidentale anti-Kadhafi, Berlin a intensifié sa coopération avec le Conseil de transition libyen qui s'opposait à cette intervention. L'Allemagne a par ailleurs proposé d'accroître sa présence en Afghanistan afin de soulager les puissances intervenantes. Il convient de souligner que Berlin n'a pas bloqué les déclarations pro-intervention de l'UE dans le sillage de la résolution 1973 de l'ONU, ni la prise en charge de la mission par l'OTAN.

Le gouvernement allemand n'a pas modifié sa position s'agissant de sa non-implication militaire dans le conflit libyen. Dès le départ, Berlin s'est accordé avec Paris, Londres et Bruxelles sur le double objectif de soutenir le mouvement de résistance et de promouvoir le départ de Kadhafi. Cependant, les différents acteurs n'étaient pas d'accord sur la méthode employée et l'Allemagne a fait l'objet de critiques internationales pour son refus de se joindre à la Coalition d'Etats appliquant militairement la résolution 1973 des Nations unies. Par conséquent, l'intervention militaire en Libye a mis en lumière les différentes préférences des États membres de l'UE en matière de recours à la force⁵⁵. Les différentes approches de la « politique de la carotte et du bâton » ont également révélé les limites de la capacité d'action de l'UE⁵⁶. Ce débat dure depuis le traité instituant la Communauté européenne de défense en 1952 et a repris de l'ampleur depuis l'introduction du Fonds européen de défense en 2017. En fin de compte, la divergence entre les États membres de l'UE n'a pas conduit à un consensus européen, mais plutôt à la marginalisation de l'UE en politique étrangère⁵⁷. Selon Ratka, la France a laissé l'UE « sur la touche » et a cherché d'autres partenaires pour faire avancer sa politique libyenne, tandis que

⁵⁵ Nicole König, « The EU and the Libyan Crisis: In Quest of Coherence? », Istituto Affari Internazionali, IAI Working Papers 11/19, 07.2011, p. 2.

⁵⁶ Ratka, *Deutschlands Mittelmeerpolitik*, *op. cit.*, p. 283.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 284.

l'Allemagne a maintenu sa culture traditionnelle de retenue militaire⁵⁸.

La non-participation de l'Allemagne à l'opération *Unified Protector* en 2011 est aujourd'hui considérée comme un atout quant à la capacité de l'Allemagne d'inviter diverses parties prenantes, telles que le Premier ministre Sarraj et le général Haftar, à la conférence de Berlin sur la Libye en janvier 2020. En conséquence, on peut affirmer que la retenue militaire de l'Allemagne en 2011 s'est transformée en un « pouvoir diplomatique » en 2020. Malgré tout, les forces armées allemandes (Bundeswehr) restent actuellement déployées dans 12 missions en Europe, en Asie et en Afrique, ainsi qu'en Méditerranée, avec 2 708 soldats déployés dans un cadre international. Trois d'entre elles permettent à l'Allemagne de participer à la stabilisation de la Méditerranée : (1) FINUL, (2) EUNAVFOR MED IRINI et (3) *Sea Guardian*. Avant d'analyser la contribution de l'Allemagne à ces missions, nous aborderons sa relation ambivalente avec un acteur de premier plan en Méditerranée.

La relation ambivalente de l'Allemagne avec la Turquie

La confluence de défis conventionnels par des acteurs étatiques est une tendance nouvelle préoccupante pour la rive sud⁵⁹. Ce « retour de la géopolitique au Sud »⁶⁰ repose également sur les aspirations de la Turquie à se réappropriier la Méditerranée et à rétablir la *Pax Ottomana* du XV^e siècle. Ce pays, géostratégiquement bien

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ NATO, « NATO 2030: United for a New Era – Analysis and Recommendations of the Reflection Group Appointed by the NATO Secretary General », 25.11.2020, p. 32, URL : https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2020/12/pdf/201201-Reflection-Group-Final-Report-Uni.pdf [consulté le 03.05.2021].

⁶⁰ *Ibid.*

positionné, s'est érigé en « grand acteur » des affaires méditerranéennes, notamment grâce à son approche du *hard power* : frappes de drones armés, livraisons d'armes et renforcement de la présence militaire turque en Syrie et en Libye⁶¹. Les aspirations néo-ottomanes de la Turquie et les changements successifs de priorités dans les relations étrangères turques s'accompagnent d'un intérêt décroissant pour l'adhésion à l'UE ou de sa participation à l'OTAN⁶². Pour tirer profit à la fois de l'Occident, de l'OTAN et de la Russie, la Turquie mène actuellement une « politique de bascule » qui reflète un engagement moins cohérent⁶³. En outre, la politique de puissance de la Turquie signifie non seulement la détérioration de ses relations avec l'UE, mais également avec l'Allemagne.

L'Allemagne et la Turquie sont liées par des relations diverses et étroites. Près de 3 millions de personnes d'origine turque, dont 1,5 million bénéficieraient de la nationalité allemande, vivent en Allemagne⁶⁴. La Turquie a ainsi la possibilité d'influencer la communauté germano-turque par le biais de médias turcophones, d'organisations transnationales, de visites de personnalités politiques turques prestigieuses - notamment lors des campagnes électorales en Turquie - et enfin grâce aux imams formés dans les mosquées turques⁶⁵. En 2020, le volume des échanges bilatéraux

⁶¹ Thomas Aude, « La montée en puissance de la Turquie sur la base aérienne d'Al-Watayah », Fondation pour la recherche stratégique (FRS), 11.08.2020, p. 4.

⁶² Wissenschaftliche Dienste – Deutscher Bundestag, « Sachstand – Aktuelle Außenpolitik der Türkei – Einflussnahmen in verschiedenen Regionen », 04.01.2021, URL :

<https://www.bundestag.de/resource/blob/821376/14d182196f60aa5845bebbad2b802b68/WD-2-101-20-pdf-data.pdf> [consulté le 03.05.2021].

⁶³ Thomas Aude, « La montée en puissance de la Turquie sur la base aérienne d'Al-Watayah », *op. cit.*

⁶⁴ Wissenschaftliche Dienste, « Sachstand », *op. cit.*, p. 5.

⁶⁵ Aydin Yasar, « AKP als neuer Akteur in der türkeistämmigen transnationalen Diaspora in Deutschland: Spielräume und Grenzen ihrer Mobilitätsmöglichkeiten », in Yoldas Yunus, Gümüs Burak, Gieler Wolfgang (ed), *Die Neue Türkei. Eine grundlegende*

s'est élevé à 36,6 milliards d'euros, faisant de la Turquie le 16^{ème} partenaire commercial⁶⁶ de l'Allemagne. À titre de comparaison, le volume des échanges bilatéraux avec la France s'est élevé à 147 milliards d'euros au cours de la même période⁶⁷. Par ailleurs, la Commission économique et commerciale bilatérale et le Forum énergétique germano-turc servent de plateforme de dialogue entre les représentants des mondes politique et économique des deux pays. En dehors du contexte de restrictions imposées par la pandémie de Covid-19, la Turquie est une destination populaire pour les touristes allemands⁶⁸.

Malgré ces liens économiques étroits, les relations politiques entre Berlin et Ankara se sont de plus en plus détériorées depuis la mise en place de l'accord sur les réfugiés entre l'UE et la Turquie en 2015. Le règlement de l'accord a donné lieu à de vives critiques de la part des médias allemands et écorné une nouvelle fois l'image de la Turquie en Allemagne. En juin 2016, l'adoption de la résolution arménienne a conduit Erdogan à dénoncer les membres du Bundestag d'origine turque ayant voté pour la résolution comme un « bras prolongé du Parti des travailleurs du Kurdistan ». En juin 2017, l'Allemagne a retiré 260 soldats de la Bundeswehr d'Incirlik et les a transférés en Jordanie. Plus tard dans l'année, Erdogan a accusé les autorités allemandes et la chancelière Merkel de recourir à des « méthodes nazies » après que des municipalités allemandes ont annulé des événements de la campagne électorale de ministres turcs. Cet affront verbal a été considéré comme une grave violation

Einführung in die Innen- und Außenpolitik unter Recep Tayyip Erdogan, Frankfurt am Main, 2015, p. 379-392.

⁶⁶ Statistisches Bundesamt (Destatis), « Außenhandel – Rangfolge der Handelspartner im Außenhandel », Fachserie 7, Reihe 1, p. 2, 21.04.2021, URL :

https://www.destatis.de/DE/Themen/Wirtschaft/Aussenhandel/Tabellen/rangfolge-handelspartner.pdf?__blob=publicationFile [consulté le 07.05.2021].

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ Auswärtiges Amt, « Deutschland und die Türkei – Bilaterale Beziehungen », 24.02.2021, URL : <https://www.auswaertiges-amt.de/de/aussenpolitik/laender/tuerkei-node/bilateral/201968?openAccordionId=item-201972-0-panel> [consulté le 03.05.2021].

d'un tabou dans les relations germano-turques. Avec l'arrestation de journalistes germano-turcs tels que Deniz Yücel et Meşale Tolu, le conflit germano-turc a atteint de nouveaux sommets. À la suite de ces événements, le ministre des Affaires étrangères Sigmar Gabriel a annoncé, le 20 juillet 2017, qu'il adopterait une position plus dure à l'égard de la Turquie et qu'il réorienterait la politique de l'Allemagne. Dans l'intervalle, l'aide de préadhésion de l'UE à la Turquie a été réduite de 105 millions d'euros dans le budget 2018 de l'UE et les discussions sur l'élargissement de l'Union douanière de l'UE (UDC) à la Turquie ont été interrompues, notamment par l'Allemagne⁶⁹.

Le « creux historique » dans les relations germano-turques à la fin de 2017 a eu un effet durable sur la perception allemande de la Turquie. Depuis, l'Allemagne regarde avec grande suspicion toute ambition géostratégique turque. De fait, Berlin vise à limiter l'expansionnisme turc en Méditerranée, d'autant plus que la Turquie met en avant dans cette région une vision sunnite autocrate au détriment des valeurs européennes. Il est toutefois important de souligner que malgré la communauté turque en Allemagne, le tourisme germano-turc et les bonnes relations économiques entre les deux pays, l'Allemagne se montre vigilante face à la Turquie. Aujourd'hui, Berlin met en œuvre une double stratégie de pressions politiques et diplomatiques pour limiter efficacement les ambitions expansionnistes de la Turquie. Cette ligne exigeante n'empêche pas la continuité des relations économiques malgré les divergences politiques. Depuis 2009, le gouvernement fédéral a approuvé des exportations d'armes vers la Turquie pour un montant de 780 millions d'euros (voir tableau 1). L'année dernière, cependant, l'exportation prévue de six sous-

⁶⁹ Burak Çopur, « Deutsch-türkische Beziehungen im Spiegel außenpolitischer Paradigmenwandel der Türkei », (1998 - 2018), *Zeitschrift für Außen- und Sicherheitspolitik* 11, Springer Fachmedien Wiesbaden GmbH, 11.04.20218, p. 138-147 (paragraphe entier).

marins de type 214 qui seront assemblés en Turquie avec l'aide de ThyssenKrupp Marine Systems, a valu au gouvernement allemand de sévères critiques de la part de ses alliés européens. Ces sous-marins sont particulièrement silencieux, plus mobiles et plus difficiles à localiser que les autres sous-marins⁷⁰. Pour ces raisons, non seulement la Turquie mais aussi la Grèce en avaient commandé quatre exemplaires en 2000. Dix ans plus tard, les bateaux commandés par la Grèce ont été mis en service⁷¹. Selon les experts, dès que la construction des sous-marins sera terminée, « il faut environ deux ans aux marins turcs pour les mettre en service. Mais seulement si pendant ce temps ils reçoivent le soutien habituel et nécessaire de ThyssenKrupp Marine Systems⁷² en matière de formation ».

Le gouvernement allemand avait déjà approuvé la livraison de composants navals et pièces de rechange à la Turquie en 2009 et assuré l'exportation avec une garantie de 2,49 milliards d'euros. Le regain de tension entre la Turquie et la Grèce qui couvait en Méditerranée orientale et l'implication de la Turquie dans la guerre en Syrie ont engendré un changement de situation politique depuis 2009 et la livraison planifiée de ces composants et équipements navals a été critiquée.

Après l'invasion du nord de la Syrie par la Turquie à l'automne 2019, le gouvernement allemand a imposé une interdiction partielle des exportations d'armes. Les équipements militaires du « secteur maritime » ont toutefois été exclus. Le ministre des

⁷⁰ Julien Reitstein, « Frieden schaffen ohne Unterwasser-Waffen? », *Cicero*, 29.01.2021, URL : <https://www.cicero.de/aussenpolitik/deutsche-uboote-export-tuerkei-frieden-marine-gruene> [consulté le 10.05.2021].

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Thomas Pany, « Deutsche U-Boote: Waffenhilfe für Erdogan », *Telepolis*, 01.02.2021, URL : <https://www.heise.de/tp/features/Deutsche-U-Boote-Waffenhilfe-fuer-Erdogan-5042079.html> [consulté le 10.05.2021].

Affaires étrangères, Heiko Maas (SPD, depuis 2018), a refusé en décembre 2020 un embargo complet sur les armes, soulignant « qu'un tel embargo sur les armes contre la Turquie n'est pas stratégiquement correct. Dans le passé, nous avons déjà vu que la Turquie achète des armes à la Russie lorsque les États-Unis refusent de livrer »⁷³. Étonnamment, l'Allemagne avance l'argument suivant : « Si nous ne le faisons pas, d'autres le feront ». Les Verts, quant à eux, ont présenté à la fin du mois d'octobre 2020 une motion visant à interdire les exportations vers la Turquie, arguant « qu'il est irresponsable en termes de politique de sécurité et de droits de l'homme de continuer à fournir des sous-marins à la Turquie alors que le président Erdogan menace militairement d'autres partenaires de l'OTAN et de l'UE avec des armes de l'OTAN »⁷⁴. La motion a finalement été rejetée par le Bundestag. L'affaire Kashoggi (2018) illustre néanmoins le fait que l'Allemagne peut décider d'appliquer à court terme une interdiction d'exportation d'équipements militaires déjà approuvés quand elle le souhaite. Pour autant, contrairement à l'Arabie saoudite, la Turquie est un allié de l'OTAN. Cette raison explique pourquoi la livraison des derniers composants et équipements navals n'a pas été annulée. En matière d'exportation d'armes, il est important de faire la distinction entre (1) la date d'octroi de la licence d'exportation et (2) l'exportation effective, car les équipements militaires sont souvent exportés des années après leur commande. Le tableau suivant montre que le nombre de licences d'exportation approuvées pour tous les types

⁷³ *Merkur*, « Maas gegen Stopp der Rüstungsexporte in die Türkei », 22.12.2020, URL : <https://www.merkur.de/politik/maas-gegen-stopp-der-ruistungsexporte-in-die-tuerkei-zr-90148708.html> [consulté le 10.05.2021].

⁷⁴ Deutscher Bundestag, Antrag der Abgeordneten Katja Keul, Margarete Bause, Agnieszka Brugger, Kai Gehring, Uwe Kekeritz, Dr. Tobias Lindner, Cem Özdemir, Claudia Roth (Augsburg), Manuel Sarrazin, Dr. Frithjof Schmidt, Jürgen Trittin, Ottmar von Holtz, Sven-Christian Kindler, Markus Kurth, Corinna Rüffer, Stefan Schmidt und der Fraktion BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN, *Die Genehmigung für U-Boote an die Türkei widerrufen*, 28.10.2020, 19/23732, URL : <https://dip21.bundestag.de/dip21/btd/19/237/1923732.pdf> [consulté le 10.05.2021].

d'équipements militaires a diminué en nombre et en valeur depuis 2009 :

Tableau 1 : Licences d'exportations approuvées entre l'Allemagne et la Turquie

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre	267	393	397	395	336	270	213	138	58	187
Valeur totale en millions €	198.9	139.5	89.0	84.0	72.4	38.9	83.9	34.1	12.8	31.6

Source : Tableau réalisé par l'auteur. Données issues de BMWi, *Rüstungsexportberichte*, 2009-2019, Anlage 8.

Cependant, cette diminution des licences d'exportation ne s'explique pas par une baisse des commandes, même si l'Allemagne délivre moins de licences d'exportation à la Turquie. En 2019, le gouvernement fédéral a rejeté des licences d'exportation vers la Turquie pour un montant de 14,57 millions d'euros⁷⁵. La République fédérale a donc globalement réduit ses exportations d'armes vers la Turquie.

Missions de la Bundeswehr en Méditerranée

La Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, le Grundgesetz (GG), ne fait pas spécifiquement référence aux missions étrangères militaires ou civiles. L'article 24 (2) GG stipule toutefois que « la Fédération peut participer à un système de

⁷⁵ Bundesministerium für Wirtschaft und Energie. « Bericht der Bundesregierung über ihre Exportpolitik für konventionelle Rüstungsgüter im Jahre 2019 », 20.06.2020, p. 24, URL : https://www.bmwi.de/Redaktion/DE/Publikationen/Aussenwirtschaft/ruistungsexportbericht-2019.pdf?__blob=publicationFile&v=12 [consulté le 10.05.2021].

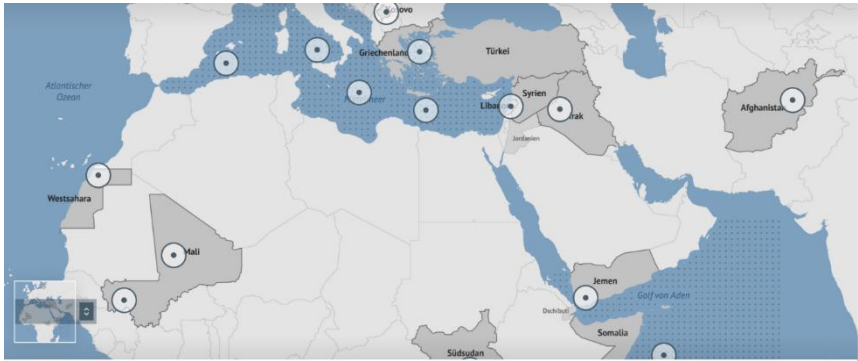
sécurité collective mutuelle »⁷⁶. Dans son arrêt de 1994, la Cour constitutionnelle fédérale a décrit la disposition de cet article comme une autorisation explicite pour le déploiement de forces armées à l'étranger dans le cadre d'un système de sécurité collective mutuelle pour préserver la paix. Par conséquent, un déploiement de la Bundeswehr à l'étranger n'est autorisé que sous l'égide de l'ONU, de l'OTAN et de l'UE⁷⁷. En outre, le déploiement de forces armées nécessite l'approbation du Bundestag. Conformément à la loi sur la participation parlementaire de 2005 (ParlBG)⁷⁸, le gouvernement fédéral doit envoyer au Bundestag la demande d'approbation du déploiement des forces armées en temps utile avant le début de l'opération. La demande du gouvernement fédéral contient des informations sur (1) la mission, (2) la base juridique du déploiement, (3) l'effectif maximal et (4) la durée prévue du déploiement. Le Bundestag peut approuver ou rejeter la motion ; des amendements ne peuvent être apportés. Toutefois, conformément à l'article 4 (1) du ParlBG, le consentement peut être accordé selon une procédure simplifiée qui ne nécessite pas le consentement préalable du Bundestag pour les opérations de faible intensité (et conformément à l'article 5 (1) du ParlBG pour les opérations qui ne peuvent être reportées en raison d'un danger imminent).

⁷⁶ Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne dans la version révisée publiée au Journal officiel fédéral, partie III, numéro de classement 100-1, modifiée en dernier lieu par l'article 1er de la loi du 28 mars 2019 (Journal officiel fédéral I p. 404), in: Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz, URL: https://www.gesetze-im-internet.de/englisch_gg/englisch_gg.html#p0136 [consulté le 10.01.2021].

⁷⁷ Dieter Weingärtner, « Rechtliche Grundlagen deutscher Verteidigungspolitik », 01.05.2015, URL : <https://www.bpb.de/politik/grundfragen/deutsche-verteidigungspolitik/199281/wehrrecht>https://www.gesetze-im-internet.de/gg/art_24.html [consulté le 10.01.2021].

⁷⁸ Bundesministerium der Justiz und Verbraucherschutz, « Gesetz über die parlamentarische Beteiligung bei der Entscheidung über den Einsatz bewaffneter Streitkräfte im Ausland (Parlamentsbeteiligungsgesetz) », 18.03.2005, URL : <http://www.gesetze-im-internet.de/parlbg/BJNR077500005.html> [consulté le 10.01.2021].

Carte 2 : La Bundeswehr à travers le monde



Source : Bundeswehr, Aktuelle Einsätze der Bundeswehr, 04.2021.

La composante maritime de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) vise à empêcher la contrebande d'armes vers le Liban et à sécuriser la frontière maritime nord d'Israël. L'Allemagne a été de manière continue impliquée dans la mission depuis son début en 2006 et fournit actuellement le commandant de la composante maritime de la FINUL, l'amiral de flottille Axel Schulz. Le mandat actuel du Bundestag prévoit un contingent de 300 soldats de la Bundeswehr. Cependant, ce contingent n'est pas au complet, 130 soldats seulement participant à la mission (09/2020).

Tableau 3 : FINUL – Le mandat actuel de la Bundeswehr

	Lieu / Durée	Effectifs / dont femmes	Moyens militaires	Budget	Mandat
FINUL	Liban du 17.05.2020 au 30.06.2021	130/10 (max. 300)	1 corvette	~ 33,8 millions euros/an	- Sécuriser les routes maritimes pour empêcher la contrebande d'armes vers le Liban à partir de la mer. - Contribuer à la création d'un tableau de situation. - Former les soldats de la marine libanaise afin qu'ils puissent protéger leurs frontières maritimes de manière indépendante à l'avenir.

Source : Tableau réalisé par l'auteur. Données issues de Bundeswehr, « Libanon-UNIFIL », 15.01.2021.

En juin 2020, le Bundestag a voté la prorogation de la participation de la Bundeswehr à la mission de la FINUL. Les résultats du scrutin montrent que 513 députés ont voté en faveur de la poursuite de la mission, 152 contre, et 5 se sont abstenus. Contrairement à EUNAVFOR MED IRINI et *Sea Guardian*, seuls les partis situés à l'extrême du spectre politique, DIE LINKE et l'AfD, ont voté contre la prorogation de la participation de l'Allemagne à la FINUL. Avant ce vote, plusieurs députés de chaque parti politique ont prononcé un discours pour exposer leurs principaux arguments en faveur ou non de cette prorogation.

Ces arguments sont résumés dans le tableau 4 :

Tableau 4 : FINUL – Arguments des représentants des partis politiques

	Oui	Non
CDU/CSU	Sécurité d'Israël ; plus d'autres vagues de réfugiés en Europe ; importance géopolitique de la Méditerranée ; responsabilité envers la communauté internationale.	
SPD	Contribution à la cessation des hostilités entre le Hezbollah et Israël.	
FDP	L'aide humanitaire est indispensable.	
Bündnis 90/Die Grünen	Israël et le Liban espèrent l'engagement allemand.	
DIE LINKE		42 années sans parvenir à établir la paix ou faire cesser les trafics d'armes.
AfD		Rapport coût-avantage défavorable.

Source : Tableau réalisé par l'auteur.

Le 7 mai 2020, le Bundestag a approuvé la participation de la Bundeswehr à l'opération militaire de gestion de crise menée par l'UE en mer Méditerranée : EUNAVFOR MED IRINI. L'opération a pour but de surveiller la mise en œuvre de l'embargo sur les armes, imposé à la Libye par l'ONU. Les violations de l'embargo feront l'objet d'une enquête et, si nécessaire, des mesures de contrôle correspondantes seront mises en œuvre. L'opération

IRINI remplace la précédente mission de l'UE, Sophia, interrompue en raison de différends entre les États membres de l'UE sur la question du sauvetage des réfugiés en détresse en mer.

Tableau 5 : EUNAVFOR MED IRINI – Mandat actuel de la Bundeswehr

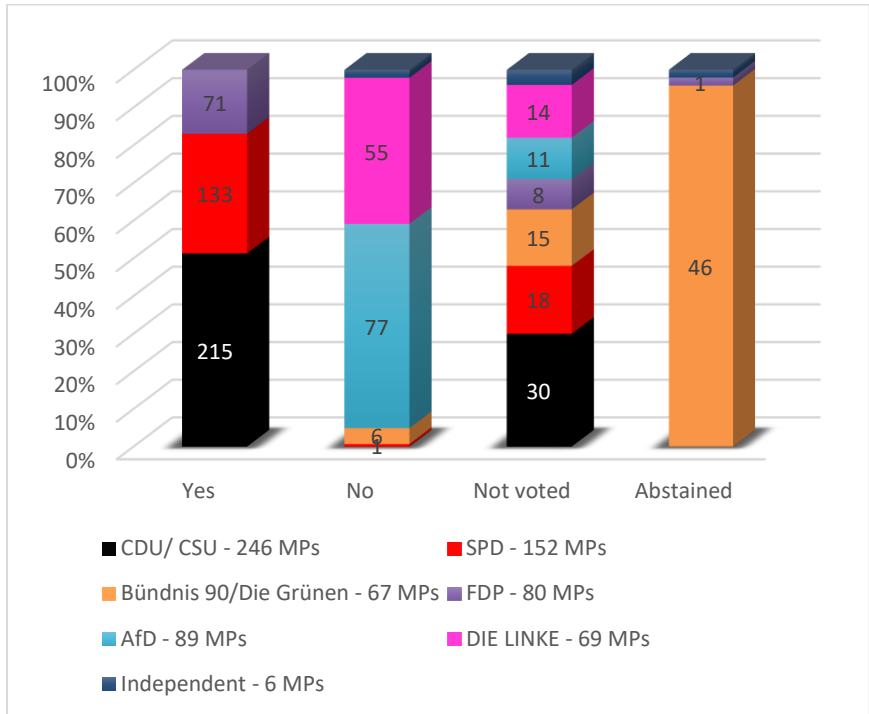
	Lieu / Durée	Effectifs / dont femmes	Moyens militaires	Budget	Mandat
EUNAVFOR MED IRINI	Méditerranée du 21.04.2021 au 30.04.2022	198/n.c. (max. 300)	1 avion de reconnaissance maritime 1 navire de ravitaillement de la force opérationnelle « Berlin »	~ 31,7 millions euros/an	- Contribution à la mise en œuvre de l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies. - Surveillance d'éventuelles exportations illégales de pétrole. - Collecte d'informations sur la traite d'êtres humains. - Renforcement des moyens et formation de la marine et des garde- côtes libyens aux tâches de répression.

Source : Tableau réalisé par l'auteur. Données issues de Bundeswehr, « EUNAVFOR MED IRINI », 15.01.2021.

Le 21 avril 2021, le Bundestag a prolongé le mandat actuel d'IRINI : 419 députés de la CDU/CSU, du SPD et du FDP ont voté en faveur de la mission, 142 l'ont rejetée (DIE LINKE et AfD), 48 se sont abstenus (Bündnis 90/Die Grünen) et 72 ne se sont pas exprimés⁷⁹. Ces tendances concernant le vote se reflètent également dans le vote sur la première participation de la Bundeswehr à l'opération IRINI en 2020.

⁷⁹ Deutscher Bundestag, Auswärtiger Ausschuss, « Bundeswehr wird Libyen-Embargo im Mittelmeer länger überwachen », 21.04.2021, URL : <https://www.bundestag.de/auswaertiges#url=L2Rva3VtZW50ZS9oZXhoYXJjaGl2LzIwMjEva3cxNiikZS1idW5kZXXN3ZWWhyLW1lZC1pcmluaSo4MzQ4MTg=&mod=mod538400> [consulté le 21.04.2021].

Diagramme 6 : Vote sur la participation de la Bundeswehr à EUNAVFOR MED IRINI



Source : Diagramme réalisé par l'auteur. Données issues de Bundestag, *Bundeswehreinsatz EUNAVFOR MED IRINI*, 21.04.2021.

Tableau 7 : EUNAVFOR MED IRINI – Arguments des partis politiques pour et contre une extension du mandat de l'opération

	Oui	Non
CDU/CSU	L'UE est un acteur important du processus de paix en Libye.	
SPD	Empêcher les transferts d'armes est crucial dans le cadre du processus de Berlin ; soutien de principe aux missions de la PSDC ; lutter contre les trafiquants d'armes.	
FDP	IRINI n'est pas parfait mais mettre un terme à l'opération n'est pas une option.	
Bündnis 90/Die Grünen		Le mandat de la Bundeswehr est limité à l'entraînement et la coopération avec les garde-côtes libyens.
DIE LINKE		Inefficacité de la mission pour instaurer un embargo efficace.
AfD		Personne ne peut imposer à un État de telles mesures. Cela ne peut que renforcer les flux de réfugiés.

Source : Tableau réalisé par l'auteur.

Succédant à l'opération *Active Endeavour* de l'OTAN, l'opération de sécurité maritime *Sea Guardian* a été créée en 2016. En tant qu'opération de surveillance globale de l'OTAN pour la Méditerranée, elle bénéficie de pouvoirs étendus, notamment la saisie et le détournement de navires. La Bundeswehr affecte les

unités qui traversent la Méditerranée. Le navire de ravitaillement *Werra* est actuellement déployé dans la mer Égée⁸⁰.

Tableau 8 : *Sea Guardian* – Mandat actuel de la Bundeswehr

	Lieu / Durée	Effectifs / dont femmes	Moyens militaires	Budget	Mandat
<i>Sea Guardian</i>	Méditerranée du 1.04.2021 au 31.03.2022	85/12 (max. 650)	1 navire de ravitaillement	~ 3,2 millions euros / an	- Fournir un tableau complet de la situation et surveiller la zone maritime. - Échange d'informations avec les pays riverains de la Méditerranée ainsi qu'avec EUNAVFOR MED IRINI. - Inspecter les navires s'ils sont soupçonnés d'avoir un lien avec des organisations terroristes et/ou la contrebande d'armes. - Implication dans la gestion de l'afflux de réfugiés.

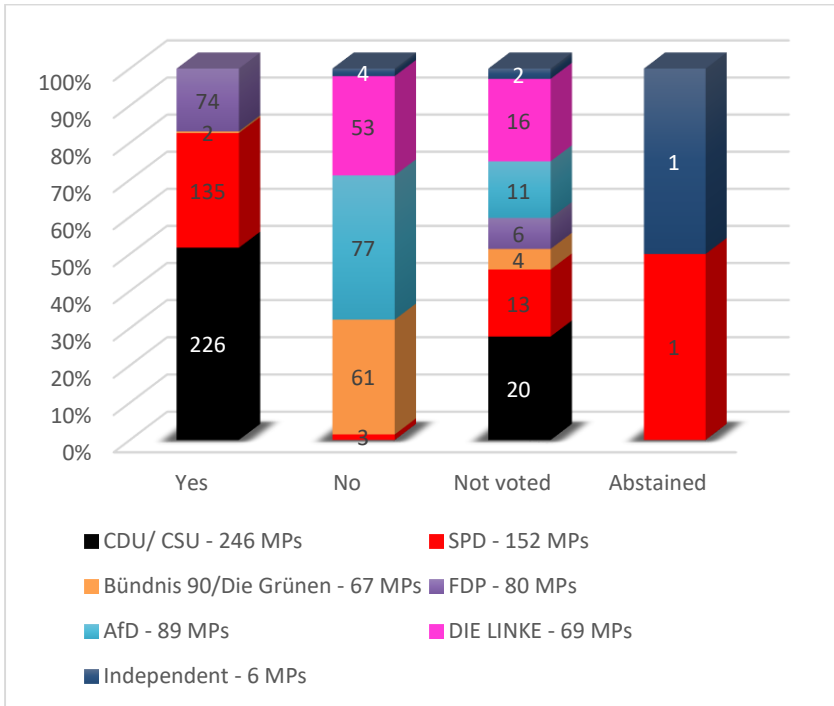
Source : Tableau réalisé par l'auteur. Données issues de Bundeswehr, *Sea Guardian*, 15.01.2021.

Le 3 mars 2021, le Bundestag a voté en faveur de la poursuite de la mission *Sea Guardian* de l'OTAN en Méditerranée : 437 députés ont voté pour, 198 l'ont rejetée, 72 n'ont pas voté et 2 se sont abstenus⁸¹. Les partis de gouvernement SPD et CDU/CSU ainsi que le parti d'opposition FDP ont voté pour. *A contrario*, les partis d'opposition DIE LINKE et AfD, ainsi que Bündnis 90/Die Grünen ont voté contre la prolongation.

⁸⁰ Bundeswehr, « Ägäis: Das Führungsschiff Tender „Werra“ », 19.04.2021, URL : <https://www.bundeswehr.de/de/einsatz-e-bundeswehr/anerkannte-missionen/die-bundeswehr-im-aegaeisches-meer/einsatz-fuehrungsschiff-tender-werra-aegaeis-5056390> [consulté le 20.04.2021].

⁸¹ Deutscher Bundestag, Auswärtiger Ausschuss, « Bundeswehreininsatz im Mittelmeer ein Jahr verlängert », 03.04.2021, URL : <https://www.bundestag.de/dokumente/textarchiv/2021/kwo9-de--824812> [consulté le 21.04.2021].

Diagramme 9 : Vote sur l'extension de l'engagement allemand dans la mission Sea Guardian



Source : Diagramme réalisé par l'auteur. Données issues de Bundestag, *Bundeswehreinsatz Sea Guardian*, 03.03.2021.

Tableau 10 : *Sea Guardian* – Arguments des partis politiques pour et contre une extension du mandat

	Oui	Non
CDU/CSU	Multilatéralisme, protection des câbles sous-marins, importance géostratégique de la Méditerranée.	
SPD	Lutte contre le terrorisme et les trafics illégaux ; source de renseignements ; liberté de circulation maritime et commerciale.	
FDP	Renforcer la sécurité du flanc sud de l'Europe ; protéger les voies de communication maritime.	
		Les activités dans le cadre de <i>Sea Guardian</i> sont déjà prises en compte par le Standing Maritime Group 2.
DIE LINKE		Le plus gros problème est le transfert d'armes par des États, qui n'est pas couvert par le mandat de cette mission.
AfD		Aucun trafiquant d'armes n'a été arrêté.

Source : Tableau réalisé par l'auteur.

Quo vadis ? La politique méditerranéenne de l'Allemagne dans un avenir proche

Contrairement aux autres États membres de l'UE, l'Allemagne n'est pas traditionnellement considérée comme une puissance méditerranéenne. Ce constat établi dans l'introduction de cet article n'a pas foncièrement évolué. Depuis le début du XXI^e siècle, cependant, la politique méditerranéenne de l'Allemagne a réellement émergé. Ironiquement, l'aspiration unilatérale de Nicolas Sarkozy à créer une institution intergouvernementale a conduit à la dynamisation de la politique méditerranéenne de l'Allemagne. Angela Merkel s'est résolument opposée à l'émergence d'une politique méditerranéenne globale en dehors du cadre européen, ce qui a donné l'occasion à Berlin de s'intéresser davantage à la Méditerranée. Pour cette raison, il n'est pas surprenant que les bouleversements politiques du printemps arabe

en 2011 aient été suivis de près et aient été perçus comme un élan de démocratisation du Maghreb. Après une brève hésitation, les partenariats de longue date avec les dirigeants autocratiques de Tunis et du Caire ont été abandonnés au profit d'une politique de soutien à la démocratisation de la rive sud. Le non-engagement au sein de l'opération *Unified Protector* en 2011 a toutefois révélé de manière spectaculaire le cœur du « caractère allemand » depuis 1945 qui se caractérise par une culture de la retenue militaire. Cette non-participation à l'opération *Unified Protector* a inévitablement conduit à la remise en question de l'action de l'UE dans le cadre de sa PSDC. Cependant, le succès de la conférence de Berlin sur la Libye en 2020 illustre la manière dont l'Allemagne est passée d'une « retenue militaire » à un « engagement diplomatique » au service de valeurs partagées par l'Allemagne et par l'UE.

Ce changement de perception interroge la pertinence de l'argument de la sécurité d'Israël. Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, la sécurité d'Israël a longtemps été considérée comme l'intérêt décisif de la République fédérale dans la région MENA. Les débats actuels au Bundestag sur les missions en cours de la Bundeswehr en Méditerranée montrent que la sécurité d'Israël est désormais davantage reléguée au second plan. Si la sécurité d'Israël continue d'incarner une « raison d'État » pour l'Allemagne, cet argument est aujourd'hui éclipsé par d'autres intérêts tels que (1) la responsabilité de l'Allemagne envers la communauté internationale et donc le renforcement du multilatéralisme, (2) la lutte contre le terrorisme et le commerce illicite d'armes et d'êtres humains, (3) la liberté des routes commerciales, (4) la prévention de nouveaux flux de réfugiés vers l'Europe, (5) l'importance géopolitique globale de la Méditerranée et enfin (6) le soutien opérationnel aux missions de PSDC et la consolidation de l'action de l'UE.

Aujourd'hui comme par le passé, la politique méditerranéenne de l'Allemagne - comme presque tous les domaines de la politique étrangère allemande⁸² - continue donc de s'inscrire dans un cadre européen multilatéral. Un éventuel changement de gouvernement après les élections du Bundestag en septembre 2021 ne devrait pas mettre un terme à cette tendance. À l'heure actuelle, le prochain chancelier allemand pourrait être Armin Laschet (CDU, ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie) ou Annalena Baerbock (présidente de Bündnis 90/Die Grünen)⁸³. Ces deux candidats mettent l'accent sur l'intégration de l'UE. Armin Laschet appelle à une plus grande intégration entre les États membres de l'UE en matière de politique étrangère et de sécurité. Selon lui, « l'Europe doit agir ensemble, la coopération structurée permanente (PESCO) et d'autres projets européens doivent être renforcés »⁸⁴. M. Laschet affirme en outre que la réalisation de l'objectif de l'OTAN de consacrer 2 % du PIB aux dépenses militaires n'est pas « une imposition américaine, mais bien notre intérêt »⁸⁵. Les politologues ne s'attendent donc pas à un changement radical par rapport à la politique étrangère de Mme Merkel. Cette continuité pourrait toutefois être mise en péril par l'arrivée d'un nouveau partenaire de coalition : Bündnis 90/Die Grünen, communément appelé « les Verts ».

À l'approche des élections fédérales de septembre 2021 et selon les derniers sondages (22.06.2021), les Verts pourraient enregistrer la plus forte croissance de tous les partis politiques en Allemagne : ils pourraient gagner près de 11,6 points de pourcentage depuis les

⁸² Jünemann, Deutschland und die europäische Mittelmeerpolitik, *op. cit.*, p. 421.

⁸³ En raison de la faible cote de popularité actuelle du SPD dans les sondages, on suppose qu'Olaf Scholz (SPD, ministre fédéral des finances) ne pourra pas devenir chancelier.

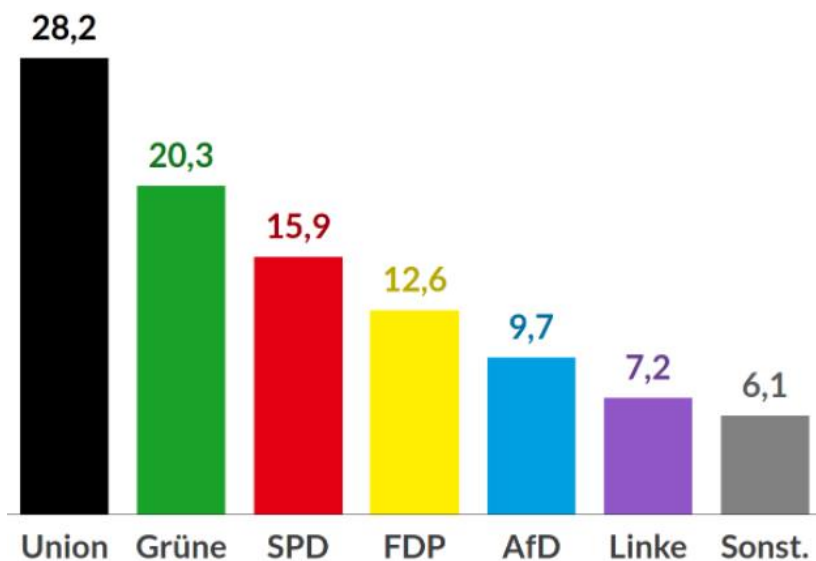
⁸⁴ Armin Laschet cité dans Andres Rinke, « Ich bin Realpolitiker », *Internationale Politik – Das Magazin für globales Denken*, 08.02.2021, URL :

<https://internationalepolitik.de/de/ich-bin-realpolitiker> [consulté le 12.02.2021].

⁸⁵ *Ibid.*

dernières élections fédérales de 2017 et atteindre ainsi 20,3 % des voix⁸⁶. En conséquence, les Verts pourraient se hisser au rang de premier ou deuxième parti le plus puissant sachant que la CDU/CSU détient actuellement 28,2 % des voix, suivie du SPD, parti social-démocrate au pouvoir, avec 15,9 % des voix, du FDP, parti libéral, avec 12,6 % des voix, de l'AfD, parti populiste de droite, avec 9,7 % des voix, et de DIE LINKE, parti de gauche, avec 7,2 % des voix.

Diagramme 11 : Sondage (22 juin 2021) sur les élections au Bundestag de septembre 2021



Source: Bundestagswahl 2021. « Bundestagswahl 2021 : Umfragen, Prognosen und Projektionen », 22.06.2021.

⁸⁶ Bundestagswahl 2021, « Bundestagswahl 2021: Umfragen, Prognosen und Projektionen », 25.04.2021, URL : <https://www.bundestagswahl-2021.de/umfragen/> [consulté le 25.04.2021].

À l'heure actuelle, cinq options de coalition sont envisageables dans une probabilité décroissante : (1) CDU/CSU-SPD-Verts, (2) CDU/CSU-FDP-Verts, (3) CDU/CSU-SPD-FDP, (4) SPD-FDP-Verts, (5) CDU/CSU-Verts. Quatre de ces possibilités de coalition laissent présager que les Verts parviendraient à exercer effectivement le pouvoir⁸⁷. Alors que les Verts sont en passe de devenir à partir de septembre 2021 un parti de gouvernement et non plus un parti d'opposition, il est intéressant de se demander à quoi pourrait ressembler une politique étrangère et de sécurité « verte ». Erlanger affirme que :

Ce ne sont pas les Verts de la guerre froide, un parti radical consterné par l'impasse nucléaire entre l'Union soviétique et les États-Unis au sujet d'une Europe divisée. Les Verts sont désormais centristes, avides de pouvoir, avec une vision étonnamment légère des affaires internationales [...]. Si les Verts font une percée dans le pays le plus grand et le plus riche d'Europe, ce serait un tournant non seulement pour le parti mais aussi pour toute l'Europe [...]. Cela pourrait [...] annoncer un changement vers une politique étrangère plus affirmée en Allemagne, en particulier vis-à-vis de la Chine et de la Russie, car la politique mondiale devient une compétition entre les idéaux autoritaires et démocratiques⁸⁸.

Conformément à la présomption d'Erlanger selon laquelle une politique étrangère verte pourrait être plus affirmée, les Verts ont déclaré dans leur programme électoral (19.03.2021) qu'ils visaient une « poussée en vue d'une transformation mondiale »⁸⁹. Entre

⁸⁷ Bundestagswahl 2021, « Mögliche Koalitionen nach der Bundestagswahl 2021 », 25.04.2021, URL : <https://www.bundestagswahl-2021.de/koalitionen/> [consulté le 25.04.2021].

⁸⁸ Steven Erlanger, « Post-Merkel Germany May Be Shaded Green », *The New York Times*, 17.04.2021, URL : <https://www.nytimes.com/2021/04/17/world/europe/germany-green-party-merkel.html> [consulté le 19.04.2021].

⁸⁹ Bündnis 90/Die Grünen, « Deutschland. Alles ist drin. Programmentwurf zur

autres, les Verts réclament (1) une politique étrangère climatique ambitieuse, durable et conforme aux droits de l'homme, (2) des mécanismes contraignants pour la protection des droits de l'homme, (3) une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, (4) une politique étrangère guidée par la responsabilité de l'ONU de préparer, protéger et reconstruire, (5) une représentation de 50 % des femmes dans les négociations internationales, (6) une politique européenne de voisinage active, (7) l'interdiction des exportations d'armes vers les zones de guerre et les régimes qui ne respectent pas les droits de l'homme, (8) un équipement de la Bundeswehr en personnel et en matériel adéquat à sa mission et à ses tâches et (9) la création d'une « Union européenne de sécurité » qui prévoit une « coopération accrue des forces armées et une mise en commun des capacités militaires »⁹⁰. Il convient de noter que sur un total de sept régions géographiques mentionnées par les Verts dans leur programme électoral, le voisinage européen et donc explicitement le sud de la Méditerranée sont spécifiquement mentionnés⁹¹.

Comme nous l'avons vu lors des votes au Bundestag sur les missions FINUL (2020), EUNAVFOR MED IRINI (2021) et *Sea Guardian* (2021), les Verts ont été unanimes sur la prolongation de la FINUL et de *Sea Guardian*, mais se sont montrés en désaccord sur l'opération IRINI, avec 46 des 67 députés qui se sont abstenus lors du vote en avril 2021. Concernant la Méditerranée, les Verts aspirent toutefois à une « nouvelle politique méditerranéenne » qui « réalise conjointement les potentiels de développement de la région et (...) fait face aux énormes défis : le

Bundestagswahl 2021 », 19.03.2021, p. 117, URL : https://cms.gruene.de/uploads/documents/2021_Wahlprogrammwurf.pdf [consulté le 21.04.2021].

⁹⁰ *Ibid.*, p. 117-130.

⁹¹ *Ibid.*, p. 120-123.

terrorisme, les régimes autoritaires, l'effondrement des États »⁹². Ils déclarent en outre qu'ils « veulent faire de la Méditerranée une région plus dynamique dans le cadre de partenariats énergétiques ambitieux »⁹³.

Néanmoins, avec vraisemblablement la CDU/CSU et les Verts comme partis politiques au pouvoir et Laschet ou Baerbock comme chancelier, la poursuite de l'approche franco-allemande en matière de politique étrangère en Méditerranée semble probable. Concernant la coopération franco-allemande en Méditerranée orientale et notamment la gestion du conflit entre la Turquie et la Grèce, l'approche militaire de la France et l'approche diplomatique de l'Allemagne se sont en fin de compte complétées. Lors de la conférence de presse conjointe de la chancelière Angela Merkel et du président Emmanuel Macron le 20 août 2020, Mme Merkel a déclaré que :

Il y a différentes façons d'agir. L'une d'elles est de faire savoir clairement que nous soutenons nos partenaires européens. (...), nous pouvons faire ce que la France a fait en envoyant un navire sur place et en promettant notre soutien. D'autre part, nous [les Allemands] avons travaillé pour remettre le dialogue entre la Turquie et la Grèce sur les rails. [...] Malgré toute la coopération [franco-allemande], nous avons aussi des caractères très différents [et] nos réactions sont [...] façonnées par nos caractéristiques respectives⁹⁴.

Par « caractère allemand », Mme Merkel faisait avant tout référence à une tradition de 75 ans de retenue militaire. La CDU/CSU et les Verts ainsi que les autres partis politiques ont

⁹² *Ibid.*, p. 120.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ Angela Merkel citée dans *ibid.*

intégré ce caractère et mettent de fait l'accent sur la coopération au développement. Par conséquent, la politique étrangère allemande en Méditerranée semble susceptible de se poursuivre après la longue « ère Merkel ». Toutefois, si Baerbock parvenait à devenir chancelier, il est fort probable qu'une politique étrangère plus affirmée se mette en place. Elle se concentrerait (1) sur la mise en œuvre des droits de l'homme, (2) sur le développement de partenariats énergétiques ambitieux et (3) sur l'établissement d'une « nouvelle politique méditerranéenne ».

Publié par l'institut FMES le 24 juin 2021

**RECOMPOSITIONS RÉGIONALES
AU MOYEN-ORIENT ET EN
MÉDITERRANÉE**

La Turquie en recherche de partenariats : nouveaux axes stratégiques en Méditerranée orientale

Par Arnaud PEYRONNET, membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO)

La Méditerranée orientale, aux prises avec un affrontement géopolitique croissant entre la Turquie et la Grèce mais également entre la Turquie et la Russie, est le théâtre de nouveaux accords stratégiques qui ouvrent la porte à de nouveaux acteurs. La Turquie, qui cherche à contrebalancer la Russie sur son flanc nord, s'est ainsi rapprochée de l'Ukraine, suscitant mécaniquement la faveur des plus atlantistes des pays européens, notamment du Royaume-Uni, qui ne jurent que par la menace russe. Pour Ankara, cet accord avec Kiev, et plus tard éventuellement avec la Grande-Bretagne, pourrait lui permettre de trouver tant des ressources que des débouchés pour son industrie de défense, notamment pour sa force de frappe de drones qui s'avère être l'une des clés de la projection de puissance turque en même temps qu'un formidable intégrateur industriel avec des partenaires étrangers.

À l'opposé, la Grèce et Chypre ont approfondi leur association avec un axe antiturc et pro-américain. Ces deux pays ont ainsi signé des partenariats majeurs avec les Émirats arabes unis (EAU) et Israël, sans doute aussi dans l'intention de s'attirer les bonnes grâces des États-Unis, profitant d'un contexte de tensions turco-américaines palpables, freinant par là même toute velléité d'Ankara de se rapprocher de la nouvelle administration Biden. Pour la Grèce, les accords récemment signés lui permettent d'arrimer les EAU, et dans une moindre mesure Israël, à la défense du territoire grec, mis au défi par les prétentions turques en mer Égée et en Méditerranée au cours des dernières années.

Une coopération turco-ukrainienne en plein développement

La Turquie fait l'objet d'un isolement croissant, tant vis-à-vis de l'UE que des États-Unis, alors qu'Ankara est entré dans une lutte d'influence régionale avec la Russie, tant en Syrie qu'en Libye et dans le Caucase. Dès lors, elle semble avoir résolument pris la décision de se rapprocher de l'Ukraine, ce qui lui permet de contrer la Russie, cette fois en mer Noire, dans une zone que Moscou considère comme sienne. En février 2020, les premiers rapprochements ont été effectués entre les deux gouvernements et en août suivant, c'est un protocole de coopération entre le ministère ukrainien des Industries stratégiques et l'agence nationale turque de l'industrie de défense qui a été conclu, puis signé par le président ukrainien, le 16 octobre 2020, lors d'une visite officielle en Turquie. Ce protocole de coopération prévoirait des échanges de matériels et de savoir-faire technologique¹ entre les deux pays. L'Ukraine a également accepté des transferts de savoir-faire en matière de technologie spatiale à la société turque Roketsan². Cet accord a d'ailleurs été annoncé par le chef de l'agence spatiale turque le 4 décembre 2020, précisant que cette coopération concernait le développement commun de nouvelles technologies, la fabrication de satellites et de lanceurs spatiaux³.

Ankara envisagerait également l'achat en Ukraine d'avions de transport de type AN-178 et souhaiterait développer avec Kiev des programmes communs pour des drones à longue portée et des missiles de croisière. En échange, la Turquie aurait vendu à l'Ukraine des missiles antinavires de type Atmaca, mais aussi des

¹ L'Ukraine pourrait devenir le principal partenaire de la Turquie dans un certain nombre de technologies telles que les turbopropulseurs, les moteurs, l'avionique, les drones, les missiles, les systèmes radar, les systèmes robotiques et les blindages.

² La Turquie aurait formellement réitéré son désir de développer un satellite de renseignement commun avec l'Ukraine.

³ *Defense News*, 14 décembre 2020.

systèmes de communication et de surveillance fabriqués par la société Aselsan. Sur le plan naval, la Turquie va vendre à l'Ukraine 4 corvettes de type Ada (contrat d'une valeur de 1 milliard de dollars), tout comme des drones Bayraktar selon un accord bilatéral conclu le 15 décembre 2020 par le ministre ukrainien de la Défense et l'agence nationale turque de l'armement⁴.

Ce rapprochement a également un volet économique, encore plus important en période de crise⁵, les dirigeants des deux pays souhaitant faire passer leurs échanges commerciaux d'un volume de 5 milliards de dollars en 2019 à 20 milliards dans les prochaines années. La Turquie reste en outre un lieu hautement touristique pour les ressortissants ukrainiens (1,5 million de touristes en 2019). Les négociations pour la conclusion d'un accord de libre-échange, débutées en 2012, devraient également être accélérées.

Sur le plan politique, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a accueilli le président turc à Kiev en février 2020, avant de se rendre lui-même en Turquie en août, puis en octobre 2020. De fait, la Turquie soutient l'armée ukrainienne dans son différend avec la Russie pour le Dombass et la Crimée, s'imposant dès lors comme un partenaire très important pour l'Ukraine. Lors d'un déplacement en Turquie le 2 décembre 2020, le ministre des Affaires étrangères ukrainien a déclaré que « son pays attendait qu'Ankara ait un rôle majeur dans le règlement du conflit de Crimée⁶ ». Cette situation va dans le sens de l'OTAN qui souhaite accroître sa présence en mer Noire. Elle permet également à

⁴ *Defense News*, 21 décembre 2020.

⁵ Baisse de 35 % de la livre turque en 2020, 2^e récession (- 4 %) en 2 ans, 12 % d'inflation (*Les Échos*, 19 novembre 2020).

⁶ *Al Monitor*, 11 décembre 2020. La Crimée a fait d'ailleurs partie de l'Empire ottoman jusqu'au xvii^e siècle et conserve donc une importance symbolique dans les perceptions turques. Ankara a ainsi maintenu son soutien à un retour de la Crimée sous la souveraineté de l'Ukraine, l'annexion de celle-ci par la Russie en 2014 ayant été fortement décriée.

Ankara d'exercer une certaine pression sur Moscou, en riposte aux agissements antiturcs de la Russie tant en Syrie qu'en Libye ou dans le Caucase.

Les drones turcs comme outil d'intégration régionale

Le partenariat turco-ukrainien montre toute son importance dans le domaine des drones. En effet, dès 2018, un premier accord avait été signé par l'Ukraine pour l'achat de 12 drones turcs de type Bayraktar TB7 et d'environ 200 munitions associées (contrat de 69 millions de dollars). En octobre 2020, le directeur de la société publique ukrainienne de commerce d'armes Ukrspecexporta annoncé avoir l'intention de commander en 2021 un nouveau lot de 12 drones Bayraktar TB2, puis potentiellement de produire sous licence en Ukraine 36 unités supplémentaires⁸.

La filière drones serait ainsi un axe d'effort majeur de la coopération des deux pays, Ankara estimant que les projets communs entre le fabricant de drones turcs Bayraktar Baykar Makina et la société ukrainienne Ukrspecexport étaient de nature à résoudre certains problèmes de l'industrie de défense turque pour la production de moteurs⁹. La Turquie avait déjà importé d'Ukraine une douzaine de moteurs Ivchenko-Progress AI-450C pour le futur drone de type Akinci¹⁰, confirmant qu'Ankara avait besoin de Kiev pour mener à bien ses futurs programmes de drones. Ce nouveau type de drone armé, de forte endurance (24 heures pour 600 à 800 km de rayon d'action) et capable d'opérer à haute altitude (plus de 12 000 mètres) a en effet pour

⁷ Les premiers ayant été mis en service en mars 2019.

⁸ *Opex360*, 11 octobre 2020.

⁹ Comme en témoignerait la décision turque d'accorder en février 2020 plus de 40 millions de dollars à l'Ukraine pour soutenir la recherche et le développement dans le domaine des moteurs. L'Ukraine a également vendu un quart des actions du motoriste ukrainien Motor Sich à des entreprises turques (*Atalayar*, 23 octobre 2020).

¹⁰ La Turquie pensait en mettre en service 6 en 2021, 12 ayant été commandés. L'Ukraine, le Qatar, la Malaisie et l'Azerbaïdjan sont également intéressés par ce programme.

but de pallier la non-participation turque au programme F-35, voire de proposer des solutions alternatives pour les clients des industries de défense turques. Si les drones turcs utilisés massivement en Syrie, en Irak et dans le Caucase ont démontré toute leur efficacité en appui des opérations au sol, le partenariat avec les motoristes ukrainiens demeure à ce stade essentiel pour la Turquie. En effet, et faute d'autres alternatives industrielles en matière de production de moteurs, cette alliance avec des sociétés aéronautiques ukrainiennes est vitale pour Ankara afin de pérenniser son ambitieux programme de drones.

Une collaboration turco-ukrainienne qui permet à la Turquie de se rapprocher de l'Occident

Ankara pourrait, via l'Ukraine, bénéficier de débouchés intéressants pour son industrie d'armement désormais sous l'effet de sanctions. Comme l'Ukraine attend un soutien américain plus conséquent avec la nouvelle administration américaine, la Turquie espère obtenir les mêmes avantages en soutenant opportunément Kiev face à la Russie, de manière à s'attirer les bonnes grâces du président Joe Biden pour la levée de sanctions très problématiques pour les forces armées turques. En effet, les États-Unis ont décidé en 2019 d'exclure la Turquie du programme F-35 en raison d'achats de systèmes russes de défense aérienne de type S-400 (faisant passer Ankara sous le coup de la loi CAATSA¹¹). Or, le 14 décembre 2020, le chef de la diplomatie américaine a décidé de mettre en place des sanctions contre l'agence chargée de l'acquisition d'armements pour les forces armées turques, Washington s'interdisant désormais d'attribuer toute licence d'exportation à destination des industriels de défense turcs, position rapidement suivie par le Canada (fournisseur de composants pour les drones). Ces sanctions exposent

¹¹ *Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*, promulgué en août 2017.

particulièrement la force aérienne turque, vieillissante et essentiellement composée d'appareils d'origine américaine (F-16 et F-4 pour les chasseurs, Bell UH-1 et Sikorski S-70 pour les hélicoptères) dont la maintenance risque dès lors de s'avérer compliquée. La marine turque, constituée pour une bonne part d'anciens navires américains (dont 8 frégates de classe Oliver Hazard Perry) eux-mêmes dotés d'armements américains, pourrait être pénalisée par ces sanctions. Certaines composantes terrestres (artillerie et blindés surtout) risquent aussi d'être à terme impactées sachant que celles-ci font déjà face aux restrictions imposées par certains pays européens dont l'Allemagne¹².

Via ce rapprochement turco-ukrainien, la Turquie pourrait en outre chercher à s'attirer les bonnes grâces des pays européens du flanc est de l'OTAN qui perçoivent la menace russe comme bien plus conséquente que l'activisme turc en Méditerranée¹³. La Turquie pourrait y trouver des opportunités de rapprochement avec le Royaume-Uni, très impliqué avec Kiev. Les ministres de la Défense britannique et ukrainien ont en effet signé, en octobre 2020, une lettre d'intention portant sur la livraison de matériels militaires britanniques à l'Ukraine, la production commune de certains équipements et la construction d'emprises pour la marine ukrainienne, l'ensemble pour un montant estimé à 1,6 milliard de dollars¹⁴. Huit patrouilleurs lance-missiles pourraient ainsi être développés conjointement, dont 6 construits en Ukraine. En octobre 2020, les deux pays avaient déjà signé un accord de coopération politico-économique réaffirmant leur volonté de

¹² L'Allemagne ne livre plus de pièces de rechange pour les blindés turcs de type Léopard depuis les opérations turques menées en Syrie.

¹³ La division de l'OTAN et de l'UE pourrait être dès lors un objectif indirect d'Ankara dans ce dossier.

¹⁴ *Naval News*, 5 janvier 2021.

« travailler ensemble pour contrer l'influence malveillante de la Russie » en Europe de l'Est¹⁵.

Le Royaume-Uni, dans une stratégie post-Brexit, vise en effet à accélérer la conclusion d'accords commerciaux et industriels avec les pays non-membres de l'UE. Après l'Ukraine, la Turquie pourrait être un objectif majeur de Londres. Les deux pays ont d'ailleurs annoncé, fin décembre 2020, la signature d'un accord douanier avec l'espoir de conclure à terme un accord bilatéral global de libre-échange. Le président Recep Tayyip Erdogan a qualifié cet accord « de plus important depuis l'accord pour l'union douanière avec l'UE » signé en 1995¹⁶. La Turquie chercherait à développer ses liens avec le Royaume-Uni, notamment dans le domaine des drones, avec de potentielles exportations vers les îles britanniques. De plus, la Turquie aurait sollicité le Royaume-Uni pour l'acquisition d'un porte-aéronefs d'occasion et pour un appui technique à la construction d'unités modernes de ce type¹⁷. Enfin, le Royaume-Uni a pour avantage, vu d'Ankara, d'être sorti de l'UE et d'être surtout l'une des puissantes « garantes¹⁸ » de l'ordre constitutionnel à Chypre. Londres, de par sa présence et son influence sur l'île de Chypre¹⁹, pourrait ainsi représenter un contrepoids politique majeur à l'UE et à Athènes sur la question chypriote. La Turquie y gagnerait au mieux un allié, au pire un partisan du *statu quo*, qui pourrait favoriser le narratif turc et

¹⁵ AFP, 8 octobre 2020.

¹⁶ *Le Figaro*, 29 décembre 2020.

¹⁷ *Middle East Eye & Daily Sabah*, cité par *Opex 360*, 3 février 2021.

¹⁸ Selon le traité de garantie signé entre le Royaume-Uni, la Turquie et la Grèce le 16 août 1960 à Nicosie et qui officialisait l'indépendance de l'île. Or, Ankara cherche avec constance à imposer une solution à deux États qui validerait le fait accompli turc.

¹⁹ Présence de deux bases militaires souveraines (Akrotiri et Dhekelia), contribution aux forces onusiennes. Plus de 30 000 ressortissants britanniques sont présents sur l'île, dont environ 3 500 fonctionnaires. En outre, les touristes britanniques représentent annuellement environ 40 % des visiteurs sur l'île. La diaspora chypriote au Royaume-Uni est également forte de plusieurs dizaines de milliers de personnes.

marginaliser de fait l'influence européenne sur l'île. Le rapprochement turco-britannique actuel est donc sans doute aussi lié, pour Ankara, à la question chypriote et aux tensions avec l'UE.

Rapprochement géopolitique entre la Grèce et les EAU

De son côté, la Grèce n'est pas restée inactive²⁰. Partageant une opposition commune à la politique néo-ottomane de la Turquie, même si c'est pour des raisons différentes²¹, Athènes et Abu Dhabi ont multiplié ces derniers mois les signes de rapprochement. Dans le courant de l'été 2020, au plus fort de la crise maritime opposant Athènes à Ankara, les EAU ont déployé quatre chasseurs F-16 sur la base de La Sude, en Crète, au prétexte d'exercices conjoints avec l'armée de l'air hellénique. Les forces aériennes émiriennes s'étaient déjà entraînées en Grèce les années passées, lors d'exercices multinationaux de type *Inochios* qui associaient également Israël. Cette fois-ci, ce déploiement s'est fait sur un plan strictement bilatéral, dans un signal clair de soutien d'Abu Dhabi à la Grèce dans son conflit avec la Turquie. Ce rapprochement a été consacré par la signature, en novembre 2020, d'un accord bilatéral renforçant la coopération militaire entre les deux pays, doublé d'un partenariat stratégique s'étendant à la politique étrangère des deux États. Dans une déclaration conjointe publiée à l'issue de cette signature, les dirigeants des deux pays ont condamné « la violation par la Turquie de la souveraineté et des droits souverains de la Grèce et de Chypre, ainsi que son comportement global agressif au Moyen-Orient, en Méditerranée orientale et dans le Caucase du Sud, en violation flagrante du droit international²² ». De plus, une

²⁰ Comme en témoigne l'article d'Arif Marghelis « La nouvelle stratégie régionale de la Grèce » publié par la FMES en mars 2021.

²¹ Les Émirats arabes unis s'opposent à l'islam politique des Frères musulmans représenté, entre autres, par le gouvernement turc actuel, tandis que la Grèce se concentre sur ses contentieux territoriaux avec la Turquie.

²² Quotidien grec *I Kathimerini* cité par *Opex360*, 23 novembre 2020.

« clause d'assistance mutuelle en matière de défense » pourrait être « activée en cas de menace pour l'intégrité territoriale de l'un des deux pays »²³, tout comme serait prévu, en cas de nécessité, le stationnement temporaire de troupes dans les deux pays respectifs²⁴ et l'échange de renseignement²⁵. Les deux pays souhaitent d'ailleurs créer en Grèce, sur la base aérienne d'Avlona, un centre de formation et d'entraînement conjoint à la maintenance des appareils de type F-16²⁶. Enfin, 10 jours après la conclusion de ce partenariat, les EAU ont participé début décembre 2020, au large d'Alexandrie, à l'exercice naval *Médusa-10* avec la Grèce, Chypre, l'Égypte et la France, marquant une fois de plus la consolidation de cette nouvelle alliance en Méditerranée.

Le 12 janvier 2021, c'est au tour de Chypre de signer un accord de coopération militaire avec les EAU²⁷, Nicosie ayant déjà des engagements de ce type avec l'Égypte et Israël, sans compter ceux avec la Grèce. Cet accord prévoirait des exercices militaires et des programmes de formation, confirmant la volonté d'Abu Dhabi de s'allier en Méditerranée avec les États opposés à la politique néo-ottomane de la Turquie. Ces accords pourraient en outre marquer la volonté des EAU de se projeter régulièrement en Méditerranée aux côtés de leurs alliés.

Volonté grecque d'intégrer l'axe israélo-américain

La Grèce s'est aussi rapprochée d'Israël²⁸ avec la conclusion, le 4 janvier 2021, d'un accord de 1,68 milliard de dollars sur 20 ans avec la société israélienne Elbit pour la création et l'exploitation

²³ *Ibid.*

²⁴ *Al-Monitor*, 2 décembre 2020, citant Antonia Dimou, directeur Moyen-Orient de l'Institute for Security and Defense Analyses d'Athènes.

²⁵ *Al Monitor*, 13 janvier 2021.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Defense News*, 12 janvier 2021.

²⁸ Tel-Aviv s'étant rapprochée des EAU en septembre 2020 par les accords « Abraham ».

d'une école de pilotage sur la base grecque de Kalamata. La société israélienne équipera ainsi 10 avions d'entraînement M-346 d'origine italienne et fournira des simulateurs afin que la formation initiale des pilotes de combat grecs soit similaire à celle des pilotes israéliens. Les deux pays s'étaient déjà grandement rapprochés en 2020 avec l'achat par la Grèce de deux drones israéliens de type Heron dédiés à la surveillance maritime et leur engagement commun dans un projet de construction d'une nouvelle classe de corvettes répondant aux besoins des deux pays²⁹.

La Grèce multiplie par ailleurs les tentatives de rapprochement avec Washington, profitant de la volonté américaine de contrer l'influence russe dans la région. Le Pentagone a ainsi fait part de son intérêt renouvelé pour plusieurs bases grecques, comme celle de La Sude, déjà employée par la marine américaine, mais qui devrait accueillir de façon permanente un bâtiment de soutien américain³⁰, et la base aérienne de Larissa qui pourrait accueillir des drones de type MALE³¹. La base aérienne de Stefanovikeo et le port d'Alexandroupoli, proche du détroit des Dardanelles, présenteraient également des intérêts pour Washington³². En complément, Athènes fait miroiter à Washington des contrats d'armement, notamment dans les domaines aérien (20 F-35) et naval (4 frégates Multi-Mission Surface Combattant, mise à niveau des 4 frégates de type Meko et 4 hélicoptères MH-60R dédiés à la lutte anti-sous-marine). La Grèce souhaite tout particulièrement disposer du F-35 furtif, à l'instar d'Israël et bientôt peut-être des EAU³³, améliorant ainsi l'interopérabilité avec ses nouveaux alliés

²⁹ *Opex 360*, 27 juin 2020.

³⁰ *The New York Times*, 29 septembre 2020.

³¹ MALE : Moyenne altitude longue endurance.

³² Le Pentagone cherche à contrer la Russie en Méditerranée et en mer Noire, la Grèce étant un excellent point d'appui pour l'ensemble de la Méditerranée centrale et orientale.

³³ Un accord entre les États-Unis et les EAU aurait été trouvé le 19 janvier 2021 pour 50 F-

du « club F-35 » en s'arrimant fermement à Washington, alors même que la Turquie a été exclue de ce programme.

Le renforcement de la coopération militaire entre les États-Unis et Chypre a été annoncé par Washington au début du mois de juillet 2020, confirmant la levée de l'embargo américain en vigueur sur l'île depuis 1987³⁴. Cette coopération viserait surtout la formation et l'entraînement du personnel, avant toute possibilité de livraison d'armements d'origine américaine au gouvernement de Nicosie. Ce soutien américain à un axe Athènes-Nicosie-Jérusalem ne vise pas en soi la Turquie mais a pour but, dans les perceptions américaines, de contrer les influences russe et chinoise dans la région tout en promouvant la stabilité en Méditerranée orientale³⁵, notamment autour du projet gazier EastMed.

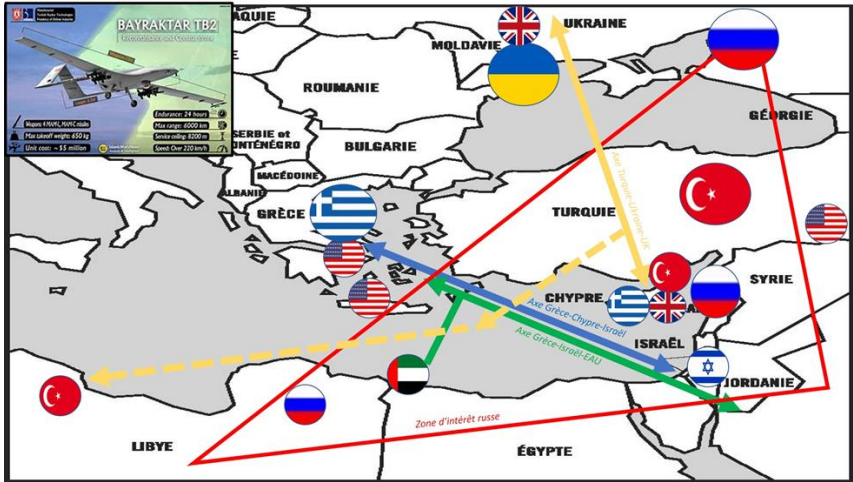
Certains alliés des États-Unis estiment pour leur part que l'ambition démesurée de la Turquie représente le principal facteur crisogène dans la région. Cette thématique ne se dément pas, comme en témoigne encore en mars 2021 la mise en garde turque à la Grèce, à Israël et à l'UE, les exhortant à obtenir son autorisation pour d'éventuels travaux sur le plateau continental revendiqué par Ankara en Méditerranée orientale³⁶.

35, quelques heures avant le changement d'administration américaine ; il a depuis été remis en cause.

³⁴ Les États-Unis avaient imposé cet embargo en 1987 à l'ensemble de l'île dans l'espoir d'encourager une réunification de Chypre, dont le nord est occupé par la Turquie depuis 1974.

³⁵ Secrétaire d'État américain, cité par *Le Figaro*, 8 juillet 2020.

³⁶ Cette démarche diplomatique d'Ankara a été prise à la suite d'un accord signé le 8 mars 2021 entre Chypre, la Grèce et Israël pour la mise en œuvre d'un câble électrique sous-marin visant à connecter les réseaux électriques des trois pays (*Capital*, 15 mars 2021).



Émergence de nouveaux axes géopolitiques en Méditerranée orientale

Pour l’instant, la Turquie semble rester en position favorable avec des alliances économiques prometteuses avec l’Ukraine et le Royaume-Uni, alors même qu’Ankara, en grande difficulté économique, tente de renouer des liens tant avec l’UE qu’avec la nouvelle administration américaine. De fait, il est probable que la Turquie cherchera dans les prochains mois à temporiser en Méditerranée et à s’afficher comme un allié « modèle » de l’OTAN, quitte à rebasculer ses efforts vers la Syrie, l’Irak ou le Caucase qui sont revendiqués comme faisant partie de la « Grande Turquie » par des proches du président Erdogan. Pour la Grèce, l’année 2021 sera certainement l’occasion de consolider les alliances nouées en 2020 tout en se rapprochant durablement de Washington.

Publié le 13 avril 2021 par l’institut FMES

La nouvelle stratégie régionale de la Grèce

Par Aris MARGHELIS, chercheur associé au Centre de droit maritime et océanique de l'université de Nantes

À partir du moment où la Turquie a « franchi le Rubicon » en signant un accord de délimitation empiétant sur les droits maritimes de la Grèce le 27 novembre 2019¹, Athènes a rapidement procédé à deux délimitations, avec l'Italie en juin 2020² et l'Égypte en août suivant³, de manière à contrer la délimitation turco-libyenne. En octobre 2020, la Grèce s'est entendue avec l'Albanie, partenaire stratégique de la Turquie, pour confier à la justice internationale l'arbitrage de leurs frontières maritimes. Enfin, en janvier 2021 elle a étendu à 12 milles marins (nautiques) ses eaux territoriales en mer Ionienne, réitérant son droit discrétionnaire de faire de même au large de toutes ses côtes si besoin était, sachant que pour la Turquie une extension au-delà de 6 milles nautiques en mer Égée serait un *casus belli*⁴. Autant d'actions intervenant après des décennies d'immobilisme en la matière.

Les vecteurs traditionnels de politique étrangère s'avèrent insuffisants

Devant le danger d'escalade militaire avec la Turquie en 2020, la Grèce a pris acte à la fois de la nécessité incontestable, mais aussi

¹ « Full text of Turkey-Libya maritime agreement revealed », *The Nordic Monitor*, 5 décembre 2019 (<https://nordicmonitor.com/2019/12/the-full-text-of-turkey-libya-maritime-agreement-revealed/>).

² Aris Marghelis, « The maritime delimitation agreement between Greece and Italy of 9 June 2020: An analysis in the light of International Law, national interest and regional politics », *Marine Policy*, vol. 126, avril 2021.

³ Aris Marghelis, « Le mémorandum d'accord entre la Turquie et le gouvernement d'entente national libyen et l'accord de délimitation entre la Grèce et l'Égypte dans leur contexte régional », *Annuaire de droit maritime et océanique* (ADMO), à paraître.

⁴ « Turkey says Greece's decision to extend its territorial waters in the Aegean is cause of war », *Hurriyet Daily News*, 30 août 2020 (<https://www.hurriyetdailynews.com/turkey-says-greeces-decision-to-extend-its-territorial-waters-in-aegean-is-cause-of-war-157805>).

des limites de ses liens avec l'Union européenne et l'OTAN. L'UE reste l'atout essentiel de la Grèce mais elle est pénalisée par ses divisions en matière de politique étrangère. Des États⁵ comme l'Espagne⁶, l'Italie⁷, l'Allemagne, la Hongrie et Malte se montrent très réticents à adopter une position dure à l'égard de la Turquie. À l'inverse, la France, l'Autriche ou encore la Slovénie défendent une attitude ferme et un soutien substantiel à la Grèce et à Chypre.

De son côté, dans son souci de maintenir sa cohésion, l'OTAN s'est montrée fidèle à son équidistance traditionnelle entre la Grèce et la Turquie. Une posture mal vécue par la Grèce à partir du moment où, se considérant comme agressée, être traitée à égalité avec son agresseur fait, selon elle, automatiquement le jeu de celui-ci. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la Turquie préfère largement le cadre de l'OTAN à celui de l'UE et qu'elle a multiplié les pressions en direction des Alliés et des structures de l'Alliance atlantique, conférant à ses diplomates en poste dans ces structures le rôle de « quasi-commissaires politiques⁸ ». La mise en place du « mécanisme de déconfliction » au sein de l'Alliance atlantique est d'ailleurs très caractéristique de la manière dont fonctionne le trio OTAN-Grèce-Turquie. Après qu'il a été annoncé début septembre 2020 par le secrétaire général Stoltenberg⁹ et le gouvernement turc, la Grèce a immédiatement fait savoir que le seul moyen de faire baisser la tension était d'en éliminer la cause, demandant à ce que le navire turc de recherches sismiques *Oruç Reis* et son escorte se retirent du plateau continental grec. Pour les autorités grecques, accepter une « baisse de tension » sous l'égide de l'OTAN sans le

⁵ <https://greekcitytimes.com/2020/10/19/eu-sanctions-against-turkey/>

⁶ <https://www.trt.net.tr/espanol/espana-y-america-latina/2020/07/28/ministra-espanola-resalta-que-turquia-no-solo-es-un-amigo-sino-un-aliado-en-la-otan-1463313>

⁷ <https://www.aies.at/download/2020/AIES-Fokus-2020-10.pdf>

⁸ Interview avec Pierre Razoux, familier des structures otaniennes, le 15 mars 2021.

⁹ https://twitter.com/jensstoltenberg/status/1301556495688048640?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwtterm%5E1301556495688048640%7Ctwgr%5E%7Cwcon%5Es1&ref_url=https%3A%2F%2Fgreekcitytimes.com%2F2020%2F09%2F04%2Fathens-denies-nato-statement-that-greece-and-turkey-will-begin-talks%2F

départ préalable de cette flottille était inacceptable. Ce mécanisme a finalement été mis en place¹⁰ début octobre, une fois les navires turcs rentrés au port, et la Grèce a veillé à ce qu'il soit limité à une dimension strictement opérationnelle sans production d'effets politiques.

Athènes a donc pris note des limites inhérentes à ces deux cadres d'action qui sont, par ailleurs, des vases communicants, ce qui l'a amené à créer des alternatives bilatérales pour endiguer la fuite en avant de la Turquie : des partenariats militaro-diplomatiques bilatéraux et régionaux, combinés à un important programme de réarmement.

De nouveaux partenariats militaro-diplomatiques

Avec la France

Excepté les États-Unis, de tous les partenaires européens de la Grèce, la France est indéniablement le plus important et le plus puissant pour Athènes. Elle a fait preuve d'un soutien sans faille¹¹ durant la crise de 2020 ce qui a incontestablement fait la différence au niveau de son déroulement et de son dénouement. Outre la multiplication des exercices militaires communs¹², Athènes et Paris ont également réhaussé leur coopération dans le domaine de l'armement comme évoqué plus loin. Cet appui précieux, lié aux relations traditionnelles entre les deux pays, n'est évidemment pas étranger à la politique turque en Afrique du Nord et au Sahel, qui incite la France à investir dans des soutiens grecs

¹⁰ https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_178523.htm?selectedLocale=fr

¹¹ <https://www.bbc.com/news/world-europe-53767792>

¹² « Greece, France 'hold joint drills' amid tensions with Turkey », *China Daily*, 13 août 2020 (<https://www.chinadailyasia.com/article/139944>) ; « France joins military exercises in east Mediterranean », Reuters, 26 août 2020 (<https://www.reuters.com/article/us-turkey-greece-france-idUSKBN25MOUF>) ; « Skyros : la grande tournée des Rafale », *L'Opinion*, 8 février 2021 (<https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/skyros-grande-tournee-rafale-235949>).

et égyptiens en Méditerranée orientale, à la fois comme relais régionaux et facteurs de rééquilibrage.

Avec les pays du Golfe

Après plusieurs années de désintérêt apparent pour le monde arabe, la Grèce semble opérer un retour dynamique dans les pays arabo-musulmans. Elle a conclu avec les Émirats arabes unis (EAU) un certain nombre d'accords de coopération¹³, mais aussi un partenariat stratégique¹⁴ incluant un accord de défense mutuel¹⁵ signé le 18 novembre 2020, une première pour la Grèce dans un cadre hors OTAN. Théoriquement, cela signifie qu'en cas d'agression, elle pourrait compter sur le soutien de la respectable armée de l'air émiratie. Signe de la nouvelle dynamique de coopération militaire entre les deux pays, quatre F-16 émiratis ont stationné au moins d'août en Crète, en pleine crise avec la Turquie. En outre, ce partenariat pourrait s'avérer très bénéfique pour l'armée de l'air hellénique sur le long terme, étant donné la similitude du matériel utilisé par les deux armées qui souhaitent toutes deux acquérir des chasseurs bombardiers furtifs F-35 et qui disposent déjà de F-16 modernisés.

Avec l'Arabie saoudite, les relations sont plus discrètes mais se développent, profitant de la rivalité turco-saoudienne. Cela touche au domaine spatial¹⁶, mais surtout militaire. Des manœuvres aériennes gréco-saoudiennes devraient se dérouler dans les

¹³ « Greece & UAE sign four memoranda », *Greek City Times*, 24 juillet 2020 (<https://greekcitytimes.com/2020/07/24/greece-uae-sign-four-memoranda/>).

¹⁴ <https://english.alarabiya.net/News/gulf/2020/11/19/UAE-Greece-ramp-up-defense-energy-collaboration-through-new-strategic-partnership>

¹⁵ « Greece, UAE commit to mutual defense assistance », *Kathimerini*, 23 novembre 2020 (<https://www.ekathimerini.com/news/259450/greece-uae-commit-to-mutual-defense-assistance/>).

¹⁶ « Saudi Arabia Signs MoU with Greece in the Field of Space », Saudi Press Agency, 5 février 2020 (<https://www.spa.gov.sa/viewfullstory.php?lang=en&newsid=2030738>).

prochaines semaines en Méditerranée¹⁷. Un accord de déploiement de missiles *Patriot* grecs est également en passe d'être signé à la demande des Américains, avec pour objectif de protéger les infrastructures pétrolières saoudiennes régulièrement visées depuis 2019. En retour, Riyad les modernisera à ses frais. La Grèce rappelle néanmoins qu'il s'agit d'armes défensives et ne souhaite pas être associée à un soutien actif à la guerre au Yémen¹⁸.

En revanche, cette ouverture vers le Golfe, facilitée par la récente normalisation des relations entre Israël et plusieurs pays arabes opérée sous la précédente administration américaine, semble se faire aux dépens des relations gréco-iraniennes, pourtant longtemps cordiales¹⁹. De fait, les lobbys pro-grecs à Washington semblent s'être rapprochés de ceux favorables à Israël, à l'Arabie saoudite et aux EAU.

Au Levant

Proche du monde arabe jusqu'en 1990 (date de la reconnaissance d'Israël par Athènes), la Grèce a densifié ses liens avec Tel Aviv à partir de 2010 dans un contexte de détérioration des relations turco-israéliennes. La coopération gréco-israélienne, qui implique Chypre dans la plupart de ses schémas, repose sur la double dimension énergétique et militaire. Sur le plan énergétique, les trois États planifient d'installer le plus long câble électrique sous-marin du monde (1 200 km), visant à relier Israël à l'Europe pour assurer à l'État hébreux un approvisionnement en cas d'urgence²⁰.

¹⁷ « Saudi and Greek air forces begin joint exercise in Greece », *Arab News*, 18 mars 2021 (<https://www.arabnews.com/node/1826716/saudi-arabia>).

¹⁸ « Greek FM to discuss military ties with Saudi Arabia », Saudi Press Agency, 20 février 2021 (<https://www.arabnews.com/node/1812761/saudi-arabia>).

¹⁹ « Iran threatens retaliation against Greece for US use of military bases », *The Jerusalem Post*, 15 janvier 2020 (<https://www.jpost.com/Middle-East/Iran-threatens-retaliation-against-Greece-for-US-use-of-military-bases-614185>).

²⁰ « Israel inks deal to link electricity grid with Cyprus, Greece via undersea cable », *The Times of Israel*, 8 mars 2021 (<https://www.timesofisrael.com/israel-inks-deal-to-link-electricity-grid-with-cyprus-greece-via-undersea->

Mais leur projet-phare est bien sûr celui du gazoduc East Med²¹. Cependant, l'architecture régionale qu'il implique, mais surtout la question de sa faisabilité technique et de sa rentabilité économique sèment le doute quant aux réelles perspectives de sa réalisation. Tant que ce projet n'est pas réellement lancé, rien n'est certain et il s'apparente davantage à un outil géopolitique. En marge de l'énergie, la Grèce vient d'annoncer qu'elle ouvrirait ses portes aux touristes israéliens, malgré la crise sanitaire²². Au niveau militaire, la coopération entre la Grèce et Israël, qui a débuté dans les années 2010²³, connaît aujourd'hui une embellie et se focalise sur l'entraînement conjoint, le partage d'information et la cybersécurité²⁴. Israël offre à la Grèce et à Chypre un axe Est-Ouest complémentaire de l'axe Nord-Sud établi avec l'Égypte, qui leur permet de couvrir la Méditerranée orientale. De leur côté, ces deux pays européens offrent à Israël une connexion directe avec l'Europe ainsi que des zones d'entraînement et une profondeur stratégique régionale qui lui font défaut, notamment après la

[cable/?utm_source=The+Daily+Edition&utm_campaign=daily-edition-2021-03-08&utm_medium=email](https://www.israelhayom.com/2020/01/03/greece-israel-cyprus-sign-deal-for-eastmed-gas-pipeline/)).

²¹ « Greece, Israel, Cyprus sign deal for EastMed gas pipeline », *Israel Hayom*, 3 janvier 2020 (<https://www.israelhayom.com/2020/01/03/greece-israel-cyprus-sign-deal-for-eastmed-gas-pipeline/>).

²² « Greece might allow in Israeli tourists as early as April », *The Jerusalem Post*, 10 mars 2021 (<https://www.jpost.com/israel-news/greece-might-allow-in-israeli-tourists-as-early-as-april-661575>).

²³ « Turkey Out – Greece In. As Turkey rattles its saber at Israel, the Jewish state signs a security deal with its neighbor, Greece », *Israel national News*, 4 septembre 2011 (<https://www.israelnationalnews.com/News/News.aspx/147529>).

²⁴ « Israel, Greece sign status of forces agreement », *The Jerusalem Post*, 19 juillet 2015 (<https://www.jpost.com/Israel-News/Israel-Greece-sign-status-of-forces-agreement-409492>) ; « Israel, Greece and Cyprus agree to boost defense cooperation », *The Times of Israel*, 13 novembre 2020 (<https://www.timesofisrael.com/israel-greece-and-cyprus-agree-to-boost-defense-cooperation/>) ; « Israel pivotal in Greece's defense plans », *Kathimerini*, 15 février 2021 (<https://www.ekathimerini.com/news/262372/israel-pivotal-in-greeces-defense-plans/>) ; « Israel leads naval drill with Greece, Cyprus as countries deepen ties », *The Times of Israel*, 12 mars 2021 (https://www.timesofisrael.com/israel-leads-naval-drill-with-greece-cyprus-as-countries-deepen-ties/?utm_source=The+Daily+Edition&utm_campaign=daily-edition-2021-03-12&utm_medium=email).

« perte » de la Turquie, partenaire militaire précieux d'antan²⁵. De surcroît, la politique régionale de la précédente administration américaine montre qu'il est désormais possible de développer des liens avec l'État hébreu sans impliquer mécaniquement une dégradation des rapports avec le monde arabe, enrayant au passage la stratégie turque de fédération du monde sunnite contre Israël. L'Autorité palestinienne et Israël participent même au Forum gazier est-méditerranéen, établi en février 2020, qui est devenu en septembre une organisation régionale intergouvernementale siégeant au Caire.²⁶

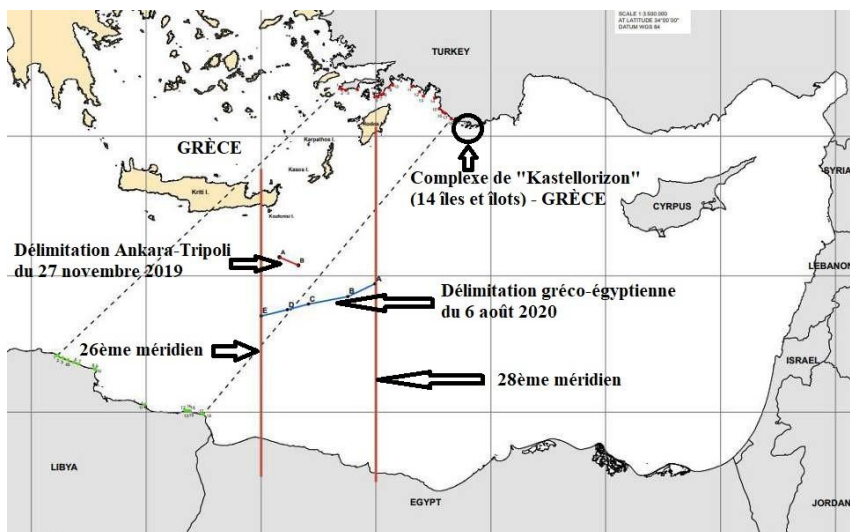
Avec l'Égypte, la Grèce a développé une relation stratégique approfondie depuis l'avènement au pouvoir du président al-Sissi en 2013, intensifiant la coopération militaire, qui implique régulièrement la France et les EAU²⁷. Et ce d'autant plus que le régime d'al-Sissi, très lié à Riyad et Abu Dhabi, est en très mauvais termes avec Ankara au sujet de la Libye et du soutien turc aux Frères musulmans égyptiens. Malgré tout, l'Égypte reste prudente et ne souhaite pas contrarier la Turquie plus que nécessaire, observant par exemple une position neutre au sujet des délimitations maritimes à l'est du 28^e méridien, où la Grèce réclame des zones maritimes à partir du complexe d'îles de Kastellorizon, revendication ardemment refusée par la Turquie.

²⁵ « Israeli Air Force Trains in Turkey », Jewish Telegraphic Agency, 16 avril 1996 (<https://www.jta.org/1996/04/16/archive/israeli-air-force-trains-in-turkey>) ; Michael Eisenstadt, « Turkish-Israeli Military Cooperation: An Assessment », The Washington Institute for Near East Policy, 24 juillet 1997 (<https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/turkish-israeli-military-cooperation-assessment>).

²⁶ « Signing the EMGF Statute to become a Regional Intergovernmental Organization », Ministry of Petroleum and Mineral Resources, Arab Republic of Egypt, 22 septembre 2020 (https://www.petroleum.gov.eg/en/media-center/news/news-pages/Pages/mop_22092020_01.aspx).

²⁷ « Egyptian, Greek naval forces conduct joint drills », State Information Service, Arab Republic of Egypt, 29 janvier 2021 (<https://www.sis.gov.eg/Story/154008/Egyptian-Greek-naval-forces-conduct-joint-drills/?lang=en-us>) ; « Méditerranée orientale : Fin d'exercice MEDUSA-10 pour l'Aconit », Ministère des Armées, 10 décembre 2020 (<https://www.defense.gouv.fr/actualites/international/mediterranee-orientale-fin-d-exercice-medusa-10-pour-l-aconit>).

L'acceptation par l'Égypte de délimiter avec la Grèce à l'est du 28^e méridien équivaldrait donc à un parti pris retentissant contre la Turquie, sans que ses intérêts vitaux ne soient pourtant impliqués.



Source : carte non officielle diffusée par le ministère grec des Affaires étrangères (les précisions en français sont celles de l'auteur).

L'Égypte reste incontestablement l'État-clé de Méditerranée orientale pour la Grèce, car ses orientations détermineront nombre d'évolutions ; il est bien évident que la situation régionale aurait été radicalement différente et autrement plus compliquée pour la Grèce si les Frères musulmans avaient dominé en Égypte.

Une stratégie inscrite dans la durée ?

La nouvelle stratégie grecque régionale s'est déployée en réponse à une fuite en avant de la Turquie, même si ses éléments étaient déjà en germe depuis plusieurs années. Pour contrer durablement les desseins turcs, la Grèce doit donner de la consistance à ces

synergies par la promotion d'une architecture régionale crédible et fédératrice. Cela repose sur trois axes : économique, diplomatique et militaire.

Au niveau économique, outre l'enjeu gazier, l'un des grands défis est d'assurer la maîtrise des couloirs de connexion²⁸ entre le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord d'une part, et l'Europe d'autre part, mais surtout d'en être le point d'arrivée pour les connecter au reste de l'Europe. D'où une certaine rivalité entre d'un côté l'Italie et Malte qui en raison de leurs relations économiques, commerciales et politiques privilégiées avec la Turquie souhaitent ménager la présence de celle-ci en Méditerranée afin de soutenir leur réseau de connexion transméditerranéen²⁹, et de l'autre côté, la Grèce³⁰ et l'Égypte, soutenues par la France. Dans ce cadre, le facteur chinois est décisif. Désormais contrôlé par le géant COSCO, Le Pirée est devenu le premier port de Méditerranée pour les conteneurs en 2019 (devant Valence)³¹. Combiné à l'inclusion de la Grèce par la Chine dans son mécanisme de coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale en 2019³², cela renforce considérablement la stratégie régionale grecque d'attraction des flux commerciaux maritimes. À cet égard, la coopération avec

²⁸ <https://www.eliamep.gr/wp-content/uploads/2021/02/Policy-paper-56-Tanchum-final.pdf>

²⁹ Michaël Tanchum, « Italy and Turkey's Europe-to-Africa Commercial Corridor: Rome and Ankara's Geopolitical Symbiosis Is Creating a New Mediterranean Strategic Paradigm », Fokus 10/2020, Austria Institut für Europa und Sicherheitspolitik (AIES), 28 août 2020 (<https://www.aies.at/download/2020/AIES-Fokus-2020-10.pdf>).

³⁰ Michaël Tanchum, « Greece's Rise as a Trans-Mediterranean Power: Greece's Eastern Mediterranean strategic shift to Europe-to-Africa and Europe-to-Middle East connectivity », Policy paper 56, Hellenic Foundation for European & Foreign Policy (ELIAMEP), février 2021 (<https://www.eliamep.gr/wp-content/uploads/2021/02/Policy-paper-56-Tanchum-final.pdf>).

³¹ « Le Pirée a pris la tête en Méditerranée en 2019 », *Le Journal de la marine marchande*, 26 mai 2020 (<https://www.journalmarinemarchande.eu/actualite/portuaire/le-piree-a-pris-la-tete-en-mediterranee-en-2019>).

³² « Xi Jinping welcomes Greece to join China-CEEC cooperation », China Global Television Network (CGTN), 5 novembre 2019 (<https://news.cgtn.com/news/2019-11-04/President-Xi-meets-with-Greek-PM-Mitsotakis-LIMofUYGko/index.html>).

l'Égypte qui contrôle le canal de Suez³³, mais aussi avec l'Arabie saoudite qui borde la mer Rouge, est évidemment essentielle. S'agissant de cette nouvelle stratégie régionale, la Grèce doit toutefois prendre en compte le facteur chinois même s'il ne faut pas surestimer la capacité de Pékin à faire pression sur Athènes car les autorités américaines conservent plusieurs bases cruciales en Grèce et observent avec vigilance toute nouvelle infrastructure chinoise en mer Égée.

Au niveau diplomatique, le ministre grec des Affaires étrangères, Nikos Dendias, a assumé la tâche fort ardue d'établir, de l'Afrique du Nord au Moyen-Orient, un groupe d'États favorables à l'architecture régionale promue par la Grèce tout en dénonçant l'expansionnisme turc. Le récent forum « Philia » (signifiant « amitié » en grec)³⁴, qui a regroupé Chypre, les EAU, l'Arabie saoudite, l'Égypte, Bahreïn et la France, mais pas l'Italie, est caractéristique de cet effort de la Grèce d'opérer la jonction entre le Golfe et la Méditerranée en se positionnant comme point d'entrée vers l'Europe de manière à contrer plus efficacement la stratégie turque agressive d'occupation de l'espace est-méditerranéen. En outre, la décision d'Athènes de rétablir une représentation à Damas³⁵, d'ouvrir une ambassade au Sénégal et de plaider pour l'accroissement de la présence européenne – y compris grecque – au Sahel³⁶ témoigne que la Grèce a bien saisi le

³³ « Egypt, Greece sign MoU to cooperate in maritime transport », *Egypt Today*, 4 février 2021 (<https://www.egypttoday.com/Article/3/97236/Egypt-Greece-sign-MoU-to-cooperate-in-maritime-transport>).

³⁴ « Philia Forum a 'bridge' between Europe, Mideast: Greek official », *Arab News*, 19 février 2021 (<https://www.arabnews.com/node/1811096/middle-east>).

³⁵ « Ministry of Foreign Affairs announcement on the appointment of a Special Envoy for Syria », Ministère grec des Affaires étrangères, 5 mai 2020 (<https://www.mfa.gr/en/current-affairs/statements-speeches/ministry-of-foreign-affairs-announcement-on-the-appointment-of-special-envoy-for-syria.html>).

³⁶ « Written statement of the Minister of Foreign Affairs, Nikos Dendias, following the videoconference of the first Ministerial Meeting of the International Coalition for the Sahel (12 June 2020) », Ministère grec des Affaires étrangères (<https://www.mfa.gr/en/current-affairs/statements-speeches/written-statement-of-the-minister-of-foreign-affairs-nikos-dendias-following-the-videoconference-of-the-first-ministerial-meeting-of-the-international-coalition-for-the-sahel-12-june-2020.html>).

fait que les questions est-méditerranéennes, sahéliennes et moyen-orientales sont désormais imbriquées.

Au niveau militaire, la Grèce opère le plus gros investissement de son histoire, l'armée de l'air en étant le premier bénéficiaire. La France va fournir 18 Rafale à la Grèce pour une valeur de 2,8 milliards d'euros, les premiers étant attendus dès l'été 2021. La Grèce a aussi convenu avec les États-Unis de la modernisation de 84 chasseurs F-16 et de l'achat de 7 hélicoptères MH-60R, une acquisition déterminante pour ses capacités militaires en mer Égée et en Méditerranée orientale. Par ailleurs, Athènes a procédé à une demande officielle d'achat de 18 à 24 chasseurs bombardiers furtifs F-35. Enfin, la Grèce a conclu avec Israël un accord de location de drones Heron, ainsi que l'établissement d'un centre international de formation de pilotes de chasse pour une valeur de 1,4 milliard sur 20 ans, accompagné de la vente et de la modernisation d'avions d'entraînement. Ce centre sera situé à Kalamata, dans le sud-ouest du Péloponnèse, et sera géré par la compagnie israélienne Elbit Systems. Ces nouvelles mesures devraient d'autant plus rehausser la valeur dissuasive de l'armée de l'air hellénique que ses pilotes de chasse sont réputés très performants³⁷, là où les pilotes turcs sont notoirement sous-entraînés depuis les purges qui ont affecté l'armée de l'air turque. Des investissements très importants sont également consacrés à la marine nationale, la Grèce souhaitant se procurer quatre frégates. Malgré les équilibres à maintenir avec les États-Unis, très influents auprès des élites militaires grecques, le projet franco-grec Belharra semble être privilégié. D'une valeur de 5 milliards, la proposition française remplit tous les critères posés par la Grèce : la modernisation des quatre frégates que détient actuellement la marine hellénique, l'acquisition de deux frégates modernisées comme solution intermédiaire et la construction de

³⁷ Comme l'a souligné Pierre Razoux qui a eu l'opportunité de s'entretenir récemment avec plusieurs pilotes français et américains s'étant entraînés avec leurs homologues grecs ces derniers mois.

deux des quatre frégates neuves dans les chantiers navals grecs. Ces frégates de défense et d'interventions (4 500 t) sont de type mixte : anti-sous-marins et anti-aérien. Les Néerlandais et les Britanniques vont également soumettre des propositions³⁸. Concernant l'armée de terre, l'industrie hellénique de véhicules militaires (ELVO), longtemps en difficulté, a été rachetée par un consortium de compagnies israéliennes et va renouveler au cours des prochaines années la flotte de camions et autres véhicules de l'armée de terre. En sus, la Grèce a décidé de fixer de nouveau à 12 mois la durée du service militaire obligatoire, tombée à 9 mois en 2009, en introduisant toutefois la possibilité d'un service plus court – donc plus attractif – si celui-ci est entièrement effectué en zone frontalière, afin de mieux pourvoir en personnel les unités qui y sont déployées. En outre, 15 000 recrutements supplémentaires sont prévus dans les trois prochaines années. Ces initiatives interviennent après plus de dix ans de sous-investissements et dans un contexte de vieillissement du personnel professionnel et du matériel. Elles ont été indéniablement accélérées par la nature très militarisée de la politique régionale turque, même si elles étaient objectivement nécessaires.

Plusieurs inconnues subsistent

La question chypriote

L'année 2021 pourrait marquer un nouveau tournant sur le dossier chypriote. La Turquie rejette désormais sans ambiguïté³⁹ le cadre onusien de règlement de la question chypriote – celui d'une

³⁸ Pour les détails de toutes les propositions : « The frigate candidates for the Hellenic Navy's new frigate program », *Navales Analyses*, 8 mars 2021 (https://www.navalanalyses.com/2021/03/infographics-46-frigate-candidates-for.html?fbclid=IwAR3Wzd_6cJmZzX3pm_bDHrODVsR6i5xBFWlpBOdoDCtCcmU6-rKJlQqO670).

³⁹ « Erdogan : "Il n'y a plus d'issue à Chypre, sauf pour la solution à deux États. Que vous l'acceptiez ou pas" », Agence Anadolu, 10 février 2021 (<https://www.aa.com.tr/fr/turquie/erdogan-il-ny-a-plus-dissue-%C3%AO-chypre-sauf-pour-la-solution-%C3%AO-deux-%C3%A9tats-que-vous-lacceptiez-ou-pas-/2139991>).

fédération bizonale bicommunautaire – au profit d’une solution à deux États. Cela constitue un saut très important des revendications turques et un moyen de pression qui n’est évidemment pas étranger aux évolutions régionales. À cet égard, la réunion informelle à cinq prévue entre la Grèce, le Royaume-Uni et la Turquie en tant que puissances-garantes, ainsi que la République de Chypre et les représentants de la communauté chypriote-turque en avril 2021 à Genève pourrait s’avérer cruciale pour le futur de l’île mais aussi pour la région et la répartition des espaces maritimes. L’objectif de la Grèce reste de conserver le cadre onusien de résolution de ce conflit vieux de près d’un demi-siècle.

La politique de Joe Biden

Alors que Donald Trump était régulièrement dépeint comme trop complaisant à l’égard du président turc, c’est pourtant sous son administration que les relations gréco-américaines ont connu leurs plus beaux jours. La présence militaire américaine sur le sol grec a atteint des sommets⁴⁰ et les États-Unis ont, pour la première fois, adopté un comportement déviant de leur stricte équidistance entre Grèce et Turquie. Ainsi, le secrétaire d’État Pompeo a visité Chypre sans rencontrer le leader chypriote-turc, une première, et il a signé au passage une série d’accords dans le domaine sécuritaire⁴¹, incluant – au grand dam d’Ankara – une levée de l’embargo américain pour les armes non létales. Mike Pompeo a également rendu visite au patriarche œcuménique orthodoxe établi en Turquie sans rencontrer d’officiels turcs. Cependant, si cela a été perçu en Grèce comme un soutien clair de la part des États-Unis,

⁴⁰ « Greece ratifies major military expansion with US », *Greek City Times*, 31 janvier 2020 (<https://greekcitytimes.com/2020/01/31/greece-ratifies-major-military-expansion-with-us/>).

⁴¹ « Secretary Michael R. Pompeo At the Cyprus Center for Land, Open-seas, and Port Security Memorandum of Understanding Signing Ceremony », Ambassade des États-Unis à Chypre, 12 septembre 2020 (<https://cy.usembassy.gov/secretary-michael-r-pompeo-at-the-cyprus-center-for-land-open-seas-and-port-security-memorandum-of-understanding-signing-ceremony/>).

le développement de la coopération avec Athènes et Nicosie vise avant tout à punir Ankara pour sa relation jugée trop proche avec Moscou, tout en détricotant les liens traditionnels de Chypre avec le Kremlin. La toile de fond de ce relatif revirement américain est donc bien la Russie ; pour preuve, les seules sanctions prises par Washington contre Ankara à l'heure actuelle concernent l'acquisition par la Turquie de missiles S-400 russes et aucunement le comportement turc en Méditerranée. D'ailleurs, le vocabulaire utilisé par les officiels américains veille bien à ne pas fermer la porte à la Turquie en Méditerranée orientale, comme en témoigne le récent exercice naval qui a vu l'interaction du porte-avions nucléaire USS *Eisenhower* avec la frégate turque *Gemlik*, début mars 2021, même si l'ambassadeur américain en poste à Athènes a souligné l'excellence des manœuvres militaires américano-grecques qui s'étaient déroulées quelques jours auparavant, déclarant : « Les relations de défense entre les États-Unis et la Grèce ont atteint un niveau record et elles se renforcent chaque jour⁴². »

Dans ce contexte, l'arrivée de Joe Biden pourrait bien changer la donne. En effet, deux partenaires proches de la Grèce se sont immédiatement retrouvés dans le collimateur de la Maison Blanche au sujet des droits de l'homme : l'Égypte⁴³ et l'Arabie saoudite⁴⁴. En revanche, la Turquie n'a pas encore été sérieusement inquiétée. Le président turc a veillé à prendre les devants pour diminuer ce risque⁴⁵, sachant que plusieurs membres

⁴² Laurent Lagneau, « Le porte-avions *Eisenhower* fait le service minimum lors d'un exercice avec la marine turque », blog *Zone militaire Opex 360*, 20 mars 2021.

⁴³ <https://apnews.com/article/politics-antony-blinken-egypt-cairo-middle-east-4019e706dbeeb077f18f9ofcb12678b6>

⁴⁴ https://www.timesofisrael.com/biden-to-saudi-king-significant-changes-in-the-offing/?utm_source=The+Daily+Edition&utm_campaign=daily-edition-2021-02-27&utm_medium=email

⁴⁵ « 'New human rights plan for the people': Turkish leader », Anadolu Agency, 2 mars 2021 (<https://www.aa.com.tr/en/politics/new-human-rights-plan-for-the-people-turkish-leader/2162111>).

du Sénat et du Congrès ont demandé à Joe Biden de se saisir de la question des droits de l'homme en Turquie. Mais il semble que toute sévérité à l'égard du président Erdogan aura avant tout comme objet les relations russo-turques. Au demeurant, la vision de la Méditerranée orientale⁴⁶ partagée par la nouvelle responsable « Europe » du Conseil de sécurité nationale de l'administration Biden, Amanda Sloat, coïncide étonnamment bien avec les positions turques. Les États-Unis sont présentés comme beaucoup plus légitimes à intervenir que l'UE, dont l'approche, qui serait forcément biaisée, lui retirerait toute crédibilité dans la gestion du conflit gréco-turc. Cela correspond parfaitement à la vision de la Turquie et à sa volonté de découpler la Grèce de l'UE. La Turquie devrait également être associée « sans préconditions » – un terme très cher à Ankara – aux synergies énergétiques régionales, sans pour autant que soit faite la moindre référence au respect du droit international, qui est justement la précondition en question. Enfin, c'est l'agenda de la Turquie qui est repris comme définition du « différend gréco-turc » (eaux territoriales, espace aérien, souveraineté sur des îlots, zones maritimes) alors que la Grèce maintient que le seul vrai différend est celui de la délimitation des zones maritimes, le reste constituant des revendications turques unilatérales et illégitimes ne pouvant pas faire l'objet de négociations car relevant de sa souveraineté.

La Russie

Ayant joué un rôle crucial dans l'établissement de l'État grec moderne mais aussi de la république turque un siècle plus tard, la Russie est, d'une certaine manière, un facteur incontournable dans l'équation gréco-turque. Ce n'est pas un hasard si le

⁴⁶ « Stronger Together: A Strategy to Revitalize Transatlantic Power », Belfer Center for Science and International Affairs, décembre 2020 (<https://www.belfercenter.org/publication/stronger-together-strategy-revitalize-transatlantic-power>).

développement des relations russo-turques s'est opéré en parallèle avec celui des relations gréco-américaines, éloignant, au passage, toute perspective de dialogue chaleureux entre Athènes et Moscou. Les relations historiques des deux États sont tombées au plus bas en 2018⁴⁷, lorsque la Grèce et son voisin septentrional, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, ont décidé de régler le différend qui les opposait depuis 1992 au sujet du nom de la petite république balkanique, afin que celle-ci, au grand dam de Moscou, puisse intégrer l'OTAN. Malgré tout, depuis l'été 2019 et l'élection du gouvernement grec actuel, les contacts semblent avoir repris, ce qui n'est pas étranger aux dissensions croissantes entre la Russie et la Turquie. En revanche, la perspective d'un partenariat durable et productif n'est pas réaliste. En effet, le degré de coopération de la Grèce avec les États-Unis et les orientations de l'administration Biden devraient permettre tout au plus un retour à la cordialité entre Athènes et Moscou. Cependant, une nouvelle donne en Méditerranée orientale pourrait recalibrer la politique régionale russe, ce qu'Athènes suivra de près, notamment sur le dossier libyen qui est perçu comme le baromètre des tensions régionales et qui fait désormais partie de l'équation gréco-turque.

La Libye

Ulcérée par l'accord turco-libyen mais sans emprise sur les évolutions libyennes, la Grèce a cherché à reconstruire dans l'urgence une politique libyenne élémentaire en coupant les ponts avec le gouvernement tripolitain d'al-Sarraj et en multipliant les contacts avec les autorités militaires et politiques de Cyrénaïque. Cependant, le nouveau pouvoir établi à Tripoli depuis février 2021 a reçu les félicitations des concurrents les plus féroces sur le terrain libyen (Turquie d'un côté, EAU et Égypte de l'autre), ce qui semble indiquer l'amorce d'un processus de redistribution des influences. Dans ce contexte, la Grèce a immédiatement décidé de rouvrir son

⁴⁷ « Greece 'orders expulsion of two Russia diplomats' », BBC, 11 juillet 2018 (<https://www.bbc.com/news/world-europe-44792714>).

ambassade à Tripoli et d'établir un consulat à Benghazi. La Grèce ne souhaite plus perdre de vue la Libye après le choc de l'accord turco-libyen qui a brutalement intégré ce pays dans l'équation gréco-turque et a rappelé à Athènes les réalités géographiques de son environnement régional (la Crète est équidistante de Tobrouk et du Pirée).

* * *

Pour conclure, la fuite en avant de la politique régionale turque, combinée à la politique de Donald Trump, a eu un effet catalytique : celui d'extraire les relations gréco-turques de leur cadre bilatéral traditionnel – arbitré par les États-Unis soucieux de maintenir à tout prix la cohésion de l'OTAN – pour les projeter dans un cadre régional plus large nécessitant une approche radicalement différente, à savoir celle de nouveaux partenariats diplomatiques et militaires. Dans cette configuration, la Grèce a quelques atouts. Si la Turquie conserve des avantages indéniables comme l'importance de son marché et une stature régionale conséquente, la Grèce, tout comme Chypre, est membre de l'UE. Cette appartenance démultiplie son poids diplomatique, sa capacité d'action et son attractivité dans une région sans autres pays européens. En sus, elle possède un savoir-faire et un ancrage dans le milieu maritime, essentiels dans sa stratégie d'utilisation de l'espace, ce qui accroît sa crédibilité globale. Enfin, sa relative petite taille par rapport à la Turquie n'est pas nécessairement un désavantage : elle élimine tout soupçon d'agenda hégémonique dissimulé qui pourrait provoquer une méfiance de ses partenaires.

En revanche, la Grèce va devoir faire face à de véritables défis. Mis à part le cas particulier de la Syrie, elle seule et Chypre sont menacées dans leur substance territoriale et l'exercice de leurs pouvoirs régaliens par la Turquie, ce qui constitue une différence

structurelle fondamentale avec ses partenaires européens et régionaux. Ainsi, une normalisation, même relative, des relations de la Turquie avec les pays de la région, pourrait conduire au détricotage des partenariats que la Grèce s'est évertuée à nouer et à une « re-bilatéralisation » des relations gréco-turques selon des modalités qui pourraient contenir les germes d'un nouvel isolement.

Il est donc essentiel pour la Grèce de cultiver son attractivité comme partenaire tout en promouvant son projet régional indépendamment du facteur turc, afin que cette nouvelle stratégie puisse survivre à un éventuel changement d'attitude durable de la Turquie. Car la résistance à la poussée turque, indéniablement fédératrice dans le contexte actuel, ne peut constituer à elle seule un dénominateur commun durable. C'est un pari bien difficile, notamment au vu des divisions européennes et de l'inconnue que constitue la vision régionale qui sera *in fine* celle de la nouvelle administration Biden.

Publié le 25 mars 2021 par l'institut FMES

Quel avenir pour la Libye ?

Par Benoît DE LA RUEILLE, Membre associé de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO)

Dix ans après l'opération de l'OTAN *Unified Protector*, la Libye est-elle engagée dans un processus politique vertueux pouvant enfin mettre un terme à la violence et à l'instabilité ? Le dialogue politique et militaire inter-libyen, conduit sous l'égide de la MANUL (Mission d'assistance des Nations unies pour la Libye) depuis le début d'année 2020, ayant mené début février 2021 à l'élection d'un nouveau Conseil présidentiel va-t-il changer la donne en vue des élections législatives et présidentielles de décembre 2021 ? Les Libyens vont-ils enfin pouvoir jouir de la paix et des richesses de leur pays ? Les entreprises étrangères peuvent-elles d'ores et déjà prévoir d'y revenir pour y reprendre ou développer leurs affaires ? La Libye va-t-elle cesser d'être le théâtre d'affrontements entre les différentes influences étrangères ? Les mercenaires étrangers arrivés depuis 2019 vont-ils quitter le pays ? Autant de questions qui conditionnent l'avenir de la Libye et des Libyens et dont les réponses restent incertaines. Le passé incite à la prudence car les épisodes de violence ont été nombreux au cours de la décennie écoulée. Même si les signes positifs s'accumulent et inclinent à l'optimisme, certaines ambiguïtés recélant un potentiel déstabilisateur ne sont pas encore levées. L'optimisme de rigueur ne doit donc pas se départir d'une bonne dose de réalisme.

Une décennie de confrontation permanente

Une décennie d'instabilité a engendré de profondes blessures internes très vives. Rappelons les principaux épisodes de violence successifs : révolution et intervention étrangère en 2011 ; affrontements entre milices zintanies et misratiés à Tripoli en

2014 ; lutte de la coalition misratié Bunyan al Marsous contre l'État islamique (EI) établi à Syrte, Derna et Sabratha (2014-2016) ; opération Karama de l'ANL (Armée nationale libyenne du maréchal Haftar) avec appui égyptien et émirati contre les islamistes des Conseils de la Choura de Benghazi et Derna en Cyrénaïque (2014-2019) ; affrontements pour le contrôle du croissant pétrolier (2017-2018) ; combats à Tripoli entre milices tripolitaines et de Tarhouna (septembre 2018) ; violences interethniques (Arabes contre Toubous) dans le sud à plusieurs reprises ; offensive du maréchal Haftar pour le contrôle du Fezzan (janvier 2019) ; attentats islamistes incessants pendant toute la décennie.

Ces affrontements ont culminé en avril 2019 lorsque le maréchal Haftar a lancé son offensive pour s'emparer de la capitale aux mains des « milices qui volent l'État libyen » et des « terroristes », alors même que le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres était présent en Libye. Sur les raisons du tempo de cette offensive militaire, il semble, d'une part, que le maréchal Haftar était certain de remporter une victoire militaire rapide et, d'autre part, qu'il ne faisait pas confiance à la conférence nationale préparée par la MANUL car elle ramenait dans le jeu politique ses ennemis (kadhafistes, islamistes) avec lesquels il aurait dû alors composer.

Dès les premiers jours de cette offensive, l'ANL a buté sur les faubourgs de Tripoli car les milices tripolitaines avaient fait bloc et stoppé son avance. Les affrontements se sont déroulés aussi dans les airs car l'ANL et l'armée du gouvernement d'entente nationale (GEN) de Tripoli disposaient chacune de quelques avions utilisés en appui des troupes au sol. L'ANL a essuyé un premier revers important après le retournement d'une milice locale à la suite de la perte de la ville de Gharyan, siège du commandement des opérations situé à 80 km au sud de Tripoli.

D'une crise libyenne à une crise méditerranéenne

Du printemps 2019 à l'hiver 2019-2020, le conflit acquiert une dimension méditerranéenne en raison de l'implication croissante et de moins en moins discrète d'acteurs régionaux : du côté de l'ANL, les appuis sont émirati (drones, systèmes sol-air Pantsir), jordanien (véhicules blindés, formation), égyptien (renseignement tactique), russe (logistique, mercenaires), syrien pro-Assad (mercenaires), soudanais (mercenaires) ; du côté du GEN, l'appui est qatari (financier) mais essentiellement turc sur le terrain dès le mois de mai 2019 (drones, véhicules blindés, forces spéciales, conseillers), avant de devenir massif à partir de la fin novembre 2019 avec la signature de deux Memorandum of Understanding (coopération de défense et délimitation des frontières maritimes) entre la Turquie et le GEN de Tripoli (déploiement naval, augmentation du nombre de conseillers, acheminement de mercenaires syriens depuis la poche syrienne d'Ildlib, formation en Turquie de militaires libyens).

Mi-décembre 2019, l'ANL cesse de progresser vers le centre de Tripoli car l'appui turc au GEN est devenu déterminant et fait basculer localement le rapport de forces. L'ANL relance alors son offensive début janvier 2020 dans la région de Syrte dont elle s'empare en quelques heures, là aussi grâce à un retournement d'alliance locale, puis elle poursuit son offensive le long de la route côtière en direction de Misrata. Le front se stabilise finalement à environ 100 km au sud de cette ville.

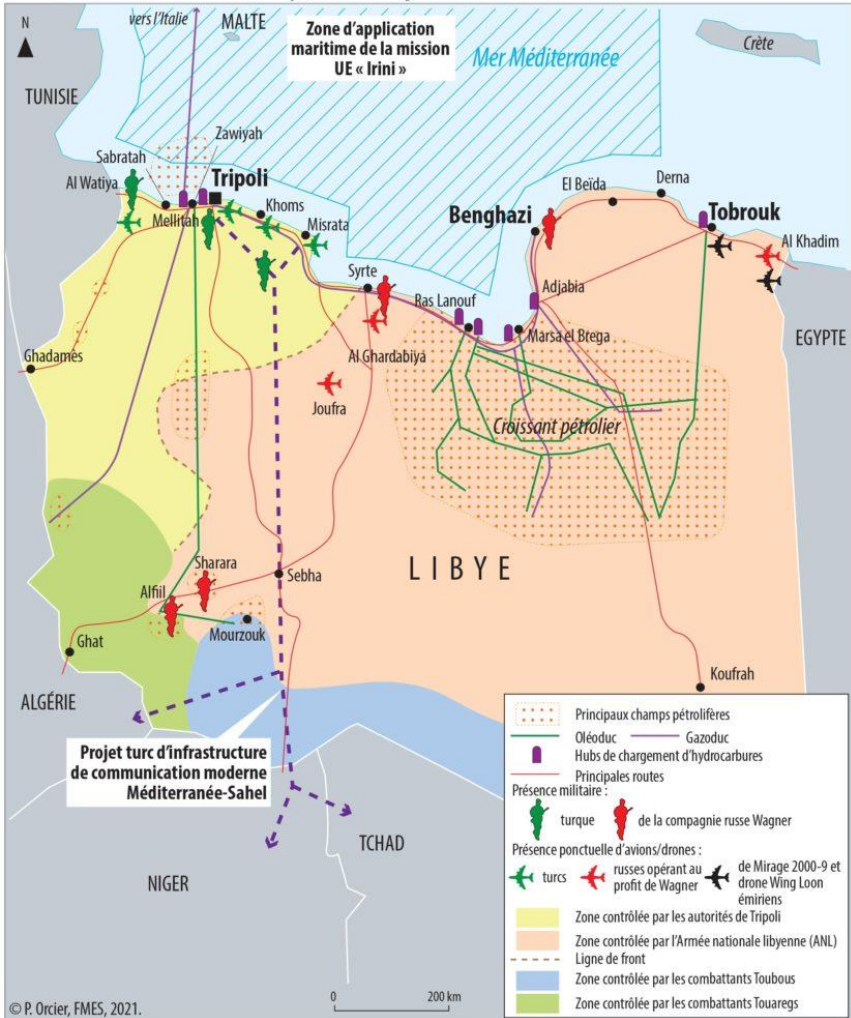
Le printemps 2020 est marqué par l'avancée des forces pro-GEN sur plusieurs fronts : elles prennent le contrôle de l'ouest de la Tripolitaine et notamment de la base aérienne d'Al Watiya, dégagent le sud de Tripoli, s'emparent en quelques heures de la place forte de Tarhouna et poussent plus loin leur avantage vers le sud en direction de Shwayrif ; vers l'est, le front se stabilise à l'ouest

de Syrte. Le GEN ne peut reprendre comme il l'escomptait initialement le contrôle de la ligne Syrte-Joufra et s'emparer du croissant pétrolier tenu par l'ANL en raison de l'appui des mercenaires russes du groupe Wagner qui bénéficient d'un soutien aérien sur mesure (chasseurs bombardiers russes MiG-29 et Su-24 démarqués, stationnés à Syrte et à Joufra).

Fin mars 2020, l'UE lance l'opération Irini qui succède à l'opération Sophia. Alors que la réalisation principale de Sophia était la formation des garde-côtes libyens dans le but de lutter contre le trafic d'êtres humains en mer, Irini est résolument axée sur le respect de l'embargo sur les armes, instauré par différentes résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies dans la lignée de la R 1973 (2011). Après des débuts difficiles, Irini est pleinement opérationnelle à l'été 2020 mais les rapports réguliers de la MANUL appelant la communauté internationale à respecter l'embargo montrent que celui-ci continue d'être violé.

Ce conflit génère également des dégâts collatéraux importants : sur terre, destruction de quartiers entiers, mouvements de populations importants au sud de Tripoli, minage de zones (sud de Tripoli, Syrte). Début juillet 2019, une centaine de migrants retenus dans un hangar à Tajourah (banlieue est de Tripoli) sont victimes d'un bombardement pro-ANL qui visait vraisemblablement un centre de maintenance militaire du GEN. En mer, l'immigration illégale, en baisse continue depuis 2016 grâce notamment à l'action des garde-côtes libyens formés par l'Union européenne, est repartie à la hausse l'année suivante. Enfin, dans les airs, soucieux de disposer d'une appréciation de situation autonome, l'Italie et les États-Unis perdent chacun un drone MALE fin novembre 2019, abattus (par erreur ?) par une DCA pro-ANL, probablement par des opérateurs russophones servant des équipements émiratis de type Pantsir.

La Libye, dix ans après la révolution de 2011



Le dialogue initié à Genève au printemps 2020 sous l'égide de la MANUL semble produire des résultats

Depuis l'été 2020 et avec l'appui de la communauté internationale, la MANUL a patronné de multiples consultations qui ont conduit à des avancées dans les domaines politique, sécuritaire et économique.

Dans le domaine politique, les différentes consultations en Libye et à l'étranger (Maroc, Tunisie, Suisse) ont amené à l'élection, début février 2021, d'un nouveau Conseil présidentiel de trois membres, issus chacun d'une région (Tripolitaine, Cyrénaïque, Fezzan), et d'un Premier ministre assisté de deux vice-premiers ministres, originaires eux aussi chacun d'une région. Les missions du nouveau Conseil présidentiel consistent en l'unification des institutions, la préparation des élections prévues pour le 24 décembre 2021, mais aussi l'amélioration des conditions de vie des Libyens, notamment la fourniture d'électricité et l'accès aux liquidités financières. Depuis son élection début février, ce nouveau Conseil présidentiel a formé un gouvernement inclusif de 33 membres qui a reçu, le 10 mars, la confiance du Parlement réuni symboliquement dans la ville de Syrte. Les transferts d'autorité ont formellement eu lieu à son profit de la part des Premiers ministres en exercice, M. Al Sarraj à Tripoli, le 16 mars, et M. Al Thinni à Benghazi, le 24 mars 2021.

Dans le domaine militaire, les discussions à Genève du groupe réunissant cinq militaires de chaque camp ont abouti, le 23 octobre 2020, à la signature d'un accord de cessez-le-feu, alors qu'une simple trêve était en vigueur depuis la fin du printemps. Au fil des discussions s'étalant sur plusieurs mois, les prétentions de chacun des camps ont donc sensiblement diminué.

Dans le domaine économique, les avancées majeures concernent la fin du blocus des installations pétrolières par les forces du maréchal Haftar, blocage ayant engendré une perte, selon l'ONU, de 10 milliards de dollars pour le budget de Tripoli (au moins le double selon la NOC (National Oil Company libyenne) sur l'ensemble de l'année 2020. Fin décembre 2020, la production pétrolière atteignait toutefois à nouveau 1,2 million de bpj, un niveau équivalent à celui d'avant le blocus. Cette levée du blocus par l'ANL a été obtenue grâce à la mise en place de garanties sur l'utilisation des revenus pétroliers et la création d'un compte bloqué à la NOC alors qu'auparavant les revenus étaient utilisés de façon opaque par Tripoli, notamment pour financer son effort de guerre. Un autre progrès dans le domaine économique concerne l'unification des taux de change réalisée en décembre entre les banques centrales de Tripoli et de Benghazi.

Conséquences de toutes ces avancées, les signes encourageants se multiplient : réouverture au moins symbolique d'ambassades et de consulats étrangers, annonces de reprise des vols par des compagnies aériennes, intérêt économique marqué pour le pays.

Des ambiguïtés subsistent

Ces réussites largement médiatisées restent néanmoins fragiles car deux questions de fond ne sont pas réglées : d'une part, les desseins contradictoires de puissances régionales vis-à-vis de la Libye et, d'autre part, le contrôle de la violence légitime dans le pays. En dépit de son optimisme de façade, la MANUL en est consciente. Elle ne cesse de rappeler dans ses rapports réguliers la nécessité du départ du pays de tous les combattants et mercenaires étrangers et le nécessaire respect de l'embargo sur les armes.

Des combattants étrangers toujours présents

Si le cessez-le-feu a bien été signé le 23 octobre 2020, les dispositifs militaires de Tripoli et de l'ANL restent mobilisables en un délai très bref. Depuis juin 2020, les mercenaires russes de Wagner ont valorisé le terrain entre Syrte et Joufra (merlons, fossés anti-char, minage) sur des dizaines de kilomètres et ont fait de même plus récemment dans le nord du Fezzan pour prévenir une offensive éclair des forces de Tripoli.

En outre, il existe une difficulté pour désigner de façon certaine un groupe combattant étranger comme mercenaire ou comme contingent invité par une autorité officielle pour aider à la constitution de l'armée libyenne. Si cela semble assez facile de désigner comme mercenaires les contingents syriens (dont plusieurs centaines seraient déjà retournés en Syrie) ou africains, on voit bien que pour Tripoli, le contingent turc (qui se monterait à environ 4 000 hommes) est d'une tout autre nature car selon les dires de Tripoli comme d'Ankara, il œuvre à la mise sur pied de l'armée libyenne. Par ailleurs, il est légitime de s'interroger sur le degré de contrôle du contingent russe par les autorités de Benghazi. Les contingents les plus solides, turc et russe en l'occurrence, sont donc bien présents pour agir comme des leviers au profit de leur pays d'origine et contribuer à construire des relations privilégiées avec le pouvoir libyen. De ce point de vue, la Turquie a incontestablement une longueur d'avance sur la Russie car la légitimité du gouvernement d'entente nationale est plus solide aujourd'hui que celle du maréchal Haftar.

D'autres contingents militaires étrangers sont présents en Libye : les Italiens qui n'ont pas quitté le port de Tripoli ni Misrata tout au long de la guerre de 2019-2020 et ont récemment renforcé leur coopération avec Tripoli ; de même, les Britanniques ont fait leur retour il y a peu à Misrata par le biais de contractors.

Cette question des combattants et des mercenaires étrangers risque donc d'être instrumentalisée et de ne pas recevoir de réponse à brève échéance. Or ces contingents peuvent, pour certains, être engagés dans une reprise des hostilités.

Le difficile contrôle des miliciens

Une autre difficulté subsiste concernant les forces armées libyennes : à l'ouest, les milices restent très puissantes, auréolées de leur victoire contre l'ANL, renforcées par tous les équipements reçus de l'extérieur, en dépit de l'embargo, mais aussi saisis dans les dépôts de l'ANL lors du retrait de celle-ci du sud de Tripoli en juin 2020. Gâtées financièrement par les autorités de Tripoli jusqu'au départ de l'ex-Premier ministre Al Sarraj, elles sont théoriquement sous la coupe des ministères de la Défense et de l'Intérieur du nouveau gouvernement, mais dans les faits, elles n'obéissent qu'à leurs chefs locaux, d'autant plus que le nouveau chef du Conseil présidentiel et ministre de la Défense, Abdul Hamid Dbeibah, est originaire de Misrata et non de Tripoli. La rivalité est toujours vive entre les deux cités de Tripolitaine et une autorité nationale originaire de Misrata mais siégeant à Tripoli reste en sursis, soumise au bon vouloir des puissantes milices de la capitale.

À l'est, l'ANL a continué à recevoir énormément d'équipements depuis le printemps 2020, mais ce sont surtout les unités les plus fidèles au maréchal Haftar, dont la 106e brigade de son fils Saddam, qui en bénéficient. Régulièrement, cette puissante unité se livre à des manœuvres aéroterrestres avec tirs à munitions réelles, comme pour délivrer un message de détermination et d'indépendance vis-à-vis des autorités provisoires de Tripoli.

Haftar en perte de légitimité en Cyrénaïque

Longtemps solide et en position de force, le tandem politico-militaire Haftar-Saleh (président de la Chambre des représentants, originaire de Tobrouk) est en perte de vitesse depuis un an, à la suite de l'échec de l'offensive militaire visant à prendre le contrôle de Tripoli. Le ticket Saleh-Bashaga (ex-ministre de l'Intérieur de Tripoli) n'a pas réussi à s'imposer début mars 2021 comme nouvel exécutif provisoire. Quant au maréchal Haftar, il apparaît comme le grand perdant politique. Le soutien des tribus de Cyrénaïque s'érode, sa seule force réside désormais dans le contrôle de son appareil militaire. Écarté politiquement de l'édifice qui se construit à Tripoli, n'ayant guère de chance de jouer un rôle dans une structure militaire unifiée, il pourrait donc être tenté d'utiliser une fois encore son appareil militaire depuis ses positions dans le centre du pays pour lancer une offensive en Tripolitaine visant à saisir des gages limités et s'imposer ainsi en « faiseur de roi ».

Les objectifs contradictoires des puissances étrangères

Les ambitions des pays étrangers peuvent se résumer ainsi : capitaliser sur les risques et les investissements consentis pour certains (Turquie, Russie, Émirats arabes unis), ou bien obtenir le départ des contingents turc et russe, stabiliser le pays et y développer un fructueux partenariat stratégique et économique pour d'autres (UE, États-Unis, pays arabes voisins).

La Turquie a été capable de réaliser une projection de puissance à grande échelle et d'inverser le cours de la guerre en payant ponctuellement le prix du sang dans les opérations militaires. Elle compte saisir nombre d'opportunités économiques, en premier lieu énergétiques (off-shore, notamment le bassin de Syrte) mais aussi liées à la reconstruction, et utiliser la Libye comme porte d'entrée vers l'immense marché africain dans lequel elle avance ses

pions avec succès depuis le début des années 2000. À cet effet, elle prépare la construction d'un axe logistique moderne nord-sud reliant le Sahel à la Méditerranée. La tête-de-pont libyenne lui permet en outre de projeter son idéologie islamiste politique en direction de l'Afrique sahélienne.

L'Égypte a fait son deuil des capacités du maréchal Haftar. Elle recherche avant tout la stabilité d'un pays qui ne soit pas dirigé par les islamistes, la sécurité le long de sa frontière occidentale et souhaite que le marché libyen retrouve tous ses attraits pour une main-d'œuvre égyptienne en quête d'opportunités. Pragmatique, elle a renoué depuis plusieurs mois le dialogue avec les autorités tripolitaines et envisage la réouverture symbolique de son consulat à Tripoli.

Les États-Unis semblent abandonner le savant équilibre qui prévalait sous le mandat de l'administration Trump et font du départ des mercenaires russes du territoire libyen une priorité. Il s'agit pour eux de s'assurer que la route maritime Gibraltar-Suez ne saurait se trouver à la merci d'une quelconque base navale russe en Libye. En cas de reprise des hostilités, il n'est pas exclu que les forces de Tripoli (et donc la Turquie) bénéficient d'un soutien américain.

Les Émirats arabes unis, ayant énormément investi sur le maréchal Haftar et continué à violer l'embargo au cours de l'année 2020, pourraient inciter celui-ci à reprendre l'offensive pour obtenir un retour sur investissement plus massif et plus rapide qu'une éventuelle et douloureuse reconfiguration pragmatique au profit des autorités de Tripoli.

La Russie cherche à être incontournable dans le nouveau paysage libyen. La présence des mercenaires du groupe Wagner reste une carte maîtresse dans son jeu mais, même durant les affrontements

inter-libyens de 2019-2020 dans lesquels elle était impliquée, elle a veillé à toujours maintenir un dialogue avec Tripoli^[1]. La constitution d'une base navale à Tobrouk sur le modèle de celle de Tartous en Syrie relève pour l'heure d'un vœu pieu.

L'UE tantôt unie, tantôt divisée, recherche la stabilité dans son voisinage méridional : contrôle du flux migratoire, de la menace terroriste et opportunités économiques forment le triptyque de ses attentions. La Libye reste la priorité de l'Italie en matière de politique étrangère car Rome dispose de belles perspectives dans le pays, comme l'a encore souligné récemment le président du Conseil présidentiel provisoire Abdul Hamid Dbeibah.

Quels scénarii pour les mois qui viennent ?

Première option optimiste. Le pire n'étant jamais certain, l'hypothèse que le processus vertueux engagé depuis plusieurs mois se poursuive ne peut être exclue. Dans ce cadre, les élections auront bien lieu le 24 décembre 2021 et les résultats seront admis par tous. Le nouveau pouvoir achèvera l'unification des institutions, répartira harmonieusement les bénéfices de l'exercice du pouvoir entre les différentes régions, villes et communautés. La Libye se reconstruira en équilibrant ses relations extérieures, contrôlera ses frontières et traquera les trafiquants et les terroristes qui chercheraient refuge sur son sol. C'est sans doute le vœu de l'immense majorité des Libyens. Est-ce réalisable ? La réponse revient à chercher la ou les personnes capables d'unifier les Libyens. C'est là que les choses se compliquent car, dans le paysage politique actuel, une telle personnalité a du mal à émerger. La moins mal placée pourrait être Seif el Islam Kadhafi (fils de l'ancien dictateur) auquel la décennie d'instabilité ne peut être reprochée. Il faudrait néanmoins que celui-ci apparaisse

¹ Adlene Mohammedi, « La stratégie russe en Libye », FMES, 17 juillet 2020.

publiquement et incarne le recours face à un nouveau chaos et à la désunion. S'il était dans l'impossibilité de se présenter aux élections (en raison d'un mandat d'arrêt de la CPI à son encontre), il pourrait adouber un candidat. Les Libyens n'ont pas tous une vision irénique de l'ère Kadhafi, mais une décennie de chaos a fait évoluer leur regard sur cette période et s'ils peuvent garder les bienfaits de la révolution de 2011 (accès à un certain mode de vie, possibilité de voyager...) et les concilier avec des aspects positifs caractéristiques de la période Kadhafi (sécurité intérieure, équilibre entre régions et villes), ils pourraient se tourner vers ce candidat.

Seconde hypothèse pessimiste. Malheureusement une reprise des hostilités ne peut être écartée, l'échec ou la lenteur du processus politique redonnant de la crédibilité à une nouvelle campagne militaire. Celle-ci résulterait de la frustration de certains de tout perdre, au premier chef le maréchal Haftar. Celui-ci doit faire face à plusieurs défis. Il est d'ores et déjà confronté au mécontentement de ses partisans salafistes madkhalistes, réfugiés en Cyrénaïque depuis leur expulsion de l'ouest de la Tripolitaine, en particulier des villes de Sorman, Sabratha et Tarhouna, lors de l'offensive du GEN dans cette région au printemps 2020. Ces combattants sont maintenant désireux de retourner dans leur région d'origine mais les accords tribaux qui le permettraient sont fermés aux combattants de cette obédience. Ces centaines de combattants souhaitent donc s'emparer de gages par la force pour négocier leur retour.

Par ailleurs, l'exécutif provisoire d'Abdul Hamid Dbeibah subit une pression de la part des Américains pour obtenir la réouverture de la route côtière à l'est de Syrte, ainsi que de la route Misrata-Joufra. Or, le contrôle de cette zone qui comprend le croissant pétrolier est la dernière carte d'importance dont dispose le maréchal Haftar. Ce dernier est donc confronté au dilemme de devoir tout céder sans

contrepartie, ou bien de résister par les armes en s'opposant à cette prise de contrôle du territoire sous sa coupe.

Cette hypothèse ferait dérailler le processus de dialogue engagé par la MANUL depuis des mois. Elle pourrait donner un prétexte à la Turquie pour chercher à s'emparer du croissant pétrolier dans le fond du golfe de Syrte. Elle amènerait vraisemblablement à une confrontation plus ou moins directe entre forces turques et mercenaires russes (comme en début d'année 2020). Elle pourrait fournir une opportunité à Seif el Islam d'apparaître publiquement comme l'ultime recours.

Troisième hypothèse, forcément médiane. Les autorités temporaires (Conseil présidentiel, gouvernement) exercent la façade du pouvoir mais leurs décisions se heurtent à plusieurs résistances. Le calendrier électoral prend du retard compte tenu des résistances locales incarnées par des personnalités politiques, tribales ou miliciennes. Les baronnies locales privilégient leurs intérêts personnels, locaux et communautaires et ne parviennent pas à les concilier avec les intérêts supérieurs du pays. La présence de combattants étrangers se prolonge à la demande des différents acteurs locaux et le pouvoir exécutif fait face à des poches de résistance et des phases d'instabilité. Les trafics se poursuivent en provenance principalement du Sahel et débouchent sur la Méditerranée en ayant alimenté sur la route de nombreux acteurs libyens. Les opportunités économiques existent mais restent compliquées, opaques et en deçà des espérances. Les règlements de compte se poursuivent et ne font pas l'objet de poursuites judiciaires. Somme toute, la vie reprend un cours « vivable en Libye » comme cela semble être le cas depuis 10 ans.

Publié le 22 avril 2021 par l'institut FMES

L'Égypte, entre révolution avortée et transformation profonde

Par Chloé BERGER, chercheuse Moyen-Orient au Collège de défense de l'OTAN.

L'obstruction du canal de Suez par le porte-conteneurs *Ever Given* pendant près d'une semaine aurait coûté, selon l'Autorité du canal de Suez, pas moins de 916 millions de \$ US de pertes et dommages à l'Égypte². Paralysant pendant presque une semaine le trafic maritime mondial, cet incident a rappelé le rôle crucial que joue l'Égypte dans les échanges internationaux entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie. Une position stratégique qui est au cœur de la « vision 2030 »³ définie par le régime en février 2016 afin de promouvoir le développement économique, social et environnemental de l'Égypte. Largement conditionnée par les exigences du FMI et des autres bailleurs de fonds internationaux, la stratégie 2030 a fait du développement territorial et de la mise en valeur des ressources naturelles, touristiques et patrimoniales du pays des axes prioritaires. Début avril 2021, le déplacement en grande pompe d'une vingtaine de momies du cœur du centre-ville vers le tout nouveau Musée national de la civilisation égyptienne tourne définitivement la page de la période coloniale et européenne de l'histoire du pays. L'inauguration fin 2021 de la nouvelle capitale administrative, située à 45 km à l'est du Caire, représentera ainsi « la proclamation d'une nouvelle république et la naissance d'un nouveau pays⁴ ». Visant à redonner à l'Égypte son statut de puissance régionale, cette stratégie 2030 cherche également à clore

² Sur les conséquences économiques de l'incident, voir Amira Fekki et Rory Jones, « Egypt Seizes Ever Given Ship in Suez Canal, Demands Compensation », *The Wall Street Journal*, 13 avril 2021.

³ Voir « Egypt's Vision 2030 », mped.gov.eg.

⁴ Voir Mounir Bennour, « Al-Sissi : l'inauguration de la capitale administrative, la "déclaration d'une nouvelle République" », aa.com.tr, 9 mars 2021.

la parenthèse ouverte par la révolution du 25 janvier 2011 par une restauration musclée de l'ordre intérieur et une diversification de la politique extérieure de l'Égypte, de plus en plus tournée vers l'Afrique.

Mutation de l'État profond

La dégradation sécuritaire et l'instabilité qu'a engendrées le soulèvement du 25 janvier 2011 ont constitué un choc pour l'appareil militaire égyptien. L'élection démocratique d'un exécutif d'obédience Frères musulmans a marqué le point de départ de la reprise en main autoritaire du pays par l'appareil militaro-sécuritaire. La politique « réactionnaire » initiée par le président Abdel Fattah al-Sissi depuis 2014 ne marque cependant pas un retour au *statu quo ante* révolutionnaire ; elle reflète au contraire une transformation des équilibres de pouvoir du régime – souvent appelé « État profond » – au bénéfice de la présidence et de l'appareil sécuritaire.

Les révisions constitutionnelles entérinées par le référendum d'avril 2019⁵ ont induit un processus de désinstitutionnalisation du pouvoir au profit d'un recentrage autour de la personne du Raïs, assuré de se maintenir au pouvoir *a minima* jusqu'en 2024, voire jusqu'en 2030. Ce mouvement s'est accompagné d'une légalisation de l'emprise croissante des services de sécurité sur l'économie et la sphère publique, en particulier médiatique, et d'une réduction drastique de l'indépendance de la magistrature civile. Le Conseil d'État est désormais privé de tout droit de regard sur les contrats signés par les institutions publiques. Constitutionnellement reconnue garante de l'État, de sa nature séculaire et démocratique, l'institution militaire est *de facto* autorisée à intervenir dans tout

⁵ Les révisions constitutionnelles ont été approuvées par référendum à 88,83 %, pour un taux de participation de moins de 45 % des votants. Voir Maged Mandour, « Generalissimo Sisi », Carnegie Endowment for International Peace, 14 février 2019.

processus électoral menaçant potentiellement l'intégrité de l'État. La nomination du ministre de la Défense est désormais soumise à l'approbation du Conseil suprême des forces armées. Bénéficiant d'une complète autonomie dans la gestion de ses affaires, l'institution militaire est cependant strictement subordonnée au président comme l'a illustré l'arrestation de l'ancien chef d'État-major Sami Anan qui s'était porté candidat à l'élection présidentielle de 2018.

L'institution militaire, qui avait constitué la colonne vertébrale du régime depuis l'époque nassérienne, tend à subir un relatif déclassement au profit de l'appareil sécuritaire. Alors même que la sécurité militaire avait joué un rôle prépondérant dans l'ascension au pouvoir de al-Sissi, à travers notamment le mouvement Tamarod, elle a été depuis 2017-2018 reléguée à la surveillance du corps des officiers et des opérations dans le Sinaï et l'ouest du pays. Ce sont désormais les services de sécurité et le ministère de l'Intérieur qui sont à la manœuvre pour coopter les soutiens politiques et médiatiques nécessaires au régime (campagnes électorales, référendum pour l'amendement de la Constitution, etc.) et renforcer le contrôle sur la société civile et l'opposition politique.

De l'État rentier à la prédation de la rente

Ces rééquilibrages se sont traduits dans le domaine économique⁶ par la création de nouvelles holdings, à l'image des groupes Falcon, Eagle Capital ou al Qala'a, liées à l'appareil sécuritaire et assurant des gratifications et de lucratives opportunités de reconversion aux officiers des services de sécurité égyptiens. Le développement de ces « partenariats public-privé » permet à la nouvelle bourgeoisie d'État que constituent ces anciens

⁶ Voir Robert Springborg, « Sisi's Egypt Moves from Military Economy to Family Firm », ISPI, 6 décembre 2020.

cadres de l'appareil sécuritaire de capter les fonds publics et de contrôler les secteurs les plus actifs de l'économie égyptienne (énergie, tourisme, télécommunications, projets immobiliers et infrastructures). L'arrivée de ces nouveaux acteurs dans des secteurs traditionnellement gérés par les organisations liées aux forces armées (Service national de l'organisation des projets, Organisation arabe pour l'industrialisation, Autorité de l'ingénierie de l'armée) a poussé l'armée à investir dans de nouveaux marchés⁷ : médias, prospection et extraction minières, production d'acier, tourisme religieux. La politique de grands projets initiée par le président al-Sissi illustre ce besoin de diversifier les opportunités à mesure que se multiplient les acteurs autant qu'elle souligne les limites d'une politique de prédation économique qui attise la concurrence entre les différentes composantes de l'appareil sécuritaire d'une part et les forces armées d'autre part. Ces évolutions tendent à fragmenter la base du régime et posent la question de la résilience de l'appareil militaro-sécuritaire face à l'émergence de tendances dissidentes, voire à une tentative de « coup » que des éléments étrangers pourraient tenter d'instrumentaliser à leur profit.

L'emprise de l'appareil militaro-sécuritaire sur l'économie est telle qu'elle dicte désormais largement la politique d'investissement du régime, sans considération de l'impact sur les finances publiques, la productivité de l'économie égyptienne et le développement de l'entrepreneuriat privé. L'Égypte est devenue en quelques années la principale destination des investissements directs étrangers en Afrique, notamment dans le domaine énergétique ; une attractivité qui repose en grande partie sur les avantages fiscaux dont bénéficient les compagnies liées à l'appareil sécuritaire et aux

⁷ Sur le rôle de l'appareil militaro-sécuritaire dans l'économie, voir Yezid Sayigh, « Owners of the Republic: An Anatomy of Egypt's Military Economy », Carnegie Middle East Center – Carnegie Endowment for International Peace, 18 novembre 2019.

forces armées. Enfin, le gouvernement a dépensé pas moins de 3,8 milliards de dollars par an en moyenne depuis 2014 pour moderniser et entraîner les forces armées et de sécurité, se classant au troisième rang des plus gros importateurs de matériels et technologies militaires de la région entre 2015 et 2019⁸.

Des défis socio-économiques considérables

La politique de grands travaux, à l'image du percement d'une deuxième voie d'eau du canal de Suez ou encore de la construction de la nouvelle capitale administrative, peine pour l'instant à générer les retombées attendues alors que la dette publique avoisine les 90 % du PIB et que le service des intérêts représente près d'un tiers du budget de l'État. Structurellement dépendante des importations pour son approvisionnement en biens manufacturés et denrées alimentaires, l'économie égyptienne reste ainsi particulièrement vulnérable aux chocs externes. La croissance est essentiellement soutenue par les revenus produits par les transferts des expatriés, les exportations d'hydrocarbures et le canal de Suez, et enfin par le secteur touristique : autant de domaines que la crise de la Covid-19 n'a pas épargnés⁹.

Les ajustements structurels préconisés par le FMI ont partiellement permis d'assainir les finances publiques mais la situation reste très fragile.¹⁰ Le flottement de la livre égyptienne (LE), la restructuration des subventions, la réforme des retraites,

⁸ Sur les dépenses égyptiennes de défense et de sécurité, voir Alexandra Kuimova, « Understanding Egyptian Military Expenditure », SIPRI Background Paper, octobre 2020.

⁹ En 2020, la fréquentation touristique a baissé de 70 %. Le gouvernement envisage une reprise de l'activité touristique à 60 % de son niveau de 2019. Cependant, ces perspectives restent très largement conditionnées par l'évolution de la pandémie et de la campagne de vaccination dans les pays occidentaux et en Russie.

¹⁰ Sur les faiblesses structurelles de l'économie égyptienne, voir « Égypte – Indicateurs et conjoncture », Direction générale du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, 30 décembre 2020.

ainsi que la généralisation de la TVA, ont réussi à juguler la spirale inflationniste¹¹. Le chômage régresse mais reste particulièrement important parmi les jeunes (autour de 30 %) alors même que le secteur informel constitue toujours 50 % de l'économie égyptienne. La paupérisation des classes moyennes et populaires s'est accélérée et la croissance démographique a largement restreint l'impact réel du programme Takaful et Karama destiné à soutenir les plus défavorisés¹² : 0,05 % de la population détient la majorité des richesses du pays, tandis que 70 % des Égyptiens vivent avec moins de 6 \$ US par jour ; sans compter les plus de 250 000 réfugiés et demandeurs d'asile¹³ laissés-pour-compte.

Les aides d'urgence concédées par le FMI en 2020/2021¹⁴ et le confinement partiel ont permis de maintenir une croissance positive en 2020 (3,6 % du PIB¹⁵) en dépit de la crise sanitaire. Contraint budgétairement, le gouvernement a financé le surcroît de dépenses lié à la crise par des prélèvements sur les traitements et les pensions des fonctionnaires et la vente d'une partie des

¹¹ Sur les performances de l'économie égyptienne, voir Omar Auf, « A Visualization of Egypt's Economic Performance During COVID-19 », *The Cairo Review of Global Affairs*, hiver 2021.

¹² Le programme soutient quelque 11 millions de personnes à travers 27 gouvernorats. Voir « Takaful and Karama: A Social Safety Net project that Promotes Egyptian Women Empowerment and Human Capital », The World Bank, 17 novembre 2020.

¹³ Cette population, composée à plus de 30 % d'enfants, vient pour la majorité de Syrie, des deux Soudans, et d'autres pays de la Corne de l'Afrique. Voir « Égypte – Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes », European Commission, 6 janvier 2021.

¹⁴ L'aide d'urgence « COVID » de 5,8 milliards de \$ US accordée en juin 2020 par le FMI à l'Égypte vient s'ajouter au prêt de 12 milliards de dollars alloué à l'Égypte par tranche depuis 2016, ainsi qu'à une aide de 3 milliards de \$ US de la Banque mondiale et d'1,5 milliard de \$ US de la Banque africaine de développement ; sans compter les aides bilatérales, les 482 millions d'euros d'aides européennes et plus de 6 milliards de prêts des institutions financières européennes (« Egypt – European Neighbourhood Policy And Enlargement Negotiations », European Commission). Voir également Bessma Momani, « Egypt's IMF program: Assessing the political economy challenges », Brookings, 30 janvier 2018.

¹⁵ La croissance devrait tomber à 2,7 % du PIB en 2021. Voir « Middle East and North Africa, Global Economic Prospects, January 2021 », Worldbank.

vaccins¹⁶. Cependant, on est en droit de s'interroger sur la capacité du gouvernement à faire face aux conséquences de la crise à moyen terme. La croissance démographique (environ 2 % par an) exerce une pression significative sur les ressources naturelles et les infrastructures du pays, d'autant plus que la réduction de la productivité des terres arables¹⁷ due aussi bien au réchauffement climatique qu'à l'urbanisation, encourage l'exode des travailleurs agricoles vers les grands centres urbains du pays. Le partage des eaux du Nil¹⁸ constitue donc un enjeu crucial pour le développement économique et l'autonomie alimentaire du pays.

Le mirage de l'État fort

La mise en œuvre depuis 2016 d'une partie des réformes conditionnées par l'obtention de l'assistance du FMI et de la Banque mondiale a permis au régime de consolider sa crédibilité auprès de la communauté internationale et des bailleurs de fonds internationaux¹⁹ en dépit de la détérioration générale des conditions de vie en Égypte, tant au niveau socio-économique que des libertés fondamentales²⁰. Les questions du rôle de l'État, de la redistribution des richesses et de la réforme du contrat social

¹⁶ Voir Maged Mandour, « Playing Politics with Poverty: Sisi's COVID-19 Vaccine Strategy », Carnegie Endowment for International Peace, 25 février 2021.

¹⁷ Les terres arables sont concentrées sur 5,5 % du territoire (Delta et vallée du Nil) où résident plus de 90 % de la population. En 1965, 2,6 % du territoire égyptien étaient des terres agricoles (pop. 30 433 022 hab.) contre 3,854 % du territoire en 2018 (pop. 98 423 595 hab.). Voir « Égypte (République arabe d') », La Banque mondiale.

¹⁸ L'Égypte appuie ses revendications sur ses « droits historiques », consacrés par l'accord signé entre l'Égypte et le Soudan en 1929 (révisé en 1959) accordant 75,7 % du débit annuel à l'Égypte contre 24,3 % au Soudan, et considère par ailleurs que les États d'amont (Éthiopie, Kenya, Ouganda, Burundi, Rwanda, Tanzanie, RDC), signataires de l'Accord-cadre d'Entebbe sur l'utilisation des eaux du Nil, bénéficient, quant à eux, de pluies équatoriales. Voir Diomande Dro Hyacinthe, « La politique hydro-hégémonique des États riverains du Nil : une révolution des rapports de force en Afrique ? », IUCN, 13 novembre 2020.

¹⁹ Voir Baudoin Loos, « Union européenne-Égypte. Un partenariat qui piétine les valeurs fondamentales », *Orient XXI*, 19 novembre 2020.

²⁰ Voir « Tout ce qu'il faut savoir sur les droits humains en Égypte », Amnesty International, 2021.

restent hautement problématiques, comme l'illustre la récurrence des mouvements de protestation contre la vie chère, la corruption et le népotisme de la classe dirigeante. Le gouvernement a choisi d'y répondre par la force et s'est engagé dans une répression systématique de toute forme d'opposition ou de dissidence, même modérée, qui l'isole dangereusement. L'élimination systématique des organisations et plateformes islamistes a privé le régime de tout moyen de dialoguer avec cette frange de la population que la répression contribue à radicaliser ou pousse vers la clandestinité.

Une situation d'autant plus préoccupante qu'on observe une recrudescence des attaques du groupe Wilayat al Sina (affilié à Daesh) dans la partie nord-ouest du Sinaï (autour de Bir al-Abed) depuis le printemps 2020²¹. En dépit de la présence des 2^e et 3^e armées dans le secteur, les infrastructures énergétiques et les projets de construction gérés par les forces armées constituent des cibles privilégiées. En conséquence, la coordination sécuritaire avec Israël dans la zone et autour de la bande de Gaza n'a cessé de s'approfondir²² alors que les négociations entre Israël et les Palestiniens sont au point mort depuis plusieurs années. La récente visite d'une délégation israélienne à Charm el-Cheikh suggère une évolution vers des relations plus cordiales²³, dynamisées en particulier par l'exploitation des richesses énergétiques en Méditerranée orientale.

²¹ Voir Allison McManus, « [The Egyptian Military's Terrorism Containment Campaign in North Sinai](#) », Carnegie Endowment for International Peace, 30 juin 2020.

²² Voir David D. Kirkpatrick, « [Secret Alliance: Israel Carries Out Airstrikes in Egypt, With Cairo's O.K.](#) », *The New York Times*, 3 février 2018.

²³ Première visite officielle d'une délégation israélienne en Égypte depuis près d'une décennie (précédée par la visite du ministre de l'Énergie égyptien en Israël en février 2021), la rencontre du 9 mars 2021 signale la fin d'une paix froide entre les 2 pays qui envisagent désormais, au-delà des aspects sécuritaires, l'établissement de relations commerciales et de programmes de coopération techniques dans le domaine de l'irrigation, du retraitement de l'eau et de la désalinisation et, bien sûr, de l'énergie. Voir Gabriel Mitchell, « [Lessons from Israel and Egypt's lukewarm peace](#) », Atlantic Council, 20 avril 2021.

L'activisme militaire croissant de la Turquie en Libye, ses manœuvres en Méditerranée orientale mais aussi dans la Corne de l'Afrique, suscitent l'ire du régime égyptien, comme en témoigne le lancement d'une coalition internationale contre la Turquie en mai 2020 (France, Émirats, Grèce, Chypre). En réponse au déploiement des troupes et conseillers turcs en soutien au gouvernement Sarraj, l'Égypte a conduit d'importantes manœuvres (forces terrestres, aériennes et navales) dans la zone frontalière (Qadir 2020) et réorganisé ses forces dans la zone. La situation sécuritaire en Libye continue par ailleurs de favoriser les trafics et migrations illégales en Méditerranée, menaçant potentiellement la sécurité des activités gazières dans la zone et des stations balnéaires en Méditerranée. Une préoccupation que semblent partager les autorités italiennes à l'initiative de la création du Eastern Gas Forum²⁴ auquel participe l'Égypte qui ambitionne de jouer un rôle de premier plan dans la fourniture de GNL à l'Europe²⁵, un marché également convoité par la Turquie. ENI produit 40 % du pétrole égyptien et, en dépit des pressions liées à l'affaire Regeni²⁶, la marine égyptienne recevra bientôt deux frégates FREMM italiennes²⁷. L'Italie est ainsi en passe de devenir

²⁴ Créé en janvier 2019 avec pour objectif de coordonner l'exploitation des ressources gazières en Méditerranée orientale (gazoduc EastMed), le Forum, auquel participent l'Égypte, Chypre, la Grèce, Israël, la Jordanie et l'Autorité palestinienne, est une réponse manifeste aux manœuvres turques dans la zone (signature d'un accord de délimitation maritime avec le gouvernement Sarraj en novembre 2019). Voir Mona Sukkarieh, « The east mediterranean gas forum regional cooperation amid conflicting interests », Natural Resource Governance Institute, 20 février 2021.

²⁵ La production de GNL égyptienne a atteint un record en 2020 (7.2 Bcf/d). En plus des ressources offshore de Méditerranée, l'Égypte a signé pas moins de 22 accords d'exploitation de gaz et de pétrole en 2020 et repris ses exportations de GNL à partir du port de Damiette début 2021. Voir Dania Saadi, « Egypt launches international oil and gas bidding round on new digital platform », S&P Global Platts, 18 février 2021.

²⁶ Giulio Regeni, un doctorant italien travaillant sur les mouvements sociaux en Égypte, a été retrouvé mort début février 2016 au Caire. Des agents de la Sécurité intérieure égyptienne sont suspectés de l'avoir enlevé et torturé. En dépit de sévères pressions italiennes et européennes, l'Égypte refuse toujours l'ouverture d'une procédure pénale.

²⁷ Voir « Egypt, Italy to ink major arms deal despite human rights concerns », *Al Monitor*, 8 juin 2020.

l'un des principaux fournisseurs de matériel militaire de l'Égypte, aux côtés des États-Unis, de la Russie et de la France.

Le départ du président Moubarak a marqué un tournant dans les relations entre les États-Unis et l'Égypte, jusque-là considérée comme un pilier du dispositif américain dans la région. Le renversement du président Morsi et la dégradation continue des droits de l'homme qui s'en est suivie n'ont cessé d'empoisonner les relations entre les deux pays. Or, en dépit des menaces de gel, l'aide américaine s'est maintenue. L'Égypte a ainsi perçu depuis 2016 plus d'un milliard de dollars d'aide par an afin d'acquérir des matériels militaires américains²⁸ ; les reprogrammations de crédits n'ont en réalité concerné que l'aide au développement.

Face à une administration américaine de plus en plus pointilleuse sur les droits de l'homme et affichant clairement son ambition de maintenir la supériorité technologique israélienne, la Russie offre d'intéressantes alternatives en matière de technologies de systèmes d'armes, comme le prouvent les nombreux contrats, militaires²⁹ mais aussi civils³⁰, signés avec la Russie depuis 2014. Le rapprochement avec le Kremlin s'explique également par la proximité de vues des deux pays sur un certain nombre de dossiers régionaux, au premier rang desquels la Syrie et la Libye.

²⁸ Voir les chiffres fournis par le Congrès américain, « Egypt: Background and U.S. Relations », Congressional Research Service, 27 mai 2020, p. 28.

²⁹ En dépit des menaces de sanction américaines (*Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*), l'Égypte a acquis 5 Sukhoï Su-35, en plus des 40 hélicoptères Ka-52 reçus en novembre 2019 et des S-300 et des 46 Mig29-M achetés entre 2015 et 2017 avec l'aide de l'Arabie saoudite. Voir Lazar Berman, « Egypt's Strategic Balancing Act between the US and Russia », JISS, 5 avril 2020.

³⁰ Rosatom va construire 4 réacteurs VVER 1200 pour la centrale nucléaire égyptienne, à El-Debaa, qui alimentera notamment une centrale de dessalement de l'eau. L'équipementier ferroviaire russe Transmashholding a obtenu un contrat de 1,13 milliard de \$ US (1 300 wagons). Rosneft a également acquis 30 % du champ gazier el-Zohr.

Après les tensions liées au devenir de Bachar al-Assad, le soutien aux forces du général Haftar a ouvert la voie à une coopération politico-militaire croissante entre l'Arabie saoudite, les Émirats et l'Égypte. Un alignement justifié par une opposition commune aux Frères musulmans³¹ aussi bien que par les généreuses aides financières des voisins du Golfe (entre 30 et 40 milliards de dollars depuis 2014). En contrepartie, l'Égypte a pris part à la coalition au Yémen et accepté le transfert des îles de Tiran et Sanafir à l'Arabie saoudite. L'essor de la coopération militaire entre les trois pays³² a également accompagné le développement des activités économiques en mer Rouge et en Méditerranée (projets NEOM, Red Sea Initiative, accord maritime avec la Grèce) par lesquelles transite la majorité des exportations d'hydrocarbures du Golfe.

La nouvelle stratégie africaine de l'Égypte

Afin de réaliser les objectifs de développement durable annoncés dans la « vision 2030 », Le Caire cherche à valoriser sa place de tremplin vers les marchés africains ; une stratégie qui bénéficie aussi bien du soutien de la Russie que de celui de la Chine. Dans ce contexte, le bras de fer avec l'Éthiopie fait peser une menace sérieuse sur les ressources du pays en même temps qu'il fournit au régime une opportunité de renouer avec ses voisins africains, et tout d'abord avec l'Union africaine.

En dépit des menaces d'une intervention militaire égyptienne, l'Éthiopie poursuit depuis 2011 la construction de son Grand barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD). Le Caire a

³¹ L'arrivée au pouvoir en Arabie saoudite de Mohammad Ben Salman a favorisé le développement d'une alliance de « modérés » (Égypte, Arabie saoudite, Émirats, Bahreïn et Oman) contre un « axe du mal » constitué par l'Iran, la confrérie et les groupes extrémistes sunnites. La position égyptienne vis-à-vis de l'Iran reste cependant plus modérée que celle de ses voisins du Golfe.

³² Les forces égyptiennes ont participé à de nombreux exercices conjoints avec les forces saoudiennes et émiraties (Tabouk 3, Morgan-14 et 15 en mer Rouge, Faisal-2017 en Égypte, Saif al Arab 2020 en Égypte).

progressivement délaissé l'option militaire au profit de la diplomatie afin de rallier des soutiens sur le continent mais aussi parmi les grandes puissances, notamment les États-Unis et la Chine. Cette dernière occupe une place cruciale dans le développement économique de l'Égypte qui représente, au-delà des opportunités offertes par un marché domestique de plus de 100 millions d'habitants, un tremplin stratégique vers le reste du continent africain. En dépit d'un récent rapprochement avec Addis-Abeba, l'Égypte reste l'option privilégiée par Pékin pour occuper un rôle de premier plan dans le développement des réseaux interconnectés en Afrique de l'Est (électricité, télécommunications, transport)³³. Les investissements considérables réalisés par l'Égypte dans le domaine électrique au cours de ces dernières années lui ont permis de dégager un surplus de production tel qu'elle peut désormais espérer fournir l'Irak et l'Arabie saoudite en sus de ses clients traditionnels (Libye, Jordanie, Soudan). Une position de « hub énergétique » à laquelle aspire également l'Éthiopie.

La stratégie africaine du Caire parie sur le renforcement de l'intégration régionale et le développement d'espaces de libre-échange (*Common Market for Eastern and Southern Africa, African Continental Free Trade Area*) afin de faciliter ses exportations vers le reste du continent. D'importants travaux de mise en valeur des installations portuaires égyptiennes sur la mer Rouge et la Méditerranée (Alexandria, Al Dakhliya, Ain Soukhna, Safaga, voire Damiette), le développement de la flotte marchande égyptienne et la modernisation de ses forces navales³⁴ doivent

³³ Voir John Calabrese, « Towering Ambitions: Egypt and China Building for the Future », Middle East Institute, 6 octobre 2020.

³⁴ Au cours des cinq dernières années, l'Égypte a considérablement modernisé ses forces navales avec l'acquisition des Mistral et corvettes Gowind-2500, des frégates FREMM françaises et italiennes, de 4 sous-marins d'attaque allemands, sans parler des systèmes d'armes équipant ces capacités. L'Égypte a également modernisé ses infrastructures

permettre de consolider la place de l'Égypte dans le trafic maritime international. Ces investissements devraient enfin permettre de valoriser les travaux d'élargissement du canal de Suez, d'autant plus que la stabilisation du Sinaï ouvre d'intéressantes perspectives économiques³⁵.

La transformation des infrastructures portuaires de Safaga et d'Hamrawin devrait également permettre de dynamiser l'activité économique de la Haute-Égypte, en exportant les ressources naturelles de la région du Triangle d'Or vers l'Asie et le Golfe, tout en développant le tourisme. Les autorités égyptiennes y redoutent l'influence que certaines mouvances salafistes pourraient exercer sur la jeunesse. La construction d'une voie ferrée reliant le Soudan et d'une route vers le Tchad devrait aussi permettre aux produits égyptiens de ravitailler ses voisins africains privés d'accès à la mer (Centrafrique, Sud-Soudan, Ouganda, Éthiopie, Tchad).

La tentation de l'aventure militaire

Cependant, ces développements restent hautement dépendants de la stabilité régionale et de la capacité du Caire à trouver un *modus vivendi* avec ses voisins africains. Dans ce contexte, l'échec de la médiation menée par l'Union africaine à Kinshasa début avril 2021

navales (à l'image de la base Bérénice sur la mer Rouge), sa doctrine et l'entraînement de ses forces. Les forces égyptiennes ont participé à de multiples exercices multinationaux et bilatéraux en 2020 et 2021 (France, Espagne, UK, Bahreïn, Arabie saoudite, Russie, États-Unis). Voir Reem Mohamed, « [The Growing Naval Power of Egypt](#) », New Defence Order Strategy, 2020. L'Égypte a même pris part à un exercice conjoint avec les forces russes en mer Noire (2021, voir Ridvan Bari Urcosta, « [Egyptian-Russian Naval Exercises in the Black Sea: Strategic Balancing against Turkey?](#) », The Jamestown Foundation, 21 janvier 2021).

³⁵ En 2018, l'Égypte et l'Arabie saoudite ont signé un accord visant la construction du mégaprojet conjoint NEOM ainsi que l'établissement d'un fonds souverain de 10 milliards de \$ US pour la mise en œuvre notamment du Projet mer Rouge. Ces projets conjoints s'accompagnent d'une politique de développement territorial dans le Sinaï, la modernisation du port d'Al Arish, et de sa cimenterie. Voir Stephan Kalin, « [Egypt commits 1,000 sq km in south Sinai to Saudi mega-city: official](#) », Reuters, 5 mars 2018 ; voir également « [Le président Al-Sissi se réunit avec le PM et certains ministres et responsables](#) », La République arabe d'Égypte – Présidence, 26 avril 2021.

entre l'Éthiopie et ses voisins du nord n'est pas de bon augure. D'autant plus que l'exercice Nile Eagles 2, conduit par les forces aériennes soudanaises et égyptiennes fin mars 2021, semble indiquer la détermination du Caire et de Khartoum à ne pas accepter la politique du fait accompli entreprise par Addis-Abeba. La question du partage des eaux du Nil apparaît fortement symbolique pour le régime égyptien et mettrait à rude épreuve la crédibilité d'un appareil militaro-sécuritaire omnipotent. Fortement contraint à l'intérieur par les conséquences socio-économique de la crise de la Covid-19 et largement décrié pour sa politique répressive, le régime pourrait être tenté par une aventure militaire risquée. L'enlisement des forces égyptiennes au Yémen au cours des années 1960 a pourtant démontré les risques d'un aventurisme guidé par le chantre d'un nationalisme arabe en perte de vitesse.

En dépit des pressions internationales, l'Éthiopie est bien décidée à procéder à la deuxième phase de remplissage du barrage de la Renaissance lors de la prochaine saison des pluies. Bien que la menace d'une intervention militaire directe soudano-égyptienne contre les intérêts éthiopiens reste peu probable compte tenu des capacités de projection limitées des deux pays, un soutien indirect à l'insurrection à laquelle fait face le régime éthiopien n'est pas à écarter. L'annonce de l'acquisition de 30 Rafale par les forces armées égyptiennes laisse à penser que Le Caire pourrait étudier la possibilité de mener des frappes contre son voisin éthiopien. Une déstabilisation régionale ruinerait les perspectives de développement économiques de l'Égypte qui est pourtant vitale pour faire face aux enjeux socio-économiques considérables qui attendent le régime égyptien dans les prochaines années (dettes publiques, pauvreté, inégalités, explosion démographique).

* * *

Depuis son arrivée au pouvoir, le président al-Sissi a su valoriser habilement auprès des grandes puissances et des institutions financières internationales sa capacité à préserver le pays du désordre régional à moyen terme. Présenté comme un « pilier de stabilité », doté d'une position clé dans le contrôle des flux entre l'Europe et l'Asie (maritimes, énergétiques, communication), ce pays « trop grand pour s'effondrer » jouit en effet d'un statut à part. Cependant, la dérive autoritaire du régime et la dégradation significative des indicateurs humains dans le pays, le recentrage du pouvoir autour de la personne du président et la captation des fonds publics et des secteurs dynamiques par l'appareil militaro-sécuritaire sont autant de facteurs qui fragilisent la survie du régime à plus long terme. Sans parler d'effondrement du régime, le risque d'une instabilité politique et sociale persistante existe et pourrait amener certains, même parmi les plus fervents supporters du régime, à diversifier leurs investissements et rechercher des alternatives. Le rapprochement entre Israël et certains de ses voisins arabes laisse entrevoir de nouvelles perspectives en matière sécuritaire, économique et industrielle que l'Égypte ne devrait pas sous-estimer.

Publié le 22 avril 2021 par l'institut FMES

Le retour de l'Égypte sur la scène régionale

Par Chloé JAMET, diplômée de Sciences Po Paris et stagiaire à l'institut FMES.

Après 11 jours de lancement de roquettes et de raids entre le Hamas et Israël, un cessez-le-feu est entré en vigueur le 21 mai 2021. Mis en place grâce à une médiation égyptienne, il permet de stopper pour un temps l'échange meurtrier qui a coûté la vie à 254 Palestiniens, dont 66 enfants, et 12 Israéliens (chiffres des autorités locales respectives). À la suite de l'arrêt temporaire des hostilités, l'intermédiation égyptienne a été mise en avant à la fois par Le Caire et par Washington, Tel-Aviv, Paris ou encore Bruxelles. Ce rôle mérite qu'on s'y attarde, tant il est révélateur des dynamiques mises en place par le gouvernement d'Al-Sissi pour affirmer le rôle régional de la République égyptienne.

Pourquoi l'Égypte a-t-elle pu tenir ce rôle central ? Comment l'intercession égyptienne dans le dossier israélo-palestinien illustre-t-elle les orientations stratégiques du Caire ? Quel impact la mise en avant de l'Égypte comme *honest broker* et acteur humanitaire à Gaza aura-t-elle sur les opinions publiques dans la région ? L'intermédiaire égyptien pourrait-il parvenir à faire avancer un conflit embourbé depuis plus de 70 ans ? Autant de questions cruciales qu'il convient d'examiner alors qu'une nouvelle coalition gouvernementale intégrant pour la première fois un parti arabe ouvertement islamiste vient d'arriver au pouvoir en Israël.

Une place à prendre

Si l'Égypte a pu se positionner en tant qu'acteur principal du cessez-le-feu entre le Hamas et Israël, c'est tout d'abord parce que ce rôle n'était plus vraiment assumé par d'autres acteurs pendant le mandat de Donald Trump.

Dès son arrivée aux affaires, l'administration Biden a annoncé qu'elle souhaitait se retirer des problématiques proche-orientales : la priorité américaine est la Chine, et le Moyen-Orient est devenu moins urgent depuis que les États-Unis sont devenus exportateurs d'hydrocarbures. Seul l'Iran reste un dossier prioritaire pour les Américains dans cette région. Malgré la tournée au Moyen-Orient du secrétaire d'État Antony Blinken, les États-Unis restent perçus comme un pays ayant un prisme pro-israélien, comme l'illustrent le refus de Joe Biden de revenir sur le déménagement de l'ambassade américaine à Jérusalem et son choix de bloquer les négociations du Conseil de sécurité jusqu'à ce qu'Israël se retrouve dans une posture favorable (par l'usage de son droit de veto). Pour Randa Slim, chargée de recherche au Middle East Institute, Joe Biden ne veut pas s'engager sur ce dossier : « Il ne pense pas que la dynamique politique sur le terrain aboutisse à une initiative menée par les États-Unis pour relancer le processus de paix défunt¹. » Didier Billion, de même, insiste sur le refus des Américains de « mettre les mains dans le cambouis » au Moyen-Orient ; « Joe Biden, qui connaît bien le dossier, sait qu'il n'a que des coups à prendre en intervenant, et il sait très bien qu'il n'arrivera pas à modifier la ligne politique de l'État d'Israël sans déployer beaucoup d'efforts et d'énergie² ». Au bilan, les États-Unis ne veulent pas être médiateurs et semblent vouloir laisser cette tâche à leur allié égyptien.

L'Union européenne, toujours plus inaudible et n'entretenant pas de relations avec le Hamas qui figure dans sa liste des organisations terroristes, a dû faire face à la déclaration unilatérale de Mme Von der Leyen dénonçant le Hamas mais n'évoquant pas le rôle d'Israël dans la crise. Cette décision a été critiquée puis

¹ <https://www.mei.edu/blog/monday-briefing-secretary-blinken-travels-middle-east>

² <https://www.iris-france.org/157722-israel-palestine-de-quoi-la-situation-presente-est-elle-le-nom/>

corrigée par Josep Borrell. Les dissensions se sont poursuivies et l'UE n'a finalement obtenu qu'un communiqué à 26, la Hongrie de M. Orban ayant refusé de soutenir un texte appelant à la désescalade et à la retenue de la part d'Israël³. Pourtant, l'UE, du fait de son rôle de financeur de programmes de développement au profit de l'Autorité palestinienne, mais aussi de partenaire économique privilégié d'Israël grâce à un accord d'association, devrait pouvoir jouer un rôle plus important dans la résolution du conflit.

D'autres puissances régionales auraient pu vouloir s'impliquer davantage sur le dossier : la Turquie du président Erdogan tout d'abord qui, dans sa course à la popularité pour décrocher le titre de leader du monde sunnite, a trop affiché son soutien à la cause palestinienne pour se présenter comme un médiateur crédible ; la Jordanie ensuite, qui n'a pas pu véritablement s'affirmer, compte tenu d'un positionnement trop proche d'Israël, au regard de sa population majoritairement palestinienne ; le Maroc, dont le rapprochement récent avec Israël a été mal perçu par l'opinion publique qui reste très largement pro-palestinienne ; les autres pays des accords d'Abraham⁴ ainsi que l'Arabie saoudite enfin – dont l'influence sur Israël est faible –, et qui sont mis dans l'embarras par rapport à leurs populations. Pour Yossi Mekelberg, chercheur au Royal Institute of International Affairs, les accords risquent d'être mis à l'épreuve par la récente flambée de violence : les morts de Gaza pourraient mettre fin aux nouvelles amitiés d'Israël dans le Golfe⁵.

³ <https://www.france24.com/en/live-news/20210518-hungary-fm-condemns-eu-s-one-sided-statements-on-israel>

⁴ <https://fmes-france.org/les-accords-abraham-veritable-rupture-geopolitique-au-moyen-orient-par-arnaud-peyronnet/>

⁵ <https://www.chathamhouse.org/2021/05/gaza-deaths-may-end-israels-new-gulf-friendships>

L'Iran ne pouvait bien entendu pas se positionner comme médiateur. La Russie et la Chine, enfin, sont peu impliquées et continueront sûrement de rester à distance, tant le dossier israélo-palestinien les concerne peu. La Chine a toutefois appelé de ses vœux une solution à deux États et a annoncé une aide de deux millions de dollars et 200 000 doses de vaccin anti-Covid-19 aux Palestiniens.

Une opportunité pour l'Égypte

Ce vide relatif a permis à l'Égypte, proche géographiquement de Gaza, de se positionner comme médiateur principal du conflit entre Israël et le Hamas, en coordination avec les acteurs cités précédemment qui souhaitaient garder une certaine distance avec les événements. Outre le retrait des autres acteurs traditionnels, l'Égypte bénéficie de plusieurs atouts pour s'imposer comme nouvel acteur central.

Tout d'abord, une relation historique avec Israël : l'Égypte a été le premier pays arabe à signer un traité de paix avec Israël. Si les accords de Camp David en 1978 avaient coûté à l'Égypte sa place au sein de la Ligue arabe, ils pourraient bien lui permettre de retrouver aujourd'hui un certain leadership dans la région. La relation israélo-égyptienne s'est construite au fil des années, mais depuis le coup d'État du maréchal Sissi en 2013, on assiste à un réchauffement des relations entre les deux pays comme en témoigne une interview en 2019 dans laquelle le président égyptien déclarait que la coopération entre les deux pays n'avait jamais été aussi forte⁶. Le régime égyptien s'est ainsi abstenu de toute critique

⁶ CBS News, 7 janvier 2019 : <https://www.cbsnews.com/video/egypt-president-el-sisi-denies-ordering-massacre-in-interview-his-government-later-tried-to-block-60-minutes-2019-01-06/#x>

sur la problématique de la colonisation⁷. Pour ne pas froisser son allié israélien, le régime égyptien a également réprimé l'activisme pro-palestinien chez lui. Il a ainsi arrêté Ramy Shaath, coordinateur égyptien du mouvement Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), en l'accusant d'appartenir à une organisation terroriste. L'Égypte n'ayant pas d'autre choix que de parler à Israël, elle en tire le meilleur parti. Limitée au départ à la sécurisation du Sinaï face aux groupes djihadistes, la coopération est en train de se muscler sur les plans économique et énergétique avec EastMed, un projet de pipeline de gaz naturel⁸. Pour la première fois depuis 13 ans, un ministre israélien s'est rendu au Caire pour négocier le cessez-le-feu.

L'Égypte entretient aussi des relations avec le Hamas, ce qui pourrait paraître contradictoire du fait de la proximité entre ce Mouvement de résistance islamique et les Frères musulmans égyptiens, ennemis jurés de Sissi⁹. Le Hamas est classé depuis 2015 comme organisation terroriste par l'Égypte du fait de son activité dans le Sinaï. Même si les services de renseignement égyptiens sont actifs dans la bande de Gaza, ils entretiennent des liens avec les cadres du Hamas et disposent d'une réelle connaissance du terrain. L'Égypte, capable de parler à la fois à Gaza et à Tel-Aviv, tient de fait un rôle de facilitateur entre les deux parties. En outre, l'Égypte est beaucoup plus proche du Fatah et de son leader démonétisé Mahmoud Abbas, toujours à la tête de l'Autorité palestinienne après le report *sine die* d'élections qui auraient

⁷ « Le ministre des Affaires étrangères est profondément préoccupé par les rapports diffusés sur les plans d'annexion du gouvernement israélien dans les territoires de Cisjordanie, et par les conséquences d'une telle mesure sur la paix et la sécurité régionales, et affirme le rejet par l'Égypte de toute mesure unilatérale en violation du droit international » (Communiqué du ministère des Affaires étrangères égyptien, le 24 juin 2020).

⁸ <https://fmes-france.org/nouveaux-axes-strategiques-en-mediterranee-orientale-la-turquie-en-recherche-de-partenariats-arnaud-peyronnet/>

⁹ Selon l'article II de la charte du Hamas publiée en 1988, « le Mouvement de la résistance islamique est l'une des ailes des Frères musulmans en Palestine ».

probablement conduit à sa défaite, que du Hamas. L'Égypte s'active depuis plus de 15 ans entre les différentes factions palestiniennes parvenant à négocier des accords entre l'Autorité palestinienne et le Hamas (2005, 2008, 2010, 2011 et 2012). En octobre 2020, un dialogue intra-palestinien avait eu lieu au Caire, sans qu'il aboutisse à un résultat concret.

L'Égypte, enfin, a une tradition de médiation entre Israéliens et Palestiniens. Elle a ainsi joué un rôle central dans la mise en place du cessez-le-feu de 2014 après l'opération « Bordure protectrice ». En décembre 2020, le maréchal Sissi déclarait que son gouvernement s'efforçait de faire avancer la solution à deux États, accueillant le mois suivant les ministres jordanien, français et allemand pour discuter de la relance du processus de paix. En mai 2021, le ministère des Affaires étrangères égyptien a tout d'abord annoncé publiquement que ses efforts diplomatiques n'avaient pas été couronnés de succès, avant de se mettre en avant sur la scène diplomatique puis de forcer la main aux deux protagonistes.

Finalement, le cessez-le-feu a été obtenu grâce au trio diplomatique constitué du président Sissi, de son ministre des Affaires étrangères Sameh Shoukry, et du chef des services de renseignement Abbas Kamel. Plusieurs visites ont eu lieu depuis, comme celle du responsable du dossier palestinien au sein des renseignements généraux égyptiens, le général Ahmed Abdel Khaleq, ainsi qu'une autre réunion entre Benjamin Netanyahu, Meir Ben-Shabbat (conseiller pour la sécurité nationale en Israël) et Abbas Kamel. L'Égypte et Israël se sont ainsi accordés sur « l'intensification de la coopération » israélo-égyptienne et sur des « mécanismes et processus pour empêcher le renforcement du Hamas et l'empêcher d'être aidé par les ressources qui seront allouées pour la population civile ». Abbas Kamel a par la suite rencontré Mahmoud Abbas pour évoquer la reconstruction de Gaza et convenir d'une série de pourparlers

entre Palestiniens au Caire, afin d'atteindre une réconciliation intra-palestinienne.

L'Égypte s'impose donc, grâce à cette manœuvre diplomatique réussie, comme un interlocuteur clé pour Israël et les factions palestiniennes, capable de parler à tous en conservant un équilibre stratégique ne remettant en cause ni les intérêts militaires et énergétiques avec Israël, ni le sentiment pro-palestinien d'une majorité de l'opinion publique égyptienne. Pour Bélih Nabli, chercheur associé au CERI de Sciences Po, l'Égypte accomplit une « intermédiation opportune », faute d'un autre intermédiaire plus puissant capable de s'investir dans le dossier israélo-palestinien, même si sa légitimité reste limitée aux yeux des Israéliens et des Palestiniens, agissant comme une « boîte à lettres » pour deux adversaires qui refusent de se parler¹⁰.

L'occasion rêvée pour s'affirmer sur la scène internationale

L'activisme égyptien a été souligné par toutes les parties prenantes : l'Arabie saoudite, via Al Arabiya, a salué la déclaration de cessez-le-feu à Gaza et exprimé sa gratitude pour les efforts de l'Égypte dans la négociation de la trêve, tandis que Benjamin Netanyahu tweetait « Merci au président Sissi pour le rôle important que vous avez joué pour restaurer le calme et faire avancer la sécurité et la stabilité dans notre région ». Le 17 mai 2021, le président égyptien était accueilli à l'Élysée pour évoquer, entre autres, les négociations entre Gaza et Tel-Aviv. Joe Biden, enfin, dans son allocution officielle à la Maison Blanche du 21 mai suivant, exprimait sa « sincère gratitude » pour le « rôle crucial »

¹⁰https://www.huffingtonpost.fr/entry/israel-palestine-egypte-une-boite-aux-lettres-incontournable_fr_60a25e3ce4b014bd0cae2db8

du président égyptien et de son administration, mais ne citait pas les autres parties arabes¹¹.

Cette reconnaissance internationale contribue à renforcer le statut du président Sissi et lui permet de faire oublier certaines critiques occidentales sur les droits de l'homme. Par cette réussite diplomatique, le maréchal Sissi s'impose comme un partenaire incontournable sur la scène régionale, notamment pour Joe Biden qui avait pourtant tweeté avant son élection « *No more blank checks for Trump's "favorite dictator"* ». En prévision de la pression accrue des États-Unis sur les dossiers des droits de l'homme, Sissi présente l'Égypte comme une source de stabilité et de coopération dans la région. La négociation du cessez-le-feu est un message très clair à l'adresse de Washington : l'Égypte est l'alliée naturelle et fiable de l'Occident dans la région. Enfin, pour la communauté internationale, l'Égypte montre qu'elle fait mieux que le Conseil de sécurité de l'ONU, affaiblissant encore un peu plus par ricochet le multilatéralisme et forçant des pays se targuant de leur respect pour la démocratie et la liberté à féliciter un dirigeant autocratique.

Le succès diplomatique égyptien lui est tout particulièrement utile sur la scène régionale pour s'affirmer face à la Turquie et au Qatar. En raison de l'activisme militaire croissant d'Istanbul et malgré une légère détente ces dernières semaines, cette démonstration d'influence permet à l'Égypte de marquer des points et faire oublier son implication en Libye et les accords énergétiques qui tardent à se concrétiser (EastMed Gas, qui isole la Turquie face à Israël, l'Égypte, la Grèce, l'Autorité palestinienne et Chypre). Pour Hillel Frisch, chercheur au Begin-Sadat Center for Strategic Studies, « après l'accession de Sissi à la présidence, le Hamas et la Turquie

¹¹ <https://www.c-span.org/video/?511974-1/president-biden-ceasefire-agreement-reached-israel-hamas>

se sont fait des illusions en pensant que le Hamas pourrait contourner l'Égypte en s'appuyant sur le soutien turc et qatari. Ces illusions ont été dissipées lorsque l'Égypte a contraint les responsables du Hamas à se soumettre à un traitement souvent humiliant, notamment en les obligeant à rencontrer leurs ennemis du Fatah au Caire. Il est tout simplement impossible que la Turquie puisse remplacer l'influence de l'Égypte dans les affaires palestiniennes ».

S'agissant du Qatar, proche des Frères musulmans depuis les années 1960, un ambassadeur officieux de Doha est en place à Gaza et le petit émirat fournit la principale contribution financière au développement économique de la bande sous blocus. Le Qatar a par exemple financé de nombreux hôpitaux ; en février 2021, la construction d'un gazoduc entre Israël et la bande de Gaza avait été promise par Doha et Bruxelles ; depuis 2018, le soutien financier qatari a permis à la zone soumise au blocus d'avoir accès à l'électricité 16 heures par jour (au lieu de 2) et d'assurer les revenus de 130 000 familles gazaouies. Toutefois, Israël a accusé Doha d'espionnage et d'aide au Hamas via des organisations caritatives actives dans la bande de Gaza. Ismail Haniyeh, qui vit en exil à Doha, a récemment rencontré le chef d'État qatari, l'émir Tamim Hamad Al Thani ainsi que le ministre des Affaires étrangères, cheikh Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani, pour discuter des efforts de reconstruction de la bande de Gaza, ainsi que d'autres développements récents. L'émir a également discuté de ces mêmes sujets avec Mahmoud Abbas¹². Malgré cette proximité avec les Palestiniens, le Qatar a déjà joué un rôle de médiateur avec Israël, grâce au maintien de relations officieuses malgré son refus de rejoindre les accords d'Abraham. En août 2020 par exemple, l'émissaire qatari Mohammad al-Emadi avait réussi à calmer le jeu

¹² <https://www.aljazeera.com/news/2021/5/22/qatar-pledges-to-help-stop-israeli-attacks-on-palestinians>

entre les autorités israéliennes et le mouvement islamiste. Affichant une position ferme contre la normalisation mais partageant les intérêts sécuritaires du Golfe et de Washington, le Qatar a également pu profiter de son retour en grâce aux yeux de la nouvelle administration américaine pour s'imposer comme le deuxième interlocuteur et négociateur durant ce nouvel épisode du conflit israélo-palestinien. Du fait de son numéro d'équilibriste dans la région, seul le Qatar peut concurrencer le leadership égyptien sur le dossier Israël/Palestine.

Enfin, la mise en avant de l'Égypte sur le dossier israélo-palestinien présente plusieurs avantages sur la scène intérieure égyptienne. Face à une opinion publique majoritairement pro-palestinienne, cette réussite fait diversion pour un temps aux difficultés du pays : gestion catastrophique de l'épidémie de Covid-19, chômage (notamment chez les jeunes, autour de 30 %), incertitude libyenne et possible réduction de l'approvisionnement en eau par le barrage de la Renaissance éthiopien¹³. La mise en avant de la politique humanitaire égyptienne en direction de Gaza (accueil de 12 blessés en Égypte, envoi de matériel de secours, promesse d'un don de 500 millions de dollars pour la reconstruction de l'enclave) doit ainsi se comprendre comme une opération de communication et d'influence, afin d'afficher son soutien à la cause palestinienne. Le convoi de camions égyptiens à destination de Gaza était couvert d'images du président Sissi et de la phrase « Le cadeau du président égyptien au peuple de Palestine », même si la grande majorité des blessés palestiniens voulant passer par le terminal de Rafah pour se faire soigner ont été déboutés pour des « raisons de sécurité ». Mohannad Sabry, journaliste égyptien spécialiste de la relation israélo-égyptienne, s'interroge pour le Centre Moyen-Orient de Carnegie : « L'approche de l'Égypte face à la crise humanitaire de Gaza soulève une grave question à laquelle le

¹³ <https://fmes-france.org/legypte-entre-revolution-avortee-et-transformation-profonde/>

régime de Sissi doit répondre concrètement : Le Caire souhaite-t-il vraiment soulager les souffrances de la population de Gaza ou se sert-il simplement de sa détresse comme d'un tremplin pour atteindre ses objectifs politiques ? La réponse qu'il apportera à cette question aura pour effet soit de renforcer sa popularité, soit d'ébranler la crédibilité de son soudain passage à la rhétorique humanitaire¹⁴. »

Intervention d'urgence ou influence de long terme ?

La trêve obtenue le 21 mai 2021 après ce nouvel épisode du conflit israélo-palestinien risque de ne pas perdurer si les acteurs en place ne choisissent pas d'aller de l'avant et se contentent d'un *statu quo*. L'Égypte, sur le court terme, a envoyé des délégations en Israël et dans les territoires palestiniens pour surveiller la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu et coordonner l'aide internationale. Sur le moyen terme, Sissi a déjà prévu un plan de relance du dialogue politique : Mahmoud Abbas et Abbas Kamel ont ainsi annoncé la tenue prochaine d'une série de pourparlers entre factions palestiniennes au Caire. L'Égypte a aussi pour ambition d'organiser un sommet avec Israël, le Hamas et l'Autorité palestinienne, mais aucune date n'a encore été retenue.

Les sujets à aborder sont tellement variés que le président Sissi risque de se heurter au poids des réalités : retour de deux prisonniers israéliens et des corps de deux soldats de Tsahal (un dossier sur lequel l'Égypte sert d'intermédiaire depuis longtemps), statut de Jérusalem et accès à la mosquée al-Aqsa, tenue dans de bonnes conditions des élections palestiniennes tant attendues et réunion des différentes factions palestiniennes, application et respect du droit international et des résolutions onusiennes,

¹⁴ <https://carnegie-mec.org/diwan/84616>

poursuite ou non de la colonisation de Sheikh Jarrah et d'autres localités palestiniennes, ainsi que de la politique d'apartheid dénoncée par Human Rights Watch¹⁵.

Au bilan, l'évolution de la situation dépendra avant tout de la bonne volonté d'Israël qui a l'opportunité de définir les contours stratégiques de sa relation avec l'Égypte. La formation d'une nouvelle coalition gouvernementale israélienne incluant le parti islamiste arabe Ra'am devrait avoir un impact sur le pari de la diplomatie égyptienne. Cette liste arabe unifiée, proche idéologiquement des Frères musulmans, est notoirement plus proche de la Turquie et du Qatar que de l'Égypte. Il n'est pas impossible qu'à l'avenir, les partis arabes israéliens soient perçus comme les mieux à même de défendre la cause de la population arabe locale, au détriment de l'Autorité palestinienne et du Hamas. La possibilité d'une résolution du conflit reste toutefois extrêmement faible tant que la situation n'évoluera pas en direction de la solution à deux États, à plus ou moins long terme. L'Égypte a pour l'instant entrouvert une porte de sortie à l'escalade, mais elle aura de grandes difficultés à faire progresser la situation. Un prolongement du *statu quo* ne serait toutefois pas préjudiciable à l'Égypte qui, en proposant ses services à Israël dans la lutte contre le Hamas, renforce un partenariat stratégique et nécessaire dans sa course à la reconnaissance occidentale et américaine.

Publié le 21 juin 2021 par l'institut FMES

¹⁵ <https://www.hrw.org/report/2021/04/27/threshold-crossed/israeli-authorities-and-crimes-apartheid-and-persecution>

Élection présidentielle iranienne : les symptômes d'un raidissement évident

Par Pierre PAHLAVI, directeur adjoint du département des études de la Défense et professeur titulaire au Collège d'état-major des Forces canadiennes de Toronto (CFC).

À la veille de l'élection présidentielle iranienne qui se tiendra le 18 juin 2021, la République islamique iranienne apparaît plus figée que jamais. Sans doute serait-il prématuré, comme le font certains analystes, d'évoquer une mort prochaine¹ du régime tant celui-ci a démontré, par le passé et jusqu'à récemment, son extraordinaire capacité de résilience². Néanmoins, les conditions dans lesquelles s'est déroulé jusqu'ici le processus de sélection des candidats à la présidentielle témoignent d'une forme de sclérose institutionnelle et de rigidification politique.

Au cours des précédentes échéances électorales, les Iraniens ont pris l'habitude de voir le pouvoir en place disqualifier les prétendants les plus « réformateurs ». Placé sous le contrôle des conservateurs de tous poils, le puissant Conseil des gardiens de la Constitution – dont la fonction est notamment de valider les candidatures – a toujours eu coutume de marginaliser les postulants considérés comme étant les plus *anti-establishment*. Mais cette année, le Conseil a plus que jamais mis un point d'honneur à écarter les prétendants les moins orthodoxes³ et les plus populaires. La disqualification d'Ali Laridjani est à cet égard tout à fait symptomatique. L'ancien président de l'Assemblée

¹<https://foreignpolicy.com/2021/05/27/iran-election-raisi-laridjani-islamic-republics-republic-is-dying/>

²<https://www.ifri.org/en/publications/politique-etrangere/articles-de-politique-etrangere/understanding-resilience-islamic>

³<https://www.nytimes.com/2021/05/28/world/middleeast/iran-election-khamenei-raisi.html>

consultative islamique d'Iran, pourtant homme du sérail et figure historique du camp conservateur, s'est vu écarter en raison de ses prises de position en faveur d'une relance de l'économie, d'une position plus conciliatrice dans le dossier nucléaire et d'une certaine forme de reprise du dialogue avec les États-Unis. Son frère, Sadegh Laridjani, chef du système judiciaire iranien et membre influent du Conseil de discernement (autre institution clef du système islamique), s'est lui-même insurgé contre cette décision qu'il a qualifiée d'inique et d'indéfendable⁴. D'autres figures de proue du clan conservateur dont l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad, de même que le vice-président Eshagh Djahanguiri réputés proches des réformateurs, n'ont pas non plus été jugés aptes à concourir à la prochaine élection présidentielle.

Sur les 600 candidats initialement inscrits sur les listes électorales, dont une vaste majorité de conservateurs, seul sept figures du régime se sont vues autorisées à se présenter aux élections présidentielles parmi lesquels Saeed Djallili, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale, et Mohsen Rezaei, ancien commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) et actuel secrétaire du Conseil de discernement. La plupart des analystes conviennent cependant que sur ces sept « élus », six d'entre eux ne sont en fin de compte que des figurants dont la seule fonction est de servir de faire-valoir pour légitimer l'élection du seul et unique véritable prétendant du régime⁵ : L'hodjatoleslam (rang inférieur du clergé chiite) Ebrahim Raïssi, directeur de la fondation (ou Bonyad) Astan-e Qods-e Razavi, chef du système judiciaire iranien et vice-président de l'Assemblée des experts. Le

⁴https://www.washingtonpost.com/world/iran-presidential-election-candidates/2021/05/25/aef604b2-b8c6-11eb-bc4a-62849cf6cca9_story.html

⁵ <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-57097664>

procédé est si flagrant que la presse iranienne n'hésite plus à le qualifier de "candidat sans rival"⁶.

Favori de l'ayatollah Ali Khamenei, Guide suprême de la révolution islamique, cet ultraconservateur est un farouche partisan de l'application de la Charia et du principe théocratique du Velayet-e faghih hérité de l'ayatollah Khomeini au détriment de la promotion des libertés publiques et des droits individuels. Âgé de 60 ans, Ebrahim Raïssi est un proche d'Ali Khamenei dont il a été élève au séminaire⁷. Figure hautement controversée tant en Iran qu'à l'étranger, Ebrahim Raïssi est, entre autres, tristement célèbre pour le rôle central qu'il a joué à la toute fin de la guerre Iran-Irak dans l'exécution massive de prisonniers et de dissidents politiques (1988). En tant que juge en chef, ce Fouquier-Tinville iranien porte également une responsabilité de premier plan dans la préservation du caractère extrêmement répressif du système judiciaire iranien et dans le fait que seule la Chine exécute un plus grand nombre de prisonniers politiques chaque année⁸ que l'Iran.

D'aucuns conjecturent que, en plus de sa probable élection au mois de juin prochain, Ebrahim Raïssi est fortement pressenti pour devenir le prochain Guide suprême de la révolution islamique. Sa position de vice-président de l'Assemblée des experts constitue à cet égard un véritable atout puisque c'est cet organe qui a la charge de choisir les nominations à cette position tant convoitée. Vieillissant et malade, l'ayatollah Khamenei a par ailleurs toutes les raisons de voir en lui un dauphin idéal susceptible de prolonger son propre règne et de pérenniser le régime islamique. En ce sens, l'ascendant que connaît actuellement Raïssi sur la scène politique iranienne est révélateur d'un repli du régime islamique sur lui-

⁶<https://www.france24.com/fr/asi-pacifique/20210527-pr%C3%A9sidentielle-iranienne-qui-est-ebrahim-ra%C3%AFssi-l-ultraconservateur-qui-part-favori>

⁷<https://www.reuters.com/article/us-iran-judiciary-raisi-newsmaker-idUSKBN1QT1GO>

⁸<https://time.com/6052474/iran-presidential-elections-ebrahim-raisi/>

même et d'un processus de radicalisation institutionnelle. Pour l'heure, le poste de président de la République iranienne pourrait constituer un marche-pied pour accéder à cette fonction souveraine en cas de décès d'Ali Khamenei (82 ans).

En attendant de poursuivre son ascension au sein du système politique iranien, Ebrahim Raïssi promet, s'il vient à être élu président, d'imprimer une orientation autrement plus intransigeante que celle de son prédécesseur, l'ayatollah Rouhani, aux relations de la République islamique iranienne avec les Occidentaux. Certes, et contrairement à ce que l'on a l'habitude de croire en Amérique du Nord et en Europe, le président de la République ne jouit que de pouvoirs très limités au sein du système politique iranien. La Constitution de 1979 restreint considérablement les prérogatives du chef de l'exécutif dont le rôle est le plus souvent réduit à celui de « secrétaire » au service du Guide suprême ; ce dernier reste dans les faits le véritable maître d'œuvre de la politique étrangère et de sécurité de la République islamique. C'est la raison pour laquelle l'ayatollah Khamenei s'assure traditionnellement que n'accèdent à ce poste que des candidats connus pour leur loyauté et leur docilité envers les institutions non-élues du régime et envers le Guide suprême en particulier.

Nonobstant le rôle limité qui sera le sien s'il est élu, il convient de noter que le candidat Raïssi a fait campagne sur le thème de l'intransigeance vis-à-vis des États-Unis et les chancelleries occidentales. Cet hodjatoleslam (rang inférieur du clergé chiite) ne fait pas mystère de son hostilité envers un réchauffement des relations avec les gouvernements occidentaux ou envers la reprise des négociations pour un nouvel accord nucléaire élargi avec les pays du P5+1. Faisant référence aux difficultés économiques extrêmes auxquelles fait actuellement face l'Iran et à la nécessité de trouver une solution pour sortir de cette ornière, Raïssi a repris

à son compte la déclaration du Guide suprême selon laquelle les dirigeants iraniens ne devraient pas “ne perdre ne serait-ce qu’une seconde”⁹ à essayer de faire lever les sanctions américaines. Dans cette même perspective, Raïssi a aussi déclaré : “Au lieu de chercher à négocier avec l’ennemi, nous devons résoudre les problèmes économiques du pays en gérant correctement les capacités humaines et naturelles du pays.”¹⁰

Par conséquent, l’élection fort probable d’Ebrahim Raïssi n’augure pas seulement d’un durcissement des relations irano-occidentales, mais aussi d’une certaine forme de bunkerisation du régime islamique. De manière générale, l’issue de la prochaine élection présidentielle promet de confirmer l’orientation anti-occidentale et pro-asiatique du régime iranien¹¹ ainsi que son arrimage croissant sur la Chine et le bloc des pays de l’Organisation de coopération de Shanghai.

Publié le 7 juin 2021 par l’institut FMES

⁹ <https://time.com/6052474/iran-presidential-elections-ebrahim-raisi/>

¹⁰ <https://foreignpolicy.com/2021/05/27/iran-election-raisi-larijani-islamic-republics-republic-is-dying/>

¹¹ <https://ras-nsa.ca/publication/the-presidential-elections-in-the-united-states-what-impact-on-iranian-american-relations/>

DÉBATS

Décryptage du rapport Stora sur l'enjeu mémoriel de la relation France-Algérie

Par Sarah SRIRI, chef de projet analyse et stratégie à l'institut FMES

Commandé par le président de la République Emmanuel Macron en juillet 2020 à l'historien Benjamin Stora, le rapport « Les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie »¹ lui a été remis le 20 janvier 2021.

Spécialiste reconnu de l'histoire de l'Algérie et de l'empire colonial français, universitaire français issu de la communauté juive d'Algérie, Benjamin Stora a rédigé son rapport durant près de six mois.

Que contient ce rapport ?

Si Emmanuel Macron a chargé Benjamin Stora de l'écriture de ce rapport, c'est parce que ce dernier est un expert, certes engagé, mais incontestable de la question algérienne. Tout au long de sa carrière, cet universitaire français s'est penché sur la colonisation, la guerre d'Algérie, les relations entre la France et l'Algérie ou encore l'immigration algérienne en France.

Ce rapport de 160 pages est structuré en trois parties historiques retraçant les relations franco-algériennes, une conclusion, des préconisations et des annexes.

Dans son introduction, Benjamin Stora explique les raisons de ce rapport. La longue et violente guerre d'Algérie, qui est le résultat d'une colonisation de plus d'un siècle, a eu et a encore des conséquences sur les relations franco-algériennes. Pour la première fois, les autorités françaises font la demande d'un tel

¹ <https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/278186.pdf>

document, ce qui témoigne de la volonté de Paris d'apaiser ses relations avec Alger. Le lien passionnel qu'entretiennent les deux pays a d'ailleurs longtemps empêché l'examen d'une mémoire commune.

La première partie historique s'intitule « L'Algérie, l'impossible oubli » et s'étale sur près de 30 pages. L'historien y analyse les mémoires de part et d'autre de la Méditerranée, longtemps meurtries par cette relation. Il revient aux origines du malaise entre ces deux pays, la période coloniale et étudie tous les acteurs de cette période douloureuse de l'histoire. La fin difficile de la colonisation a donné lieu à des mémoires antagonistes. Benjamin Stora convoque l'historien Pierre Nora : « Si les mémoires divisent, l'histoire rassemble » et dénonce ce qu'il appelle la « communautarisation des mémoires ». Beaucoup de groupes ont, dans les deux pays, un lien avec l'Algérie et la guerre d'Algérie : les pieds-noirs, la population algérienne, les harkis, les nationalistes algériens, les militaires et appelés français et leurs descendants, les Juifs d'Algérie et autres minorités. Chacun de ces groupes considère avoir vécu un déracinement, un exil, des stigmatisations ou des violences diverses. Ne formant pas un tout homogène, ils se sont chacun enfermés dans leurs mémoires et refusent de voir ou d'accepter la mémoire de l'autre. Cette situation a donné lieu à deux imaginaires. En France, la publication des récits autobiographiques s'est multipliée pour donner lieu à un trop-plein de mémoires tandis qu'en Algérie, un roman national imposé par les nationalistes au pouvoir depuis l'indépendance a évincé toute version différente de cette période douloureuse.

Dans une deuxième partie de 25 pages, Benjamin Stora étudie les rapports de la France avec l'Algérie sous les angles économiques et politiques. L'historien, de manière chronologique, étudie comment les relations ont évolué, notamment après l'élection de François Mitterrand puis au tournant des années 2000. Cette décennie des années 2000 est cruciale : l'Algérie est sortie de la guerre civile et

des deux côtés de la Méditerranée, le travail de mémoire s'accélère et la publication des récits se multiplie tout comme les reportages et documentaires. Cette partie souligne l'évolution de la position algérienne depuis les années 2000 avec l'arrivée au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika : L'Algérie exprime clairement son ressentiment vis-à-vis de la France coloniale et construit son discours officiel autour de cette question. Pour appuyer son discours, l'Algérie a convoqué des figures emblématiques de l'indépendance et de la construction de l'identité algérienne.

Dans sa troisième et dernière partie historique (27 pages), l'historien français tente de dresser un état des lieux des défis à relever. Aussi douloureux que cela puisse être pour certains des groupes qui ont vécu cette guerre, Paris et Alger sont liées par l'histoire. Les deux pays partagent donc un patrimoine commun qui se caractérise en premier lieu par les archives. Un véritable travail de réflexion doit être mis en place autour de ces archives essentielles pour comprendre l'histoire des deux pays. L'Algérie réclame la totalité des archives se référant à son histoire, tandis que la France invoque le principe de souveraineté pour les conserver, l'Algérie étant scindée en trois départements français lors de la colonisation. Benjamin Stora propose de remettre aux autorités algériennes « l'ensemble des fonds numérisés ». La question des disparus est elle aussi cruciale pour faire le deuil de cette relation exsangue. Benjamin Stora imagine un guide des disparus pour rendre leur dignité aux personnes mortes entre 1830 et la guerre d'Algérie. C'est également dans cette partie que l'historien évoque la question des excuses. Très attendues côté algérien, ces excuses ne peuvent pas être à elles seules la solution au dossier franco-algérien. Pour justifier son choix, il prend l'exemple de l'Asie. En dépit des excuses japonaises aux voisins chinois et coréens pour les atrocités commises durant la Seconde Guerre mondiale, les relations entre ces pays continuent d'être houleuses. Plusieurs sujets sont évoqués dans cette partie et ce seul rapport ne suffira

pas à apaiser les tensions. La route est encore longue pour les deux pays et Benjamin Stora en est tout à fait conscient.

L'auteur propose, dans sa conclusion, la mise en place d'un traité « Mémoires et vérité ». A l'approche du soixantième anniversaire de l'indépendance, il apparaît primordial de réconcilier les deux rives de la Méditerranée. Cette commission aurait pour objectif de proposer des « initiatives communes entre la France et l'Algérie sur les questions de mémoires ». Elle rassemblerait les survivants de la guerre, Européens comme Algériens. Ce traité, qui viserait à réconcilier Paris et Alger, paraît d'autant plus essentiel puisque cette histoire singulière entre les deux pays continue de concerner des millions de Français, d'Algériens et de binationaux. Cette réconciliation ne concerne pas seulement les deux pays mais aura des répercussions sur l'ensemble de la région. L'Algérie partage des frontières terrestres avec des pays soumis à des nombreux défis et dangers à l'instar de la Libye, du Mali ou encore du Niger. La situation de ces pays, en sus de l'immigration, préoccupe la France qui pourrait trouver en l'Algérie un véritable allié sur la scène régionale. Benjamin Stora n'appelle pas à l'écriture d'une mémoire commune mais à accepter ce passé afin de mettre un terme aux refoulements et dénis. Il invite les jeunes générations et les citoyens à se saisir de ce dossier afin d'œuvrer à la réconciliation entre les deux pays.

Enfin, 6 pages de préconisations constituent le cœur du rapport. Dans cette partie, Benjamin Stora s'appuie sur la commission « Mémoires et vérités » pour proposer 22 préconisations visant à pacifier les mémoires entre la France et l'Algérie.

Parmi ces propositions, certaines s'inscrivent dans une volonté de poursuivre les commémorations et les hommages. L'historien invite ainsi à poursuivre les cérémonies de commémorations aux dates anniversaires à l'instar du 19 mars, rendant hommage aux accords d'Evian de 1962, ou du 25 septembre célébrant les harkis.

Il propose par la même une journée nationale d'hommage aux morts pour la France dans les conflits algérien, marocain et tunisien. Benjamin Stora suggère aux autorités françaises la création de lieux pour ces commémorations. Il invite à faire des quatre camps d'internement situés sur le territoire français (Larzac, St-Maurice l'Ardoise, Thol et Vadeney) des lieux de mémoire qui rappelleraient cette histoire commune franco-algérienne et imagine la tenue d'un colloque ou d'une exposition au Musée national de l'immigration consacré à ce sujet au cours de l'année 2021. L'historien invite aussi à réactiver le projet de création du musée dédié à la France et l'Algérie à Montpellier.

En sus de commémorer les événements, le rapport propose de rendre hommage à certaines personnalités qui se sont illustrées lors de cette longue période à travers des recommandations symboliquement fortes. L'épée de l'Emir Abdelkader, qui s'est opposé à l'occupation française au XIX^{ème} siècle, devrait être remise à Alger et une stèle à son effigie pourrait être construite en 2022, marquant le soixantième anniversaire de l'indépendance. Benjamin Stora invite les autorités françaises à faire entrer l'avocate française Gisèle Halimi, fermement engagée dans la lutte contre la colonisation et la guerre, au Panthéon. L'universitaire français engage également la France à reconnaître officiellement l'assassinat de l'avocat et dirigeant nationaliste algérien Ali Boumendjel par l'armée lors de la bataille d'Alger en 1957. Comprendre l'histoire passe par la connaissance et l'acceptation de ses principaux acteurs. C'est pourquoi l'historien suggère à la France de donner à des rues de communes des noms de personnes issues de l'immigration et de l'outre-mer. A l'inverse, des Français au parcours historique pourraient également donner leur nom à des rues en Algérie.

Honorer la mémoire des morts est une question importante à la lecture de ce document. En termes de patrimoine, Benjamin Stora attend des autorités algériennes qu'elles œuvrent en faveur de la

préservation des cimetières européens et juifs. Il invite les autorités françaises et algériennes à avancer sur la question des disparus des deux camps à travers un « guide des disparus ». Il enjoint également les deux pays à œuvrer à l'étude des dépouilles notamment par un travail scientifique conjoint.

La question des archives est un sujet brûlant. Il en est question à de nombreuses reprises tout au long du rapport. Il invite à un accès facilité aux archives, des côtés algérien et français. L'historien invite à poursuivre le travail amorcé en 2013 sur cette question et invite à des consultations communes. Il imagine même la constitution d'un premier fond d'archives commun et appelle à la déclassification d'un certain nombre de documents comme le prévoit la loi française. Ces préconisations sur les archives vont de pair avec la coopération universitaire. Benjamin Stora propose d'octroyer des visas et des bourses pour des chercheurs algériens et français travaillant sur la guerre d'Algérie. Cette coopération renforcerait les liens entre les deux pays en multipliant les échanges et la connaissance de l'autre.

S'agissant des domaines académique et culturel, il propose la création d'un fond de traduction entre l'arabe et le français – et à terme le berbère – et la création d'un office franco-algérien dédié à promouvoir les œuvres des jeunes créateurs des deux rives de la Méditerranée. L'historien préconise par ailleurs d'accorder plus de place à l'histoire de France en Algérie. Cette décision va de pair avec le fait de traiter de la colonisation lorsqu'il s'agira d'étudier la guerre.

Il suggère aux autorités des deux pays de poursuivre le travail concernant les lieux des essais nucléaires en Algérie et leurs conséquences. Vis-à-vis des harkis, il propose aux autorités algériennes de faciliter leur voyage en Algérie pour eux et leurs familles.

Pour mener à bien sa mission, Benjamin Stora s'est appuyé sur le témoignage et l'appui de nombreuses personnes. Son rapport comporte donc 5 pages de remerciements. Durant 6 mois, il s'est adressé à des Français et des Algériens qui lui ont permis de rendre ce travail inédit. Parmi eux figurent bien évidemment de nombreux historiens, des personnalités issues du monde politique et institutionnel, des journalistes, des militaires, des représentants d'associations et des personnalités ayant un lien avec cette période (ancien combattants, fille de Messali Hadj, etc.).

Le rapport s'achève par une longue partie dédiée aux annexes. D'abord, Benjamin Stora y fait figurer les discours présidentiels consacrés à la question algérienne. Ces discours font écho à l'évolution qu'ont connu les relations franco-algériennes, avec la reconnaissance graduelle par la France de son passé en Algérie. Les annexes se poursuivent avec l'analyse des signes de détente et de coopération entre les sociétés civiles. La pacification des relations ne dépend pas seulement des autorités mais également des sociétés, liées par 132 ans de colonisation, puis d'immigration. Il apparaît donc indispensable d'impliquer les sociétés civiles des deux côtés de la Méditerranée pour œuvrer à la réconciliation. Cette annexe concerne aussi les archives relatives à l'Algérie. A travers une série de tableaux et de classements, Benjamin Stora énumère le travail effectué en vertu de ce patrimoine commun. Enfin, l'annexe 3 reprend le compte-rendu de la quatrième session du comité intergouvernemental de haut niveau franco-algérien qui s'est déroulée à Paris le 7 décembre 2017.

Pour clore son rapport, Benjamin Stora mentionne sa bibliographie scindée en deux parties exhaustives. D'abord, une bibliographie sélective sur les mémoires de la guerre d'Algérie fait état de cette communautarisation des mémoires qu'il analyse. Cette bibliographie reprend les récits des différents acteurs de la guerre et précède celle sur les rapports entre la France et l'Algérie qui recense de nombreux travaux d'historiens et de revues.

Le rapport passionnel entre ces deux pays a longtemps empêché l'écriture d'une mémoire commune qui se heurte à la « communautarisation » des mémoires. Un trop plein de mémoires en France – qui passe notamment par la publication des récits des différents acteurs de la guerre – a donné lieu à une multitude d'histoires. De l'autre côté de la Méditerranée, la vision unanimiste de la guerre prônée par les caciques du régime a fait taire toute autre vision ou nuance de cette période de l'histoire. Ce document, qui s'adresse d'abord aux Français de toutes origines, y compris algérienne, aura donc permis de nourrir les réflexions et de relancer le débat dans un contexte où le poids de l'histoire apparaît pesant. Il présente plusieurs aspects positifs. Cette volonté politique d'Emmanuel Macron est audacieuse et inédite. Si les présidents de la cinquième République, depuis Jacques Chirac, tendent la main progressivement à l'Algérie, Emmanuel Macron entend aller plus loin. Soixante ans après les faits, il espère que les blessures ont été pansées et que ce rapport permettra de nouer des relations plus saines. Cette initiative a été rendue possible grâce au concours de Benjamin Stora dont les travaux appellent à faire reculer les préjugés autour de ce dossier. Il est clair que l'historien a permis de construire un pont entre les deux pays et qu'il encourage au dialogue, à la coopération et à l'amitié entre les peuples. L'historien s'adresse à l'ensemble des groupes concernés par la guerre et ses conséquences. En France, on estime cette population à 7 millions de personnes, soit près d'un habitant de la France sur 10.

Quel accueil a reçu le rapport Stora ?

Lors de la remise officielle du rapport, le président Emmanuel Macron a posté une vidéo sur Twitter² dans laquelle Benjamin Stora lui remet officiellement le rapport de 160 pages. Il a également écrit : « Regarder l'histoire en face, c'est ce qui nous

² <https://twitter.com/emmanuelmacron/status/1351968638023118850>

permettra de réconcilier les mémoires. Merci Benjamin Stora pour ce rapport sur les mémoires de la colonisation et de la guerre d'Algérie. Poursuivons ensemble, par des actes, l'indispensable travail de reconnaissance. » Selon l'Elysée, le chef de l'Etat devrait suivre l'essentiel des préconisations présentées.

Côté algérien, on salue la reconnaissance officielle de l'assassinat de l'avocat nationaliste Ali Boumendjel mais on regrette que le cas de Larbi Ben M'hidi, lui aussi assassiné lors de la Bataille d'Alger, ne soit pas mentionné alors même qu'il était l'une des six figures historiques de la guerre d'indépendance. Concernant les préconisations, les Algériens auraient souhaité, en sus d'excuses officielles, la restitution totale des archives, la réparation et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires dans le sud du pays et la reconnaissance de la disparition forcée d'Algériens.

Pour l'heure, aucune réaction du président de la République algérienne, Abdelmadjid Tebboune, n'a été communiquée. L'agence de presse algérienne Algérie Presse Service³ a tout de même fait savoir que le président algérien avait reçu un appel téléphonique de son homologue français le dimanche 24 janvier. Ce dernier lui a exprimé sa volonté de « reprendre le travail de concert sur des dossiers d'intérêt commun ». Il est donc attendu que ce travail conjoint reprenne une fois le président algérien rétabli. Il était hospitalisé en Allemagne du fait de complications liées à la Covid-19.

Trois semaines après la remise de ce rapport, c'est le ministre algérien de la Communication et porte-parole du gouvernement, Amar Belhimer, qui a évoqué le sujet en premier dans le journal arabophone *El Massa*, retranscrit par le journal francophone *Tout sur l'Algérie*⁴. Le ministre fustige le manque d'excuses : « le

³ <https://www.aps.dz/algerie/116444-le-president-tebboune-recoit-un-appel-telephonique-de-son-homologue-francais>

⁴ <https://www.tsa-algerie.com/rapport-stora-sur-la-colonisation-premiere-reaction-de-lalgerie/>

criminel fait tout pour éviter de reconnaître ses crimes. (...) Mais cette fuite en avant ne pourra pas durer ».

Pour que cette histoire partagée puisse être apaisée pour permettre des rapports moins passionnels, il faudra qu'elle s'écrive à deux mains. Si la France semble avoir rempli sa part en présentant le rapport Stora, l'Algérie doit à son tour faire un geste. Abdelmadjid Chikhi, conseiller chargé des archives et de la mémoire auprès de la présidence, a lui aussi été nommé en juillet 2020 pour produire un rapport. Pour l'heure, M. Chikhi n'a pas souhaité se prononcer sur le document présenté par son homologue français et n'a pas rendu ses conclusions. Contacté par le journal algérien Libertés⁵ au début du mois de février 2021, Abdelmadjid Chikhi s'est refusé à commenter l'existence d'une commission en Algérie en charge d'établir un document ayant pour objectif de rassembler la France et l'Algérie. Il faudra donc certainement attendre le rétablissement du président algérien, qui vient de rentrer d'un séjour hospitalier en Allemagne, pour obtenir une communication officielle à ce sujet.

De leur côté, les médias algériens déplorent l'absence d'excuses. C'est le cas de *Liberté*⁶ dans son interview de l'historien algérien Mohamed El-Korso selon qui la France doit reconnaître « de manière claire et franche qu'il y a eu crime contre l'humanité ». *Tout sur l'Algérie*⁷ reprend les mots d'Abdelaziz Rahabi, ancien ministre et ambassadeur : « Il ne s'agit ni de repentance, notion étrangère aux relations entre États, ni de fonder une mémoire commune, les deux pays étant héritiers de deux mémoires antagonistes sur cette question. Pour le reste, chacun doit assumer son passé et les deux États sont tenus de mettre en place les conditions d'une relation apaisée et tournée

⁵ <https://www.liberte-algerie.com/actualite/mysterieuse-histoire-353833>

⁶ <https://www.liberte-algerie.com/actualite/le-chemin-reste-encore-long-352797>

⁷ <https://www.tsa-algerie.com/rahabi-le-rapport-stora-a-ignorer-la-principale-demande-des-algeriens/>

vers l'avenir. » Il apparaît clair qu'une partie du peuple algérien n'envisage un rapprochement entre Paris et Alger qu'à la condition d'une repentance affichée et affirmée. Quant à *El Watan*, il relaie des interviews et propos de spécialistes français plutôt algérophiles à l'instar d'Olivier le Cour Grandmaison⁸ ou Gilles Manceron⁹ qui proposent une critique de ce rapport. Pour *Le Midi*¹⁰ algérien, le refus de présenter des excuses « ne fera que renforcer l'exigence du peuple algérien ». Toutefois, *L'Expression*¹¹ souligne cet « exercice difficile mais nécessaire » instaurant « un nouvel élan et un rythme nouveau » afin de permettre « le passage d'une mémoire communautarisée à une mémoire commune ».

En France aussi, les médias ont donné un large écho au rapport rédigé par l'historien. Dans *Libération*, Pascal Blanchard juge ce rapport « dense, riche et d'une qualité historiographique impressionnante » tandis que les médias tels que *France info*¹², *Le Monde*¹³ ou *Le Figaro*¹⁴ ont résumé le contenu du rapport. Pour *La Croix*¹⁵, la création d'une commission Mémoires et vérité apparaît comme un « vade-mecum pour aller de l'avant et sortir du registre des passions douloureuses entre Paris et Alger ». Quant à *France*

⁸ <https://www.elwatan.com/edition/actualite/breves-remarques-sur-le-rapport-de-benjamin-stora-28-01-2021>

⁹ <https://www.elwatan.com/edition/actualite/le-rapport-de-benjamin-stora-propose-un-travail-de-verite-28-01-2021>

¹⁰ <http://www.lemidi->

dz.com/index.php?operation=voir_article&id_article=evenement@art1@2021-01-21

¹¹ <https://www.l'expressiondz.com/nationale/un-exercice-difficile-mais-necessaire-340049>

¹² https://www.francetvinfo.fr/culture/patrimoine/histoire/guerre-d-algerie-ce-quit-faut-retenir-du-rapport-stora-remis-aujourd'hui-a-emmanuel-macron_4265199.html

¹³ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/01/20/france-algerie-les-22-recommandations-du-rapport-stora_6066931_3212.html

¹⁴ <https://www.lefigaro.fr/politique/document-rapport-de-benjamin-stora-sur-les-memoires-de-la-colonisation-et-de-la-guerre-d-algerie-20210120>

¹⁵ <https://www.la-croix.com/France/Memoires-guerre-dAlgerie-plutot-actes-excuses-2021-01-20-1201136009>

24¹⁶, l'exercice de mémoire s'avère difficile, ce rapport réveillant « d'éternelles frictions ».

La publication de ce rapport a pris place dans les débats entre les historiens. Pour l'islamologue et politologue François Burgat¹⁷, ce document a « peu de chance » de « rapprocher les deux rives » tandis que pour Pascal Blanchard¹⁸, il « vise d'abord à « régler » un contentieux franco-français » qui pourra permettre à l'avenir de réfléchir conjointement.

Certains journaux algériens et français s'inquiètent des propositions formulées à l'égard des populations harkies. En France, *Libération* s'interroge sur cette question susceptible de devenir « un foyer de tensions entre les deux pays ». A Alger, la question des harkis continue de nourrir les crispations. Le journal algérien *Liberté*¹⁹ juge ce sujet « très sensible ». Il convient de rappeler que l'élite politique en place n'a jamais exprimé le moindre désir de rapprochement envers les harkis. Ce dossier semble donc encore très loin de figurer à l'ordre du jour du gouvernement algérien.

D'ailleurs, ce rapport a reçu un accueil froid des harkis. Le comité national de liaison de harkis (CNLH)²⁰ accuse le rapport Stora de « minimalisme », estimant que l'historien s'était « abstenu de tout débat ou avis contradictoire, pourtant nécessaire en démocratie ». Pire, il accuse ce rapport de fausser l'histoire en occultant le massacre des harkis par les nationalistes algériens et l'abandon par la France de ces milliers de soldats et familles. Les harkis déplorent la préconisation à leur égard et réclament plutôt que « la France

¹⁶<https://www.france24.com/fr/afrique/20210121-rapport-stora-sur-l-alg%C3%A9rie-le-passage-%C3%A0-une-m%C3%A9moire-commune-avec-d-%C3%A9ternelles-frictions>

¹⁷ <https://twitter.com/frburgat/status/1352531237529923584>

¹⁸<https://www.elwatan.com/edition/actualite/le-rapport-stora-vise-dabord-a-regler-un-contentieux-franco-francais-27-01-2021>

¹⁹ <https://www.liberte-algerie.com/actualite/stora-emet-22-recommandations-dont-le-retour-des-harkis-352766>

²⁰ <https://www.cnlh.fr/presse-m%C3%A9dias/>

reconnaisse définitivement le mal qu'elle a fait ». Le communiqué du CNLH est limpide : « Cet effroyable drame humain et national ne saurait être occulté, c'est le sens de notre combat pour qu'enfin une page se tourne et que le travail mémoriel des deux côtés de la Méditerranée commence, en vue de la réconciliation des peuples, dans l'intérêt des générations présentes et futures. »

La voix de certaines figures proches des deux pays était attendue. C'est le cas de l'écrivain algérien de langue française Kamel Daoud²¹. Selon lui, l'histoire retiendra qu'Emmanuel Macron est le président « qui a le plus avancé sur ce dossier de la mémoire entre la France et l'Algérie ». L'écrivain souligne le double avantage de ce rapport : « mettre des mots sur ce qui est possible, identifier ce qui fait mal et participer à la thérapie ». Si le rapport Stora « ne fera pas bouger les lignes en Algérie », il a tout de même le mérite de mettre les groupes acteurs de cette époque face à la réalité de l'histoire. Quant à la question des excuses, sa vision est plus nuancée que celles des journaux algériens : « elles peuvent se justifier mais c'est un préalable de mauvaise foi, sinon stérile aujourd'hui ». Pour Kamel Daoud, le rapport Stora, en plus de s'adresser aux Français, s'adresse à l'Algérie et notamment à sa jeunesse qui s'est construite avec les discours contre la France et la puissance coloniale. La réflexion de Kamel Daoud, assez représentative des élites intellectuelles algériennes et francophiles, est intéressante. Elle se montre à la fois critique des deux rives de la Méditerranée en faisant preuve de recul, vis-à-vis des positions officielles des deux pays.

La jeunesse et les personnes issues des deux pays ont toute leur place dans ce débat afin de marcher vers la réconciliation. La société civile a donc un grand rôle à jouer et notamment les Français d'origine algérienne de 2^{ème} et 3^{ème} générations. Ces

²¹ https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/kamel-daoud-france-algerie-que-faire-si-on-arrete-la-guerre-23-01-2021-2410865_1913.php

derniers, attachés culturellement à l'Algérie, ne sont pas soumis au dictat du pouvoir algérien. *L'Obs*²² a publié, à l'approche du 60^{ème} anniversaire de l'indépendance et une semaine après la remise du rapport Stora, « Nos mémoires d'Algérie », correspondant à une « trentaine de témoignages dont l'histoire s'entremêle avec celle du pays ». Parmi elles, des intellectuels, des artistes ou encore des écrivains qui racontent « leur histoire algérienne ».

Comment interpréter ce rapport ?

Le 5 juillet 2020, à l'occasion du 58^{ème} anniversaire de l'indépendance, le président Abdelmadjid Tebboune a déclaré que la France n'avait pour l'instant présenté que des « demi-excuses » et qu'il lui fallait « aller plus loin ». La question des excuses s'invite de plus en plus dans les débats qui animent la France et l'Algérie. Pour autant, l'absence d'excuses témoigne de la volonté politique d'Emmanuel Macron de régler la question algérienne d'une autre façon, notamment à travers une série de préconisations concrètes.

Côté algérien, les excuses sont brandies comme la seule possibilité d'aboutir à une relation dépassionnée. Plus ces excuses sont attendues, plus les frustrations algériennes croissent et crispent toute volonté d'apaisement. Pour autant, il convient de s'interroger sur la nécessité de ces excuses : sont-elles le seul remède aux maux franco-algériens ? Benjamin Stora écrit d'ailleurs : « le discours d'excuses et pas seulement de reconnaissance des massacres, ne suffit pas à calmer les mémoires blessées, à faire progresser le savoir sur cette question, à faire reculer les stéréotypes, le racisme ». Selon lui, le fait que la France s'excuse officiellement ne permettra pas de tirer un trait sur plus de 150 ans de douleurs. Il cite l'exemple du Japon : malgré des excuses formulées, le pays

²² <https://www.nouvelobs.com/edito/20210127.OBS39446/algérie-la-mémoire-blessée.html>

continue d'avoir des relations compliquées avec ses voisins chinois et sud-coréens.

Il convient à cet égard de rappeler que l'Algérie s'est construite dans l'opposition à l'ancien colonisateur et que son histoire enseignée – unanime car ne tolérant qu'une seule version : celle des nationalistes – tourne autour de cette guerre à la fois destructrice et fondatrice d'un Etat. Dans ce contexte, les excuses apparaissent primordiales à leurs yeux. Pour autant, il convient de s'interroger sur la réclamation de ces excuses : ne servent-elles pas de prétexte à l'Algérie pour retarder le dialogue avec la France pour ce pays qui, soixante ans après la fin de la guerre, n'a toujours pas pansé ses plaies ni décollé économiquement ? Pour la France, quel serait le coût politique réel d'excuses officielles ?

Plus que des excuses, le terme de repentance est largement mis en avant. Ce terme, hérité de la religion chrétienne, a monopolisé et enfermé le débat. L'absence répétée d'excuses officielles a engendré une véritable obsession chez les Algériens et n'a fait que nourrir davantage cette demande perpétuelle, érigée comme solution sine qua non à la réconciliation.

Au bilan, la colonisation française en Algérie se distingue par sa singularité. Benjamin Stora en est conscient et a mené un travail colossal. Ses préconisations visent à lancer le débat en tentant de s'adresser à chaque groupe acteur de cette période. Aucun des protagonistes ne semble clairement satisfait par la finalité de ce document qui apparaît en-deçà des attentes que chacun se faisait. Benjamin Stora a tendance à lisser les actions de tous ces groupes. En voulant tous les satisfaire, l'historien semble au final les avoir tous déçus.

La présentation de ce rapport répond aussi à un agenda politique du côté français : il fallait régler la question de la mémoire avant l'échéance de 2022. Cette année marquera le sixième

anniversaire de l'indépendance algérienne et le président français pourra se targuer d'avoir trouvé une solution à ce dossier brûlant et de tourner la page de cette douloureuse époque dans un contexte électoral incertain. Cette présentation tombe cependant à un moment politiquement sensible, marqué par un débat autour de l'influence de l'extrême gauche dans les universités qui promeut les concepts de racialisme et de décolonialisme sociétal. Ces controverses pourraient prendre en otage la démarche initiée par Emmanuel Macron.

Avant de s'adresser à l'Algérie, ce rapport concerne les Français. L'accueil mitigé qu'il a reçu et les critiques auxquelles il fait face témoigne qu'avant d'apaiser les mémoires algériennes, la France doit d'abord s'atteler à réconcilier sa propre mémoire qui semble, comme Benjamin Stora l'a écrit, communautarisée.

Finalement, quelles que soient les bonnes intentions et la crédibilité académique de Benjamin Stora, les partis-pris des acteurs et les hostilités de tous bords ne lui ont pas vraiment permis d'atteindre les objectifs ambitieux, voire irréalistes qui lui avaient été assignés.

Publié le 23 février 2021 par l'institut FMES

Tribune de Jacques Frémeaux en réponse au rapport Stora

Par Jacques FREMEAUX, professeur émérite à l'université de Paris-Sorbonne. Membre de l'Académie des Sciences d'outre-mer.

Chers amis,

Benjamin Stora a toute mon amitié, ne serait-ce que pour avoir partagé le destin de tous les Français d'Algérie et cherché, comme il le pouvait, à trouver une solution à une situation difficile pour eux tous, sinon insupportable.

On n'est évidemment pas forcé de partager toutes ses positions, et moins encore celles du Président de la République, lui-même tout à fait étranger, non par son âge, mais par sa culture, à l'Afrique du Nord et au Maghreb, descendant de Pharamond plus que de Jugurtha ou de Marius.

J'avoue que j'aurais tendance à négliger l'ensemble des débats qui se déchaînent à ce propos, tant j'ai confiance dans le fait que les acquis de la science historique finissent toujours par s'imposer, même si la brièveté de nos existences fait que nous souhaiterions que la vérité triomphe de notre vivant.

Malgré tout, il est difficile d'être indifférent à tout ce qui se passe et qui touche tant de sensibilités.

C'est donc avec distance, mais non sans passion, que je m'exprime, ce qui peut expliquer la sévérité apparente de certaines de mes remarques.

Il est déjà difficile de vouloir réconcilier des mémoires.

Par définition la mémoire constitue une donnée intangible, sinon elle ne serait pas mémoire, c'est-à-dire accumulation de souvenirs plus ou moins précis, colorés par une sensibilité dont Marcel Proust a montré combien elle était précieuse à chacun. Il est vrai qu'elle charrie avec elle bien des préjugés et des déformations par rapport aux réalités historiques. Mais on ne peut la modifier, à moins d'opérer un véritable « lavage de cerveau », ce qui suppose plus que les effets à répétition de la correction politique qui s'efforce trop souvent de faire prévaloir à travers le discours officiel et les médias, un véritable régime totalitaire. En réalité, il n'y a que le savoir désintéressé et impartial qui puisse espérer vaincre les préjugés que véhicule la mémoire. Encore sait-on depuis longtemps que les préjugés, comme les vieilles théories, disparaissent moins parce que ceux qui les soutenaient modifient leur façon de voir que parce qu'ils meurent.

Il est vrai qu'il existe cependant des mémoires opposées, celles que portent les gouvernements des deux États, mais il y a là bien plus qu'une opposition de sensibilités. Aucun des deux, en effet, ne peut vraiment transiger sur sa vision de l'histoire. Ce serait remettre en cause, du côté français, la légitimité de la Cinquième république et l'image même du général de Gaulle, et, du côté algérien, celle du FLN et de ses successeurs. Un tel changement supposerait, pour s'imposer, une révolution de chaque côté, dont évidemment aucun pouvoir ne veut.

Benjamin Stora se trouve donc amené à proposer des modifications qui ne peuvent que difficilement atteindre le fond des choses.

Certaines touchent moins à la mémoire qu'au travail historique : accès aux archives, et facilités données aux chercheurs. Ces mesures peuvent effectivement avoir des effets positifs. Notons

cependant qu'il n'y a pas à attendre de miracle de l'ouverture de ces archives.

Une plus grande place donnée à l'enseignement de l'histoire de l'Algérie, très souhaitable, supposerait globalement une place plus grande de l'histoire dans la formation des élèves, et aussi une vision moins instrumentale et moins polémique de l'argumentation historique dans les débats qui agitent la Cité.

Je note cependant, avec regret, qu'il n'est pas question d'éditer des documents sur la guerre d'Algérie, à la suite des deux volumes dirigés par Jean-Charles Jauffret, et moins encore d'engager une publication sur le modèle des *Documents diplomatiques français* édités par les Affaires Étrangères par des commissions d'historiens.

Pour le reste, c'est une politique d'actions surtout symboliques qui est proposée par le rapport. Il faut reconnaître que, si l'on estime qu'il faut distribuer avec équité les gestes de cet ordre, une part trop grande est faite à l'action de la Révolution algérienne et de ses partisans. Il n'est pas question d'une cérémonie du souvenir le 26 mars 1962 ; la « panthéonisation » concerne une avocate du FLN (qui n'est pas née en Algérie). Bien d'autres noms pourraient être suggérés, par exemple ceux de José Aboulker, Fanny Colonna, Nafissa Sid Cara, le colonel Chérif Cadi, Jules Roy ... liste évidemment non exhaustive.

Le souvenir d'Abd el-Kader dépasse largement celui d'un héros de l'indépendance. Il sut en effet, en faisant litière du passé, admirer les valeurs humanistes, spirituelles et religieuses représentées par la France de son temps. De plus, tous les Français dont l'histoire s'enracine en Algérie ont le droit de le tenir, avec respect, pour l'un des leurs.

Je me dois aussi de remarquer qu'aucune place n'est accordée à la Fondation pour la Mémoire de la Guerre d'Algérie, sur laquelle est portée une accusation qui n'est guère étayée par la référence à « *différents historiens* ». Qu'on me permette de le déplorer.

Au total, ce texte formule, à partir de la sensibilité de son auteur, et de demandes gouvernementales issues de préoccupations diverses, un discours qui exprime une indéniable bonne volonté et la perpétuation de la pensée d'une certaine gauche française à laquelle on est libre d'adhérer ou non.

Cela n'empêche pas, évidemment, de le reprendre sur des points précis ou de faire d'autres propositions. Il fournira ainsi une occasion de s'exprimer à des points de vue différents et tout aussi respectables. On doit naturellement en exclure les interventions de ceux qui, sans aucun lien avec l'histoire du passé colonial et les souffrances qu'il a engendrées, s'attribuent une autorité morale et un savoir scientifique dans un domaine qui les dépasse.

Publié le 17 mars 2021 par l'institut FMES



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

Institut FMES

 Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - 83000 Toulon

 +33 4 94 05 55 55

 info@fmes-france.org

 www.fmes-france.org